26e Année N° 22 15 Novembre 1919

GENERAL LIBRARY
DEC 23 1919
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Constantin Photiadès	*La Victoire des Alliés en Orient.* — II	225
Marc Elder	*Le Sang des Dieux* (2e partie)	277
Henri Bouché	*La Reconquête de l'Air.* — I	316
G.-B. Lancaster	*L'Homme primitif*	346
H. Paufin de St-Morel	*Profils de Conspirateurs de l'An VIII*	367
André Maurel	*Gœthe, Génie latin.* — II	394
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	414
Hubert Bourgin	*Administration et Gouvernement*	428

Copyright 1919 *Revue de Paris*.

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1919

LIVRES NOUVEAUX

LA VIE COMMENCE DEMAIN

par **Guido da Verona.**

La *Revue de Paris*, en publiant la première œuvre traduite en français de M. Guido da Verona, a fait connaître parmi nous ce puissant romancier. Nous n'avons pas à signaler à nos lecteurs les dons vraiment exceptionnels de l'écrivain, qui sait communiquer à tous ses personnages, du protagoniste au dernier figurant, une si étonnante vitalité. Toutes les figures qu'il évoque se présentent en plein relief, avec le frémissement de la vie, et l'ensemble dégage une impression de force créatrice dont il n'y a pas beaucoup d'exemples en Italie ni ailleurs. La *Vie* se distingue, dans l'œuvre du nouveau romancier, par une intensité dramatique particulière. C'est un roman d'amour criminel qu'on n'oubliera plus.

RICHESSE PRIVÉE ET FINANCES FRANÇAISES

de l'avant-guerre à l'après-guerre

par **René Pupin.**

Le régime financier de la France a été bouleversé par la guerre. En pouvait-il être autrement? La France avait une sorte de dilemme à resoudre. Tandis que les charges nationales se faisaient chaque jour plus lourdes, les forces productives de la nation, seules capables d'assumer ces charges, diminuaient sans cesse. Il faut maintenant reconstruire et pour cela faire appel à de nouvelles méthodes. Ces méthodes ne s'improvisent pas. Elles doivent, pour être positives, sortir des faits eux-mêmes. Le livre de M. René Pupin est un recueil de tous ces faits, que doit connaître quiconque a charge de la restauration financière de la France.

Dans le numéro du 1er Décembre prochain, la REVUE DE PARIS *commencera :*

LES LAMPES VOILÉES

LAURENCE

Roman

PAR

MARCELLE TINAYRE

Dans les numéros suivants, elle publiera :

UN AVENTURIER

PIÈCE INÉDITE DE

JULES LEMAITRE

et :

POUR DON CARLOS

le nouveau roman de PIERRE BENOIT, l'auteur de L'ATLANTIDE

LA VICTOIRE DES ALLIÉS EN ORIENT[1]

III

L'EFFONDREMENT DE LA BULGARIE

Comme il arrive trop souvent que l'exécution trouve en défaut les conceptions les plus justes, le général Franchet d'Espérey a multiplié les précautions techniques entre les mois de juillet et de septembre 1918, afin de limiter la part de l'imprévu dans la bataille du Dobropolje.

Mais la fatalité veut que les artilleurs du Groupement Central Franco-Serbe soient gênés par les conditions atmosphériques, dès les premiers coups de canon. En France, pendant l'offensive du général Nivelle, on se rappelle que l'observation aérienne a été gravement compromise par les pluies torrentielles de la mi-avril 1917 : l'artillerie n'ayant pu terminer la série de ses destructions, les attaques d'infanterie ont avorté pour la plupart. Au 14 septembre 1918, le sol est parfaitement sec dans la Mogléna ; mais le général Franchet d'Espérey n'en a pas moins affaire à un ennemi haineux : le vent du Vardar souffle en ouragan.

Tous ceux qui ont séjourné en Macédoine, d'Uskub à Salonique, connaissent ce terrible vent du nord, acéré comme

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 septembre 1919, ainsi que la carte donnant l'ordre de bataille des armées en présence.

des cristaux de glace, en hiver, chargé de poussières aveuglantes, en été. Il a des poumons infatigables, et sa réputation de malfaisance s'étend jusqu'en Thrace et en Épire. Pour peu qu'on dépasse l'Olympe vers le sud, on s'aperçoit que, même chez les paysans de Thessalie, la bise septentrionale se nomme vent du Vardar. A chaque fois qu'il se déchaîne, on l'entend mugir pendant quatre jours consécutifs. Si les états-majors le détestent, parce qu'il brouille leurs radiogrammes, rompt le réseau de leurs téléphones, renverse leurs poteaux télégraphiques, combien plus malheureuses sont les formations campées dans la brousse : centres d'entraînement, ambulances, escadrilles, postes météorologiques ! Quand le « Vardar » se rue comme un frénétique à travers les plaines de Macédoine, les blessés et les malades sont expulsés brutalement de leurs abris ; « marabouts » et tentes « marquises » s'envolent dans la bourrasque. Les bâches des hangars se fendent avec fracas. Les caisses d'avions biplaces, elles-mêmes, pourtant volumineuses, pesantes, amarrées par des chaînes et des crochets de fer, s'écroulent comme des châteaux de cartes. Le commandement est alors obligé de réduire, ou même de suspendre, le travail aérien.

Malgré les rafales du « Vardar », toutes les escadrilles alliées tiennent bravement le ciel dans la journée du 14 septembre 1918 : les unes bombardent l'arrière-front ennemi ; les autres essayent de photographier les brèches et destructions opérées par l'artillerie.

Celle-ci présente un déploiement d'une ampleur inconnue à la Macédoine, même après les concentrations déterminées par l'affaire du Skra di Legen. L'artillerie lourde courte, affectée à ce front de 33 kilomètres, comprend huit batteries de 120 C., quatre de 155 C. F. et treize de 155 C. S. ; l'artillerie lourde longue, quatre batteries de 105 L., trois de 120 L. et cinq de 155 L. D'autre part, trente-cinq batteries de 65 et quarante-huit de 75 constituent des artilleries de montagne et de campagne exceptionnellement puissantes, tandis que l'artillerie de tranchées se répartit en soixante-douze pièces de 58 n° 2 et douze de 240. Au total, près de six cents pièces de tous calibres accumulées dans la Mogléna.

Bouleverser la première position bulgare sur toute sa pro-

fondeur ; neutraliser et détruire l'artillerie ennemie pouvant agir sur le théâtre de l'offensive : gêner l'arrivée des renforts ennemis sur le champ de bataille, tel est le programme d'une artillerie dont toutes les pièces ont été échelonnées le long des pentes, de manière à permettre plus tard aux troupes d'exploitation l'attaque des deuxièmes lignes sans avoir à déplacer les batteries lourdes. Une fois la brèche effectuée par la IIe Armée Serbe, les canons installés sur le Floka n'auront plus qu'à changer la direction de leur tir pour ouvrir la voie à la Ire Armée Serbe.

Le remarquable travail de photographie aérienne fourni par l'aéronautique de l'Armée Serbe [1] dans la Mogléna, la compétence avec laquelle les fiches des batteries ennemies, les cartes des objectifs rapprochés et éloignés ont été établies et tenues à jour, permettent de repérer exactement les buts les plus intéressants.

Les Alliés d'Orient sont unanimes à reconnaître la nécessité d'une préparation d'artillerie [2]. En effet, outre que les tanks attribués à la Macédoine n'arriveront pas avant la fin de septembre 1918, on n'imagine pas, en principe, que ces engins peu maniables puissent s'agripper aux escarpements de la Mogléna.

Mais comment concevoir cette préparation d'artillerie? Systématique et prolongée, comme dans les offensives exécutées sur les différents fronts en 1916 et 1917? Ou bien, au contraire, foudroyante et précipitée, selon les pratiques inaugurées par les Allemands à Verdun? Quoique ce procédé plus récent jouisse d'une certaine vogue, — au printemps 1918, Ludendorff l'emploie partout avec une opiniâtreté pédantesque, — les états-majors serbes accordent leurs préférences, d'instinct, à la première solution. Leur plan initial d'engagement préconise même un pilonnage de quatre jours pleins. Ils y renoncent toutefois de bonne grâce, quand on leur objecte que cette manifestation excessive achèvera de ren-

1. A cette époque, la presque totalité du commandement et du personnel navigant de l'Aéronautique Serbe est française.

2. Les Alliés ne se passeront de préparation qu'en un seul point : au nord-est du lac Doïran. Opération nullement heureuse, malgré l'abnégation dont fera preuve la D. I. de Crète.

seigner l'adversaire sur nos desseins, lui laissera la latitude de convoquer ses réserves de Prilep ou de la rive ouest du Vardar et ajoutera aux obstacles d'un secteur suffisamment difficile par lui-même. D'autre part, on peut craindre que les formules qui ont assuré de bons résultats sur les terrains plats de Courlande ou de Picardie ne s'appliquent qu'assez mal aux massifs de la Mogléna. Les Alliés affrontent ici une tâche périlleuse. Il leur incombe d'enlever, sous les yeux de l'ennemi, des murailles de 1 500 à 2 000 mètres de hauteur, où des abris-cavernes, creusés à la dynamite, plongent dans le roc leurs profondes alvéoles. Si l'on ne s'attache pas, tout d'abord, à défoncer dans une large mesure ces centres de résistance, les fantassins franco-serbes, harassés de fatigue, décimés par les feux croisés des mitrailleuses et les barrages d'artillerie, s'arrêteront plus ou moins vite sur les flancs des montagnes, sans avoir atteint leurs objectifs.

Mais entre la préparation de plusieurs jours et la préparation de quelques heures, on peut opter pour un moyen terme. Français et Serbes finissent par décider que le bombardement, effectué surtout au moyen d'obus explosifs, dûment contrôlé par avions, ne commencera pas avant la matinée du 14 septembre ; d'autre part, les ouvrages démantelés durant le jour seront l'objet de tirs d'interdiction et de harcèlement à travers toute la nuit du 14 au 15.

Cette préparation, remarquable par sa violence et sa continuité, mais insuffisamment vérifiée à cause du vent et de la poussière que soulèvent les éclatements, paraît avoir donné, en général, des résultats satisfaisants. De 15 h. 30 à 16 heures, courte accalmie, pendant laquelle les aviateurs prennent des photographies aériennes. Le secteur forestier du Kravitza montre alors ses réseaux nivelés, ses arbres fracassés, ses tranchées démolies, ses brèches ouvertes en plusieurs points : bref, une confusion inexprimable. L'artillerie des Germano-Bulgares riposte par intermittences, faisant des victimes à l'arrière des divisions franco-serbes. Tandis que nos canons longs la contrebattent énergiquement, nos avions et nos observatoires terrestres épient les groupements ennemis. Un biplace allié ayant vu, sur le chemin de Dunje à Polcista, un convoi de deux cent cinquante camions qui se dirige à

16 h. 10 sur le Koziak, aussitôt nos escadrilles prennent l'air pour l'attaquer à faible altitude et le mettre en déroute. Néanmoins, dans l'ensemble, trop de mitrailleuses sous tunnels, trop de nids de résistance sont demeurés intacts : ils sont à l'épreuve des obus du plus gros calibre. Et les Serbes s'en aperçoivent à leurs dépens : une fusillade meurtrière accueille les patrouilles qu'ils envoient, à diverses reprises, examiner les progrès de la destruction.

***

Pendant ce temps, nos troupes de poursuite ayant serré sur nos troupes d'assaut, le Groupement Central du voïvode Michitch affecte, de l'ouest à l'est, le dispositif que voici :

a) De la rivière Lechnitza au Sokol, la Ire Armée Serbe tient un front de seize kilomètres et demi. En avant, les divisions du Danube (colonel Miloyévitch) et de la Drina (colonel Smilyanitch) ; un peu en arrière de leur centre, la division de la Morava (colonel Grouitch).

b) Du Sokol à la rivière Souchitza, la IIe Armée Serbe met en ligne sur dix-sept kilomètres ses deux unités françaises de renforcement, 122e D. I. et 17e D. I. C., plus, vers la droite, la division serbe de Choumadia[1]. (colonel Michitch) Quant aux D. I. Yougo-Slave (colonel Jivanovitch) et du Timok (colonel Dokitch), elles se trouvent immédiatement derrière la 122e D. I. et la 17e D. I. C., attendant le signal de l'avance.

Le commandement ne veut pas lancer nos fantassins contre des parois abruptes sans les avoir allégés. Les hommes de la 122e D. I. n'emporteront pas leurs sacs; d'ailleurs, cette unité n'est pas appelée à continuer la poursuite; elle va constituer, après la rupture, une réserve mise à la disposition du général Franchet d'Espérey. D'autre part, et cette précaution est significative, des échelles sont distribuées au 1er bataillon du 148e régiment d'infanterie pour lui permettre d'escalader le Sokol.

1. Ces troupes d'assaut tiennent respectivement : la 122e D. I., du Sokol au Testérasti Kamen, 4 km. 1/2, la 17e D. I. C., du Testérasti Kamen au Kamen, 3 km. 8, la D. I. Choumadia, du Kamen à la Souchitza, 6 km. 1/2.

La distance d'assaut varie capricieusement de 30 à 150 mètres, selon les secteurs.

Dans cette journée mémorable du 15 septembre 1918, c'est à la IIe Armée Serbe que revient le rôle capital, le rôle héroïque : attaquer au petit jour et crever la position ennemie. Celle-ci, dont le système complexe se ramifie sur deux kilomètres de profondeur, comprend des objectifs comme le Sokol et le Dobropolje pour la 122e D. I. ; comme le Kravitza pour la 17e D. I. C. ; comme le Vetrénik pour la D. I. de Choumadia.

La Ire Armée Serbe ne s'ébranlera pas, tant que les sommets principaux, et notamment le Sokol, ne seront pas tombés au pouvoir de la IIe Armée. Un seul de ses régiments d'infanterie, le 6e, détachant sur sa droite une fraction de liaison, participera avec la 122e D. I. à la prise du Sokol. Aussi bien la Ire Armée Serbe remplit proprement une mission auxiliaire : on lui prescrit, non de briser les défenses germano-bulgares, mais de protéger, puis d'élargir vers le nord-ouest, l'action décisive de la IIe Armée.

Quel sera le gage irrécusable de notre victoire initiale ? Très certainement, la possession du Koziak. Sous peine de laisser à la XIe Armée Allemande le temps de se ressaisir, il importe de couper, sans aucun retard, la ligne de repli qu'elle possède sur cette puissante masse de rochers et ses dépendances latérales [1]. C'est ici qu'interviennent les troupes d'exploitation. La D. I. Yougo-Slave, couverte à l'ouest par la D. I. de la Morava, à l'est par la D. I. du Timok, se chargera de forcer immédiatement le Koziak.

Tous les bastions de la citadelle montagneuse étant pris, le général Franchet d'Espérey n'aura pas une minute à perdre pour développer la manœuvre de grande envergure destinée à scinder les communications de la XIe Armée Allemande et de la Ire Armée Bulgare.

Concentrer hardiment ses moyens et ses forces sur le point essentiel ; tenir compte des buts secondaires, mais ne jamais se laisser dévier de la direction principale ; attaquer sans

1. La plupart de ces sommets ont de 1 000 à 1 600 mètres. A l'ouest du Koziak, les hauteurs de Polcista et Bésista ; au nord, le Koutchkov et le Djourov Kamen ; à l'est, le Topolec, le Preslap et le Blatec.

précipitation, mais avec le maximum de vigueur ; après la rupture, progresser le plus vite possible, tout en évitant de présenter le flanc à une contre-attaque soudaine, ces préoccupations dominantes du général Franchet d'Espérey expliquent son triomphe mieux que n'importe quels commentaires.

Parlant aux commandants d'armée placés sous ses ordres, il a insisté avec force sur la nécessité d'une poursuite impétueuse. « De la rapidité de l'avance, a-t-il déclaré, dépend le succès de l'offensive. »

***

Lorsque le 14 septembre 1918, dans le calme d'un secteur endormi depuis des mois, dix-sept batteries de 155 font éclater brusquement leur tonnerre, les Bulgares, abasourdis, s'empressent de se terrer au fond de leurs abris; ils conjecturent, d'après les habitudes de l'Armée d'Orient, que la préparation sera très longue. Aucun d'eux ne semble soupçonner que le « jour J » est fixé au lendemain même et « l'heure H » à 5 h. 30. Les Alliés recueillent alors le bénéfice de la solution intermédiaire à laquelle ils se sont arrêtés.

Donc, le 15 septembre, par un temps gris et brumeux, propice à la surprise, l'infanterie franco-serbe sort des tranchées. Cinq minutes s'écoulent, et voici qu'un fort barrage ennemi s'abat sur nos premières lignes, mais trop tard. Surmontant les obstacles avec une détermination farouche, nos vagues d'assaut envahissent les ouvrages les plus proches, tandis que les Bulgares, effarés de ce cataclysme, n'ont pas encore quitté leurs trous. Plusieurs y resteront à jamais, tués à coups de grenades avant même d'avoir pu songer à se rendre.

Les choses se passent ainsi à l'aile gauche de la IIe Armée Serbe. Le général Topart, jugeant avec raison que le sommet du Dobropolje et ses annexes constituent le morceau capital de son secteur, a massé dans ce compartiment sept bataillons sur neuf de la 122e D. I. En conséquence, dès le départ de l'attaque, cette portion du champ de bataille paraît littéralement submergée sous le flot des assaillants. Les 45e et 84e régiments s'emparent du Dobropolje avec une célérité remarquable.

Mais la partie devient plus laborieuse, sitôt que les bataillons de deuxième ligne entreprennent de déboucher en arrière du Dobropolje, vers la cote 1765. Revenus de leur stupeur, fortement soutenus par une artillerie de tous calibres, les Bulgares opposent une résistance acharnée, se faisant tuer sur place plutôt que de céder. Aussi le général Topart a-t-il recours à ses réserves et à un nouvel effort de ses batteries pour les chasser de la cime. C'est seulement à 14 h. 10 que les Bulgares, accablés sous le nombre, nous abandonnent la cote 1765.

On se bat plus âprement encore à l'extrême gauche de la 122e D. I., au Sokol, où nos artilleurs n'ont pas réussi à endommager dans une mesure suffisante les nids de mitrailleuses, les minenwerfers sous casemates. Le 148e régiment d'infanterie, commandé par le lieutenant-colonel Curie, éprouve des pertes cruelles. Pendant que le 3e bataillon s'achemine vers les crêtes situées à l'est du Sokol, à travers un dédale de blocs et d'éboulis, le 1er, chargé d'enlever le piton, subit un bombardement intense. Une torpille tue son commandant, le chef de bataillon Pétin ; avec lui, presque toute sa liaison. Cette catastrophe ralentit sérieusement l'avance ; elle ne la compromet pas. Grâce à l'intrépidité des survivants, toujours pourvus de leurs échelles, le mouvement continue. Le 1er bataillon parvient même, par un prodige de persévérance, à franchir les premières tranchées bulgares ; il s'arrête court enfin, à 150 mètres du sommet. Il va s'évertuer plusieurs fois de suite, dans le courant de la journée, à remplir son ingrate mission ; par malheur, tous ses efforts expirent sous les feux de l'adversaire.

La fraction du 6e régiment serbe ne peut guère nous tirer d'embarras : elle-même est immobilisée sur le versant occidental du Sokol.

Du haut de son poste de commandement du Kotka, où les lignes amies et ennemies voisinent de fort près, le général Topart surveille les fluctuations de la bataille. Il tient en réserve le 2e bataillon du 148e, qu'il se dispose à diriger vers les crêtes orientales du Dobropolje ; déjà, il en a engagé une compagnie avec le 2e bataillon du 45e. Mais il reconnaît, à ce moment, que l'opération du Sokol a besoin de renforts.

La manœuvre de la Ire Armée Serbe n'est-elle pas subordonnée à la prise du Sokol? Et cette dent menaçante n'exerce-t-elle pas sur l'esprit des Serbes un prestige étrangement sinistre, au point qu'elle leur apparaît de plus en plus comme le pivot de la bataille? Tout en estimant que la conquête du Dobropolje doit entraîner automatiquement la chute du Sokol, le général Topart se préoccupe de prévenir des retards dangereux. A 10 h. 20, il envoie dire au 2e bataillon du 148e de se porter immédiatement sur le Sokol avec ses éléments disponibles.

Pour exécuter cet ordre, le bataillon de renfort commence par descendre de 1 000 mètres vers la plaine, car une large coupure, abrupte comme un précipice, profonde comme un abîme, le ravin de la Matova, sépare le Sokol (1 825 m.) du massif de Kotka (1 824 m.). En arrivant dans le défilé où coule la Matova, nos soldats ont la surprise d'y trouver réunis, au grand complet, tous les mulets de la division. Cette cavalerie de fortune a été rassemblée d'urgence, sur un message téléphonique du général Topart, pour les hisser au plus vite jusqu'aux positions du 1er bataillon, à 1 650 mètres d'altitude.

Un mouvement aussi compliqué ne peut s'achever avant la nuit du 15 au 16 septembre. Mais alors le bataillon d'attaque aura triomphé des Bulgares par ses propres moyens. En effet, les prévisions françaises se réalisent petit à petit. La prise du Dobropolje et de la cote 1765, la progression continue des Alliés sur la droite, réduisent à néant la défense du Sokol. Le 1er bataillon du 148e ayant renouvelé ses tentatives avec une ardeur infatigable, vers le coucher du soleil, les Bulgares commencent à mollir. A 21 heures, ils ont perdu le Sokol.

Sur l'extrême droite de la IIe Armée, les Serbes de la D. I. de Choumadia, audacieux, adroits, s'insinuant de rocher en rocher avec la souplesse particulière aux montagnards, abordent par les ailes une architecture gigantesque, hérissée de pyramides et d'aiguilles, à laquelle il serait chimérique de se heurter de front. A 7 heures, ils atteignent les pentes de « l'Oreille d'Éléphant » (Slonovo Ouvo). Dans l'après-midi, ils gravissent le Vetrénik occidental et oriental. Leurs avant-gardes accentuent leur poussée sur la rive est de la

Souchitza, vers le Chlem et le Golo Bilo. Enfin, en outre de leur mission primitive, leurs éléments de gauche donnent la main à leurs camarades français de la 17e D. I. C.

Ceux-ci, placés au centre de la IIe Armée, soutiennent, après un très brillant début, les combats les plus durs. Entre 5 h. 30 et 8 heures, les marsouins du général Pruneau, se glissant à travers une haute futaie de hêtres plusieurs fois centenaires, sont parmi les premiers à atteindre leurs objectifs et à capturer un matériel considérable. Le 3e régiment d'infanterie coloniale, pris à partie par une batterie de 105, n'en fixe pas moins l'ennemi dans le secteur est, considéré comme zone passive. A l'ouest, deux régiments accolés, le 1er R. I. C. à gauche, le 54e R. I. C. à droite, ayant chacun deux bataillons en première ligne, un autre bataillon en réserve, s'emparent successivement des pitons 1 et 2, du Testérasti Kamen et du plateau de Kravitza. Les nouvelles les plus favorables, téléphonées par l'observatoire divisionnaire de Govédarski, affluent au poste de commandement du général Pruneau, à Grivitza, où l'on s'attend, d'heure en heure, à ce que le 95e bataillon de tirailleurs sénégalais déborde le Kravitchki Kamen. Mais les Bulgares, loin de se résigner facilement à la perte du plateau de Kravitza, prétendent s'y maintenir. Quittant les abris sous bois où ils s'étaient blottis jusqu'alors, debout sur leurs tranchées en ruines, masqués par les troncs d'arbres décapités, ils projettent une pluie de grenades sur les vagues d'assaut françaises. Avec un mépris de la mort auquel leurs vainqueurs ne craignent certes pas de rendre hommage, ils contre-attaquent par cinq fois, d'autant plus enragés qu'ils viennent d'être renforcés par le 53e régiment d'infanterie bulgare et qu'un bataillon supplémentaire, parti de Rozden vers Allchar, accourt à la rescousse. La situation de la 17e coloniale devient alors assez délicate ; elle est privée de munitions, en flèche et absolument découverte sur sa gauche, puisque les opérations de la 122e D. I. subissent un temps d'arrêt sur la cote 1765 et le Sokol. D'autre part, le 220e détachement allemand de mitrailleuses de montagne, qui s'accroche au terrain avec une ténacité exceptionnelle, lui inflige de lourdes pertes. C'est dans ces conditions que la prise de Borova Tchouka par la D. I. de Choumadia soulage

notablement la pression exercée à l'est sur la 17e coloniale. A 15 h. 30, les garnisons bulgares, massacrées, prisonnières ou refoulées, sont mises hors de cause, et le général Pruneau, victorieux, occupe le point culminant de la région, « le Dard », ou Kravitchki Kamen.

Ainsi la rupture, commencée le 15 septembre à 5 h. 30, est consommée le jour même, après 21 heures. Grâce à une coordination harmonieuse de tous les efforts, grâce aussi à la vaillance de trois unités incomparables, la 122e, la 17e coloniale et la Choumadia, dont il faut honorer pieusement l'esprit de sacrifice, le général Franchet d'Espérey se rend maître du système fortifié Sokol-Dobropolje-Kravitza-Vetrénik.

Écrivant au lendemain de la victoire, un allié de la France dit ceci : « Les positions du Sokol et du Dobropolje, fortifiées depuis trois ans et réputées imprenables, ont été enlevées en un jour par l'héroïque 122e division... Ce succès foudroyant m'a rempli d'admiration pour les hautes vertus militaires de vos troupes, qui ont ajouté une belle page dans l'histoire déjà si glorieuse de l'Armée Française. »

C'est le Prince Alexandre de Serbie qui s'exprime en ces termes [1].

*
* *

Mais le génie franco-serbe signale que le raccord avec la route bulgare est suffisamment avancé pour permettre le passage de l'artillerie. L'exploitation va donc commencer aussitôt. Tandis que le voïvode Boyovitch, commandant la Ire Armée, attaque à fond pendant la nuit du 15 au 16 septembre, le voïvode Stépanovitch, commandant la IIe Armée Serbe, ordonne aux D. I. Yougo-Slave et du Timok de franchir les lignes des divisions d'assaut.

S'il est une circonstance qui mérite d'être mise en lumière, c'est bien que les divisions dites « d'exploitation » se sont trouvées, le 15 septembre 1918, non seulement en arrière des divisions d'assaut, mais vraiment à pied d'œuvre. Cette mesure n'a pas été prise sans une délibération laborieuse. En effet, le voïvode Stépanovich eût estimé suffisant que

1. Lettre autographe du Prince Alexandre de Serbie au général Topart, datée de Boukovic, 18 septembre 1918.

les D. I. Yougo-Slave et du Timok fussent groupées aux environs de Dragomanci. Les sollicitations pressantes des généraux Topart et Pruneau, placés momentanément sous ses ordres, n'ont pas réussi à le convaincre. Il n'a fallu rien de moins qu'une intervention énergique du général Franchet d'Espérey pour faire prévaloir le point de vue français [1]. Finalement, les divisions Yougo-Slave et du Timok ont été amenées à proximité immédiate. C'est ainsi que la division du Timok a pu arriver dès 15 h. 45 à Grivitza pour traverser les avant-postes de la 17e D. I. C. Par un emploi judicieux des troupes de deuxième ligne, les Alliés d'Orient ont évité de renouveler dans la Mogléna les fautes qui ont compromis, le 9 mai 1915 en Artois et le 25 septembre 1915 en Champagne, les conquêtes si étendues des fantassins de première ligne.

Comme les tranchées prises dans la journée aux Bulgares se confondent en maints endroits avec la frontière gréco-serbe, cette coïncidence donne lieu à une manifestation inoubliable.

Les Serbes contemplent avec respect, en défilant devant les compagnies françaises qui s'échelonnent sur le terrain conquis, nos blessés, nos morts, tous ces camarades d'une contrée lointaine qui ont versé leur sang pour leur rouvrir le chemin de la patrie. Chez ces paysans au grand cœur, les voix de la gratitude et de l'amitié vibrent subitement avec une éloquence impérative. Que font-ils? D'eux-mêmes, sans que leurs chefs soient intervenus, ils rendent les honneurs aux Français. Ils s'élancent vers eux : ils les embrassent fraternellement ; leurs mains loyales se tendent vers les nôtres, qui les étreignent avec chaleur, et les soldats du Prince Alexandre ne s'éloignent dans le crépuscule qu'après avoir salué de leurs *givios* enthousiastes les soldats de la République.

La D. I. Yougo-Slave profite de l'obscurité pour s'engager

1. Sans doute, un historien militaire, un officier d'état-major auront toujours avantage à distinguer dans la bataille du Dobropolje, pour la commodité de leurs études, un premier et un deuxième temps. Mais, en réalité, toutes les phases de l'opération se sont succédé sans aucune pause, dans un enchaînement ininterrompu. Entre la percée et l'exploitation, il serait impossible de découvrir une solution de continuité : celle-ci n'est qu'un élargissement progressif de celle-là.

sur l'étroit contrefort qui doit la conduire du Kravitza sur le Koziak. Le 16 septembre, à l'aube, malgré la fatigue d'une longue marche de nuit, elle bouscule les Bulgares, livre des combats sanglants sur les crêtes du Koziak et s'empare des cotes 1810 et 1825, les plus importantes de cette vaste forteresse naturelle. A cette annonce, la XIe Armée Allemande aperçoit tout de suite les conséquences de son désastre ; elle rassemble des renforts, les somme de reprendre sur-le-champ la cote 1810. Chose extraordinaire, ils y réussissent. Mais un nouvel assaut, plus furieux que les autres, les en rejette définitivement, et la jeune division Yougo-Slave, dont cet exploit vient de faire l'égale des plus fameuses unités serbes, reste en possession du Koziak. Cette fois, le pilier fondamental de la ligne de repli bulgare s'est écroulé à tout jamais.

*
* *

Le Vardar et la branche orientale de la Cerna figurent les côtés d'un triangle irrégulier dont la base s'appuie à la Mogléna et le sommet à Gradsko. Si l'ennemi parvient à immobiliser les Alliés au dedans de ce triangle, il aura sauvé, malgré sa défaite du Dobropolje, les communications de la XIe Armée Allemande et de la Ire Armée Bulgare.

Le général Franchet d'Espérey déjoue cette suprême espérance. Environné d'un fossé plein d'eau, il veut en sortir à la faveur de « cette rapidité qui permet de tout oser ». Et comment le général von Scholtz, commandant en chef les forces germano-bulgares du front macédonien, prétendrait-il l'en empêcher? Où sont les réserves stratégiques qu'il aurait dû tenir prêtes dans la région de Gradsko? Où est l'armée fraîche, dotée d'une artillerie abondante, dont le rôle serait sans doute prépondérant?

Alors s'engage une véritable course aux rivières. Dès la nuit du 15 au 16 septembre, les troupes de poursuite s'orientent vers des directions divergentes : la Ire Armée Serbe vers la Cerna orientale, la IIe vers le Vardar. Entre elles deux, la D. I. de la Morava fait trait d'union. Ces diverses unités rivalisent de hardiesse pour établir des têtes de pont au nord-ouest et au nord-est.

La Ire Armée Serbe brise la résistance ennemie à l'ouest du Sokol, passe les rivières Lechnitza et Gradechnitza, culbute les colonnes qui s'efforcent de l'arrêter sur des lignes successives bien fortifiées et, entraînant toujours plus loin ses batteries de montagne, plus une division de cavalerie serbe (colonel Georgévitch) qui cherche avec impatience une occasion de se distinguer, continue à toute vitesse son avance vers la Cerna.

La célérité, la vigueur, la profondeur de notre poussée troublent profondément la XIe Armée Allemande. Dans son désarroi, elle abandonne beaucoup de blessés et de matériel pour précipiter sa retraite vers les ponts de la Cerna. Mais les difficultés du terrain, les pentes, le manque de garages, les défaillances d'un état-major aux abois qui ne sait plus se faire obéir, provoquent des embouteillages perpétuels sur les routes de Cebren, Sélo Monastir, Razimbey. Le ciel lui-même n'est plus libre pour les Bulgares, car nos avions survolent sans cesse leurs fuyards, les bombardant, les massacrant à coups de mitrailleuses.

En vain la XIe Armée Allemande essaye-t-elle de se cramponner à certains points essentiels. A Gradechnitza comme sur le Koutchkov Kamen, elle oppose une résistance désespérée ; ses contre-attaques impétueuses nous ravissent quelquefois nos gains, mais toujours de façon passagère. Ses dernières ressources, les excellentes unités qu'elle gardait près de Prilep, brûlant les étapes, rejoignent à marches forcées, et cependant trop tard : ce ne sont que régiments et batteries isolées dont les éléments, épars sur les fronts des Ire et IIe Armées Serbes, se font battre à tour de rôle. Les Alliés, au contraire, obéissant à une impulsion méthodique, en liaison constante les uns avec les autres, utilisent tous les cheminements, débordent les résistances locales, progressent par grandes unités constituées.

Dans ces conditions, les 2e et 3e divisions bulgares ne pourront plus se ressaisir. Les Allemands croient faire un exemple salutaire en relevant de ses fonctions le général Roussef, commandant la 2e D. I. bulgare. Sévérité inutile : son remplaçant, le général Nicolof, ne sera pas plus heureux. Et d'ailleurs, le 13e bataillon de chasseurs à pied, tout alle-

mand qu'il est, ne se trouve pas en meilleure posture. Rien ne peut endiguer le torrent des Armées Alliées. Sur trois divisions d'assaut qui ont gagné la bataille du Dobropolje, seule la 122e passe en réserve du commandement en chef; la 17e coloniale et la Choumadia, après deux jours de repos, participent à la manœuvre de la IIe Armée Serbe. C'est que les instructions du général Franchet d'Espérey sont formelles... « Marcher sans trêve, jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux... » Jamais chef militaire n'a été mieux compris, mieux obéi.

Dès le 17 septembre au soir, l'aile gauche du Groupement Central Franco-Serbe longe la Cerna orientale, menaçant la route de Prilep ; mais l'aile droite aura encore besoin de quatre jours pour consommer sa mission. Il y a loin, en effet, de la Mogléna au Vardar. Et comme le délabrement et les circuits fantastiques des pistes conspirent avec la distance pour entraver notre élan, la IIe Armée Serbe n'arrivera pas sur le Vardar avant le 21 septembre.

Le voïvode Boyovitch aura donc été le premier à atteindre son objectif. Cet avantage est chèrement acheté par la lutte qui l'attend sur les berges de la Cerna, lutte des plus pénibles, car les Bulgares, sous la protection d'un barrage très dense, lui disputent obstinément le passage. Espèrent-ils encore nous interdire l'accès de Prilep en se maintenant sur les fortes positions du Visoko (1506 m.) et du Vasak (1674 m.)? Cela est douteux. Plus vraisemblablement, ils s'appliquent à nous soustraire les approvisionnements immenses qu'ils ont accumulés dans la région. Le feu dévorera ce qu'ils ne peuvent évacuer. Tous les ponts brûlent entre Polosko et Cebren. Vingt grands dépôts de munitions sautent en produisant des explosions formidables. Nos détachements réussissent néanmoins, dès le 18 septembre, à ébaucher une petite tête de pont ; à construire des passerelles au moyen de chariots à bœufs pris à l'ennemi; à traverser le fleuve à gué, en amont et en aval de Sélo Monastir. Le 21 septembre, à 23 heures, la XIe Armée Allemande, incapable de s'opposer à notre infiltration systématique, abandonne en combattant le front de la Cerna, après l'avoir tenu jusqu'à la dernière extrémité. La ville de Prilep est désormais découverte.

Dans cette même journée, si funeste à la XIe Armée Allemande, le général Franchet d'Espérey enlève à la Ire Armée Bulgare les communications de la vallée du Vardar. En effet, la IIe Armée Serbe vient d'arriver sur ce fleuve, entre Krivolak et Démir Kapou. Elle y trouve un butin d'une richesse incroyable : le chemin de fer étant coupé vers le nord, aucune partie des stocks emmagasinés au sud, entre Démir Kapou et Guevguéli, armes, projectiles, vivres, fourrages, camions, automobiles, wagons, locomotives, hôpitaux, parcs du génie, boulangeries, ne saurait être évacuée sur Uskub. Seules, les escadrilles allemandes sont en mesure de quitter leur terrain d'Hudovo par la voie des airs; encore leur départ est-il quelque peu hâtif, puisqu'elles laissent intacts derrière elles des hangars de bois aussi spacieux que solides. Les destructions d'usage seront exécutées plus scrupuleusement à Démir Kapou, où les Bulgares n'oublient pas d'incendier la gare, terminus du téléphérique de la Bosava. Le lendemain, 22 septembre, le voïvode Stépanovitch ayant établi une tête de pont sur le Vardar, des perspectives pleines de promesses se déroulent devant les Alliés. Qu'importe si les routes mal empierrées du Vardar, supplice de nos artilleurs, ne desservent en apparence qu'Istip ou Radovista ! En fait, c'est à Sofia qu'elles conduisent.

La course aux rivières, le passage presque simultané de la Cerna et du Vardar, n'auront pas demandé plus de cinq jours au général Franchet d'Espérey. Grâce à la rapidité foudroyante de ses opérations, la défaite bulgare du Dobropolje dégénère en débâcle.

*
* *

Des rabattements d'une telle ampleur seraient trop au-dessus des forces humaines, si, dès la prise du Dobropolje, une impulsion analogue, agissant à la manière d'un courant électrique, ne gagnait de proche en proche les ailes du Groupement Central Franco-Serbe. Ici, comme partout, le général Franchet d'Espérey a su prévoir et prescrire. Les voisins immédiats du voïvode Michitch ont reçu l'ordre d'ébranler, par les coups les plus rudes, les pivots indispensables à la défense des armées ennemies.

Donc, à l'est, en liaison avec la droite de la IIe Armée Serbe, le général d'Anselme, commandant le 1er Groupement de Divisions, entame une manœuvre en montagne qui lui vaut, dès le 19 septembre, la possession de Zborsko, Tusin et Nonte. Le lendemain, des éléments des 16e D. I. C. (général Dessort), D. I. de l'Archipel (général Ioannou) et 4e D. I. hellénique (général Vlahopoulos) enlèvent les forteresses de la Mogléna orientale, dont la plus redoutable est la Dzéna (2 092 m.). A peine ont-ils procédé au nettoyage des hautes vallées de ce canton alpestre qu'on les voit brusquement redescendre de 2 000 à 60 mètres, franchir le Vardar et faire, sur la rive gauche, l'ascension des monts Gradec. En vérité, il serait impossible d'exagérer la valeur des services rendus au cours de la poursuite par les unités franco-helléniques du général d'Anselme. En couvrant le flanc est du Groupement Central, en débordant par le nord les défenses de Kojusko et Huma, elles ont compensé les déceptions momentanées du général Milne, et, si la Ire Armée Bulgare a été virtuellement annulée entre le 15 et le 29 septembre, c'est à leur hardiesse qu'on le doit.

Le même mouvement d'avance s'étend à l'ouest. Entre le Ier Groupement de Divisions et l'Armée Française d'Orient, la similitude paraît d'autant plus frappante que le général Henrys, comme le général d'Anselme, fait couvrir le flanc d'une armée serbe par des unités franco-helléniques. Ce sont, à la gauche de la Ire Armée Serbe, la 11e D. I. C. (général Farret) et la 3e D. I. hellénique (général Tricoupis). Elles traversent la Cerna orientale entre Sélo Monastir et Cebren, puis, triomphantes, se précipitent sur Prilep.

Cette ville est menacée non seulement par le sud-est, mais encore par le sud-ouest, l'Armée Française opérant pour son propre compte sur la branche occidentale de la Cerna. Sitôt que les Bulgares commencent à céder, le Corps Expéditionnaire Italien leur donne la chasse, sous la direction énergique du général Mombelli : la 35e division italienne tient enfin la fameuse cote 1050, si souvent citée dans les communiqués de l'Armée d'Orient, et la cavalerie italienne envoie ses éclaireurs, d'un seul bond, à Kanatlarci. Par cette localité passe également, au galop, pendant la randonnée merveilleuse qui le mènera jusque dans Uskub, le général Jouinot-Gambetta,

commandant la brigade de cavalerie française [1]. Plus à gauche, entre les chaussées de Prilep et de Kicévo, la 156e D. I. (général Borius) progresse régulièrement. Toutes ces colonnes, visant un même but par des voies convergentes, effectuent leur jonction dans la plaine de Prilep.

Le général Henrys se propose, en outre, d'accrocher vigoureusement l'ennemi à l'ouest de Monastir, tout en se dirigeant vers le nord-ouest, de manière à atteindre au plus vite l'important carrefour de Kicévo. Si les Germano-Bulgares persistent néanmoins à s'attarder sur les lacs de Prespa et d'Okhrida, ils auront lieu de s'en repentir, car, bientôt, ils ne pourront plus rétrograder vers Gostivar-Kalkandelen-Uskub et n'auront d'autre ressource que de se répandre en Albanie, terre peu hospitalière aux armées fugitives.

Ce projet présente des avantages certains. Pour en assurer le succès, on transporte à la hâte, de la Mogléna à Monastir, la majeure partie de l'artillerie qui a préparé la bataille du Dobropolje. Toutefois, la rapidité même avec laquelle le front bulgare se désagrège, depuis la course aux rivières, fait abandonner ces mesures, et les forces qui devaient primitivement marcher sur Kicévo reçoivent une destination plus décisive.

Aux yeux du général Franchet d'Espérey, le point essentiel est d'arriver à Prilep. Prendre Prilep, c'est couper les communications de la XIe Armée Allemande, soit avec Velès, soit avec Gradsko et Kavadar-Négotin ; c'est pouvoir foncer sur Uskub, gagner de vitesse la XIe Armée Allemande qui se replie, lui barrer la grande route Kalkandelen-Kumanovo-Sofia et l'acculer à une capitulation en rase campagne. Que ce plan réussisse, et l'Armée Française fera prisonnières, non seulement des arrière-gardes trop fidèles à leur consigne, mais les hordes innombrables de soldats qui se pressent tumultueusement vers Gostivar.

Par suite de cette évolution, les péripéties de l'extrême gauche n'offrent plus qu'un intérêt secondaire. Si l'ennemi se cramponne avec une opiniâtreté paradoxale aux abords de Monastir, notamment à la cote 1248 et au Péristéri, les Alliés n'en éprouvent nulle inquiétude : ils savent tous que la partie capitale se joue au centre.

1. 1er et 4e chasseurs d'Afrique, régiment de marche de spahis marocains.

Le 23 septembre, le général Franchet d'Esperey se rend en automobile à Kanatlarci, parmi les avant-gardes de ses escadrons d'Afrique. En quelques mots, il explique au général Jouinot-Gambetta la nécessité de pousser vivement jusqu'à Prilep et, de là, sans aucune interruption, à Uskub. Il lui donne la brigade du général Tranié (42e et 44e R. I. C., détachés de la 11e division coloniale), qui vient de passer la Cerna orientale ; il lui adjoint le 58e bataillon de chasseurs à pied, deux groupes d'artillerie, l'un de 75, l'autre de 65 ; enfin, un peu plus tard, toujours en vue de corser la manœuvre qui lui tient au cœur, il achemine sur Uskub une division entière, la 76e (général Siben). Il défend expressément que des unités superflues soient dérivées sur Kicévo, où l'Armée Française ne doit opposer aux Germano-Bulgares que de petits détachements de toutes armes, et il insiste avec force sur l'importance primordiale qu'il attache de plus en plus à l'opération d'Uskub.

Les effets de cette action ne tardent pas à se faire sentir. Le 23 septembre au soir, quelques heures seulement après l'entretien de Kanatlarci, le général Jouinot-Gambetta, à la tête de la cavalerie française, pénètre dans Prilep, où la 11e D. I. C. entrera, elle aussi, le 24 septembre. Les Macédoniens voient flotter le drapeau tricolore sur l'ancien quartier général de la XIe Armée Allemande.

*
* *

Peut-on imaginer situation plus tragique que celle du général von Steuben après la chute de Prilep? Les débris de ses divisions éparses et disloquées cherchent en vain à se rejoindre, soit pour remonter vers Uskub, soit pour fusionner à l'est avec la Ire Armée Bulgare.

Quel va être leur sort?

Les troupes qui ont résisté longtemps, beaucoup trop longtemps, à l'ouest de Monastir et en Albanie, se retirent subitement le 25 septembre, déjà débordées par le nord. Aussitôt la 30e division (général Venel) d'atteindre Resna et la 57e (général Génin) de franchir les montagnes du Tomoros.

Quant aux régiments démoralisés qui s'enfuient de Prilep,

ils hésitent : les uns choisissent la voie du Rajec et de la Cerna pour déboucher sur le Vardar à Gradsko ; les autres s'engouffrent dans le couloir qui mène par le col de la Babouna à Vélès, puis à Uskub. Mais ni les uns ni les autres n'ont aucune chance de salut.

La faute en est au commandement allemand qui a négligé d'organiser des centres de résistance à Gradsko, Vélès et Uskub. Telles qu'elles sont vers la fin septembre 1918, assiégées par une foule frémissante de panique, ces trois villes serbes ressemblent plutôt aux *centres tourbillonnaires* de l'Océan dont nous parlent les savants et les navigateurs : lieux étranges où viennent s'engloutir, entraînés par on ne sait quelle aimantation mystérieuse, tous les objets flottants, toutes les épaves errantes à la surface des mers. C'est ainsi que les débris de la XIe Armée Allemande refluent confusément, après le désastre de Prilep, sur les cités du Haut-Vardar.

Les Germano-Bulgares se porteront-ils sur Gradsko? En pareil cas, ils auront affaire au voïvode Boyovitch. Comme les deux armées serbes sont allées en s'éloignant l'une de l'autre, la Ire vers Prilep, la IIe vers Istip, le général Franchet d'Espérey, après le passage de la Cerna et du Vardar, s'est préoccupé d'établir entre elles une liaison plus étroite. Pour diminuer l'écart, il a ordonné à la Ire Armée Serbe d'appuyer sa droite au Vardar et de pointer son centre en direction de la Babouna, plein nord, de manière à couper en premier lieu la route Prilep-Gradsko, ensuite la route Prilep-Vélès. Ainsi les communications du général von Steuben ne sont déjà plus libres, à l'est, avec le Vardar. Mais les dernières colonnes de la XIe Armée Allemande ne soupçonnent pas encore leur malheur. Elles se flattent de pouvoir se regrouper à Drénovo, à mi-chemin de Gradsko. Quel n'est donc pas leur désarroi, quand elles se heurtent à cet endroit même, le 23 septembre, contre la division de la Morava. Celle-ci, en une heure, les refoule sur Prilep et capture, malgré leurs contre-attaques, 7 canons, 12 caissons, 44 voitures à chevaux, des magasins à vivres, des cuisines roulantes, du bétail et un si riche butin d'armes, de munitions et d'approvisionnements de tout genre qu'il faut renoncer à le dénombrer sur-le-champ.

Plus opulentes encore seront les prises de la IIe Armée Serbe

à Gradsko ; à vrai dire, elles ne pourront être faites avant le lendemain. Gradsko est une bourgade insignifiante mais une gare de premier ordre. Devenue, depuis 1915, grande régulatrice de la XIe Armée Allemande et de la Ire Armée Bulgare, agglomération militaire à peine inférieure en importance aux établissements que l'Entente a organisés autour de Salonique, Gradsko ne livrera pas sans coup férir les camps et les dépôts immenses qui lui composent une ceinture d'un prodigieux diamètre. Elle constitue à la hâte une ligne de défense. Et voici que ses batteries de 105, habilement défilées, paralysent par un violent barrage la progression du voïvode Stépanovitch. Pendant toute la journée du 23 septembre, la 17e D. I. C., à gauche, et la D. I. Yougo-Slave, à droite, sont immobilisées sur les crêtes qui dominent au sud-ouest le confluent de la Cerna et du Vardar. C'est alors que le général Pruneau, faute de pouvoir briser la résistance des Germano-Bulgares par une attaque frontale, s'avise de marcher sur Cicévo, afin de contourner les retranchements ennemis par l'ouest. Un si large mouvement tournant serait téméraire s'il n'était autorisé par la faiblesse relative du détachement adverse qui tient Gradsko. Le général Pruneau est sans inquiétude à cet égard : les renseignements précis de l'aviation attestent que Gradsko n'est tenue que par un petit nombre de bataillons. Sa manœuvre, commencée le soir même par fractions restreintes, aboutit dans la matinée du 24 septembre à un succès éclatant. Avec des pertes minimes, la 17e D. I. C. enlève à 9 heures le village et le monastère de Cicévo. Les défenseurs de Gradsko, se voyant débordés par l'ouest, font sauter la majeure partie des dépôts, après quoi ils s'empressent d'évacuer la gare et la ville. A 14 heures, grâce à la brillante initiative du général Pruneau, le 21e régiment serbe peut entrer dans Gradsko.

Les Germano-Bulgares qui se sont évadés de Prilep vers le nord-est seront-ils plus heureux? Trouveront-ils à Vélès, à Uskub, des asiles assez sûrs, un répit assez long pour y préparer méthodiquement leur exode vers Nich ou Sofia? Pas davantage. Ils sont, eux aussi, dans le dénuement et la détresse. D'après les ordres les plus récents du général Franchet d'Espérey, le col de la Babouna, la route Prilep-Vélès se confon-

dent avec l'axe de marche de la Ire Armée Serbe. En conséquence, les divisions du Danube et de la Drina, précédées par une section française d'autos-mitrailleuses, ont beau jeu pour harceler les arrière-gardes qui se replient. Leur résistance et nos attaques s'accentuent respectivement, à mesure qu'on se rapproche de Vélès. Le général von Scholtz a massé aux abords de cette ville prospère et populeuse l'élite de ses troupes allemandes : le 211e détachement de mitrailleuses de montagne, le 12e bataillon de chasseurs à pied (saxon), le 21e régiment d'infanterie de réserve, arrivé depuis peu de Russie. Il exige qu'elles tiennent coûte que coûte, afin de permettre au gros des divisions défaites de s'écouler par les routes de Kumanovo-Sofia et d'Istip-Dzumaïa.

Or, tandis que Serbes, Français, Bulgares, Allemands se battent avec fureur pour la possession de Vélès, dont la partie nord, construite sur la rive gauche du Vardar, nous demeure longtemps inaccessible [1], les premiers éléments de cavalerie française commencent à défiler sur la gauche de la Ire Armée Serbe. La voyant engagée face à Vélès, le général Jouinot-Gambetta décide de ne pas attendre l'issue de ce dur combat pour accomplir la mission qu'il tient du général Franchet d'Espérey. Il se tourne vers ses chasseurs d'Afrique et ses spahis marocains; il leur déclare ses intentions. Et voici ce qu'il veut : s'enfoncer hardiment dans les lignes germano-bulgares, traverser les hautes montagnes boisées qui s'étagent sur la rive droite du Vardar, filer directement vers le nord-ouest, de manière à tomber sur les arrières de l'ennemi, à Uskub, comme la foudre.

On assiste ici à un spectacle étrange. Le rêve qui a toujours hanté chacun de nos commandants en chef, pendant quatre années de guerre, — disloquer l'ennemi sur un large front, exploiter vigoureusement cette rupture, faire déboucher en terrain libre des masses abondantes de cavalerie, — se réalise soudain en Orient. Mais au lieu de foncer à travers les plaines françaises, illustrées par tant de charges mémorables, les escadrons de Macédoine escaladent les corniches

1. Jusqu'au matin du 27 septembre.

rocailleuses, où, jusqu'alors, les pâtres koutzo-valaques, dans leurs cabans de montagnards, s'émerveillaient de voir bondir le bouquetin et le mouflon.

Combien de braves, depuis la mer du Nord jusqu'aux Vosges, ont ardemment désiré cette « heure de la cavalerie » qui sonne enfin, trop loin, dans la péninsule des Balkans ! Durant cette prodigieuse chevauchée de Monastir à Uskub, tout devient noble et splendide. Le compte rendu réglementaire d'un maréchal des logis, retour de reconnaissance, émeut par on ne sait quelle vertu pathétique ; le moindre journal de marche a plus de prestiges qu'un roman d'aventures.

On a vraiment de la peine à suivre le général Jouinot-Gambetta, après son départ de Kanatlarci. Entré le premier dans Prilep, il continue hardiment sa progression vers le nord. Français et Serbes l'aperçoivent, un instant, à hauteur de Vélès. Puis il s'éloigne vers le nord-ouest, ne voulant se reposer nulle part, sauf à Uskub.

Les 1er (colonel de Bournazel) et 4e (lieutenant-colonel Labauve) chasseurs d'Afrique, les spahis marocains (lieutenant-colonel Guespereau) avancent sans arrêt pendant quatre jours et quatre nuits. Nuits qui n'en finissent plus, nuits implacables, où l'homme s'endort, épuisé de fatigue, sur le dos de sa monture, quelquefois réveillé par une secousse plus douloureuse, un bruit plus violent que les autres. A partir de Vélès, les épreuves ne cesseront plus de s'aggraver. Les monts Golesnica s'élèvent à plus de 2 000 mètres : il faut cependant les gravir. Les cartes sont défectueuses, car nos groupes de canevas de tir, nos sections topographiques n'ont pas encore travaillé sur les zones mystérieuses de l'arrière-front ennemi, et les photographies aériennes, en raison de leur discontinuité, ne se prêtent plus à une restitution : n'importe, il faut s'engager dans cet enchevêtrement inexploré de bois et de rochers. Aucune voiture ne peut suivre sur les sentiers scabreux qui serpentent entre Drénovo et Paligrad. Donc, pas de ravitaillement. Et néanmoins, une telle disette de nourriture, une telle constance d'insomnies n'affectent pas, chose étrange, le moral de la cavalerie française.

Le 28 septembre au soir, elle dévale sur les berges du Haut-Vardar. Elle est à Dracévo, au milieu des troupes germano-bulgares. La bataille de Vélès s'étend peu à peu vers le nord-ouest. L'ennemi, tout en se repliant vers Uskub, tâche de contenir vers Kozlé, sur une boucle du Vardar, les coloniaux du général Tranié et le 58e bataillon de chasseurs à pied. Il surveille aussi la Ire Armée Serbe, qui, même après son passage sur la rive gauche, reste en liaison étroite avec les unités françaises.

Puisque la lutte fait rage sur le Vardar, le général Jouinot-Gambetta exécutera sa mission par ses seuls moyens, sans fantassins ni artilleurs. Il pousse encore plus avant. Ses escadrons se dirigent sur Uskub. « Jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux !... » a dit le général Franchet d'Espérey, et nul n'a oublié cet ordre impératif. Quand la brigade se présente devant la ville, le 29 septembre au matin, l'ennemi semble hébété par la stupeur. D'où vient cette cavalerie enchantée? Comment les postes bulgares n'en ont-ils pas signalé l'approche? A-t-elle vraiment pu déboucher du Vodna, montagne que l'on dit infranchissable?... Le général Jouinot-Gambetta profite de la surprise : il attaque les lisières est et ouest de la ville ; il la force par le combat à pied. Ses cavaliers sabrent les convois qui emportaient vers la Bulgarie des approvisionnements immenses ; ils récoltent les canons par batteries entières. Et comme le 1er chasseurs d'Afrique, passant le Vardar à gué, coupe la retraite vers le nord, Allemands et Bulgares refluent en désordre sur les faubourgs.

Dans le même moment, la XIe Armée Allemande, après avoir évacué péniblement les secteurs de Monastir et d'Albanie, se traîne sur la route Gostivar-Kalkandelen, avec l'espoir de s'écouler vers Sofia. Trop tard ! la porte d'Uskub se ferme brusquement devant elle, et le général Franchet d'Espérey se dépêche d'en pousser le verrou.

La randonnée de la cavalerie française aboutit à un succès éclatant. Les 100 000 hommes du général von Steuben se sont engouffrés dans une impasse. Désormais, la séparation de la XIe Armée Allemande et de la Ire Armée Bulgare est chose faite.

*
* *

Le général Franchet d'Espérey, on s'en souvient, a voulu conjuguer avec l'opération capitale de la Mogléna une attaque exécutée dans le compartiment Vardar-Doïran. Il confie ce rôle important, quoique secondaire, à l'Armée Britannique, qui sera appuyée, pour la circonstance, par des unités helléniques. Celles-ci, les divisions de Sérès (général Epaminondas Zymbrakakis) et de Crète (général Spiliadis), sont choisies dans le Corps d'Armée de la Défense Nationale (général Emmanuel Zymbrakakis). Le but que l'on poursuit n'est pas seulement de fixer la Ire Armée Bulgare pour l'empêcher d'envoyer du renfort à la XIe Armée Allemande et prévenir une réaction dangereuse sur le flanc gauche du 1er Groupement de Divisions. En dégageant le chemin de fer et la route qui longent le Vardar, on ouvre, vers le nord, pour le voïvode Stépanovitch et le général d'Anselme, une voie de communication plus sûre, plus commode, plus directe que les pistes follement sinueuses de la Mogléna. Et l'on espère, par-dessus le marché, prendre pied sur les monts Bélès, de manière à barrer la route Kosturino-Strumica, la seule par laquelle les 5e et 9e divisions bulgares pourront battre en retraite, après qu'elles auront perdu l'artère centrale du Vardar.

La manœuvre se développe de part et d'autre du lac Doïran.

A l'ouest, la 22e D. I. britannique (général Duncan) et la division de Sérès mènent une attaque frontale, préparée de longue main par l'artillerie ; les Anglais sont à gauche et les Hellènes à droite.

Au nord-est du lac, la division de Crète et une brigade de la 28e D. I. britannique (général Croker) attaquent à revers. En cas de succès, le 3e régiment de cavalerie hellénique doit participer à la poursuite. Ici, point de préparation d'artillerie, mais un effet de surprise.

Sur la rive droite du Vardar, la 27e D. I. britannique, (général Forestier Walker), provisoirement rattachée au 1er Groupement de Divisions, vise avant tout Guevguéli. Elle est appelée à rejoindre, sur la rive gauche, le gros de l'Armée

Britannique, une fois que les unités du général d'Anselme auront bordé le Vardar.

Mais le 18 septembre, à 6 heures, les Bulgares résistent énergiquement à l'offensive anglo-hellénique.

Dans le secteur ouest, le tir précis des mitrailleuses décime, dès le début, la 22e D. I. britannique. C'est en vain que la division de Sérès enlève ses premiers objectifs [1] avec un allant, un mordant, un brio qui excitent l'admiration générale. Comme l'insuccès de la 22e D. I. britannique la laisse découverte sur sa gauche, elle est amenée à s'arrêter, puis à s'organiser sur le terrain conquis, et les Bulgares, par des contre-attaques acharnées et continuelles, se chargent de lui rendre ce travail particulièrement onéreux.

Dans le secteur nord-est, la division de Crète, après une progression de nuit, gagne ses tranchées de départ, non loin des lignes adverses. Par malheur, la surprise n'a pas réussi : l'ennemi se tient sur ses gardes, et il ne sera pas possible aux Hellènes de faire irruption dans ses ouvrages. Nul ne songe à reprendre cette opération, irrémédiablement compromise. Le 3e régiment de cavalerie hellénique reçoit l'ordre de rejoindre immédiatement le 1er Groupement de Divisions.

Quant à l'attaque par l'ouest, le général Milne estime qu'elle conserve, malgré tout, des chances de succès sérieuses. Pour les augmenter autant que faire se peut, le XVIe Corps d'Armée Britannique (général sir Charles Briggs) utilise les troupes fraîches qu'il tient en réserve : il met en place, dans la nuit du 18 au 19 septembre, un régiment français, le 2e *bis* de zouaves, et deux brigades anglaises. Après quoi, l'artillerie ayant déchaîné une fois de plus un bombardement intense et prolongé, tout le monde repart à l'assaut, le 19 septembre au matin. Avec les plus belles qualités de fougue, la division de Sérès enlève de nouveau quelques éminences importantes [2] ; elle aborde même, emportée par son élan, les pentes d'un objectif plus lointain, le *Grand Couronné*. Mais les troupes anglaises, malgré leur ténacité traditionnelle, malgré le précieux appoint des 65e et 77e brigades et du 2e *bis* de zouaves, sont immobilisées par les mêmes rafales de mitrailleuses,

1. Entre autres, le *Petit Couronné*, la cote 340, *Têton Hill*, *Dolran Hill*.
2. Telles que *the Orb* et *the Hill*.

les mêmes barrages de minenwerfers que la veille. Quand le soir tombe enfin sur cette journée ingrate, Anglais et Hellènes s'aperçoivent que leurs pertes sont cruelles, surtout en officiers, et qu'ils se retrouvent, à peu de chose près, sur leurs positions de départ. En conséquence, ordre est donné de suspendre les attaques.

Pour excuser leur mécompte, les Britanniques peuvent invoquer très justement la solidité exceptionnelle des organisations bulgares. Celles-ci, dès le mois d'août 1916, défient les plus furieux assauts du général Sarrail. Par la suite, elles ne cessent d'être perfectionnées d'après les enseignements successifs de la guerre. L'état-major du général Milne a dû étudier cette évolution sur ses photographies aériennes à grand foyer. Il a identifié, à l'intérieur des tranchées de première ligne, les niches de guetteurs, recouvertes non seulement de déblais, mais de rails, de rondins et de tôles ondulées ; il a repéré les postes avancés, garnis de mitrailleuses, bien dissimulés, bétonnés, hérissés de défenses accessoires, qui surveillent le terrain tout en constituant de véritables petits blockhaus, impossibles à détruire. Déserteurs et prisonniers ont décrit en détail les positions de la Ire Armée Bulgare. Ici, plusieurs lignes de tranchées presque parallèles, réunies par des boyaux et séparées par une distance suffisante pour que nulle d'entre elles ne se trouve dans la zone de dispersion des coups dirigés sur une autre. Ailleurs, une série de points d'appui que relie une courtine assez faiblement occupée ; la défense, dans ce cas, repose surtout sur les feux de flanc qui partent des centres de résistance. Les abris, protégés par une épaisseur de terre de 6 mètres, donc à l'épreuve des projectiles de 155, ont leur entrée garantie contre les obus de plein fouet. La nuit, par les coupures en chicane, une ligne de sentinelles, contrôlée par des rondes, se glisse en avant des réseaux qui comportent une double rangée de fils de fer. Autour de ces retranchements, mille obstacles : chevaux de frise, trous de loup disposés en quinconce, et même, dans les parties boisées, les Bulgares, avec des arbres qu'ils renversent du côté des Britanniques, confectionnent des abatis dont les troncs et les branches sont attachés par des ronces métalliques. Enfin, dans ce secteur que

tous les vieux combattants de Macédoine s'accordent à déclarer inexpugnable, la nature, de connivence avec les Empires Centraux, leur prête ses pitons escarpés, ses crevasses, ses précipices, ses cavernes. Telles sont les graves difficultés auxquelles se heurte une attaque frontale entre le Vardar et le lac Doïran. Elles ne peuvent être surmontées qu'avec le concours d'une artillerie aussi experte que puissante.

Puisque rien ne saurait diminuer la noblesse et la majesté de l'effort qui a été fourni par la Grande-Bretagne sur tous les fronts, il est sans doute permis de noter ici, en passant, un vice de méthode que nos camarades, les fantassins anglais de Macédoine, ont dénoncé plus d'une fois avec véhémence. En septembre 1918, leur artillerie est dans une forme excellente, mais elle n'a pas encore renoncé aux procédés infructueux des années 1914 et 1915. Le général Milne, artilleur, s'intéresse vivement aux progrès de son arme ; il a même fondé un centre d'instruction *Artillery Training School*, près de Salonique, où les officiers et sous-officiers d'artillerie apprennent à travailler en commun avec l'aviation. Par malheur, une influence occulte, peut-être la routine, fait bien vite oublier ces préceptes sur le front ; on y parle plus volontiers de régions à battre que de destructions à accomplir. Les biplaces britanniques, auxquels il est rarement demandé d'observer un réglage, finissent par se spécialiser dans le bombardement et la photographie. Que l'observation aérienne soit « une nécessité vitale pour l'emploi efficace de l'artillerie lourde », comme le maréchal French le déclare solennellement à ses compatriotes [1], la plupart des artilleurs anglais de Macédoine s'en inquiètent assez peu. Il leur suffit, en général, de déverser leurs projectiles sur les territoires du Vardar et de la Struma à portée de leurs pièces, sans trop chercher à savoir s'ils sont effectivement occupés ou non, sans concentrer leur tir sur les objectifs essentiels. Comment s'étonner, après cela, que l'attaque de Doïran n'ait pas donné au général Milne, tout d'abord, les résultats qu'il avait le droit d'en attendre ?

Au demeurant, les sacrifices de ses divisions n'auront pas

1. Voir *1914*, par le maréchal lord French.

été stériles. La Ire Armée Bulgare, en cette période préparatoire où les Alliés n'ont pas encore franchi la Cerna ni le Vardar, a dû maintenir intégralement ses réserves devant les Anglais et les Hellènes. A la vérité, l'enveloppement de l'aile gauche ennemie, au nord du lac Doïran, aboutit à un échec : pas plus le 18 que le 19 septembre, les Bulgares n'ont été obligés de se retirer sur Strumica. Mais ce n'est que partie remise. La IIe Armée Serbe accélère sa progression vers Gradsko et Démir Kapou ; le général d'Anselme commence à dessiner une vaste conversion à droite : où l'attaque frontale s'est brisée, la manœuvre réussira.

En effet, le 22 septembre, jour où la 27e D. I. britannique, entrant à Guevguéli, forme pivot à droite afin de permettre au 1er Groupement de Divisions de se rabattre sur le Vardar, le général Milne emporte toutes les lignes ennemies entre la rivière et le lac Doïran. Débordés par le nord, les Bulgares n'ont que le temps d'évacuer le Bélès.

Le général Milne entame alors une poursuite qui ne sera pas moins brillante que celle de ses voisins, le général d'Anselme et le voïvode Michitch. Le 25 septembre, franchissant les défilés de Kosturino, il pénètre en Bulgarie. Le 26, sa cavalerie entre à Strumica et pousse ses avant-gardes jusqu'à Radovista où elles se rencontrent avec le 3e régiment de cavalerie hellénique, envoyé en avant par le 1er Groupement de Divisions. A l'est, la 14e D. I. hellénique (général Orphanidis) se charge de nettoyer les crêtes du Bélès dont le point culminant, le « signal allemand » ou cote 1494, est enlevé par la division de Crète, après sept heures d'une lutte acharnée. Les Serbes prennent Istip, puis Kotchana, et leur cavalerie, ouvrant la voie aux patrouilles de la D. I. Yougo-Slave, explore l'ancienne frontière bulgaro-serbe entre Carévo Sélo et Pehcévo.

Quelles sont les suprêmes ressources de la Bulgarie? Sa IIe Armée semble immobilisée sur la Struma, face à l'Armée Hellénique dont le général Danglis vient de prendre le commandement. Les 2e, 4e, 5e, 9e et 13e divisions de sa Ire Armée, échelonnées en arc de cercle entre la route Uskub-Kumanovo et la vallée de la Strumica, couvrent péniblement les voies qui mènent vers Sofia et le bassin de la Struma ; mais elles

ont perdu la majeure partie de leur matériel. Quant à la XIe Armée Allemande, complètement investie à l'ouest du Haut-Vardar, elle est condamnée à disparaître. Les Bulgares se jugent incapables d'opposer une résistance sérieuse. Dès lors, ce peuple à l'esprit réaliste n'a plus qu'une idée : signer une capitulation opportune, afin d'empêcher ses ennemis mortels, les Serbes et les Hellènes, d'envahir son pays.

***

Ces offres de capitulation, le général Franchet d'Espérey les attend avec certitude, depuis qu'il est maître absolu de la Cerna et du Vardar. Mais dans quelle mesure voudra-t-il les accepter ?

A Salonique, où les agressions bulgares de 1913 et 1915 ont provoqué des rancunes passionnées, les Alliés se demandent s'il n'est pas plus sage d'entrer à Sofia, avant de traiter avec les Bulgares. Puisque le Rhodope et son tzar sont « pleins de précipices » ; puisque les Bulgares, au cours de leurs campagnes antérieures, ont maintes fois entamé des négociations sans autre but que de regrouper leurs forces, il convient de prendre quelques précautions contre un renouvellement possible de ce stratagème.

Le 23 septembre, le général Franchet d'Espérey prescrit de diriger d'urgence sur son quartier général tout parlementaire, qualifié ou non, qui s'approchera des avant-postes. Le commandant en chef est seul à posséder les éléments nécessaires pour apprécier la situation d'ensemble. Et les pourparlers, cela va de soi, ne devront influer en rien sur la rapidité de l'avance.

Le 26 septembre, un officier d'état-major bulgare, précédé du drapeau blanc, se présente sur le front britannique. Comme il sollicite, au nom du généralissime Todorof, avec l'assentiment du tzar Ferdinand, une suspension d'armes de 48 heures, on le conduit à Salonique. Là, le général Franchet d'Espérey se refuse catégoriquement à interrompre sa progression. En revanche, il s'engage à réserver un accueil courtois aux plénipotentiaires bulgares, s'ils viennent, munis

de pouvoirs en bonne forme, s'enquérir auprès de lui des conditions de l'Entente.

Les Bulgares, en outre de cette démarche parfaitement régulière, usent d'un détour assez étrange. On sait que les États-Unis ont oublié de faire la guerre au tzar Ferdinand. Ils ont maintenu à Sofia leur consul général, M. Murphy, qui leur sert également de chargé d'affaires. Isolé parmi tant de neutres et d'ennemis, ce fonctionnaire est un parfait galant homme, d'un commerce agréable, hautement estimé de ses collègues ; un peu candide, toutefois, et le gouvernement royal bulgare n'aura pas grand'peine à le circonvenir.

En ces journées tragiques où le téléphone annonce à Sofia, coup sur coup, la chute de Guevguéli, de Prilep, de Gradsko, d'Istip, de Strumica, de Radovista, de Kliséli, de Kotchana, de Vélès, ainsi que l'encerclement progressif de la XIe Armée Allemande, les ministres bulgares s'efforcent d'apitoyer M. Murphy. Avec d'ingénieuses flatteries, ces Slaves mâtinés d'Asiatiques font valoir que l'animosité de la Bulgarie contre l'Allemagne est allée en s'aggravant depuis l'entrée en guerre des États-Unis. Les programmes et discours du Président Wilson, dont leurs compatriotes sont avides, ont communiqué à cette aversion instinctive la force morale qui lui faisait défaut. Le cabinet Malinof, composé d'hommes dont les prédilections pour l'Entente sont notoires, a pu se constituer, malgré le tzar Ferdinand. Leur pays serait donc prêt à suivre avec allégresse le sillage des États-Unis. Mais encore faut-il que les Américains ne lui marchandent pas leur médiation. A quoi bon prolonger les hostilités sur le front de Macédoine? Les Bulgares n'osent croire que les puissances alliées méditent sérieusement d'exterminer une nation modeste, inoffensive, laborieuse, acquise aux principes démocratiques et dont le cœur, malgré les égarements de ses chefs, est toujours resté fidèle à l'Entente.

M. Murphy, ému et convaincu, ne résiste pas à ce langage. L'idée qu'il est choisi pour rétablir la paix dans les Balkans s'impose à son esprit avec une véhémence despotique. Le 27 septembre, il télégraphie à Washington, viâ Berne, la demande de médiation des Bulgares et l'appuie avec chaleur. Ensuite, comme cette dépêche importante risque d'être

retardée en cours de route, il décide qu'un de ses collaborateurs, M. Archibald Walker, passant à travers les armées belligérantes, ira prier le général Milne de transmettre à Washington un message analogue, mais en clair. A partir de cette heure, M. Murphy ne semble plus se posséder. Il oublie la circonspection que devrait lui inspirer le tact le plus élémentaire; il oublie que les États-Unis se trouvent placés, vis-à-vis de la Bulgarie et de l'Entente, dans une situation doublement délicate. Littéralement ivre de charité, il conçoit le projet audacieux d'accompagner lui-même les délégués bulgares à Salonique, afin de leur prêter ses lumières. Par générosité pure, le consul général d'un grand pays, associé de l'Entente, se fait auprès des Armées Alliées d'Orient l'avocat de leurs ennemis. Tels sont les excès auxquels se porte le zèle de la paix chez un diplomate ingénu.

Nos amis anglais, d'ordinaire si maîtres d'eux-mêmes, ne dissimulent pas le profond étonnement que leur cause l'arrivée, en pleine bataille, de M. Archibald Walker, secrétaire de la légation des États-Unis à Sofia et porteur d'un télégramme. Ils s'empressent de le mettre dans une automobile qui l'emmène, le 28 septembre au matin, chez le général Franchet d'Espérey.

Cette aventure bizarre s'ébruite rapidement, comme la plupart des choses qu'on aimerait à tenir secrètes, sur le front de Macédoine. Cependant, les vœux des Bulgares ne seront pas exaucés. Leur délégation devra faire, sans M. Murphy, le voyage de Salonique.

Ainsi le consul général d'Amérique à Sofia ne sera pas admis à participer aux conférences qui se tiennent au grand quartier général des Armées Alliées d'Orient. Aucune de ses théories favorites ne sera prise en considération. Et même, désavoué par Washington, il finira par être déplacé.

A la vérité, des officiers revenant de Bulgarie assurent qu'une rue de Sofia porte aujourd'hui le nom de M. Murphy.

*
* *

Le 26 septembre, dès les premières ouvertures des vaincus, le général Franchet d'Espérey a soumis au Président du Conseil, par télégramme, les termes qu'il entend imposer à

la Bulgarie. La réponse approbative de M. Clemenceau parvient à Salonique dans la nuit du 27 au 28 septembre. Dans le même temps, le général Franchet d'Espérey a procédé à un échange de vues très actif avec le Prince Alexandre de Serbie et M. Venizélos. Les Alliés viennent de se mettre d'accord sur un point capital : nulle paix partielle ne sera signée avec la Bulgarie. En effet, un archipel de petites paix séparées, précédant la paix générale, offrirait des inconvénients, peut-être même des dangers. Il suffit de consacrer par une convention militaire la victoire des Alliés en Orient ; en d'autres termes, on se contente de convertir, au moyen d'un contrat régulier, une situation de fait en une situation de droit et de prendre, la Bulgarie une fois éliminée, diverses garanties en vue de continuer les hostilités contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie. C'est tout. L'armistice n'aura pas à préjuger des solutions plus ou moins précises que la future Conférence de la Paix apportera — avec quelles temporisations, on le sait aujourd'hui ! — aux problèmes territoriaux des Balkans. Il n'aura pas à engager l'avenir, ni de près ni même de loin, au delà des clauses militaires proprement dites. Le principe qui dominera la discussion étant solidement établi, les Alliés s'apprêtent à recevoir les délégués bulgares.

Le dénouement approche, car les cavaleries alliées menacent les frontières de Bulgarie, et l'ennemi, malgré lui, manifeste ses angoisses. De nouveaux parlementaires se présentent aux avant-postes de l'Armée Hellénique, sur la Struma, le 27 septembre. Que veulent-ils? Savoir si l'officier supérieur, envoyé la veille auprès de l'Armée Britannique, a obtenu une réponse. Cependant la commission bulgare, formée de M. André Liaptchef, ministre des finances, du général Loukof, commandant la IIe Armée, de M. Radef, conseiller technique, et de deux officiers d'escorte, arrive à Salonique le 28 septembre à 16 heures. Introduite auprès du général Franchet d'Espérey, elle prend connaissance de ses conditions essentielles. Entrevue aussi poignante que brève : il se fait tard, les délégués paraissent accablés de fatigue, et le général en chef leur donne rendez-vous pour le lendemain 29 septembre, à 9 heures.

Les délibérations s'ouvrent à l'heure dite ; elles se poursuivent jusqu'à 11 heures 30, puis recommencent à 18 heures. Les trois Bulgares, avec une insistance gênante, s'évertuent à leur donner le caractère d'une explication cordiale. N'ayant rien à se reprocher, apparemment, ils affectent d'avoir plaisir à se retrouver de plain-pied avec nous, après une brouille passagère, dans cette claire villa de Salonique, avenue de la Reine Olga, aux murmures de la Méditerranée. Tous les trois semblent avoir adopté une attitude uniforme : elle consiste à vouloir tout ignorer de la guerre qu'ils nous ont faite et du désastre que nous leur avons infligé. Mais le général Franchet d'Espérey bouleverse leur tactique avec une impitoyable courtoisie. Il leur rappelle sans ménagements que leur visite n'a rien de spontané. S'ils sont venus à Salonique, c'est pour la terrible confrontation finale qui met les vaincus en présence des vainqueurs.

A un moment donné, M. Liaptchew s'étant écrié soudain, avec tous les indices extérieurs de la joie :

— Nous devenons virtuellement vos alliés !

— Pas du tout, — riposte, sur un ton à le faire rentrer sous terre, le général Franchet d'Espérey, — vous êtes vaincus, et vous subissez la loi du vainqueur.

Le ministre des finances baisse la tête. Il faut bien qu'il le reconnaisse formellement : les troupes bulgares, battues depuis le 15 septembre, sont incapables de continuer la lutte.

Tandis que ce colloque s'engage à Salonique, le 29 septembre 1918, le général Jouinot-Gambetta prend Uskub. Dans ces conditions, malgré la subtilité peu commune des plénipotentiaires bulgares, le pacte sur lequel ils vont apposer leurs signatures ne saurait être que le procès-verbal de leur effondrement militaire et politique. Sans doute, ils feront apporter quelques adoucissements de pure forme à la captivité de la XIe Armée Allemande, mais seulement après en avoir ratifié la reddition. En effet, l'article 5 de l'armistice spécifie que :

Les éléments de troupes bulgares actuellement à l'ouest du méridien d'Uskub et appartenant à la XIe Armée Allemande déposeront les armes et seront considérés jusqu'à nouvel ordre comme prisonniers de guerre.

Que va-t-il en résulter? La XIe Armée Allemande étant perdue à tout jamais, est-ce avec la Ire Armée Bulgare, dont les divisions, vaincues et vagabondes, précipitent leur retraite vers Sofia et Dzumaïa ; est-ce avec les régiments contaminés de la IIe, dont le général Loukof connaît mieux que personne l'état d'épuisement matériel et moral, ou, pis encore, avec les médiocres bataillons territoriaux de la IVe, qu'une mainmise tyrannique pourra se perpétuer en Serbie et Macédoine orientale? Nullement. Constituée par la violence, la « Grande-Bulgarie » se décompose par la défaite, et l'article 1er lui signifie son arrêt de mort :

Évacuation immédiate, conformément à un arrangement à intervenir, des territoires encore occupés en Grèce et en Serbie. Il ne sera enlevé de ces territoires ni bétail, ni graines, ni approvisionnement quelconque. Aucun dégât ne sera fait au départ.

Mais à quoi bon délivrer les territoires, si l'on ne délivre pas les hommes? Ici, la pensée va d'abord aux soldats qui, les armes à la main, ont vaillamment défendu leurs foyers jusqu'au jour où ils sont tombés au pouvoir de l'ennemi. Ensuite, elle va aux habitants civils qui ont été exilés de leurs maisons en deuil pour y avoir entretenu pieusement, malgré l'usurpateur, le culte de la patrie persécutée et fugitive. Que tous les prisonniers de guerre, tous les déportés civils, recouvrent leur liberté ! D'autre part, puisque les ravages que l'ennemi a perpétrés dans les provinces envahies nécessitent l'emploi d'une main-d'œuvre abondante, on exige que les prisonniers bulgares rachètent, tout au moins par leur travail, les attentats qu'ils ont commis contre la pitié humaine. Et l'article 6 exprime avec netteté ce double besoin de réparations :

Emploi jusqu'à la paix par les Armées Alliées des prisonniers bulgares en Orient, sans réciprocité en ce qui concerne les prisonniers de guerre alliés. Ceux-ci seront remis sans délai aux autorités alliées, et les déportés civils seront complètement libres de rentrer dans leurs foyers.

Les deux derniers articles (numéros 1 et 6), en arrachant aux Bulgares la Serbie et la Macédoine orientale, couronnent

les entreprises que le Prince Alexandre de Serbie et M. Venizélos ont commencées dans des circonstances dissemblables et poursuivies, chacun de son côté, avec le même patriotisme, le même courage, la même loyauté, la même confiance enthousiaste dans le succès final. Le Prince Alexandre de Serbie inflige au tzar Ferdinand le châtiment que mérite la traîtrise de l'automne 1915. M. Venizélos est dédommagé des tribulations que lui a values son attachement inébranlable aux puissances amies et protectrices de la Grèce : aussi, pour enlever aux Bulgares le butin de guerre qui leur a été follement abandonné en août 1916, la clause n° 4 est-elle insérée dans l'armistice :

Remise à la Grèce du matériel du 4e Corps d'armée grec pris à l'Armée Grecque au moment de l'occupation de la Macédoine orientale, en tant qu'il n'a pas été envoyé en Allemagne.

Quelles sont, après cela, les mesures les plus efficaces pour réduire la Bulgarie à un état d'impuissance et favoriser, d'autre part, les opérations que l'on envisage contre les Empires Centraux?

Les Alliés, en septembre 1918, tiennent à ce que la Bulgarie reçoive une leçon rigoureuse dont elle garde à jamais le souvenir ; ils ne tiennent pas à l'écraser. Si la justice, toujours sévère, se montrait une seule fois cruelle, elle cesserait immédiatement d'être juste. L'Entente ne vise donc pas à mortifier sans raison valable l'amour-propre des Bulgares. Ce n'est pas pour assouvir des rancunes individuelles que le général Franchet d'Espérey s'environne des garanties que comporte la victoire.

S'il s'agissait de licencier l'armée bulgare, une condamnation aussi grave ne pourrait émaner que de la future Conférence de la Paix. Mais pour que cette armée soit définitivement empêchée de nuire, il est indispensable de la démobiliser. On s'expliquerait mal que les troupes d'un pays battu, et qui reconnaît sa défaite, fussent maintenues sur le pied de guerre.

La démobilisation bulgare sera-t-elle intégrale ou non? Malgré la défiance légitime que les Alliés professent à l'endroit d'une nation qui a renié ses obligations les plus

sacrées, dès qu'elle a cru pouvoir satisfaire impunément ses convoitises, peut-être la situation générale recommande-t-elle de laisser à la Bulgarie, provisoirement, quelques unités en état de combattre.

A cette époque, en effet, les assauts concentriques du maréchal Foch n'ont pas encore disjoint l'armature allemande, et la France, entre la mer du Nord et la Suisse, demeure un champ de bataille. Il règne, au contraire, une telle quiétude en Italie que les Austro-Hongrois, revenus de leurs alarmes, retirent du Piave quelques éléments qu'ils transportent en Albanie : leur 9e division de cavalerie à pied débarque à Antivari vers la fin septembre 1918. Les unités austro-allemandes du maréchal de Mackensen occupent la majeure partie de la Roumanie; nombreuses, instruites, bien équipées et ravitaillées, faciles à renforcer par les garnisons austro-allemandes de Crimée et d'Ukraine, ces divisions constituent une menace permanente pour les Armées d'Orient. Peut-on compter sur les Britanniques du général Allenby? Non, car ils ne cantonnent pas encore à Damas, et la Turquie, s'il lui restait des hommes de guerre, n'hésiterait pas à prélever quelques éléments sur son armée du Caucase pour les jeter sur le flanc droit des Alliés. Il faut s'attendre à ce que les Empires Centraux, passant par la Dobroudja et la Thrace, s'efforcent de nous attaquer à travers la Bulgarie.

Si les Alliés veulent se servir des communications bulgares, — par exemple, de la ligne Radomir-Sofia-Pirot-Nich, précieuse pour la future bataille des Balkans, — ils ne sauraient souffrir non plus que la Bulgarie fût livrée à l'anarchie. Les nouvelles, à cet égard, ne laissent pas d'être alarmantes. Sectionnées en plusieurs tronçons, les armées en déroute refluent sur Sofia; leur matériel jonche les chemins de la retraite. A mesure que leurs officiers perdent de leur autorité, les soldats, impatients de rentrer chez eux, se mutinent et quittent leurs corps en masse. Des hordes armées de déserteurs, excitées par la propagande bolchéviste, s'emparent de la gare de Radomir et se portent sur la capitale pour renverser le tzar Ferdinand. Celui-ci abdique précipitamment, le 4 octobre, et se réfugie en Autriche. Son successeur Boris n'est qu'un faible jeune homme sans expé-

rience ni crédit. Dans ces conditions assez inquiétantes, les Alliés accordent au gouvernement bulgare trois divisions sur le pied de guerre : une sur le Danube, pour se couvrir contre une manœuvre de Mackensen ; une autre vers Andrinople, en prévision d'une offensive turque ; une troisième, pour maintenir l'ordre sur son territoire et assurer la garde des voies ferrées. Voilà ce que stipule l'article 2 de l'armistice :

Démobilisation immédiate de toute l'armée bulgare, sauf en ce qui concerne le maintien en état de combattre d'un groupement de toutes armes comprenant : 3 divisions de 16 bataillons chacune, 4 régiments de cavalerie, qui seront employés, deux divisions à la défense de la frontière est de la Bulgarie et de la Dobroudja et une division pour la garde des voies ferrées.

Bien entendu, les unités démobilisées n'auront pas à conserver leur matériel. L'article 3 est explicite sur ce point :

Dépôt, en des points à désigner par le Haut Commandement des Armées d'Orient, des armes, munitions, véhicules militaires appartenant aux éléments démobilisés, qui seront ensuite emmagasinés par les soins des autorités bulgares et sous le contrôle des Alliés. Les chevaux seront également remis aux Alliés.

Ces dispositions seront aggravées très sensiblement plus tard, une fois que les Alliés auront achevé leurs opérations en Serbie. Le gouvernement de Sofia recevra l'ordre de démobiliser les trois divisions d'infanterie qu'il a été autorisé à maintenir momentanément sur le pied de guerre. Ensuite, par une précaution très judicieuse, les culasses des canons et fusils, d'abord emmagasinées sur les lieux mêmes où les troupes ont été désarmées, seront expédiées à Salonique ou bien à Constantinople, quand les Armées Alliées d'Orient auront transporté leur quartier général dans cette ville.

Étant venue faire amende honorable à Salonique, la Bulgarie, après une capitulation aussi retentissante, ne semble plus pouvoir entretenir de relations militaires ni même diplomatiques avec ceux qui furent ses complices[1]. L'article 7

1. On mandait de Washington au *Temps* le 1er octobre 1918 : « Le correspondant de l'*Associated Press* apprend que M. Stephen (*sic*) Panarétof, ministre de Bulgarie à Washington, estime que la Bulgarie n'est plus dans la guerre et qu'elle est résolue à renoncer à l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche. »

et dernier de l'armistice enregistre solennellement cette rupture :

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie auront un délai de quatre semaines pour retirer de Bulgarie leurs troupes et leurs organes militaires. Dans le même délai devront quitter le territoire du royaume les représentants diplomatiques et consulaires des Puissances Centrales ainsi que leurs nationaux.

Si les clauses précédentes (de 1 à 7 inclusivement) peuvent être rendues publiques sans aucun inconvénient majeur, il n'en va plus de même des articles qui règlent le passage éventuel des Alliés en territoire bulgare ainsi que le contrôle des téléphones, télégraphes et postes de télégraphie sans fil par les Armées d'Orient. Les grandes puissances alliées n'ont nullement l'intention de divulguer qu'elles se proposent d'occuper certains points stratégiques à l'intérieur du royaume. Le général Franchet d'Espérey se réserve le droit d'exiger la cessation absolue, en cas de nécessité, de toute relation entre la Bulgarie et ses anciens alliés ; mais il ne tient pas à le dire. C'est dans les mêmes conditions discrètes que les ports bulgares seront ouverts aux navires alliés et neutres. On devine sans peine la raison de ce mystère. Si les Empires Centraux venaient à soupçonner nos arrangements, les opérations militaires de Serbie, du Danube et de la Thrace ne manqueraient pas d'en souffrir. D'autre part, la situation du gouvernement bulgare en serait notablement affaiblie vis-à-vis de l'opinion publique. Aussi ces questions spéciales feront-elles l'objet de quatre articles secrets.

Tel est, dans son ensemble, le pacte du 29 septembre 1918.

*
* *

Il inaugure dignement la série des cinq grands armistices qui composent à la paix un glorieux préambule. Toutefois, chacune de ses parties ne saurait plaire également aux amateurs de solutions franches et radicales, ni surtout aux esprits dogmatiques. Certains, par exemple, pourront déplorer que les organes de couverture opposés par la Bulgarie au maréchal de Mackensen et aux Turcs soient empruntés à l'armée bulgare, elle-même.

Ces doléances auraient le tort de ne pas tenir compte des réalités. Sur le théâtre d'Orient comme sur le théâtre occidental de la guerre, les deux commandants en chef se sont trouvés aux prises avec des difficultés à peu près identiques. Ici, comme là-bas, il a fallu demander à des effectifs, d'autant plus dérisoires qu'on devra envisager, quelques semaines plus tard, leur prompte démobilisation, d'occuper un front immense. Aussi l'armistice du 29 septembre 1918 laisse-t-il à la Bulgarie un petit nombre de moyens d'action, tandis que l'armistice du 11 novembre 1918 accorde à l'Allemagne une certaine latitude, notamment en ce qui concerne l'évacuation des provinces russes. De même que les Bulgares se couvrent par leurs propres moyens contre une menace venant du nord-est et du sud-est ; de même, un mois et demi plus tard, l'Allemagne sera autorisée à se couvrir par ses propres moyens contre la menace du bolchévisme. Les mêmes causes, dans les mêmes circonstances, auront produit les mêmes effets.

Les Serbes et les Hellènes, si peu qu'ils se soucient de ménager les Bulgares, ont trop le sens politique pour désapprouver ces mesures. Ne s'agit-il pas, avant tout, d'en finir avec la Bulgarie et d'atteindre le Danube? L'empire austro-hongrois ne doit-il pas tomber en ruines, sitôt que le canon des Alliés tonnera sur ses confins? Dès lors, privée de son « brillant second », l'Allemagne soutiendra une lutte inégale : à l'ouest, contre le maréchal Foch ; au sud-est, contre le général Franchet d'Espérey que les Yougo-Slaves et Tchéco-Slovaques ne manqueront pas de renforcer, sans parler d'un mouvement possible de l'armée italienne contre la Bavière, à travers le Tyrol.

A vrai dire, l'exécution de ce projet suppose, en partie, la complaisance des Bulgares. Quand le général Franchet d'Espérey réclame pour ses armées le libre passage à travers le territoire bulgare, M. André Liaptchef commence par jeter les hauts cris. Autoriser pareille violation? Impossible. Ses compatriotes ont trop la fierté de leur indépendance pour ne pas défendre leurs frontières. Il semble vouloir rivaliser de délicatesse avec les neutres les plus scrupuleux. Mais d'où vient cette révolte? Tout à l'heure, les Bulgares se présentaient en alliés pour éluder les conséquences de leur

défaite. Maintenant, ils voudraient se déguiser en neutres. C'est peine perdue, au demeurant, car le général Franchet d'Espérey les démasque :

— Personne n'a prié la Bulgarie d'être neutre, — dit-il brusquement, — elle est battue, elle doit payer... La Bulgarie n'est pas un pays neutre, mais une zone militaire : il n'est pas admissible que nous n'y puissions passer.

Renonçant à leur ridicule prétention de neutralité, les délégués invoquent alors l'argument sentimental. Rien ne serait plus injuste que de les traiter en ennemis. C'est contraints et forcés qu'ils ont acquiescé à la guerre. Une minorité scélérate a tyrannisé pendant trois ans une majorité frappée de terreur. Jamais leurs nationaux n'ont eu la stupidité de chercher noise à la Russie, à la France, à la Grande-Bretagne. Quel malheur que ces puissances aient pris l'initiative de la rupture ! Les Bulgares n'aspiraient qu'à délivrer leurs frères opprimés de Macédoine. D'autre part, au moment même où les armées d'Orient montaient leur attaque du Dobropolje, plusieurs membres du cabinet Malinof travaillaient ouvertement à se rapprocher de l'Entente.

Le général Franchet d'Espérey les interrompt :

— Vos déclarations auraient pour nous une réelle valeur, si elles nous avaient été faites avant le 15 septembre 1918, avant notre offensive. Aujourd'hui, la Bulgarie est militairement battue. Elle n'a plus qu'à s'incliner.

Aussitôt, pour jeter du lest, les délégués bulgares abandonnent leurs chicanes. Droit de libre passage, occupation des points stratégiques, ils accorderont désormais tout ce qu'on voudra, pourvu que leurs ennemis balkaniques ne franchissent point leurs frontières. Ils consentent à héberger les garnisons françaises, anglaises et italiennes. Mais le gouvernement royal bulgare ne saurait accueillir de même les adversaires qu'il a toujours combattus depuis 1913 : il proteste par avance contre la venue éventuelle des Serbes et des Hellènes.

— Les Alliés, — réplique tranquillement le général Franchet d'Espérey, — forment un groupe de peuples, les uns petits, les autres grands, mais tous également libres. Il n'y a pas chez nous l'équivalent de ce qu'on voit chez les Empires Centraux : une bande de valets à la remorque de l'Alle-

magne. Donc, les Serbes et les Grecs occuperont votre pays au même titre que les grandes puissances.

Ainsi la matinée du 29 septembre se consume en controverses. On se sépare sans avoir rien arrêté. Le général Franchet d'Espérey se montre inexorable. Les Bulgares semblent consternés.

Mais quelle n'est pas leur joie, à la séance du soir, quand ils apprennent que le Prince Alexandre de Serbie et M. Venizélos, dans l'espoir de ramener le plus tôt possible la concorde dans les Balkans, ont déclaré spontanément ne pas tenir à entrer dans Sofia ni à faire participer leurs troupes à l'occupation des points stratégiques ! A partir de ce moment, l'accord est virtuellement établi. Et voici le texte qu'on adopte :

Un certain nombre de points stratégiques seront occupés à l'intérieur du territoire bulgare par les grandes puissances alliées. Cette occupation sera provisoire et servira purement de garantie. Elle ne donnera pas lieu à coercition ni réquisition arbitraire. Le général en chef des armées donne l'assurance qu'à moins de circonstances particulières, Sofia ne sera pas occupée [1].

Envahis par la résignation fataliste des Orientaux, les plénipotentiaires bulgares n'élèvent plus la voix contre les autres clauses de l'armistice. Que l'article 1er maintienne leur administration nationale dans les parties de la Bulgarie actuellement au pouvoir des Alliés ; que l'article 5 autorise les officiers de la XIe Armée Allemande à conserver leurs armes : cela suffit à leur amour-propre.

Le 29 septembre 1918, à 22 heures 50, le général Franchet d'Espérey, M. André Liaptchef et le général Loukof signent la convention d'armistice : elle doit entrer en vigueur le lendemain à midi.

Le 30 septembre, quinze jours après la bataille du Dobropolje, le président du Conseil, ministre de la Guerre, adresse au général Franchet d'Espérey les félicitations du gouvernement de la République. Dépêche d'une brièveté éloquente, mille fois plus précieuse, pour l'armée d'Orient, que le pané-

1. Armistice avec la Bulgarie, articles secrets, nº 2.

gyrique le mieux orné, puisqu'elle porte la signature de M. Clemenceau [1].

Le 5 octobre, le Sobranié se réunit en comité secret à Sofia. Il délibère à huis clos pendant plus de cinq heures. Puis, à l'issue de cette séance mystérieuse, il vote à l'unanimité un ordre du jour approuvant la conclusion de l'armistice avec l'Entente.

Plus de 500 000 hommes disparaissent du théâtre des opérations européennes. La majeure partie du matériel formidable dont ils étaient pourvus s'entasse dans les arsenaux de l'Entente. La Bulgarie s'effondre militairement et politiquement. Les Armées Alliées ont bien rempli leur tâche.

***

Il est incommode, lorsqu'on étudie une opération aussi complexe que la victoire des Alliés en Orient, de ne pas avoir sous les yeux les dossiers de l'adversaire. Ce n'est pas assez de s'être familiarisé avec ses procédés et ses méthodes : on voudrait pouvoir consulter ses comptes rendus, feuilleter ses pièces confidentielles, assister à ses conseils, surveiller le développement d'une pensée stratégique dont les fluctuations ont pu sembler paradoxales à certaines heures.

S'il faut en croire les journaux, le gouvernement roumain aurait mis la main, tout récemment, sur les archives complètes de Mackensen : plusieurs caisses de documents officiels, oubliés par les Allemands dans une maison de Bucarest, au moment de leur retraite. Les dépêches ne disent pas si le maréchal, d'abord prisonnier au château de Futtak, en Hongrie, puis transféré à Salonique, cherche à se désennuyer de sa captivité en rédigeant ses souvenirs. En tout cas, le général Ludendorff l'aura devancé dans cette voie. Depuis le 26 octobre 1918,

1. Dès le 26, les journaux ont publié un premier télégramme de félicitations de M. Clemenceau. Ensuite, pour honorer et récompenser plus particulièrement l'Armée d'Orient en la personne de ses deux derniers chefs, M. Clemenceau décide de décerner la médaille militaire non seulement au général Franchet d'Espérey, vainqueur des Germano-Bulgares, mais encore à son prédécesseur, le général Guillaumat, qui, depuis trois mois, à Paris, à Versailles, à Londres, à Rome, plaide avec compétence et chaleur la cause de ses anciens subordonnés. — Le général Sarrail a déjà obtenu cette haute distinction en été 1917.

jour où Guillaume II lui signifia son congé dans les formes les moins gracieuses, cet homme infatigable a trouvé le temps de publier des mémoires volumineux[1]. Il n'a pas oublié d'y consigner ce qu'il croit savoir de l'effondrement bulgare. C'est un exposé en partie double qui comprend un réquisitoire : les Bulgares ont trahi ; puis une apologie : le commandement allemand de Macédoine n'est pour rien dans la défaite.

« Les Bulgares n'ont pas voulu mettre la région montagneuse[2] sous les ordres d'un Allemand », commence par déclarer Ludendorff. « Ils ont maintenu là-bas, à la tête d'une division, un homme dont le général von Scholtz se défiait et désirait se défaire. » Voilà une étrange invraisemblance ! Le secteur de la Mogléna, attribué à la XIe Armée Allemande, relevait exclusivement du général von Steuben, commandant de cette armée, et du général von Scholtz, commandant en chef l'ensemble des forces germano-bulgares en Macédoine. Comment s'expliquer que ces puissants personnages n'aient pas eu assez de crédit pour obtenir le déplacement d'un simple divisionnaire[3] ? En réalité, il a dû se produire ceci : les Bulgares, ne croyant pas être menacés sur leurs nids d'aigles de la Mogléna, ont réservé de préférence au commandement allemand les objectifs habituels de nos attaques, c'est-à-dire, les régions vulnérables de la Cerna et de Monastir. Au surplus, si les bataillons bulgares n'avaient pas rempli leur devoir, le 15 septembre 1918, la 122e D. I., la 17e D. I. C. et la D. I. Serbe de Choumadia n'auraient pas eu besoin d'enlever à la baïonnette les bastions du système Sokol-Dobropolje-Kravitza-Vétrénik, et les pertes de ces trois unités eussent été moins cruelles. Il est donc manifestement contraire à la vérité historique de prétendre, comme le fait, avec une étourderie choquante, l'ancien collaborateur intime de Hindenburg, que les divisions bulgares ont reculé sans opposer de résistance[4]. Plutôt que de mettre en doute

1. *Meine Kriegserinnerungen* (*Mes Souvenirs de guerre*), 1914-1918, par Erich Ludendorff. 1 vol., chez Mitler et fils, Berlin, 1919.

2. De la Mogléna.

3. Celui-ci semble avoir été le général Roussef, commandant la 2e D. I., destitué le 18 septembre 1918.

4. *Ibid.*, p. 576.

la bonne foi du général Ludendorff, on est porté à le plaindre d'avoir été aussi mal renseigné.

En même temps que les défenseurs de la Mogléna, le stratège devenu chroniqueur n'hésite pas à incriminer, — sans plus de preuves, d'ailleurs, — les grands chefs de l'armée bulgare. « Dès le 16 ou le 17, au plus tard, écrit-il, le général Loukof, commandant les troupes de la Struma, télégraphiait au tzar [1] de conclure un armistice. Combien il lui tardait de rompre, même extérieurement, avec nous et de se jeter en public dans les bras de l'Entente ! » Puisque les souvenirs de Ludendorff paraissent sujets à caution, en ce qui concerne la Macédoine, il faudrait, avant toutes choses, rechercher si le général Loukof a vraiment télégraphié à Sofia dans ce sens et à cette date. Au cas où le fait serait reconnu exact, il en résulterait simplement que cet officier général, quoique bulgare, a signalé, avant ses camarades de la XIe Armée Allemande, les graves conséquences de la bataille du Dobropolje. Supériorité peut-être offensante pour l'orgueil germanique, mais qui ne constitue tout de même pas un acte de trahison.

Ayant pulvérisé le commandant de la IIe Armée Bulgare, auquel il ne pardonne pas d'avoir signé avec M. Liaptchef l'armistice de Salonique, Ludendorff exhale son aigreur contre l'ex-généralissime Jékof, tout en décochant un trait empoisonné à l'honnête M. Murphy, dont la conduite, à vrai dire, ne semble pas justifier une animosité aussi tenace. « La propagande et les subsides de l'Entente, sans parler du représentant que les États-Unis conservaient à Sofia, accomplissaient leur œuvre. Ici, comme partout, l'Entente multipliait ses intrigues. Peut-être aussi les miasmes bolchévistes, venus de Russie, commençaient-ils à s'insinuer. Mais le tzar et notre envoyé à Sofia n'en avaient aucun soupçon. » Que faisait, pendant ce temps, le généralissime Jékof? Il laissait faire... « Le généralissime Jékof assistait à tout cela en spectateur. Peu de jours avant la bataille, dont le déclenchement était prévu avec certitude, il s'enfermait dans une clinique de Vienne pour y soigner, je crois, un mal d'oreilles. »

1. Il ne s'agit, bien entendu, que de l'ex-tzar Ferdinand.

Le général Ludendorff serait-il, par hasard, de cette école qui se pique d'interpréter les événements les plus considérables par les causes les plus frivoles? Certes, le nez sans défaut de la belle reine Cléopâtre émeut encore les historiens. Est-ce une raison pour s'occuper sérieusement des oreilles du généralissime Jékof? Ce n'est point cette otite qui nous expliquera jamais la bataille du Dobropolje. Au reste, un militaire a le droit d'entrer en traitement sans être accusé de trahison. Et si le général Jékof a pu trahir, alors qu'il était interné chez un spécialiste de Vienne, c'est qu'il avait sûrement pour complice son successeur, le généralissime Todorof. Ludendorff en possède-t-il la preuve? Qu'il la produise : on l'examinera sans parti pris[1].

Quelle que soit l'inanité de ces imputations, elles acquièrent un semblant de consistance, dès qu'on les compare à l'apologie encore plus faible et maladroite que Ludendorff consacre aux Allemands de Macédoine.

Cette défense ne repose que sur un petit nombre d'axiomes : procédé merveilleux, puisqu'il dispense d'une démonstration systématique. « Le général von Scholtz et toutes les unités allemandes ont fait de leur mieux. Partout où elle était commandée par des Allemands, l'armée bulgare a tenu bon... » On ne saurait intervertir les rôles avec plus de désinvolture. Le secteur où les Alliés éprouvèrent la résistance la plus opiniâtre fut, on vient de le voir, celui de Doïran qui était tenu par la Ire Armée Bulgare. Quant à la XIe Armée Allemande, mal commandée, sa très réelle bravoure ne l'a pas empêchée de se faire battre successivement sur la Mogléna, au passage de la Cerna, dans la plaine de Prilep, à Monastir, et en Albanie, après quoi elle a fini par succomber misérablement dans le cul-de-sac de la route Gostivar-Kalkandelen-Uskub.

Mais admettons, un instant, l'exactitude de ces assertions sommaires. S'il est vrai que la XIe Armée Allemande a tenu

1. Le général Jékof a désapprouvé énergiquement la conclusion de l'armistice. A la date du 4 octobre 1918, *le Temps* publiait l'information suivante : « On mande de Vienne que le généralissime bulgare Jékof, qui est à Vienne pour une opération provoquée par un mal d'oreilles, a déclaré à la *Neue Freie Presse* qu'il protesterait contre la décision de son gouvernement et qu'il se considérait toujours comme généralissime de l'armée bulgare ».

bon, comment se fait-il qu'elle n'ait pas cessé un seul jour, entre le 15 et le 29 septembre, de céder du terrain?

« Le général von Scholtz, répond Ludendorff, comptait reconstituer les Bulgares sur les deuxièmes lignes en faisant jouer à temps ses réserves. Mais ses espérances furent déçues. Les 2e et 3e D. I. bulgares se retirèrent, de propos absolument délibéré, d'une part derrière la Cerna, de l'autre derrière le Vardar, et les réserves bulgares, fortes de la valeur de trois divisions allemandes, refusèrent de se battre. Les troupes allemandes avaient bien été renforcées depuis peu par des bataillons venus de Roumanie ; mais elles ne pouvaient pas boucher le trou, à elles seules. »

Quelles sont, au juste, ces « deuxièmes lignes »? Le général Ludendorff le sait-il? Parle-t-il de la ligne de repli dont le Koziak représente le pilier principal? Loin de nous la livrer lâchement, les 2e et 3e D. I. bulgares l'ont défendue avec énergie. Et peut-être les réserves de la XIe Armée Allemande seraient-elles intervenues à temps, si, dans la matinée du 16 septembre, puis dans la soirée du même jour, la D. I. Yougo-Slave, pour son coup d'essai, n'eût pris et repris le Koziak avec une rapidité vraiment foudroyante, malgré une lutte acharnée. L'arrivée des réserves fut empêchée par la vitesse de notre avance. Ce n'est donc pas sur ses véritables « deuxièmes lignes » que le général von Scholtz a jamais eu l'espoir de *colmater* son front, selon une expression que M. Clemenceau a mise à la mode au printemps 1918.

Le 23 septembre, les prisonniers capturés à Drénovo par la D. I. de la Morava racontent que l'ennemi veut se regrouper au nord de Prilep sur les hauteurs dominant le couloir du Rajec et de la Cerna, de manière à couvrir Gradsko et la route qui, par la Babouna, conduit à Vélès.

Plus tard, beaucoup trop tard, à mesure que ses illusions optimistes se dissipent, le général von Scholtz songe à une retraite plus étendue. Ainsi que l'affirme M. André Liaptchef à Salonique, au cours des négociations de l'armistice, les Allemands proposent de reporter les débris de l'armée sur la ligne Leskovatz-Vranje. Mais le gouvernement bulgare refuse de s'associer à cette tentative désespérée : à ses yeux, la partie est irrévocablement perdue, et il conjecture qu'une

soumission prompte lui vaudra, de la part du vainqueur, des conditions plus douces.

Les projets du général von Scholtz ont varié si souvent et si vite qu'on ne devine guère où Ludendorff peut bien vouloir placer ses « deuxièmes lignes ». En réalité, l'ennemi a été pris au dépourvu par une manœuvre qu'il a eu le tort de juger impraticable : celle qui consiste à tourner ses organisations défensives du Vardar et de Monastir, pour le frapper en plein cœur, dans son réduit central de Gradsko-Démir Kapou. Si la surprise tactique n'a pas réussi intégralement devant l'Armée Française, ni devant le 1er Groupement de Divisions, à Zborsko, ni au nord-est du lac Doïran, où l'ennemi a pris des mesures préventives, en revanche, la surprise stratégique a été complète.

Les lieutenants germaniques de Mackensen ont-ils vraiment « fait de leur mieux »? Il n'est pas possible de rendre cet hommage à leur malheur. Les généraux von Steuben et von Scholtz ont commis des fautes capitales. Sur ce terrain compartimenté de Macédoine, en l'absence de toute voie de rocade, aucun d'eux ne semble se soucier du danger que présente le dispositif en chaîne adopté par les Germano-Bulgares. Aucun d'eux ne s'est préoccupé de constituer des réserves stratégiques. Et cependant, peuvent-ils ignorer que toutes les divisions se trouvent en première ligne, détachant à peine un régiment à l'arrière, et que la réserve d'artillerie est à peu près nulle? Quand ces ressources modiques, prélevées à coups de téléphone sur la droite et la gauche, s'engageront dans la bataille, elles ne fourniront que des fractions isolées, incapables de combler la brèche, et seront entraînées dans la débandade ou bien hachées et broyées à tour de rôle.

Le général von Scholtz aurait pu gêner singulièrement les Alliés en les faisant attaquer sur leur flanc droit. A condition de forcer les défenses redoutables de la Struma et de culbuter le Ier Corps d'Armée Hellénique, la IIe Armée Bulgare atteignait le camp retranché de Salonique, en un moment où celui-ci était vide de tout son contenu. On s'imagine l'angoisse des Armées d'Orient, si elles avaient eu sur les bras une affaire aussi grave, alors que leur centre pointait sur Istip et Prilep. Elles connurent un moment d'anxiété en

apprenant que des bataillons allemands [1], venus de Valachie, de Moldavie et de Crimée, se concentraient, non sur le front de la XIe Armée Allemande ou de la Ire Armée Bulgare comme Ludendorff l'indique par erreur, mais bien sur la Struma. La 122e D. I., complètement reposée depuis la bataille du Dobropolje. fut envoyée aussitôt de ce côté. Toutefois, au lieu de faire la guerre, Allemands et Bulgares se flattent d'obtenir la reddition des unités helléniques sans coup férir, par l'effet d'une propagande astucieuse. Cette besogne incombe en particulier au 1er bataillon du 256e régiment, qui prodigue aux Hellènes les séductions germaniques. Les Puissances Centrales n'apprécient pas à sa valeur la coopération militaire de la Grèce et s'imaginent qu'il n'y a rien de changé dans le royaume depuis le départ de Constantin Ier. Quand elles s'aperçoivent enfin que le « bataillon de propagande » perd son temps sur la Struma, elles l'envoient d'urgence vers le nord, contre la IIe Armée Serbe ; mais alors, il est trop tard.

A défaut d'une contre-attaque fulgurante, le général von Scholtz aurait pu ordonner un de ces « replis élastiques » dont les Allemands se vantaient de détenir le secret. Le temps presse, en effet, et la région de Monastir et des lacs d'Albanie a déjà perdu tout son intérêt. Mais au lieu de se dégager au plus vite, le général von Scholtz, comme un avare, se préoccupe d'évacuer son matériel, et la retraite méthodique et magistrale qu'il fait exécuter selon toutes les règles de l'art, aboutit à un désastre.

En résumé, les instructions que le général von Scholtz donne à ses troupes, au cours de l'offensive du général Franchet d'Espérey, décèlent une myopie incurable. On ne saurait se fourvoyer plus manifestement. Et voilà l'homme auquel un des chefs principaux de l'armée allemande se plaît à décerner un témoignage de satisfaction !

Que reste-t-il donc du réquisitoire et de l'apologie si hâtivement improvisés par le général Ludendorff? Rien exactement. Le général Ludendorff aurait pu rendre service à ses compatriotes en leur disant la vérité sur l'effondrement

1. 12e régiment de Landwehr, 1er bataillon du 256e régiment, 3e bataillon du 375e régiment

des Bulgares : il ne l'a pas fait. Du moins aurait-il pu se taire sur les opérations de Macédoine, puisque, tout en les connaissant mal, il ne tenait pas à les mieux connaître : il ne l'a pas fait. Le général Ludendorff a mieux aimé bâcler en moins de six mois un volume de plus de six cents pages. Ce livre compact, il l'a écrit au courant de la plume, « de souvenir », dit-il quelque part avec fierté, affirmant à tort et à travers, sans étude, sans critique, sans choix. Il est fâcheux, pour ce qu'il reste de majesté au *Reich* allemand, qu'un personnage d'un si grand poids n'ait pas craint de signer de son nom une relation aussi frivole. On le regrettera en France. Car il importe à notre gloire que nos adversaires les plus célèbres ne se diminuent pas outre mesure.

***

En septembre 1918, l'ennemi subit une défaite écrasante sur le front macédonien, parce que, tout en renonçant à attaquer, il s'exagère la solidité de ses organisations défensives. S'il admet, à la rigueur, que les Alliés d'Orient puissent remporter de temps à autre un petit succès tactique, il se refuse à envisager, même en théorie, la possibilité de leur victoire stratégique, et cette infatuation le perd.

Au point de vue stratégique, il s'abuse sur les proportions de notre attaque, sur ses objectifs véritables ainsi que sur les moyens dont nous disposons pour exploiter le succès. Après la défaite du Dobropolje, au lieu de se dégager par un large repli, il s'acharne, désireux de sauvegarder son prestige dans les Balkans, à nous disputer pied à pied chaque parcelle de terrain. Ses réserves partielles s'épuisent au cours de cette lutte : en moins de quinze jours, le voilà tourné, débordé, embouteillé, condamné à la plus humiliante des capitulations !

Au point de vue moral, il s'obstine à nier le noble travail de régénération militaire et politique auquel M. Vénizélos s'est voué. Sous ses yeux, cependant, Sarrail, Guillaumat, Franchet d'Espérey constituent peu à peu, avec l'appoint hellénique, leur masse de manœuvre : il est le seul à ne pas s'en apercevoir. Il fait proclamer par ses journalistes que la

Grèce ne suivra jamais M. Venizélos jusqu'au bout. A la veille de sa débâcle, il s'ingénie encore à débaucher quelques compagnies helléniques sur la Struma. Pendant ce temps, les 3e, 4e et 14e divisions helléniques, celles de Sérès, de Crète et de l'Archipel, franchissent avec leurs alliés la Cerna et le Vardar, escaladent avec eux la Dzéna et le Bélès, les aident puissamment à délivrer la Serbie et à envahir la Bulgarie.

Incapable de supposer que d'autres puissent réussir où lui-même a échoué, il se rassure, après la rupture initiale, en songeant que notre avance sera enrayée par le manque de communications et de moyens matériels comme l'a été, en décembre 1915, après la retraite si réussie du général Sarrail, la progression de Mackensen. Notre artillerie, se dit-il, ne pourra jamais suivre à cette allure, et nous n'oserons pousser vers Prilep, puis vers Uskub, puis vers Sofia, puis vers Nich et Belgrade, sans ravitaillement, sans autres armes que nos fusils et nos mitrailleuses. Il ne connaît pas l'audace et la vitesse de nos chefs, l'endurance extraordinaire de nos soldats.

Ces erreurs sont précisément celles que Ludendorff a commises en France après le 18 juillet 1918, lorsque, saisi à la gorge par le maréchal Foch, il se refuse à reconnaître la gravité de sa défaite et à consentir rapidement aux sacrifices nécessaires. Ces mêmes erreurs seront commises à nouveau par Mackensen entre l'armistice bulgare du 29 septembre et l'armistice hongrois du 13 novembre, pendant la bataille des Balkans. La Bulgarie étant éliminée à cette époque, Ludendorff, lui-même, ne saurait rejeter sur elle la responsabilité de la catastrophe que subiront alors les Autrichiens et les Allemands.

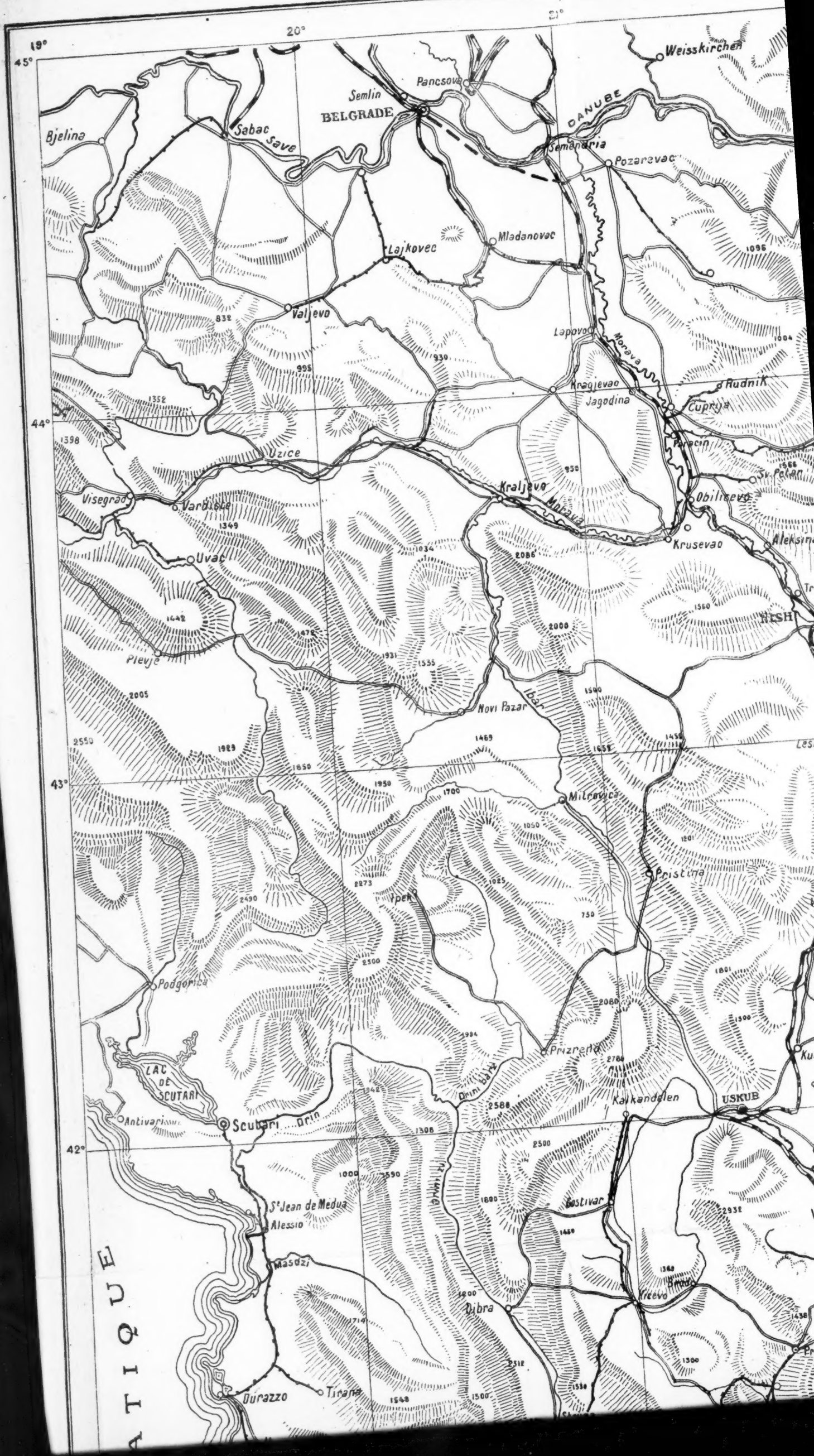
Ainsi la victoire remportée par les Alliés d'Orient entre le 15 et le 29 septembre 1918 a un caractère exclusivement militaire. Quand les Bulgares, à qui les trahisons ne semblent pas inspirer une horreur insurmontable, racontent qu'ils se disposaient justement à abandonner des alliés dont les affaires tournaient mal, on veut bien les en croire, puisqu'ils y tiennent. Mais cette trahison n'a pas été consommée : elle est demeurée à l'état de projet. De même, les tractations de M. Panarétof à Washington, celles de M. Murphy à Sofia ont été devancées par l'énergique offensive des Alliés. Assurément, le public

international a pu en entendre parler. Le bruit s'est même répandu qu'aux réunions de la commission diplomatique et militaire du Trianon-Palace, des hommes d'État, tels que lord Robert Cecil, examinaient de sang-froid les avantages d'une paix séparée avec la Bulgarie. Mais les choses en sont restées là. Si les opérations de la Mogléna avaient échoué, peut-être la « cavalerie de Saint-Georges » aurait-elle donné. Quoi qu'il en soit, la bataille du Dobropolje ayant abouti à l'armistice triomphal du 29 septembre 1918, les seuls arguments employés ont été les arguments militaires du plan conçu, préparé et exécuté par le général Franchet d'Espérey à Salonique.

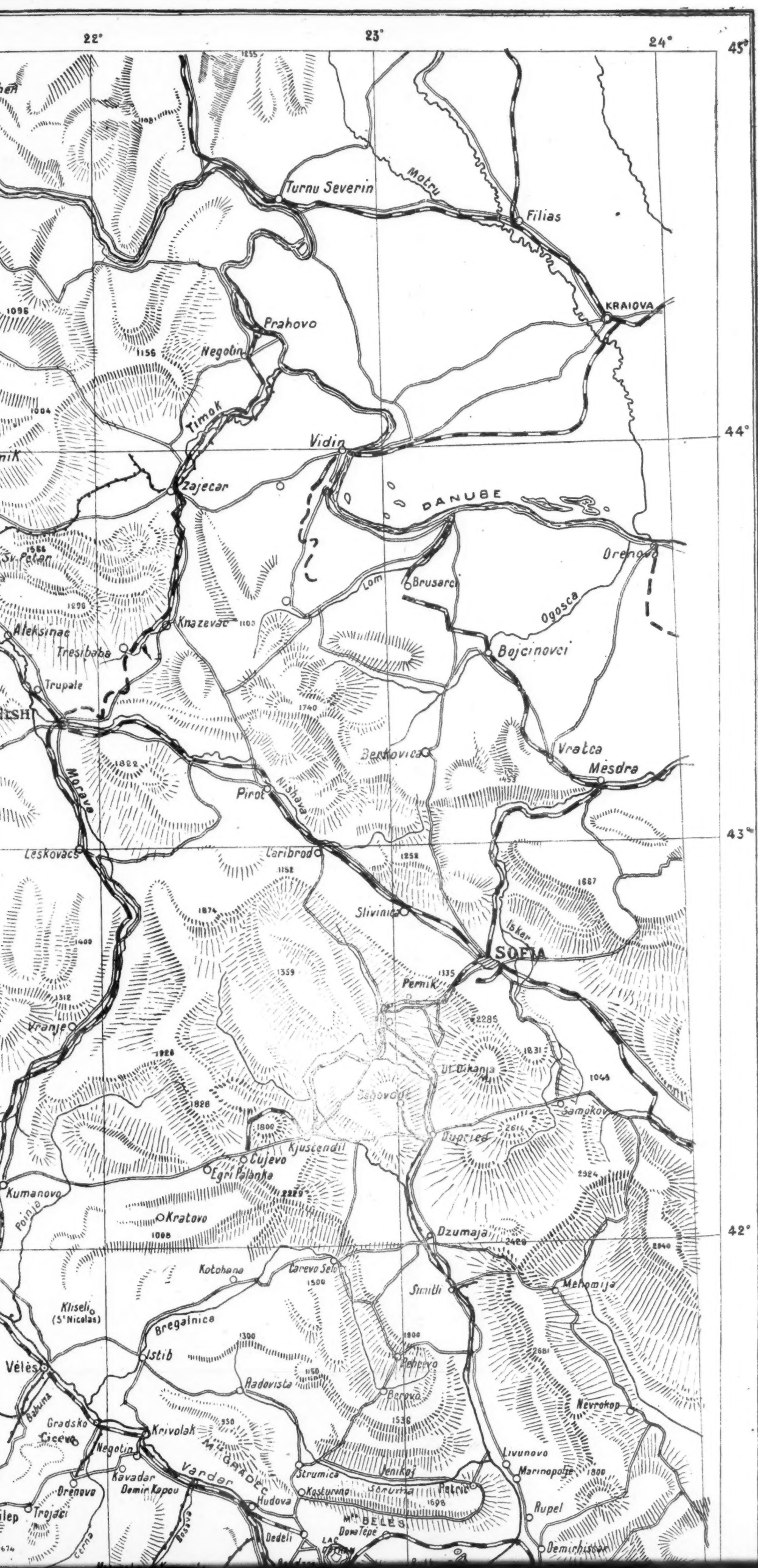
C'est dans ces conditions glorieuses que la Bulgarie s'est effondrée. C'est dans les mêmes conditions que l'on verra, au cours de la bataille des Balkans, la Serbie se délivrer de la tyrannie autro-allemande, l'Empire ottoman capituler, la Roumanie rentrer en guerre à nos côtés et la Hongrie solliciter un armistice, afin d'arrêter la poussée victorieuse des Armées Alliées d'Orient.

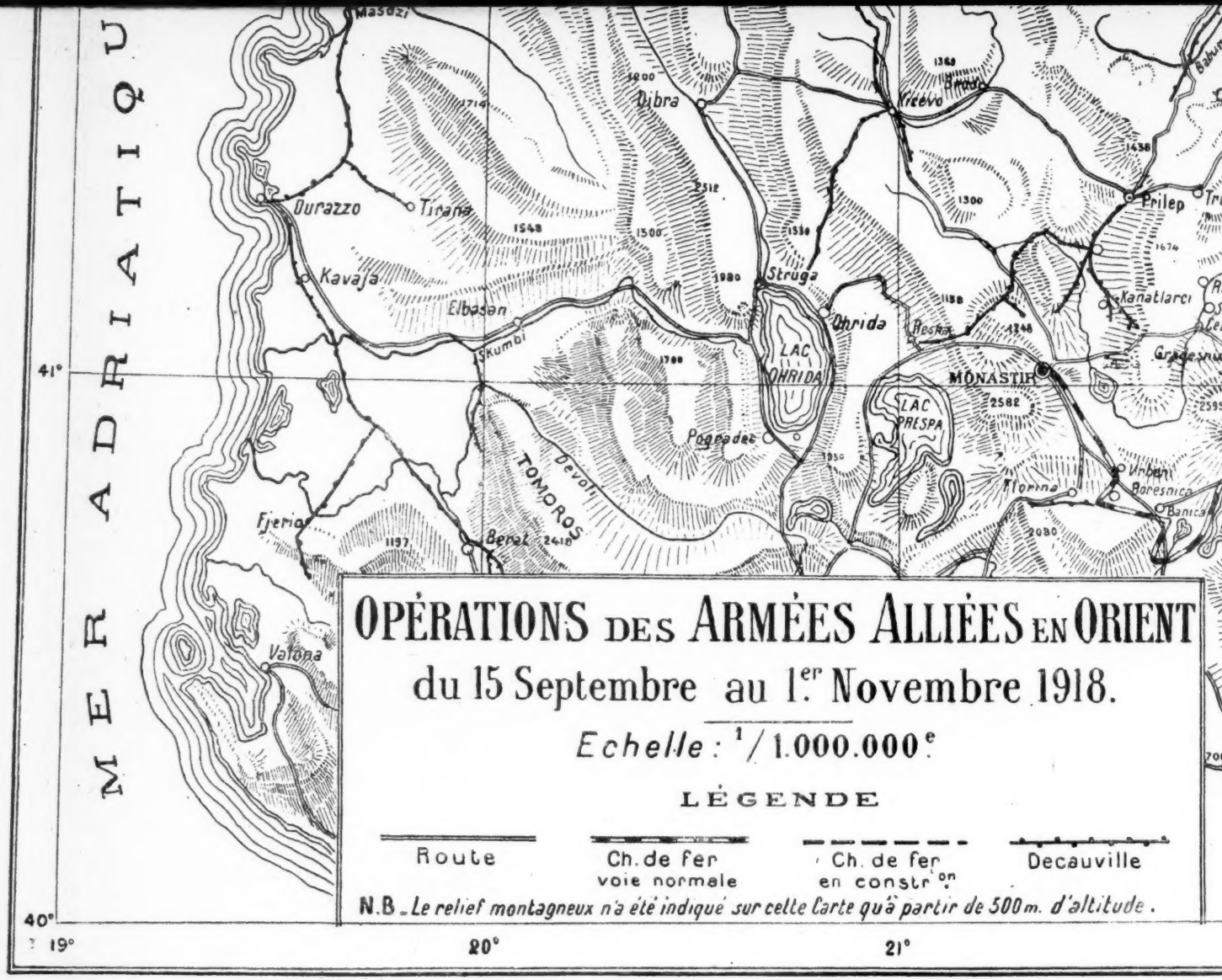
(*La fin prochainement.*)

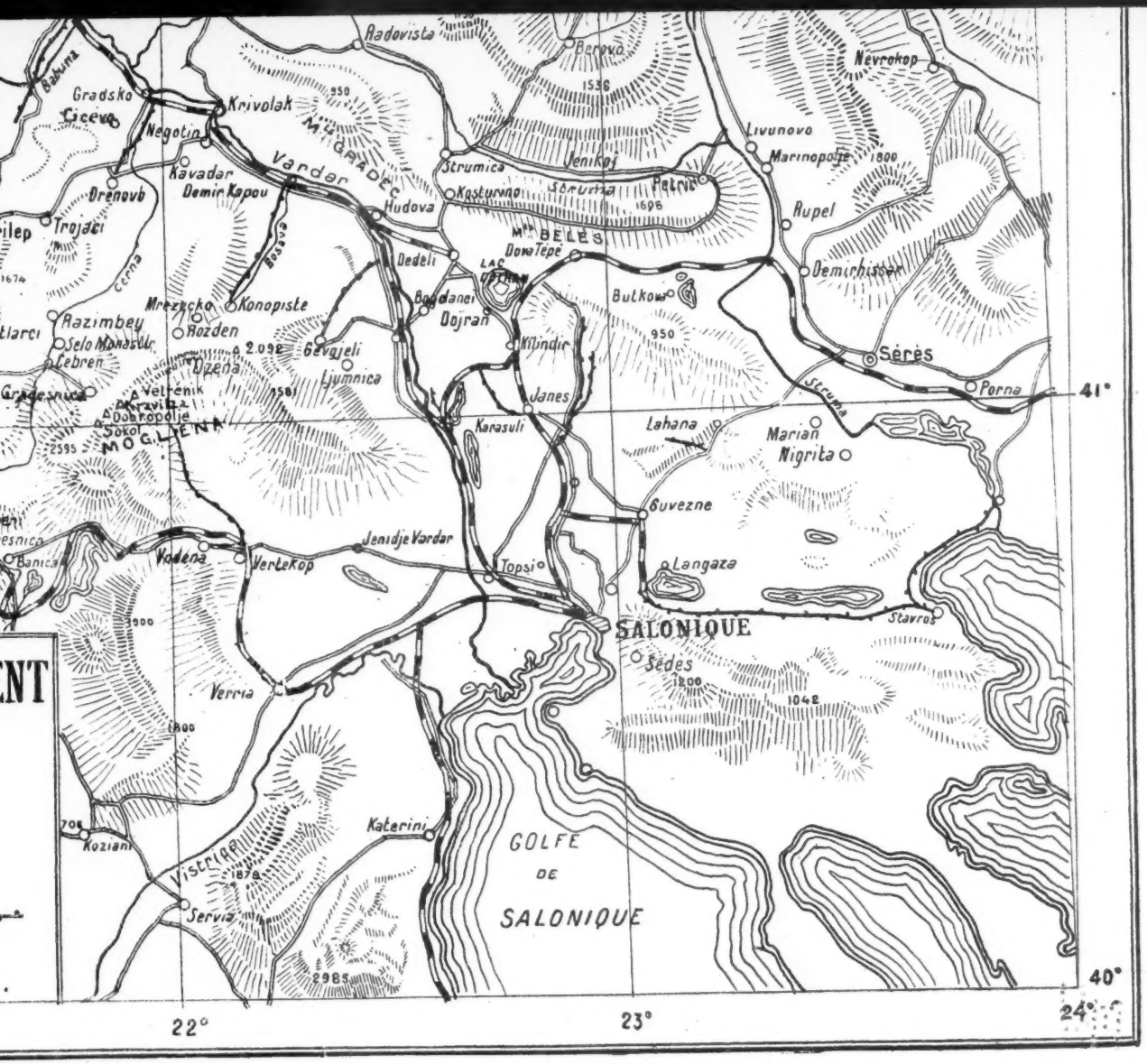
CONSTANTIN PHOTIADÈS



19°
20°
21°
45°
44°
43°
42°
Weisskirchen
Pancsova
Semlin
BELGRADE
DANUBE
Bjelina
Sabac
Save
Semendria
Pozarevac
Mladanovac
Lajkovec
Valjevo
Lapovo
Morava
Kragjevao
Jagodina
Rudnik
Cuprija
Paracin
Sv. Petar
Obilicevo
Krusevao
Aleksina
Uzice
Kraljevo
Visegrad
Vardiste
Uvac
Lim
Plevje
NISH
Novi Pazar
Ibar
Mitrovica
Pristina
Ipek
Podgorica
Prizreno
LAC DE SCUTARI
Antivari
Scutari
Drin
Kalkandelen
USKUB
St Jean de Medua
Alessio
Masdzi
Gostivar
Dibra
Kicevo
Durazzo
Tirana
ATIQUE


22°
23°
24°
45°
44°
43°
42°
Turnu Severin
Motru
Filias
KRAIOVA
Prahovo
Negotin
Timok
Vidin
Zajecar
DANUBE
Drenovo
Lom
Brusarci
Ogosca
Bojcinovci
Knazevac
Aleksinac
Tresibaba
Trupale
Morava
Pirot
Nishava
Berkovica
Vratca
Mesdra
Leskovacs
Caribrod
Slivinica
Iskar
SOFIA
Pernik
Vranje
Ul Dikanja
Samokov
Kjustendil
Cujevo
Egri Palanka
Kumanovo
Poinja
Kratovo
Dzumaja
Kotohana
Carevo Selo
Simitli
Mehomija
Kliseli
(St Nicolas)
Bregalnica
Istib
Vélès
Radovista
Berovo
Nevrokop
Gradsko
Krivolak
Negotin
Livunovo
Marinopolje
Kavadar
Demir Kapou
Vardar
Strumica
Jenikoj
Petric
Drenovo
Trojaci
Hudova
Rupel
Dedeli
Demirhissar


MER ADRIATIQU
Masozi
Durazzo
Tirana
Kavaja
Elbasan
Skumbi
Dibra
Kicevo
Prilep
Struga
Ohrida
LAC OHRIDA
Resna
MONASTIR
LAC PRESPA
Kanatlarci
Pogradec
TOMOROS
Devoll
Fjerio
Berat
Valona
Florina
Urbani
Boresnica
Banica
41°
40°
19°
20°
21°
OPÉRATIONS DES ARMÉES ALLIÉES EN ORIENT
du 15 Septembre au 1er Novembre 1918.
Echelle : 1/1.000.000e
LÉGENDE
Route
Ch. de fer voie normale
Ch. de fer en constr.on
Decauville
N.B. Le relief montagneux n'a été indiqué sur cette Carte qu'à partir de 500 m. d'altitude.



Radovista
Berovo
Nevrokop
Gradsko
Krivolak
Negotin
Kavadar
Demir Kapou
Vardar
Strumica
Jenikoj
Petrić
Livunovo
Marinopolje
Rupel
Drenovo
Trojaci
Hudova
Kosturino
Mt BELES
Dova Tepe
Dedeli
Demirhissar
Mrezecko
Konopiste
Bogdanci
Dojran
Butkova
Razimbey
Rozden
Gevgjeli
Kilindir
Sérès
Cebren
Ljumnica
Janes
Porna
41°
Karasuli
Lahana
Marian
Nigrita
MOGLENA
Guvezne
Jenidje Vardar
Vodena
Vertekop
Topsi
Langaza
SALONIQUE
Stavros
Sédes
Verria
Koziani
Katerini
GOLFE
DE
SALONIQUE
Servia
40°
22°
23°
24°

LE SANG DES DIEUX[1]

A la campagne, on retrouva Marèze que l'âge portait à délaisser de plus en plus la ville. Il proposa lui-même de mettre Pascal au dessin pour faire diversion et rattacher cet esprit échappé aux curiosités de la vie. Dechartre accrocha son espoir à cette nouvelle expérience. Il venait de découvrir, dans un carnet de l'enfant, une traduction en vers des sept *Psaumes* du roi David le repenti.

Or, sur ces entrefaites, Romaine, la nièce du peintre, arriva pour les vacances chez son oncle. Elle avait quinze ans et c'était une jeune fille déjà grave malgré la jupe courte et la natte dans le dos. Le caractère sensuel de son visage allongé de jeune chèvre s'était précisé. Elle avait un léger avancement, gracieux et friand, des lèvres, et des yeux singuliers, trop grands, trop profonds, trop mystérieux pour son âge, à croire que cette enveloppe gracile de vierge abritait l'âme d'une femme autrefois morte de passion. Sa chevelure était tout en or.

Marèze l'appelait volontiers Robinetta, à cause de sa ressemblance avec l'inquiétant portrait de Reynolds. Lorsque Dechartre la vit dans un tulle rose, sous le canotier de paille lumineux, effleurant à peine le sol de ses hautes bottines lacées, si fluette et à la fois si tentante, une idée lui traversa

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre 1919.

l'esprit. Il regarda Marèze, qui souriait de toute sa vieillesse au printemps féminin en marche vers lui, et pensa :

« Pourquoi pas? »

Alors il appela Pascal jusqu'à ce que l'adolescent parût.

— C'est Romaine, — lui dit-il, — tu la reconnais?

Elle allait vers lui la main tendue?

— Bonjour, Pascal, — fit-elle.

Il prit la main, sans répondre. Le père évalua l'émotion à la rougeur subite qui empourpra les joues de son fils. Et les pressant tous deux :

— Allez jouer ! — dit-il.

Mais ce fut la jeune fille qui entraîna Pascal vers la châtaigneraie déjà roussie au faîte.

A sa grande surprise, Romaine ne retrouva pas dans l'adolescent l'enfant brutal et dominateur qu'elle avait connu et redoutait encore. Les premiers jours, Pascal l'évita presque. Elle devint câline pour l'acclimater, prit des allures maternelles, caressantes, comme les jeunes filles savent faire d'instinct. Il faillit la fuir. Déroutée elle le négligea ostensiblement et tourna son zèle vers le dessin, la musique et la broderie. C'est alors qu'il se rapprocha.

Il la rejoignait volontiers quand elle travaillait et s'asseyait silencieusement auprès d'elle. Les grandes turbulences qui l'avaient longtemps secoué, semblaient apaisées. Il éprouvait auprès de la jeune fille une sorte de bonheur vague qui l'emplissait comme une coupe. Sa joie était de ramasser son fil, de porter son sac. Et quand elle lui demandait :

— Voulez-vous jouer, Pascal?

Il répondait très sérieusement :

— Je n'ai pas envie de jouer près de vous, Romaine...

— Mon Dieu ! — soupirait-elle, — comme vous êtes sérieux !

Alors il lui disait avec soumission :

— Mais je jouerai à tout ce qui vous plaira...

Dechartre constata vite l'évolution de Pascal : ses croix, ses médailles, les livres de prière étaient abandonnés dans un tiroir. Si la gaîté ne lui revenait pas encore, du moins échappait-il aux hantises nocturnes de la folie mystique. Il mangeait mieux, ne repoussait point les desserts, mais, au con-

traire, en mettait souvent une part de côté. Et lorsqu'on interrogeait :

— Que fais-tu là?

Il répondait :

— C'est pour Romaine...

Françoise le surprit maintes fois à couper des fleurs ; et c'était aussi pour Romaine. Son père lui dit en riant :

— C'est donc ta grande amie?

— Oui ! — fit-il avec gravité.

Et ce même jour il demanda à la jeune fille :

— Voulez-vous être ma grande amie?

— Mais je le suis déjà, Pascal, — sourit-elle.

— Non, — dit-il, — pas comme ça...

Il demeurait embarrassé devant elle, les yeux baissés, tout vaincu de timidité. Elle lui prit gentiment le cou, comme à un enfant que l'on console, l'embrassa et dit :

— Comme ça?

— Oh ! Romaine ! Romaine ! — cria-t-il, tout haletant, — tu es donc mon amie ! tu es donc mon amie !

Désormais il exigea que la jeune fille l'embrassât chaque fois qu'ils se rencontraient et ils convinrent de se tutoyer. Moins soumis à ses désirs, il dirigeait maintenant leurs promenades par les chemins solitaires. Il semblait fuir la maison, la famille et se cachait même des passants. Souvent il emportait un livre, et au creux d'une haie ou à l'ombre d'un chêne, il lisait pour elle des strophes palpitantes.

La poésie était chaude d'amour, d'étreintes, de caresses, et les vers sortaient de ses lèvres comme des flammes incendiaires. Sans doute ils ne comprenaient pas la portée précise du poème sensuel, mais le feu du verbe brûlait leur cœur, dévastait leur raison. Romaine restait de longs instants le regard fixe, le front tendu avec un poids accablant sur la nuque et un sourd fourmillement au long des nerfs. Pascal tremblait d'exaltation ainsi qu'un possédé. Et quand ils se regardaient dans ces paroxysmes, les pleurs jaillissaient soudain sur leurs joues écarlates, faute de pouvoir exprimer autrement leurs sentiments réciproques.

Comme son imagination le fouettait et qu'il avait la tête remplie de dialogues romanesques, Pascal, le premier, trouva

les expressions de la passion qui les dominait obscurément. Ce fut un matin après une nuit de cauchemar, où le spectre de l'aïeule morte avait revêtu les traits de Romaine, qu'il éprouva la nécessité de voir la jeune fille et de se lier par des serments.

Elle étudiait au piano quand il la surprit. Sans explication, impérieusement, il l'entraîna. Une serre était ouverte sur son passage. Il y poussa Romaine et la serra à bras le corps.

— Je t'aime ! je t'aime ! — répétait-il sans cesse.

Et quand il avait fini de baiser ses joues, de caresser ses nattes d'or, il la considérait dans ses bras comme un objet dont il ne savait que faire.

— Et toi? toi? — priait-il, — tu m'aimes?

— Mais oui, Pascal, je t'aime !

— Veux-tu? veux-tu? tu seras ma femme?

— Oui ! oui ! — fit-elle avec une grande joie.

— Oh ! c'est cela, — reprit-il, — je serai ton mari ! Dis-le : ton mari !

— Oui, mon mari !

L'ivresse puérile de son âge le ressaisit soudain et il bondit, soulevé de terre. En un moment il arrachait des fleurs à la volée autour de lui, roses et chrysanthèmes, et il les jetait aux mains de Romaine en disant :

— C'est pour nos fiançailles, vois-tu !

Le jardinier les troubla et ils s'évadèrent. Mais les jours suivants Pascal entraîna Romaine dans la châtaigneraie et il l'étendait près de lui, tout contre lui, sur les feuilles mortes, aux crissements soyeux, en murmurant :

— Tu es ma femme, tu partages mon lit...

Ce fut dans cette position que Marèze les découvrit un jour qu'il chassait le cèpe. Un juron lui échappa et tout de suite il brandit sa canne. Pascal se dressa crânement, hérissé, coléreux :

— N'y touchez pas : elle est ma femme !

Le vieux peintre eut un rire mordant et gronda :

— Petite canaille !

Puis à sa nièce, d'un ton rude :

— Romaine ! rentre à la maison et ne revois jamais ce gamin-là !

Pascal poussa un grand cri et se jeta devant Romaine. En même temps, il tirait de sa poche son couteau qu'il ouvrait. L'oncle, indigné, fit un pas et d'un coup de canne écarta le furieux. Romaine prit sa course en sanglotant. Pascal la vit et devint blême. De toutes ses forces il hurla :

— Lâche ! lâche !

Et avant que Marèze l'ait pu saisir, il s'enfonçait le couteau dans la gorge.

V

La blessure de Pascal fut sans gravité, mais, dans la maison, l'émotion avait été rude. On rentra en hâte à Paris pour voir les grands chirurgiens et Françoise manda sa mère.

La bonne madame Mareuil ne fit d'ailleurs qu'exaspérer l'inquiétude autour d'elle, tant l'avait impressionnée la tentative de suicide. Elle réclama, comme on fait pour les chers moribonds, quelques-uns des portraits de Pascal dont la demeure était pleine. Car Dechartre aimait orgueilleusement à s'entourer de l'effigie de son fils qu'il avait fait peindre par Marèze et sculpter en marbre par l'illustre Richard.

Trois semaines plus tard, Pascal pouvait reprendre son existence habituelle.

Toutefois, il sembla que l'aventure et les longues journées d'immobilité méditative avaient transformé l'adolescent. L'homme commençait à s'affirmer par-dessus les traits tendres et arrondis de l'enfance. Mais l'âge ingrat, qui mêle, dans une ambiguïté perverse et souvent discordante, la gracilité féminine aux premiers accents mâles, lui fut favorable. A seize ans, il avait un joli visage de vierge rêveuse où couvait le feu, encore sous la cendre, de deux grands yeux lustrés.

Sans qu'il s'en doutât, son petit roman avait couru, et les femmes, qui vivent d'amour et de drame, chérissaient le héros dans leur cœur. Il en fit la première observation sur la femme de chambre, durant sa convalescence. Elle le servait dans son lit avec attention, le bordait, lui souriait et l'embarrassait même par des regards longs et doux dont il se détournait avec trouble. « Monsieur Pascal » n'était plus un enfant pour elle.

Dès sa première sortie, il dut subir la curiosité rieuse des quatre petites blanchisseuses, qui repassaient le fin, en face de la maison paternelle, et, malgré sa timidité, il lui en vint de la vanité pour sa personne. Il se roidit pour accepter, sans rougeur, leurs sourires, bien qu'à la vue des jeunes poitrines une inquiétude tumultueuse le retournât jusqu'à l'âme.

Le temps approchait de la révélation des sens. Le mystère attirant de l'autre sexe, profondément obscur jusqu'à l'heure initiatrice, en dépit des imaginations, des confidences ou des leçons d'une nature chastement cynique, allait se déchirer. Et ce devait être une expérience banale et un peu honteuse, comme il arrive à tous les jeunes hommes, la première fois qu'ils plient sous la loi inéluctable.

Pascal avait l'habitude, le soir, quand il revenait du lycée, de prendre des journaux pour son père, chez une petite marchande du quartier. Elle tenait boutique à l'angle de deux rues. Sa montre contenait toutes les séries de cartes postales, depuis le bellâtre qui porte ses vœux dans un bouquet, jusqu'au poétique bébé sur son vase, et, en outre, du papier à lettre, des soldats de plomb, les romans de la Bonne Presse. Pascal prenait ses feuilles dans le casier sur lequel le chat tigré, qui dormait en boule, entr'ouvrait l'œil au bruit des sous heurtant la sébile. La marchande absorbait des feuilletons, à l'accoutumée, derrière son comptoir, sans lever la tête.

C'était une brune forte et mûre. Elle portait des chandails collants et longs qui mettaient en valeur sa poitrine et ses hanches. Par singulière disposition de son âme romanesque, elle avait conservé, dans un âge déjà grave, les bandeaux de la jeunesse à l'entour d'un visage plein et coloré. Elle était encore désirable, mais se croyait irrésistible. Le plus fort de son pouvoir était dans ses yeux où elle attisait, sans pudeur, les flammes d'un tempérament généreux. Elle tenait à son état de veuve et le faisait sonner comme un titre. Elle avait peint sur sa porte : « Madame veuve Bonteint ». Au bout de cinq minutes d'entretien, on savait « que son cher défunt était dans la marine ».

Quand Pascal reparut, un peu pâlot et le col balafré, elle jeta sur lui son sourire, ses regards, et le cerna de questions pressantes : « Comment était-il? La blessure était-elle fermée?

Et le cœur?... Comme il avait dû souffrir ! Si jeune et déjà tant de passion ! Ah ! l'amour était un grand maître !... »

Et elle retenait les journaux dans sa main, afin que Pascal ne pût s'échapper, en même temps qu'elle inclinait sa riche poitrine par-dessus le comptoir, vers le jeune homme, dont elle mangeait des yeux les joues fines, insensiblement tournées à l'écarlate. L'arrivée d'un client le délivra et, à la lettre, il prit la fuite.

Dehors il marcha comme un homme ivre, la tête bourdonnante, les jambes molles. Il éprouvait une chaleur intérieure brûlante, comme si la température de son sang se fût brusquement élevée, et le sentiment qui le dominait était la peur. Il voyait les yeux, les bandeaux et les formes de la veuve ainsi que ces monstres des cauchemars qui terrorisent et hypnotisent à la fois.

Les jours suivants il évita la boutique de madame veuve Bonteint. Mais la tentation était partout : dans les rires des petites blanchisseuses, dans le regard de la femme de chambre, dans les robes qu'il frôlait au hasard de la rue et soudain devenues pour lui comme des flammes dévorantes. Pascal se rétracta, s'enferma en lui-même avec ses craintes et ses désirs mal définis dont le but lui échappait toujours.

Dechartre surveillait les inquiétudes de l'âge. Au milieu des excès de cette jeune sensibilité active, il guettait l'âme encore amorphe, à peine révélée. Il sentait venir le temps des empreintes durables, du coup de pouce de la destinée qui impose la déformation décisive. Il fallait une pâture abondante, capiteuse, aux appétits enthousiastes de la jeunesse, le dérivatif passionnant sur quoi pourraient se détendre les forces bandées du sang et du cœur.

Tout ce que les jeunes hommes de son temps commençaient à renier, l'amour humanitaire et la justice pacifiste, fut en honneur auprès de Pascal. Au lycée, à vrai dire, il retrouvait les camarades impérialistes, amoureux de la victoire sous toutes ses formes, et pour qui seul comptait un match de football.

Mais son père le laissait joyeusement aller au sport. Si Dechartre formait l'esprit, il ne voulait point contraindre le corps.

— Va, — disait-il, — développe tes muscles, la race en a besoin ; mais ne méprise point l'intelligence. Dans notre temps, nous ne pensions qu'aux livres ; vous n'avez plus que le souci du jeu. A tout prendre, mieux valait encore notre erreur. Vous qui êtes l'avenir, soyez plus harmonieux.

Pascal semblait répondre à ce programme, car il écoutait son père avec attention et n'était pas moins bouillant sur la pelouse. Il dissimulait simplement et sans effort, comme il arrive aux adolescents que lancine l'aiguillon de la virilité. Car, en dépit de toutes les tentatives libératrices, même les moins croyants d'entre nous portent le poids de la doctrine vingt fois séculaire, qui a honni la femme et condamné à la honte l'œuvre de chair. L'hypocrisie nous monte à la face avec le premier désir.

Malgré lui et poussé par une force supérieure, Pascal revint à la papeterie de la veuve. Il sentait bien qu'il n'était plus son maître. Sa peur n'avait point cédé et lui infligeait une timidité qu'il jugeait confiner à l'idiotie. Mais la volonté étrangère l'emportait, et un soir il approcha de la boutique.

Pour s'enlever tout prétexte à entrer, il avait pris les journaux dans un kiosque. Il ne voulait que voir la maison, la montre. Il ne pensait qu'à madame Bonteint, penchée sur son comptoir et il faisait en lui-même des vœux pour ne pas la voir. Il rasait le mur, comme un voleur.

Elle l'avait aperçu de loin. Depuis plusieurs jours, le soir, elle se tenait sur sa porte, entre la collection des quotidiens élevés en échelons à droite et le déploiement des illustrés suspendus à gauche par des épingles à linge. L'automne avait des crépuscules charmants, nuancés de réséda et de rose qui teintaient en mauve l'ombre, déjà lourde, sur les trottoirs. Elle le cloua d'un mot au passage :

— Bonjour, monsieur Dechartre.

Et elle se reculait, découvrant le seuil, pour qu'il entrât à sa suite.

Il ne sut jamais qui l'avait lancé dans la boutique. Il s'y trouva un instant plus tard, devant le chat tigré, qui alluma son œil phosphorescent dans la pénombre. L'obscurité l'aveuglait. Maladroitement il heurta une chaise, bredouilla une excuse. La main de madame Bonteint saisit la sienne. Il

sentit son rire silencieux, puis sa chaleur tout contre son épaule. Il trembla.

Quand il revint dans la boutique, l'œil du chat le troubla. Un passant prenait un journal, jetait un sou dans la sébile, au dehors. Il tressaillit comme pris en faute. Il n'aspirait qu'à partir. Elle dut le solliciter :

— Tu reviendras, — dit-elle.

Dans la rue, il regarda autour de lui, croyant qu'il portait son acte gravé sur le visage. La foule l'ignorait. Alors il se rengorgea, pensant tout à coup qu'il était un homme. Il n'aurait su qualifier son impression. Quand il passa devant la blanchisserie, il mit gaillardement le nez à la porte pour faire le faraud.

Son père l'attendait.

— Comme tu es en retard, — dit-il.

Il répondit sans hésiter :

— C'est que nous avions une réunion pour organiser le match de dimanche.

Ce n'est que plus tard, avec le temps, que le goût lui vint de recommencer l'aventure. Il y mettait sans doute plus de curiosité et de vanité que de passion. La plantureuse brune de la papeterie lui tenait moins à cœur qu'une supériorité de potache indiscret.

Tout de même, depuis l'initiation, son imagination renseignée cherchait dans les livres les scènes qu'il pouvait animer de ses souvenirs précis. Les choses de l'amour le tentaient et il fouillait au delà du sentiment. En l'absence de son père il explorait la bibliothèque, feuilletait les revues d'art et jusqu'aux notes que Lucien Dechartre classait par catégorie où figuraient les *femmes*, l'*amour*.

C'est ainsi que Pascal fit sa découverte.

Dechartre était sans défiance. Les verrous et les clés n'étaient pas de ses précautions. Il tenait ses papiers à l'ordre, mais point au secret. La discrétion qu'il observait comme une loi rigoureuse, lui paraissait une sauvegarde suffisante. Au surplus, il connaissait trop bien Françoise pour la craindre. Il savait que l'admiration et le respect quasi religieux, dont l'entourait sa femme, le défendaient de toute surprise. Le cabinet de Lucien était pour elle un olympe sacré et il lui

aurait paru sacrilège de troubler de ses mains les cahiers du grand homme.

Pascal en prenait à son aise et tripatouillait sans ménagement « les affaires de papa ». Mais il apportait une telle dextérité dans le bouleversement et un coup d'œil si sûr pour rétablir l'ordonnance, qu'à peine marquait-il son passage. Au reste, quand Dechartre s'en apercevait, il se contentait de sourire. Il savait trop le prix et la pérennité des connaissances que la jeunesse acquiert de rapine.

Le jour où Pascal saisit une liasse jaunie, au fond d'un tiroir, il eut l'impression immédiate de surprendre quelque chose de rare. La première feuille n'offrait qu'une date et une ficelle nouait le paquet. Pascal la fit sauter. Une série de vieilles lettres, chacune soigneusement pliée en deux, se répandit sur la table. Il en ouvrit une et lut au hasard :

Andrée, ma douce Andrée, ton baiser est resté sur mes lèvres comme un fruit agaçant et frais qui ne voudrait pas fondre et mes paumes, que je respire, gardent la senteur fauve de la peau lumineuse.

Pascal regarde la signature et il déchiffre le prénom de son père : Lucien. Toutes les lettres sont de la même écriture carrée, décorative, celle qu'il retrouve là sur le manuscrit en cours, plus haute, plus empâtée. Un sentiment étrange de joie mauvaise le possède : il tient la revanche de ses fautes secrètes et se réjouit de voir tomber le père aux nobles enseignements. La faiblesse de l'homme a comme une odeur qui l'enivre et l'exalte. La folle du logis est déjà en campagne. Il suppose des hontes. Et sa curiosité est toute droite.

En un tour de main Pascal a repoussé le tiroir, brouillé ses traces. Discrètement il sort du cabinet de son père et gagne sa chambre à la sourdine. Les lettres sont là dans sa poche, où il les tâte tout en marchant. L'heure du dîner est loin : sa mère n'est pas prête de rentrer. Il s'enferme ; il va lire.

Par endroit l'encre est devenue si pâle et le papier est tellement froissé qu'il faut deviner le sens. Certains feuillets sont usés aux coins, flétris aux marges. Comme elles ont dû être maniées ces lettres ! Pascal recherche la date et compte : trente ans ! Il y a trente ans qu'une main a tracé ces lignes !

Et cela semble si vieux à sa jeunesse qu'il se demande si vraiment c'est la main de son père.

Il lit sans ordre, de-ci, de-là, mais qu'importe : partout c'est la même passion, tantôt impérieusement sentimentale, tantôt sensuelle jusqu'à la convulsion, jusqu'aux morsures.

Avidement le jeune homme absorbe et se grise. Des vertiges lui montent lentement à la tête devant ce gouffre d'amour. Il est étourdi et une moiteur lui mouille l'échine. Des souvenirs détaillés l'instruisent ; des halètements fouettent son sang. L'image de la papetière se glisse sous la figure d'Andrée. Il ne s'attarde ni à l'aventure, ni au poème magnifique et douloureux : la volupté l'enserre, le domine.

C'était le secret de Lucien Dechartre, cette aventure qui dormait dans ce tréfonds du cœur où les hommes même courageux ont peur de jeter la sonde, sous la triple garde du temps du silence et des respects. Sa jeunesse, si chargée des plus hautes puissances de sentir, s'était détendue tout entière dans cette passion inavouée qui l'avait emporté comme un fétu, malgré ses résistances, en dépit de sa honte. Car il était déjà marié, en ce temps-là, lui Dechartre, qui voulait être l'exemple des hommes, et Andrée elle-même était une épouse. Mais l'amour souffle où il veut !

Et voilà que son fils, Pascal, — quel hasard, ou quel destin ! — soulevait la pierre mystérieuse et découvrait le foyer, brûlant encore après trente années, au moment où lui-même heurtait pour la première fois ses sens à l'énigme de la femme ! Et maintenant, le battement même de la fièvre paternelle secouait les artères de l'enfant !

Pascal rassembla les lettres, les lia, mais ne les remit point à leur place. Il y tenait comme à un alcool dont l'ivresse est chère et à la fois comme à un gage, car il pensait par là gouverner son père. Il les cacha. Et le soir, à table, il regarda curieusement l'homme, maintenant blanchi et tassé, qui avait tant aimé la femme.

Dechartre surprit ces yeux en quête et dit :

— Il y a des choses qui te troublent, n'est-ce pas, Pascal?

Le jeune homme ne répondit pas. Mais plus tard, au moment de quitter la salle à manger, le père reprit :

— Viens avec moi, Pascal !

Et il l'emmena dans son cabinet.

Une grande peur secoua le coupable et il fut sur le point d'avouer pour atténuer le châtiment, car il se croyait découvert. Dechartre allumait un cigare, paisible, et scrutant son fils.

— Mon petit, — dit-il enfin, — je vois que la femme est entrée dans ton cercle, Ton inquiétude perce la dissimulation, car tu es à l'âge où l'on s'éloigne le plus durement des parents, à l'âge où l'on se cache. Et pourtant, combien n'aurait-on pas besoin d'un guide ! L'aveu fait peur, n'est-ce pas? On ne s'ouvre pas à un père... Eh bien, je serai pour toi un camarade, mon petit, un camarade de ton âge, un ami à qui l'on peut tout dire parce qu'il a gagné quelque expérience à ses faiblesses... Tu veux bien, n'est-ce pas?

— Oui ! — fit Pascal.

Car l'assurance de n'être pas soupçonné lui donnait un grand aplomb. Il sortit, n'emportant que la rancune d'avoir failli se livrer par fausse crainte.

Or, la dernière impression était toujours son maître, — et le désir acide de la revanche le brûlait.

Il se vengea.

Les réunions sportives fournissaient un prétexte commode pour s'échapper. Le Parc des Princes et les pelouses du Bois, où il assurait fréquenter, le voyaient sans doute moins souvent que les rues de Paris. Ce vieux quartier de mousquetaire, anguleux et touffu, que porte à dos l'Institut de France, lui était familier tant il avait déjà flâné à l'étalage des marchands d'estampes où sur la boîte des bouquinistes.

Il ne chercha pas longtemps son homme et accourut à la boutique du père Mouilleron qui s'ouvre, dans un retrait sombre sur un trottoir dallé de granits dont chacun ferait une pierre tombale. La devanture, jusqu'à hauteur d'homme, disparaît sous la croûte des boues projetées par les voitures depuis plusieurs lustres et la pluie a décoloré l'enseigne. Mais ce sont là des contingences négligeables. Il suffit au père Mouilleron d'une transparence relative de ses vitres afin que l'œil dru des collectionneurs puisse atteindre les autographes de Louis XIV, de Ninon, de Jean-Jacques ou de M. Thiers, pendus à la rangette, sur des cordes, dans l'intérieur.

Pascal entra délibérément, mais des piles de livres arrêtèrent son élan. Il fallait se faufiler dans une ombre poudreuse qui sentait l'alcali et la moissisure sèche. Le père Mouilleron surgit d'une boîte de fiches où il paraissait brouter.

Le père Mouilleron porte la calotte de velours, la blouse de lustrine et prend sa prise dans une tabatière de la Rosalba. Il est petit, mais gras, avec un teint de poulet plumé. Ses yeux sont introuvables derrière des bésicles tout mouvants de reflets. D'ailleurs, son expression est dans son nez, un nez en trompe, grumeleux, mobile, qui va, vient, flaire, souffle, se trousse ou s'abaisse et juge à l'odeur, semble-t-il, de l'authenticité des manuscrits.

Pascal lui remit les lettres de son père sans mot dire et le nez du bonhomme plongea vers la signature. Tout de suite il grommela de sa menue voix flûtée :

— Heu ! heu ! Dechartre ! Dechartre !... Voyez-vous, mon petit monsieur, les contemporains ça court les rues... Et puis ça n'est guère de mon gibier... Je fais le vieux, moi, je fais le rare...

— Mais ces lettres ont de l'intérêt, — insista Pascal.

A ce moment, un merle, que le jeune homme n'avait pas aperçu et qui perchait au-dessus du portrait au cuivre de Valentin Conrart, « Fondateur de l'Académie Françoise », siffla les six premières notes de *la Marseillaise*. Le nez du père Mouilleron furetait dans les feuillets.

— Hé ! Hé ! Hé ! — chantonna-il, sur trois tons.

Puis, sans lever la tête, il observa le jeune homme du coin de l'œil, se demandant d'où il pouvait tenir cette correspondance. Pascal regardait le merle pour se donner une contenance et dissimuler sa crainte d'un échec. Le père Mouilleron ne se montra pas curieux. Il avait réfléchi. Mais il poussa soudain de petits cris d'écorché en tendant le bras vers un coffret de laque qui lui servait de caisse :

— Ah ! il va falloir que je sois généreux ! généreux ! très généreux !

Ce jour-là devait marquer parmi les plus douloureux dans la vie de Lucien Dechartre. Il avait travaillé tout l'après-midi, avec un saint enthousiasme et la joie de l'effort profitable apaisait, comme une huile fraîche, l'exaltation brûlante

de sa pensée. C'était le soir. La lampe veillait amicalement sur la grande table claire et les fresques, au fond du lambris de platane, sombraient dans la nuit. On frappa : Françoise apportait les journeaux.

— Pascal n'est pas encore rentré, — dit-elle, — je suis inquiète...

Dechartre regarda la pendule et répondit :

— Voici sept heures ! que peut-il faire en effet !

Puis il déplia les journaux par habitude et y jeta les yeux. Une feuille qu'il n'avait pas coutume de recevoir attira son attention. C'était un de ces aigres quotidiens dont l'existence ne tient qu'au rendement des chantages, et qui, sous couvert de littérature et d'esprit parisien, soufflent la calomnie, propagent le scandale. Une manchette de trois doigts lui fouetta les yeux : *Des lettres d'amour de Lucien Dechartre.* Son cœur s'arrêta, en suspens sur un battement dans la poitrine. Il sauta l'argument en italique, vint au texte. Il lut. « Andrée, ma douce Andrée... »

Dechartre n'en put voir davantage : ses yeux vacillèrent. Il sentit la vie l'abandonner comme si ses artères se vidaient d'un coup. Des deux mains il se rattrapa aux bras du fauteuil et cria au secours ! à sa volonté.

Françoise était là, à deux pas en arrière, qui parcourait un feuilleton. Il entendit le froissement menu du papier comme un bruit de tonnerre impérieux et redoutable. A tout prix, il fallait écarter sa femme... Et tout à coup il parla. Mais il lui sembla que c'était un autre qui parlait, un double, spectateur froid de son émotion écrasante.

— Laisse-moi, veux-tu, j'ai encore à travailler...

Il reconnut, avec satisfaction, que sa voix n'était pas altérée. Françoise sortit. Brusquement il ouvrit son bureau : les lettres n'y étaient plus. Il murmura :

— Les canailles !

Puis s'affaissant, il mit la tête dans ses mains et se ramassa autour du destin tragique. Il ne comprenait pas le vol, s'égarait sur son auteur. La crainte de voir s'écrouler la paix du logis, longuement construite, l'inquiétait en même temps que le frôlaient les souvenirs des grandes amours mortes et le fantôme d'Andrée.

Trois fois la femme de chambre vint prévenir que « monsieur était servi ». A la fin, Françoise monta elle-même et elle tremblait d'angoisse.

— Lucien ! Lucien ! — répétait-elle, — tu sais qu'il n'est pas encore là !

Dechartre mit du temps à comprendre qu'il s'agissait de Pascal. Mais soudain il se fit en lui comme une grande lumière, et il pensa tout haut :

— Les lettres ! ah ! le malheureux !

— Qu'as-tu? qu'as-tu? — cria la mère.

Ils se tenaient debout face à face, dans la demi-lumière rose, mais ils étaient trop troublés l'un et l'autre pour voir leur pauvre visage où les yeux souffraient. Dechartre ne songeait qu'à rattraper sa parole pour rassurer sa femme. Elle se répandait en hypothèses folles : écrasement, noyade, blessures. Il la prit dans ses bras, comme un petit enfant dont on veut endormir le chagrin. Il se sentait coupable envers elle. Il lui caressa le front en la berçant sur ses genoux. Ce fut tout leur dîner. Mais elle redisait sans cesse avec ses entrailles de mère :

— Pascal ! où est Pascal?

— Il va rentrer, — faisait Lucien, — je te jure qu'il va rentrer !

Car il pensait que la honte tardive de sa faute retenait seule le jeune homme au dehors. Cependant il téléphona aux amis, enquêta dans le quartier. Personne n'avait vu Pascal. Il envoya Françoise se coucher, avec de pieux mensonges et joua le calme pour la raffermir. Il aimait mieux veiller seul ; il aurait plus de force.

Vers minuit, il entendit du bruit à la porte et il descendit dans le vestibule. Quelqu'un grattait au dehors, lentement et avec incertitude, cherchant la serrure. Un juron révéla la voix de Pascal. Dechartre ouvrit. Son fils s'appuyait au chambranle, complètement ivre, le visage cadavérique, blême et creux.

A quoi bon les reproches ! Dechartre détourna la tête, plia sous le nouveau coup et laissa passer la loque titubante qui bégayait. Mais au pied de l'escalier, brusquement, une glace lui renvoya les traits roidis de l'enfant et cette fois il

tressaillit. Il venait de revoir le masque de sa jeunesse, sa propre figure d'adolescent tout abêtie d'ivresse !

Pour échapper à la vision, il courut à la chambre de sa femme. La ressemblance où tout son passé criait l'épouvantait.

Françoise dormait, le front découvert, la mâchoire serrée. Dechartre se pencha, scruta ce visage, car il se rappelait les gaillardes brutes qui étaient les frères de cette femme. La tare, n'était-ce pas le sang des Moreuil? le sang de ces rudes marchands provinciaux, corsaires et débauchés? N'avait-il donc fait qu'empoisonner ses rêves en croyant les prolonger?

Si flatteuse pour l'orgueil, si douce au cœur, l'idée s'accrocha. Quand Dechartre releva la tête, une pointe de rancune l'écarta du grand lit où dormait Françoise. Au même instant la chute d'un corps retentit sourdement dans le silence nocturne.

VI

Dechartre a passé la nuit dans son cabinet, au chevet de son pauvre cœur malade. Les livres étaient là, autour de lui, discrets et familiers, avançant à chaque rayon la dorure engageante de leur titre, comme pour dire : « Prends-moi, je te consolerai. » Mais Dechartre n'a même pas tendu la main vers eux.

Il a passé toute la nuit, — la longue nuit hantée des fiévreux, — dans ce fauteuil, le même où il a veillé son bonheur le soir de l'accouchement de Françoise. La naissance du fils couronnait la gloire. Dechartre était le maître du verbe, le maître de la pensée, l'idole des hommes. Et, parce qu'il avait vaincu la mort dans son enfant, il se croyait dieu.

Maintenant, Dechartre n'est qu'une chétive créature douloureuse. Tant de puissance et d'éclat des honneurs opimes n'ont pas arrêté le destin mystérieux. Mirage cet orgueil qui met la vie aux mains des forts comme le métal ductile ! Dechartre voit les hommes dans ces aveugles tragiques du vieux Breughel qui vont au précipice, la main dans la main, en suivant leur rêve.

Le matin s'est levé, aux sons de la flûte des merles, sur les jardins d'alentour, un matin acide et cotonneux comme un mauvais fruit. Dechartre lui a ouvert la fenêtre et le tend à ses doigts glacés. Des chats, au râble sec, rentrent à petits pas sur la crête des murs. Le sifflet d'un train roule comme une bille sonore sur l'étain trouble du ciel. Pascal là-haut doit dormir comme une brute...

Toute la matinée Dechartre se refuse à le voir. Il ne doute pas que c'est lui, son fils, qui a volé les lettres, lui qui les a vendues, sans soupçonner évidemment le méchant usage qu'il en serait fait. Et pourtant il les a vendues pour faire une méchanceté, une niche, si l'on veut. Car c'est là l'esprit de Pascal. Un démon malfaisant le possède, le gouverne impérieusement. Un démon qui n'est pas seulement le follet brutal de la jeunesse, mais l'ange rebellé, orgueilleux et pervers. Un démon qu'il n'avait jamais connu en lui, Lucien Dechartre, — mais que le sang, apparemment paisible de Françoise, dissimulait sans doute...

Or, Françoise vient d'entrer d'autorité dans le cabinet de Lucien, mortellement inquiète de son grand homme et pressée de le détourner du travail, à quoi elle songe qu'il se tue. Elle porte la joie d'avoir retrouvé son fils endormi, là-haut, si profondément, qu'elle ne l'a pas même réveillé en pénétrant dans la chambre close. Son premier mot révèle sa pensée pleine de Pascal :

— Tu sais qu'il dort, — dit-elle.

Mais elle s'arrête soudain, frappée par le masque ravagé de l'écrivain, la pâleur d'une peau boursouflée sous les yeux, craquelée aux joues, l'affaissement des épaules sur une poitrine creuse. Dechartre est devant elle comme un vieillard. Et elle s'écrie :

— Qu'as-tu, Lucien, tu es malade?

Il ne répond pas. Cette pitié ajoute au ressentiment qui sourd en lui obscurément contre cette femme. Mais, parce qu'elle est jeune encore, et pas même marquée d'un fil blanc aux tempes, il se sent honteux d'être surpris dans le désastre d'une nuit douloureuse. Il est son mari, et, justement à cause de la différence accentuée des âges, il ne veut pas paraître trop vieilli devant elle. Une coquetterie le redresse. Il tente

de bomber le thorax en passant près de Françoise, et il monte à son cabinet de toilette se refaire un visage.

C'est quand il redescendit qu'il trouva Jacques Denis dans la galerie, en contemplation devant les *Iris* de Vincent Vingeame. L'intrus souriait agréablement et faisait des ronds de jambes. Dechartre ne dissimula pas sa contrariété. Il le reçut bourrument, debout, dans l'embrasure de la fenêtre. Denis se défendait :

— Mais, mon cher maître, vous m'avez dit : venez le matin pour les affaires sérieuses...

— Eh bien?

— Eh bien, je viens vous entretenir de la vacance du fauteuil du marquis d'Arboise...

— Après?

— Vous savez bien, mon cher maître, que l'Académie a maintenant trois fauteuils à pourvoir : celui de monsieur Tanchelet, celui du philosophe Khun et celui du marquis...

— Ah ! oui !

Un silence. Denis regarda le maître, à la dérobée, pour s'assurer qu'il n'avait pas perdu l'esprit. Puis il repartit dans le but d'amorcer l'aveu, sur un éloge familier de feu le marquis d'Arboise, auteur de *l'Enfance gracieuse et honnête* :

— Quel fin moraliste, quel critique avisé ! Avec cela excellent confrère, serviable et sans hauteur. Ma femme disait toujours : « Le marquis n'est pas de notre siècle... »

Dechartre pensait : « Au diable l'Académie, et qu'on me laisse en paix sur ma litière épineuse ! S'il ne veut que ma voix pour se taire, celui-là, je la lui donne de grand cœur. » Et tout crûment :

— Vous êtes candidat, Denis, et vous voulez mon vote?

— Oh ! mon cher maître ! mon cher maître !

— Eh bien, vous l'avez, mon ami, vous l'avez !

— Comment ! Oh ! mon cher maître ! Quelle reconnaissance !

— Il n'y a pas de quoi, Denis ; c'est promis. Au revoir !

Quand il eut rejoint Grisélidis, qui l'attendait dans l'auto, à l'autre bout de l'avenue, Jacques remarqua :

— Je crois que Dechartre déménage...

— Es-tu sûr de sa voix? — fit sa femme. — N'est-il pas engagé avec son ami Desclos?

— Non, j'ai sa promesse...

— C'est bon, — répondit-elle, — madame Dugas-Weilmorel nous attend pour déjeuner et là nous achèverons d'enfoncer le romancier.

Jacques Denis se rencoigna dans la limousine, lissant sa moustache avec satisfaction. Au fond, il n'était pas éloigné de penser qu'il avait conquis Dechartre par ses mérites personnels. Le vaste office littéro-commercial de *Mondanita*, laborieusement édifié par sa femme afin de gouverner l'immortalité, ne lui apparaissait plus comme un tremplin. Il se félicitait au contraire du lustre profitable dont son élection rehausserait l'entreprise, comme s'il en était le moteur. Grisélidis ne voyait le triomphe qu'en ses intrigues : par madame Weilmorel, elle tenait le parti des ducs et des mitres, plié de bonne grâce aux volontés de l'israélite ; les indépendants étaient achetés. Ni l'un ni l'autre ne pensaient qu'ils devaient la voix de Lucien Dechartre, la plus incertaine, car la plus franche, à une sottise de Pascal.

Dechartre n'avait pour l'instant qu'une préoccupation : retrouver ses lettres. Bien qu'il lui aurait plu de cravacher le plat visage du pharisien qui les avait publiées, il voulait éviter l'éclat. Il ne doutait pas qu'on le ferait chanter, c'étaient les mœurs du milieu. Mais il importait d'étouffer l'affaire avant que le bruit n'eût touché Françoise.

La gloire a toujours ses serviteurs intéressés. Au moment où Dechartre sortait, Sarkis Darasco parut à ses yeux dans son éternelle fumée blonde et faisant miroiter la bimbeloterie orfévrée de ses doigts. Dechartre se dit qu'il devait savoir quelque chose, car le Roumain était subtil. Les premiers mots du poète furent en effet pour les lettres.

— Oh ! mon cher maître, quelle passion ! quel feu ! et tant de poésie ! Toute la presse va être jalouse de vous reproduire...

— C'est ce qu'on va voir ! — fit Dechartre.

Le Roumain, qui tâtait le terrain, comprit au ton qu'il avait rencontré juste : cette publication était une traîtrise. Néanmoins il feignit l'étonnement, en arrachant à ses lèvres la cigarette d'un geste large, et il reprit de son accent arrondi :

— Eh quoi ! vous songeriez à nous priver d'un tel plaisir !

Dechartre ne dissimula point. Il dit froidement ses intentions, les yeux sur la face morte de Darasco. Le poète jouait avec l'opale de son index. Mais tout à coup, relevant ses lourdes paupières, il s'écria :

— Oh ! mon cher maître, je veux vous rendre un grand service ! un grand service !

Il disait : « oune grande service », et sa figure rayonnait du plus pur dévouement. Toute son âme souple montait en persuasion ardente au fond de ses prunelles. Il avait le sourire câlin, le ton enjôleur. Dechartre comprit son homme.

— Vous avez mes lettres? — demanda-t-il.

— Oh ! non, non ! Mais je pourrais, je pourrais sans doute...

— Faites vite ! — dit Dechartre.

Le poète ne bougeait pas, l'air méditatif, la tête penchée sur l'épaule droite pour éviter à ses yeux la fumée de la cigarette. Dechartre le poussa :

— Eh bien?

— Excusez moi, — fit Darasco, — mais cela va peut-être coûter...

— Je ne compterai pas, — affirma Dechartre.

Et regardant s'éloigner Darasco, qui faisait signe à une auto de sa main dorée, il murmura : « Toi, du moins, tu seras payé pour te taire. »

Deux heures plus tard, Dechartre rentrait en possession de ses lettres, contre cinquante louis, qu'il abandonna au Roumain pour lui avoir rendu « oune grande service ». Bien entendu, on ne sut jamais quelles mains avaient négocié cette correspondance, ni qu'elle sortait de la boutique du père Mouilleron, marchand d'autographes près l'Institut de France. Il restait Pascal à juger.

Dechartre l'appela sur le soir, dans son cabinet. Le jeune homme arriva tout courant et brandissant les journaux qu'il venait de prendre chez la veuve Bonteint. La figure sévère de son père refoula l'exubérance de Pascal. Mais il ne laissa pas de paraître dégagé, pour narguer l'autorité.

— Tu as besoin de moi, papa? — demanda-t-il.

Dechartre saisit sur la table une liasse de papier et dit simplement :

— Pascal, voici les lettres que tu m'avais dérobées...

Le jeune homme baissa la tête et prit soudain une attitude modeste et contrite sous le regard inquisiteur de son père.

— Pourquoi as-tu fait cela? — interrogea Dechartre.

— Je ne sais pas... — répondit-il.

Et Dechartre pensa qu'il disait la vérité, qu'il ne savait pas et qu'il avait agi sans réflexion, au commandement d'une impulsion maîtresse. Il n'avait devant lui qu'un instinct insaisissable, versatile, où il eût souhaité une raison gouvernable. Sans colère, mais avec tristesse, il montra la bassesse du vol et ses répercussions préjudiciables. Pascal conservait son maintien repenti, les yeux sur le tapis dont il suivait distraitement les arabesques. De nouveau, Dechartre désignait les lettres et demandait :

— Tu les as lues?

— Oui ! — fit Pascal, d'un élan.

Car il évoqnait soudain les visions de la correspondance, en même temps que le sang lui montait à la peau. Dechartre vit Pascal arder sur un souvenir passionnel. Il soupira longuement et murmura, les yeux sur son passé :

— Tu vois ce que nous sommes, mon petit ! Si cela du moins te servait de leçon !

Puis, faisant effort pour se détacher de cette liasse jaunie qui était sa jeunesse très précieuse et sans cesse plus regrettée, il décida :

— Tiens ! nous allons brûler tout cela !

Dechartre prit lui-même les lettres, et, sans y regarder, car il craignait d'être faible, il les jeta dans la cheminée. Pascal approcha l'allumette. Bientôt les flammes pointèrent sous les premiers jets de fumée. On vit les feuillets se retrousser, flamber, et un instant encore, sur leur cendre noircie l'écriture saillir en traits de feu, comme si elle ne pouvait s'effacer. Dechartre était très las. La moitié de sa vie et son plus beau souvenir rentraient au néant devant lui. La vieillesse était sur ses épaules. Il regarda Pascal comme un sauveur. Mais le jeune homme s'amusait à souffler le feu, pour activer les flammes qui lui semblaient rouler comme des croupes.

Dans cet instant, la porte battit et Françoise parut, la face

bouleversée. Elle tenait un journal dans la main. Elle ne remarqua pas la présence de Pascal et courut vers son mari :

— Lucien ! Lucien ! — cria-t-elle, — qu'est-ce que ces lettres?

Dechartre eut un geste découragé et dit :

— Tu sais donc !

— Oui, — reprenait-elle, — je sais tout ! Voilà le journal où j'ai tout appris ! Lucien ! Lucien ! qu'as-tu fait !

Il y avait de la douleur et de l'agression dans son accent. La femme jalouse se révélait et Dechartre pensait : « La pauvre petite ! elle m'aime donc tant ! » Mais voyant le visage égayé de Pascal qui les regardait, la colère le saisit, et il chassa rudement son fils.

— Me diras-tu quelles sont ces lettres? — insistait Françoise.

Il haussa les épaules et répondit entre ses dents :

— Rien... une vieille histoire...

Françoise s'était laissée tomber dans un fauteuil et ses yeux égarés, presque humides, s'attachaient aux yeux de Lucien. Elle paraissait hébétée d'émotion ; ses bras pendaient. Dans la cheminée, les cendres refroidissaient en crépitant doucement.

— C'est donc vrai, — dit-elle, — que tu as tant aimé une femme !

Dechartre allait répondre, quand la voix de Pascal monta sous la fenêtre. Il chantait au jardin un refrain de beuglant. Le père écouta jusqu'au bout cette voix menue, un peu canaille, qui traînait sur les finales. Et dévisageant brutalement cette Françoise Moreuil, qu'il avait choisie pour femme, il prononça comme une accusation :

— Est-ce donc là mon fils !

La scène n'eut pas d'autre suite. Dechartre s'enferma dans un silence ombrageux. Françoise évita toute allusion à l'aventure. Mais leur union était fêlée. Elle soupçonna une série de bonnes fortunes et peut-être de débauches à son insu. Il imputait au sang étranger l'incurable dérèglement de Pascal.

Le vie devint toute grise dans la petite villa d'Auteuil.

Dechartre s'était muré dans la tour close du travail. Il pensait s'adonner exclusivement au théâtre, qui lui paraissait la forme d'art la plus complète et la plus active. A mesure que l'âge lui prouvait l'inutilité de tout effort moral contre une humanité immuable dans sa foncière animalité, il s'entêtait à prêcher les hommes. Il méditait un drame sur la femme libre, qui mettrait aux prises l'instinct roi, avec les artifices contre nature du féminisme social.

L'élection de Jacques Denis au fauteuil du marquis d'Arboise, lui enleva un ami. Le romancier Michel Desclos ne pardonna pas à Dechartre ce qu'il nommait « sa trahison ». De tout temps il avait compté sur l'influence du maître pour forcer l'Académie. Dechartre ne pouvait lui expliquer sa défaillance d'homme dans l'écroulement de sa paix intérieure. Il n'aurait pas compris. L'égoïsme humain n'admet pas les douleurs qui empêchent de le servir.

La solitude se fit complète autour de l'écrivain. L'octogénaire Marèze attendait la mort au fond de sa maison des champs où il avait enchaîné sa nièce, la claire Romaine, parce que la vieillesse, qui va perdre le jour, a le besoin tragique de l'aube. Il restait les flatteurs et les comparses de la comédie de la gloire. Mais sa main tendue ne trouvait même pas l'épaule d'un fils — l'épaule honnête et juvénilement robuste — pour s'y poser, se soutenir.

Pascal affectait une grande désinvolture vis-à-vis de ses parents et il ne dissimulait pas qu'il les prenait tout uniment pour des fossiles, tant sa jeunesse orgueilleuse avait de mépris pour la mûre expérience. Au dehors, il se prévalait de son nom et faisait sonner à son talon la gloire paternelle. A la maison il ne reconnaissait nulle autorité et n'acceptait de suprématie que la sienne. Il disait, sans se gêner, devant les domestiques :

— Papa ! il radote en vers et en prose !

A mesure qu'il prenait de l'âge, il montrait des goûts dispendieux pour sa toilette et ses plaisirs. Il s'habillait avec un souci voulu d'exagérer la mode. Il coiffa des chapeaux melons qui lui emboîtaient le crâne jusqu'à la nuque, porta des vestons-cloches et des jaquettes effilées en queue d'oiseau. Il exigea un coup de fer à ses pantalons entre chaque sortie.

Son armoire débordait de gilets, de cravates et de mouchoirs fantaisie.

Après deux ou trois éclats, il extorqua la licence de rentrer le soir à son gré. On ne l'autorisait pas à découcher. A vrai dire, les premières heures du matin le ramenaient en général vers son lit. Il avait acquis une grande adresse pour se glisser silencieusement dans la maison où il craignait toujours que son père veillât. Il quittait ses chaussures dans le vestibule d'où la femme de chambre complaisante les faisait disparaître en descendant. Mais souvent l'ivresse trahissait la prudence. Il heurtait les portes ou lâchait sa canne avec fracas. Alors muet et le visage austère, Dechartre apparaissait en haut de l'escalier, et il regardait passer l'ivrogne comme un remords.

En le serrant, Dechartre pensa le tenir. Pascal fit des dettes. Et puis la mère, qui n'hésitait pas maintenant à trahir la confiance de son mari, lui fournissait secrètement l'argent de ses folies. Pascal savait toujours, comme dans son enfance, l'asservir avec un baiser et quelques caresses. Elle admirait naïvement, de toute sa fierté maternelle, l'élégance, la bonne mine et la rouerie câline du jeune homme. Elle rit avec lui de sa première moustache et lui acheta un nécessaire à barbe du plus beau modèle.

Pascal excellait dans la noce comme il avait excellé dans l'étude, le jeu ou dans les essais artistiques. Ses dons prodigieux d'assimilation et sa souplesse d'adaptation en faisaient du premier coup une vedette, dès qu'il avait tâté d'un théâtre. Ajoutez son assurance de grand Dauphin, toujours en main comme la garde d'une épée. Et il eût été bon compagnon, grâce à un esprit de pitre caustique et cultivé, sans son humeur fantasque et les alertes perpétuelles d'une sensibilité exaltée.

La veuve Bonteint, qui ne le voyait plus passer qu'à longs intervalles, le contemplait avec son cœur dans les yeux, frissonnante du bonheur d'avoir couvé un aigle. Pascal le prenait maintenant avec elle sur le ton plaisant. Il l'appelait « maman » ou encore « la lecture pour tous ». La papetière souriait avec indulgence, dans l'espoir de retrouver, répondait-elle, « son petit lecteur ». Mais Pascal en avait tant appris depuis ses débuts, qu'il enseignait à son tour.

Dechartre essaya de l'exemple pour l'amender.

Le dimanche, une jeunesse littéraire, assez râpée, mais reluisante d'espoirs, venait faire sa cour au grand homme. Dechartre encourageait les promesses sérieuses avec autant d'ardeur qu'il écartait les velléités inconsistantes. Il avait ses favoris parmi les plus besogneux. Son bonheur était de glisser discrètement un billet dans quelque main mal nourrie qui pouvait écrire de beaux vers. Il exigea de Pascal un peu d'assiduité à ces réunions sérieuses et enthousiastes où il espérait lui trouver des guides.

— Vois ces jeunes hommes, — disait-il, — qui passent leurs journées à gagner une chiche nourriture et leurs nuits dans le dur combat de l'artiste, face à face avec son papier ; plus d'un dans ta situation, atteindrait peut-être une juste grandeur. Et tu te plais à gâcher des dons vérifiés et une aisance que je destinais à ton élévation. N'as-tu pas honte !

Mais Pascal ne songeait qu'à esquiver « les sermons du paternel », selon son expression. Ce n'était pas qu'ils l'ennuyassent à proprement parler ; mais il avait tant à faire : apéritif, golf, rowing, les camarades, les petites amies... Et puis, il le disait crûment, « tous ces gobe-la-rime n'étaient pas des types rigolos ».

Un dimanche qu'il se défilait à la sourdine, par le salon, il tomba sur une grande jeune femme, assise à contre-jour devant la fenêtre. Elle rit franchement de la surprise du jeune homme, se leva et lui demanda s'il n'était pas le fils de Lucien Dechartre. Pascal répondit confusément, car la pièce était pleine d'un parfum violent de jasmin tiède qui lui tournait la tête. Il ne vit qu'un grand chapeau, un nez un peu fort et des yeux rieurs. Son père entrait qui le congédia du geste. Il entendit de la porte :

— Mais c'est qu'il est joli garçon, votre fils, mon cher maître !

Le soir Pascal sonda insidieusement son père :

— Encore une petite dame qui a écrit sa petite histoire?

— Mais non, — fit Dechartre. — Tu n'as pas reconnu Cécile Magne?

— La comédienne

— Oui, j'avais besoin de la voir, pour ma pièce...

Pascal n'ajouta rien et resta pensif. Il se rappelait son admiration pour Cécile Magne le jour où elle lui fut révélée, tragique, vibrante et belle, dans le rôle d'Anna Karénine. Il n'avait pas applaudi car son émotion était toute intérieure. Il se laissait emporter aux courants de ses imaginations et tour à tour il était Vronski ou le comte Karénine. Mais à à la place de Vronski, il aurait enlevé follement sa maîtresse, dans une fuite éperdue d'amour ; et dans la situation du comte, il eût égorgé, par fureur jalouse, la femme adultère. A la fin, au moment où la comtesse va se jeter sous le train, Pascal avait eu son triomphe ; en vérité il s'était vu arrachant, aux risques de sa vie, la belle Cécile à la mort. Et c'était lui, Pascal, qu'elle remerciait d'un sourire dans le salut final !

Il prit un journal, parcourut la rubrique des spectacles, Cécile Magne jouait encore l'héroïne du vieux Tolstoï. Alors il se leva, demanda son pardessus.

— Tu sors? — lui dit sa mère.

— Oui, mais je ne serai pas longtemps....

— Fais bien attention, — reprit-elle, — le temps est extrêmement froid.

Dechartre ne leva même pas la tête. Françoise conduisit son fils jusqu'à la porte, l'embrassa, releva son col. Dehors Pascal héla une auto.

Il entra au théâtre à la fin de la scène des courses, dans l'instant où, l'amant de la comtesse démonté, Cécile Magne portait la main à son cœur pour étrangler à temps l'amour, qui allait crier. Et l'angoisse qui suspendait l'haleine de la salle moite l'étreignit. Il resta figé contre le battant de la porte, les yeux tendus sur le visage douloureux de la grande jeune femme souple, en toilette rose, autour de laquelle on s'empressait sur la scène.

L'ouvreuse l'invitait, avec des hochements de son chignon fleuri :

— Le 24, par ici, monsieur, par ici...

VII

C'était le coup de foudre. Pascal fut abattu comme une quille et perdit vraiment connaissance. Il ne vit, ne sentit plus rien autour de lui. Le sourire seul de la comédienne était sa lumière. Un trépignement intérieur l'agitait. Il lui semblait que son cœur dansât, à la manière des petites filles, sur un couplet qui redisait sans fin : « Je l'aime ! je l'aime ! je l'aime ! »

Il ne prit pas garde que le sentiment parlait uniquement en lui. Il n'avait pas le plus petit désir.

Toute sa joie maintenant venait du cœur et se bornait à exciter en lui des imaginations chastes et juvéniles. Il n'avait qu'un besoin, somme de tous les bonheurs possibles, un seul, mais impérieux, tyrannique : voir Cécile Magne. Pas un soir il ne manquait le spectacle et les ouvreuses avaient pour lui des familiarités entremetteuses et maternelles à la fois. On lui réservait son fauteuil au bord de la travée, à droite. Et quand madame Cornu, qui avait un cœur sensible sous le débordement de ses tissus adipeux, le voyait l'œil rivé à la lorgnette, elle soupirait :

— Le pauvre amour ! ça se dessèche comme un barbet devant le crochet à volaille !

Elle regrettait, dans sa bonté, de ne pouvoir l'aider. Mais « la Cécile faisait la fière, comme elle disait, et c'était point une femme qui comprenait l'obligeance ». Pascal avait pris le parti de faire le guet dans la rue, à la sortie des artistes, en compagnie des gigolos en complet moutarde et des voyous flasques servants des portières. Il s'efforça d'approcher la comédienne, d'attirer son attention. Elle ne parut pas le reconnaître. Elle franchissait le trottoir très vite et sautait dans sa voiture.

Habituellement son auto — caisse cannée, bandeau aubergine — stationnait vide le long de la chaussée et Pascal pouvait à son aise en repaître sa vue. Il enviait les coussins, le bouquet et la glace. Il souhaitait se rouler sur les capitons crème dont il flairait, au passage, l'odeur épaisse de jasmin. Il enviait le chauffeur, un gaillard sanglé dans sa capote comme un

cosaque et qui entretenait, au bar voisin, la fraîcheur sanguinolente de son teint à petits verres de whisky. Mais un soir, Pascal aperçut au fond de la voiture un plastron blanc et le feu d'un cigare.

Une vague de fureur jalouse le secoua comme une épave. Il allait faire de l'éclat, foncer sur l'homme, quand Cécile Magne parut et monta près de lui. Déjà l'auto démarrait. Pascal se jeta, dans un taxi, à sa poursuite.

Il arriva devant le petit hôtel que la comédienne habitait dans le quartier Monceau, au moment où la porte cochère se refermait lourdement. Une grande stupeur douloureuse l'envahit, il lui semblait que sa vie s'effondrait dans un gouffre et qu'il la regardait tomber. La nuit était calme, déserte et froide. Un réverbère clignotait frileusement à quelques pas. Les façades mortes des maisons criaient l'abandon. Pascal s'affaissa contre les vanteaux de chêne et pleura comme un enfant.

Sur ces entrefaites, la pièce de son père fut distribuée au Théâtre-Français où Dechartre amena sa protagoniste Cécile Magne. Pascal s'enleva des plus bas désespoirs aux espérances les plus hautes. Il ne manqua point de se retourner vers son père et manifesta soudain pour la littérature et le théâtre un goût qui étonna Dechartre. Toutefois, il n'emmena point son fils au Français.

Le jeune homme retrouva la comédienne au foyer des artistes, sous le portrait au compas d'une Rachel tendue comme un catafalque. Une robe de velours bordeau la révélait souple et vivante. Elle riait avec le célèbre tragique Barras qui roulait des syllabes dans ses bajoues néroniennes et la nommait la Grande Cécile par plaisanterie, en jouant sur son nom.

Dès qu'elle aperçut Dechartre, elle fut debout :

— Je tiens ma scène, mon cher maître, vous savez celle de la tentation...

Puis portant sur Pascal un regard surpris où la mémoire s'éveille, elle s'écria :

— Mais c'est le fils ! Et moi qui l'ai vu vingt fois autour de ma voiture sans le reconnaître ! N'est-ce pas, c'était bien vous?

Pascal dissimula sa rougeur en s'inclinant pour lui baiser la main. Elle vit son émotion, pensa qu'elle était indiscrète. Elle mit un doigt sur son sourire et murmura :

— Chut !

Dechartre écoutait complaisamment la mastication verbale de Barras. Il n'avait rien entendu. Avec un sans-façon charmant, la comédienne demandait son prénom au jeune homme :

— Je ne puis vous appeler Dechartre, ça ferait confusion avec votre père !

— Pascal, — dit-il.

Alors, elle se mit à rire à belles dents en s'écriant :

— Oh ! le petit agneau !

A ce moment un gros homme sanguin, rasé, au cheveu mité, la toucha au bras :

— Tiens, — fit-elle, — que je vous présente : monsieur Pascal, monsieur Rabin-Tapier...

Barras tira Dechartre vers le portrait de mademoiselle Duclos, représentée, par les soins de Largillière, en Ariane grassouillette et pretintaillée, et, aussi bas que le comportait la dignité de la maison, il glissa dans ses muqueuses :

— Vous ne le connaissez pas? c'est l'ami !

Pascal reçut le mot de loin comme la pierre d'une fronde. Il revit le plastron et le cigare de l'auto. Une voix appela dans le couloir. Tout le monde sortit.

Mais, le lendemain, Cécile Magne trouva chez elle une gerbe de roses blanches avec la carte de Pascal. Elle y plongea le visage, autant pour respirer que pour la joie sensuelle de sentir à la peau la fraîcheur onctueuse des pétales. Puis elle les mit dans un vase et balaya la carte du revers de la main.

Rabin-Tapier fumait son cigare au fond d'un fauteuil ; il ne leva même pas la tête tant il était accoutumé aux hommages floraux. Il feuilletait la revue du Klondyke, seule lecture qu'il se permît avec quelques rapports sur le Transvaal ou le Colorado.

C'était un prospecteur qui avait entassé des millions. Il avait laissé dans le Sud Africain le souvenir d'un hercule dont les reins soulevaient des chariots et qu'on désignait communé-

ment sous le nom de Rabin-Cric. Fortune faite, il accola au sien le patronyme Tapier qui venait de sa mère. C'était, avec les gilets fantaisie, sa seule concession au snobisme civilisé. Il n'avait pu renoncer à la casquette ni aux brodequins en cuir de bœuf, et il était resté nomade. Dans la même année on le rencontrait à New-York, à Paris, au Caire, à Odessa ou ailleurs. La cabine et le car étaient ses demeures. Il fallait le mouvement, l'air et le large à sa peau recuite où les artérioles saignaient. Mais sa robustesse, attestée encore par une carrure d'alcide, s'effondrait dans la digestion quotidienne des truffes noyées de bourgogne

Pris aux sens par la comédienne, il était venu vers Cécile Magne comme un gros chien maladroit en veine de faire le beau. Elle l'accepta en raison de cette humeur voyageuse qui ne lui imposait d'obligations qu'à longs intervalles. Elle aimait son art et la liberté par-dessus la richesse. Rabin-Tapier s'accommoda de toutes ses volontés et la couvrit d'or. Elle n'y prit pas garde, mais les directeurs ne ménagèrent point leurs attentions et manœuvrèrent vers la commandite.

Pascal jugea chevaleresque d'aborder résolument l'aventure et d'enfoncer son amour, comme un coin, entre la comédienne et son ami. Sachant que Cécile Magne était chez elle, — tout amoureux est un espion, — il se fit annoncer vers trois heures. Rabin-Tapier le salua cérémonieusement, car le nom de l'illustre Dechartre éblouissait l'ancien chercheur d'or, et il se leva pour céder la place.

— Je vais au cercle, — dit-il, — je vous prendrai ce soir avant dîner.

Tandis qu'il s'inclinait sur la main de la jeune femme, sa nuque grumeleuse se développait, écarlate et carrée.

Pascal se sentit offensé par ce départ. Il s'estimait redoutable et avait l'humeur combative. Il souhaitait une victoire périlleuse et non des lauriers coupés. Le dédain qu'il crut, à tort, démêler dans la retraite de Rabin-Tapier l'enragea. Mais, dans le même instant, il vit le sourire de Cécile Magne et ses griefs s'envolèrent.

— C'est gentil, — disait-elle, — d'être venu me voir. Est-ce que votre papa a besoin de moi?

Car elle se méprenait sur la visite du jeune homme et l'imaginait envoyé par son père. Sans attendre la réponse, d'ailleurs, elle ajouta immédiatement :

— Ce sera un beau succès, vous savez, sa pièce. Je sens le rôle de servaise comme si je le vivais. Et pourtant il n'est pas facile : tragique, oui, mais si nuancé...

Le regard de Pascal l'interrompit. Il était sur elle comme une supplication à la fois admirative et impérieuse. Elle pensa soudain qu'elle avait oublié les roses et se leva pour les lui montrer avec un compliment. Sa robe d'intérieur en dentelle découvrait sa gorge, les bras, et elle remuait, dans ses mouvements, un parfum jasminé : on eût dit que sa peau sentait comme un bouquet.

— Voyez-vous comme vos roses font bien dans ce vase, — disait-elle. — J'adore les fleurs et les vôtres m'ont fait beaucoup de plaisir.

— C'est vrai ! — cria-t-il, — beaucoup de plaisir !

La chaleur du ton, l'élan de la voix la surprirent et elle contempla le jeune homme avec insistance. Mais lui continuait :

— Ah ! je voudrais vous en donner des fleurs ! vous en couvrir ! dites, dites, celles que vous aimez !

Elle sourit imperceptiblement avec un frisson d'ironie aux coins veloutés de ses lèvres, puis elle dit :

— Pascal, j'aime toutes les fleurs, mais j'aime aussi les enfants sages. Asseyons-nous et causons.

Elle le plaça si près de sa bergère qu'en allongeant la main il aurait pu la toucher. Le petit boudoir capitonné était secret comme un écrin et il venait à Pascal un grand malaise de ce tête-à-tête. Cécile Magne menait l'entretien, rieuse non sans malice, car elle commençait à deviner le jeune homme. Elle l'interrogea sur ses goûts, ses occupations, ses bonnes fortunes.

Il ne l'avait jamais si bien vue et sans discerner le détail séducteur, il subissait l'influence décisive de ce visage un peu long, à la bouche agile et grasse, au nez accentué avec distinction sous la barre volontaire des sourcils joints, et noyé de sensualité en demi-teinte. Les formes mûrissantes des bras et le plein onctueux des épaules accusaient la trentaine. Mais

la souplesse frêle du corps lui avait gardé une gracilité virginale, dont l'accord un peu dissonant avec la maturité avertie de la femme donnait à la comédienne un grand charme désirable.

Pascal cherchait ses réponses à mesure qu'elle parlait et il sentait ses facultés lui échapper comme dans l'ivresse. Sa tête bourdonnait ainsi que ces coquillages vides et sonores où l'on entend la mer. Il l'appelait « madame » avec un respect infini auquel il se cramponnait encore pour ne pas sombrer dans la folie qui l'entraînait à perdre pied. Mais elle, s'amusant de son trouble et badinant avec cette émotion tremblante, lui redonna joyeusement le nom de la veille :

— Petit agneau ! petit agneau !

Alors il s'abattit à ses pieds, la figure dans ses genoux et il priait :

— Cécile ! Cécile ! je vous adore !

Elle fut surprise et n'eut pas le temps de se dérober. Il était là, comme une victime, l'embrassant et balbutiant mille choses charmantes et sans suite. L'extrême jeunesse du suppliant fut ce qui la frappa d'abord et elle pensa : « Quel enfantillage ! » Puis son rôle lui parut de plaisanter et d'être maternelle à la fois.

— Allons, enfant gâté, — dit-elle, — relevez-vous et soyez un peu sérieux...

Il la regarda éperdument et répondit :

— Mais je suis très sérieux.

Sur quoi elle partit à rire en disant avec ironie :

— Vraiment !

Alors il frappa du pied, fronça les sourcils et gronda :

— Cécile !

— C'est complet, — fit-elle de plus en plus amusée, — une scène maintenant !

— Cécile ! Cécile ! — répétait Pascal, et il marchait sur elle.

La jeune femme s'échappa plutôt pour jouer que par crainte et elle continuait à rire à pleine gorge, moquant la douceur du « petit agneau » et affirmant qu'elle prierait « son papa de lui donner des douches ». Pascal la serrait de près ; elle passa derrière la table des roses. Pascal s'arrêta,

vit le bouquet, le saisit et le lança brusquement au visage de la comédienne.

Du coup elle cessa de rire, pâlit, se redressa. Pascal s'enfuyait comme un furieux, criant :

— La méchante ! la méchante femme !

Les roses jonchaient le tapis et des gouttes d'eau faisaient des piqûres fraîches sur les joues de Cécile Magne. Elle se tamponna avec son mouchoir, pensive et subitement inquiète. Sans prendre garde au désordre, elle s'abandonna sur un lit de repos et rêva. La femme de chambre l'y trouva encore, les pieds parmi les roses, quand elle vint annoncer, vers le soir, que « monsieur attendait madame ».

Pascal disparut quelque temps, à l'étonnement de Cécile Magne qui s'attendait à le revoir. Mais elle apprit bientôt qu'il rôdait autour d'elle dans l'ombre, aux aguets, aux écoutes. Il surveillait sa maison, le théâtre, les répétitions, suspendu à sa voix, à son geste et prompt à s'éclipser devant son regard. Il était la proie d'une passion amoureuse et haineuse à la fois. Des férocités alternaient dans son cœur avec les ardeurs les plus douces. Tantôt il souhaitait étrangler la comédienne, tantôt la couvrir du baume parfumé de son amour.

Il rassemblait sans relâche les portraits, les illustrés, les quotidiens qui reproduisaient ses traits ou parlaient d'elle. Il l'avait dans tous ses rôles et à tous les âges. Quand Dechartre, satisfait de l'interprétation de sa pièce, faisait, quelque soir, un éloge enthousiaste de Cécile Magne, il l'écoutait avec amertume. Puis brusquement, le lendemain, il envoyait à l'hôtel de la comédienne des bottes de fleurs et le même jour allait guetter, derrière un pilier du Théâtre-Français, cette nuque rugueuse et sanguine de Rabin-Tapier qui lui donnait des frissons d'assassin.

Cécile Magne ne négligeait point ses fleurs et les mettait elle-même dans le vase qui avait contenu les roses blanches. Vingt fois elle essaya de saisir Pascal qu'elle sentait dans ses entours. Elle en arrivait à se reprocher sa conduite et ne manquait jamais de demander à Dechartre des nouvelles de son fils. Mais sa pièce préoccupait trop l'écrivain, et il répondait distraitement :

— Pascal ! il a l'amour en tête et on ne peut maintenant rien en tirer !

Ainsi vint le jour de la répétition générale.

La presse, attentive aux œuvres du maître, se perdait en indiscrétions et en commentaires. Sur le titre, *la Femme libre*, on attendait une pièce à thèse, bien que Dechartre eût toujours répugné à mêler le prêche à l'art et qu'il donnât d'abord tout souci au drame d'où, subsidiairement, pouvait sortir une leçon. Mais, dans une époque de pensée anémique où les écrivains, après avoir servi la forme creuse, se traînaient dans les sentiers revendicards, battus par la galoche de Populo, on estimait à progrès de démolir, à l'usine ou dans les écoles, la femme émancipée de ces gredins d'hommes qui se gobergeaient dans le célibat.

Avant la représentation, Dechartre avait ses partisans et ses adversaires, car l'homme ne parle jamais avec tant d'aplomb que dans l'ignorance d'une cause. Même *Mondanita*, qui faisait du féminisme à l'eau de mélisse pour calmer les vapeurs des vierges écorniflées, dit son mot. Grisélidis n'avait plus à ménager le maître, maintenant que Jacques Denis portait l'habit vert. Et d'en prendre à l'aise avec la gloire, cela vous donne quelque crânerie en même temps que l'amitié des envieux qui sont toujours le nombre.

Le Français brillait de l'éclat des grands soirs : plastrons, épaules, diamants, coiffures. Le spectacle était dans la salle, dans les couloirs, au foyer. On se retrouvait par clan, par salon, par rédaction, et on se groupait par intérêt : les sympathies restaient au vestiaire avec les pelisses. Michel Desclos, toujours dans son rôle d'ami d'enfance, avait déjà lancé que « Dechartre tournait au pontife et qu'on allait s'embêter ferme ».

L'opinion générale, pourtant, se montrait favorable en raison de la présence de Cécile Magne dont le jeu chaud, vivant, était apprécié. Son entrée dans la Maison de Molière, au bras de l'écrivain qui l'avait imposée avec sa pièce, seule prêtait à jaser. Les femmes donnaient à Dechartre des louanges corporatives pour sa galanterie supposée. Les hommes cherchaient Rapin-Tapier du coin de l'œil et riaient en chuchotant tête à tête :

— Et vous savez, mon cher, qu'il est enchanté ! Pensez donc, un « cher maître », ça l'honore !

Sarkis Darasco, rutilant comme une montre de joaillier, affirmait, d'ailleurs, que Dechartre n'avait écrit sa pièce que pour la comédienne. Au reste, il ajoutait :

— Qu'importe, puisqu'il a fait oune chef-d'œuvre ! oune poure chef-d'œuvre !

Mais soudain apercevant Thomassin, le grand critique, qui conférait avec ses aides à la porte d'une loge, le poète le joignit et fit la révérence. Il préparait une *Aricie* en vers alexandrins et avait besoin de câliner son jury. Thomassin, vieille face dépolie de magistrat Restauration, — pattes aux joues, binocle d'or, — proférait d'infaillibles doctrines :

— Depuis Sardou nous n'avons plus de dramaturge. Une pièce, ça se construit comme une horloge, avec des rouages et des ficelles, parfaitement ! Ne me parlez pas de fantaisies sous prétexte d'art ou d'originalité !

A ce moment, la presse royaliste déboucha de l'escalier à la suite du comte de Kergallo qui signait d'Artagnan une satire bi-hebdomadaire des bourdes de la République. Mince et très « fin de race », il était tout en cou et en nez, un nez pointé en museau entre un menton dérobé et le front fuyant. Car des siècles de consanguinité aristocratique avaient raboté le crâne de ce grand seigneur et fait refluer, sans doute, la bonne pensée dans son bulbe qu'il sommait d'un haut de forme doublé de soie cramoisie en souvenir du grand Barbey. Pour les caricaturistes et le boulevard il était « l'homme à la tête de rat ».

Dans la salle, on se montrait les vedettes de l'actualité, soutiens du Régime et de l'Institut, et les histoires couraient leur train. Les grandes marques du roman, du théâtre, plastronnaient dans leur succès, sous la garde vaniteuse des femmes qui les chambraient. Au parterre, les parents pauvres de la littérature, auxquels les usiniers de la presse lâchent annuellement une demi-colonne gratuite — on protège les lettres, n'est-ce pas ! — agitaient leur génie bilieux et des smokings râpés.

Quand la marquise Noémie de Parodelle parut au bord de sa loge, il y eut un remous. Elle était toujours belle, diaphane

et aérienne avec une chevelure en étage qui semblait soufflée. Elle portait son âme lamartinienne par-dessus le corps, à la manière d'une tunique impalpable. Cette âme se renversa dans le fauteuil, languide, expectante. Et les sigisbées veillaient celle qu'on nommait simplement « la marquise » et dont il suffisait de baiser quotidiennement la main pour avoir nom dans la littérature mondaine.

Grisélidis, en la voyant, abandonna l'axonge débordant de Dugas-Weilmorel pour aller complimenter l'esprit éthéré de la marquise. L'homme à la tête de rat l'avait déjà devancée : hommage de la noblesse! Dans la loge voisine, Françoise s'installait sans bruit, en compagnie du sculpteur Richard qui cligna des yeux sur la rotonde noyée d'une poudre lumineuse où se mouvaient des chairs pâles et rondes sous des sourires effrontés.

Un instant Dechartre vint sur la scène mettre son œil au rideau, et il eut devant lui la foule grouillante comme un nœud de serpents, prêts à ramper ou à mordre. L'émotion le tenaillait en sourdine, en dépit de sa confiance, devant la bête insaisissable qu'il fallait dompter. Une main le toucha. Il se retourna et vit Cécile Magne, grimée et toute mince dans la modeste robe rayée de Gervaise. D'un coup d'œil il la jugea et dit :

— C'est bien ainsi, très bien.

Mais elle, approchant du rideau à son tour :

— Votre fils est-il là, mon cher maître?

Dechartre eut un geste évasif : le régisseur faisait vider le plateau. La comédienne se déroba tandis que ses camarades préparaient leur entrée. On frappa. La rumeur sourde de la salle s'éteignit en même temps que les lampes : le rideau monta. A ce moment Pascal poussait la porte de la loge de sa mère et se glissait au fond, dans l'ombre, derrière le dos massif du sculpteur Richard.

Dès la première scène, l'art sobre et dru du créateur conquit la foule. Des types se dessinaient, s'accusaient, vivaient en synthèse sur le tréteau où déjà rôdait l'inquiétude du drame. Tout le monde des ratées de l'amour et de la beauté, toute la galerie des vierges fossiles, des monstres insexuées ou dédaignées, bas-bleus, artistes, révolutionnaires, toute la classe

dense des femelles en hargne contre le mâle méprisant attisait là ses rancunes bilieuses sous un faux idéalisme humanitaire. Il s'agissait « de sauver » Gervaise, une pauvre dactylo amoureuse, comme elles disaient dans leur argot de femmes libres, c'est-à-dire de l'arracher des bras protecteurs et fécondants de l'homme.

Cécile Magne parut dans ce rôle douloureux de Gervaise — la fille nécessiteuse cabrée par fierté dans le travail — et tous les cœurs furent émus. Elle avait le don de la nuance, du naturel. Son visage jouait plus que sa voix et le personnage souffrait dans ses mains, ses gestes et tout son corps. Elle était mieux que belle : émouvante ; mieux qu'artiste : vive. A la fin de l'acte elle tenait toute la salle en suspens sur son aventure et si tendue d'admiration qu'elle croula d'applaudissements du faîte au parterre.

La critique se réservait, mais l'impression était bonne. Thomassin prononça même un « ça se tient » qui fut relevé. Généralement l'éloge allait à la comédienne et Desclos montait au dithyrambe pour éviter de louer Dechartre :

— Une femme comme ça, mon cher, mais ça sauverait toutes les pièces !

Elle, dans sa loge, demandait au maître s'il était content. L'exaltation des grandes luttes la possédait et elle sentait le triomphe. Dechartre la remerciait avec des mots très doux, affectueux et veloutés. Elle lui disait d'attendre encore, qu'il ne fallait pas s'emballer et que le deux déciderait...

C'était l'acte de la grande scène entre Gervaise et l'amant qui supplie, gronde, puis menace. Cécile Magne toucha au sublime dans sa contrainte douloureuse. Elle refoulait l'amour impétueux, qui lui faisait craquer la poitrine, pour faire face. L'homme était devant elle, tour à tour souple, insinuant, brutal, cynique, dominateur enfin dans son désir. Et la femme hésita, tourbillonna et s'abattit comme une feuille sur la grande poitrine chaude.

La salle haletait, le souffle court, une crispation aux entrailles. La marquise, elle-même, avait laissé choir l'éventail. On attendait le baiser comme une délivrance. Il couronna l'étreinte. Mais à ce moment, deux coups de sifflet, stridents, sabrèrent l'émotion unanime.

La foule eut un ressaut et les acteurs choppèrent. Vingt jeunes hommes étaient debout, cherchant le coupable et hurlant : « A la porte ! » Le parterre houlait, face haute, comme une marée écumeuse. Françoise avait pâli. On entendit la voix du sculpteur Richard crier :

— Il est fou ! il est fou !

De nouveau le sifflet roula. Il y eut une bousculade et l'on vit la loge de la marquise se porter vers celle de madame Dechartre qui était voisine. Dans le couloir déjà Pascal fuyait, agité comme un dément et sifflant avec une frénésie de maniaque. Sarkis Darasco l'interpella sur le palier, les bras au ciel !

— C'est oune sacrilège ! oune sacrilège !

Mais Dechartre parut, débouchant des coulisses. Jacques Denis ne ménagea pas le coup et dans l'ingénuité de sa bêtise, lui décocha :

— C'est votre fils ! mon cher maître, votre fils !

Desclos parlait hautement de dégénérescence, de détraquement. Dechartre se précipita, la sueur aux tempes. Dans le grand vestibule, un garde avait empoigné le jeune homme qui écumait. Le père l'entraîna. On le poussa dans une voiture et Dechartre monta. A la lueur des réverbères il voyait le visage blême et convulsé de son fils, les paupières distendues autour d'une prunelle immobile.

La Femme libre fut un succès : les meilleurs éloges couvrirent Dechartre, les plus belles gerbes Cécile Magne. A peine quelques bons confrères firent-ils allusion à l'événement : généralement on jeta le voile. Rabin-Tapier demanda à la comédienne si « cela n'avait pas été arrangé pour la réclame ». Elle leva les épaules. Alors, n'y comprenant rien et las de Paris, le prospecteur s'en alla retenir un sleeping dans l'Express-Orient.

Le lendemain de l'esclandre, dès le matin, Pascal sonnait à la porte de Cécile Magne. Il avait les yeux creux, les traits tirés et une fébrilité singulière agitait ses mains. Vainement la femme de chambre tenta de parlementer, de barrer l'entrée. Il la repoussa brutalement, sans raisons, avec ces seuls mots qu'il assénait à coups redoublés :

— Il faut que je la voie ! que je la voie !

La fille eut peur, se déroba, courut avertir madame. Pascal gagna le boudoir capitonné où tant de ses roses s'étaient fanées, sur le guéridon, devant cette fenêtre que le soleil perçait d'un rayon oblique vers les trois heures. Les gerbes de fleurs y gisaient pêle-mêle parmi des rubans : iris hautains, hortensias pâles, arums décolletés, orchidées, œillets, lilas..., tout cela sentant la décomposition grasse et la mort. Pascal envoya nerveusement un coup de pied au travers. Cécile Magne apparaissait dans un grand peignoir bleu qu'elle retenait de la main sur sa hanche, les pieds nus dans des mules.

Le jeune homme n'eut qu'un cri :

— Pardon ! pardon !

Et il tomba à genoux.

Elle le regarda tout humilié et suppliant, le front sur le tapis. Elle sentit la volonté mécontente, qui l'avait attirée, osciller, fléchir. Elle revit la scène de la veille, entendit le sifflet déchirant, la réprobation de la salle. Elle se souvint de l'émotion — une émotion douloureuse, oppressante — qui avait emporté la vexation quand on lui avait révélé le nom de l'insulteur.

Elle l'avait devant elle. Elle ne trouva rien à dire. Une grande mollesse descendait en son cœur. Lui, maintenant, baisait ses pieds éperdument.

Elle sentait le petit sceau brûlant de la bouche sur sa peau fraîche et des larmes s'insinuer jusqu'en ses mules. Il lui avait pris les jambes, relevait vers elle sa pauvre figure passionnée et ruisselante. Elle tendit à cette douleur ses longues mains consolantes, sans souci du peignoir abandonné. Avec une douceur infinie elle murmura son nom :

— Pascal !...

Puis très lasse et comme vaincue, elle se laissa glisser parmi les fleurs. Sa peau retenait encore la chaleur animale et grisante du lit. Pascal fondit sur elle, tout en caresses, retrouvant soudain au bout de ses doigts, de ses lèvres, le souvenir des lettres paternelles. Elle soupirait, déjà reconnaissante...

(La fin prochainement.)

MARC ELDER

LA RECONQUÊTE DE L'AIR

UNE INDUSTRIE, DES AVIONS, DES PILOTES

I

L'AVIATION ET L'OPINION PUBLIQUE

Au rôle de l'aviation dans la guerre a correspondu une *publicité* véritable, qu'aucune autre arme n'a connue. Mais cette publicité, bien loin d'éclairer l'opinion sur le rôle et la nature de la « cinquième arme », s'est obstinée à retenir l'attention sur des caractères extérieurs.

Non par système. Tout, dans ces marques superficielles, conspirait pour donner à l'aviation une place anormale : sa nouveauté ; la « poésie » que lui dispensaient aisément ceux du moins qui ne la vivaient pas ; la liberté de ses évolutions qui la donnait en spectacle aux autres combattants ; l'action individuelle qui, dans cette guerre de masses affrontées, semblait sa loi ; le rappel, ainsi, de traditions guerrières « bien françaises ». Le chasseur qui, là-haut, abattait son adversaire, c'était un homme, et dont on permit de publier le nom. La presse jeta ces noms en pâture à une foule que déroutait l'anonymat sans exemple de cette guerre. Dans les longues stagnations où l'on se tuait sans se voir, où les communiqués ne signalaient rien, et où vraiment il n'y aurait rien eu à signaler que les mille morts quotidiennes, on en

vint à résumer dans de tels noms le prestige militaire d'un peuple; et la chance d'une armée parut remise, comme jadis, aux mains d'un champion dont le sort était un présage.

Ces victoires ou ces deuils, qui éclataient en plein ciel, se prêtèrent à une littérature facile. Bientôt l'aviation s'exprima, pour l'opinion publique peu soucieuse des contradictions, dans l'aviateur des « magazines » : visage imberbe, élégances et fantaisies, couleurs vives, propos enfantins. Le modèle fut si généralement proposé que certains s'y conformèrent, soit pour usurper aisément une qualité si bien définie, soit pour l'exprimer de façon décisive. A leur passage on prononça : « Nos as... », et aucun mot ne fit plus de mal.

Il faut dire la colère de l'aviation combattante devant cette image injuste. Mais la légende faisait son chemin, aidée par des défaillances de jeunes gens. Elle desservit l'aviation auprès même des autres armes ; elle risqua de rendre moins efficace la « liaison » confiante qui s'était établie et qui assurait seule le meilleur rendement. Nous nous souviendrons pourtant toujours des « terrains » de Verdun, de la Somme et de la Champagne. On passait chaque jour, au prix d'une décision qui n'allait pas pour tous sans vrai courage, de la sécurité au risque total du combat ; c'était sortir de la tranchée, et tout seul, sans cette fièvre d'action commune qui vous étourdit et qui vous porte. Mais c'était une grande force de penser à l'aide qu'on apportait aux combattants de terre, aux vies qu'on pouvait avoir le bonheur de sauver. On travaillait beaucoup ; on mourait beaucoup.

Si nous évoquons ces pertes terribles, et telles qu'aucune autre arme n'en connut, ce n'est pas pour le pauvre orgueil de montrer des blessures, c'est pour demander que l'histoire ne retienne rien d'une légende injuste. Mais nous pensons surtout à l'avenir.

L'aviation, simple sport à la veille de la guerre, laissait à peine soupçonner les réalisations qu'on est en droit d'attendre d'elle. La guerre, imposant ici une évolution anormale que nous définirons, n'a pas éclairé davantage l'opinion publique ; elle a même retenu l'attention sur l'aviation qui, la guerre close, n'a plus de sens ni de portée. Il faut aujourd'hui que

l'opinion, si elle se soucie de l'avenir promis à l'aéronautique, se fasse enfin une idée saine de la tâche à accomplir ; qu'elle en connaisse et qu'elle en encourage les véritables artisans. *Il faut renoncer aux jugements passionnés, aux admirations futiles qui ont nui à l'aviation de guerre et qui tueraient l'aviateur de demain.*

L'opinion publique doit prendre garde. Elle donne, à cette heure même, aux essais aériens en cours un sens qu'ils n'ont pas. Qu'elle les dénigre ou qu'elle les exalte, elle les juge presque toujours d'un point de vue qui les déforme. Son action peut être plus néfaste encore ; elle peut inspirer — elle inspire déjà — des tentatives dont aucun progrès ne peut être attendu, mais qui doivent en cas d'échec faire le plus grand tort à l'aéronautique naissante.

Les travailleurs de cette aéronautique ont au contraire besoin d'être soutenus par une opinion publique éclairée. *Rien ne leur est plus pénible que cette méconnaissance de leur effort et de leur but; rien non plus ne les paralyse plus sûrement.* Ces hommes se mépriseraient s'ils n'avaient pour agir que les mobiles que vous leur prêtez. Ils ne demandent pas qu'on les admire, mais qu'on leur permette de travailler. Ils sont soutenus par une foi ; ce sont des ouvriers d'avenir.

Pour que cet avenir soit assuré, il faut que l'opinion publique crée ici l'atmosphère favorable ; il faut donc qu'elle soit informée des véritables problèmes.

L'air n'est pas conquis. Sur bien des points, la conquête est compromise ; et c'est presque de « reconquête » qu'il faut parler.

II

LE BILAN AÉRONAUTIQUE DE LA GUERRE

Nous ne nous proposons pas d'établir ce que nos littérateurs de guerre appellent : « le bilan de gloire de la cinquième arme ». Un bilan marque, en opposant l'actif au passif, la situation commerciale d'une entreprise ; et c'est bien ainsi

que nous l'entendons. La guerre est finie, il ne s'agit plus que de vivre. Il faut donc examiner froidement et poser les questions en termes positifs.

L'aviation, à la veille de la guerre, n'était qu'un sport. A cette expression sportive, qui marque l'enfance de tout moyen de locomotion mécanique, ne correspondait pas encore d'industrie véritable. Un avion nouveau, souvent réalisé et piloté par l'inventeur lui-même, « battait un record »; quelques exemplaires de ce type étaient établis par la maison pour ses pilotes, ou sur commande d'un champion. L'aéronautique militaire, forte de quelques escadrilles disparates, ne pouvait pas faire vivre une industrie ; à peine lui indiquait-elle un programme.

Puis ce fut la guerre. A la veille de l'armistice, il se fabriquait chaque mois des milliers d'avions. Le mot d'ordre était de produire toujours davantage. Si, au printemps de 1918, il y avait quatre mille avions en service de guerre, on affirmait : « Pour le printemps prochain, nous en voulons le double. »

A cet essor imprévisible, il avait bien fallu que correspondît une industrie aéronautique capable de produire en puissantes séries les cellules et les moteurs des types adoptés. Des usines surgirent, villes véritables, alignements d'ateliers où les tours chantaient par centaines et où vibraient, unies en nappes par la perspective, les courroies de transmission. C'était de la matrice au tour, de tour en tour, de calibre en calibre une poursuite réglée de pièces attendues. Dans les « halls » immenses de montage, l'alignement rigoureux des fuselages entoilés signifiait la puissance ordonnée et sûre d'elle-même.

Avant que fût entreprise la réalisation industrielle, il avait fallu des mois d'étude et de calcul, depuis l'invention proprement dite jusqu'à l'établissement des modèles, des matrices, de l'outillage spécial qu'exigeait chaque type nouveau.

Durant ces mois, des pilotes impatients profitaient de chaque permission pour visiter l'usine où l'on construisait « leur » avion. On formait ces pilotes par centaines ; et, de toutes les unités combattantes, les demandes « pour l'aviation » affluaient, en dépit des pertes.

Une organisation de plus en plus cohérente et stricte réglait l'emploi de cette force. Les doctrines s'assuraient, en même temps que ce vaste corps devenait, en pleine croissance, plus articulé et plus souple. Le printemps de 1919 allait voir une étonnante armée aérienne emplir le ciel. Mais, avant cet essor, il y eut le 11 novembre.

Certes, tout le labeur et toute l'intelligence prodigués dans cette tâche ne seront pas perdus. Il ne faudrait pourtant pas croire que cette puissance de l'industrie aéronautique, née de la guerre, lui est acquise. Dans une écriture correcte, elle doit être affectée précisément de ce coefficient « guerre », qui est négatif.

Cette industrie de guerre, à laquelle l'aviation a donné brusquement naissance, puisait dans la guerre tout son sens et toute sa force. Alimentée par des capitaux privés auxquels étaient assurés des dividendes incroyables, elle n'en était pas moins une industrie d'État. Car seul l'État concevait et imposait les programmes; seul il distribuait les matières premières qui rendaient possible la réalisation ; seul il déterminait et assurait l'emploi du matériel; pour ce matériel il était seul client. La demande, quelle que fût l'offre, était toujours supérieure à l'offre; aucune loi de concurrence ne pouvait jouer de façon normale. *Il était fatal que l'industrie aéronautique, travaillant dans un milieu aussi artificiel, n'acquît qu'une force illusoire.*

Ces pilotes, — qui s'offrirent toujours par milliers la guerre durant — ne sont pas pour l'aéronautique une force acquise « à titre définitif ». Vingt mobiles agissaient, qui ont perdu toute puissance au jour même de l'armistice : le confort et le calme relatifs dont profitait l'aviateur, une fois finie sa rude besogne ; la popularité et l'éclat de l'arme ; la « fausse gloire » trop aisément décernée ; le risque de guerre, une fois pour toutes consenti, et si grand que le risque propre à l'aviation s'y ajoutait sans paraître l'accroître ; la certitude pour des têtes jeunes et bien faites, d'un travail vivant et toujours nouveau, où l'effort d'esprit de l'individu était sollicité sans cesse; l'attrait enfin, si puissant pour la meilleure jeunesse d'aujourd'hui, d'une action sportive mêlée à l'action

de guerre, dans une guerre où la patience et la résignation, nécessités dures, devenaient les plus hautes vertus.

Ces avions enfin exprimaient, de programme en programme, un progrès certain. Les techniciens qui les concevaient et qui en préparaient la réalisation industrielle réussissaient à leur assurer des vitesses toujours plus grandes, un « plafond » de plus en plus élevé, une maniabilité toujours plus sûre aux grandes altitudes, une charge utile de plus en plus imposante. Mais tous ces progrès répondaient à des réalités de guerre ; tous ces avions étaient marqués d'une véritable « déformation professionnelle », et ces déformations — d'abord accessoires — devinrent vraiment la dominante, à mesure que la guerre exigea des spécialisations plus accusées. Il y eut des avions de bombardement de jour, d'escorte de bombardement de jour, de bombardement de nuit, d'observation, de réglage, de liaison d'infanterie, de reconnaissance lointaine, de reconnaissance de nuit, de chasse, de chasse à très grande altitude, de chasse de nuit, de guet, de croisière de côte, d'escorte de convois. A tous ces rôles, et dans la mesure où ils exigeaient une adaptation, correspondait bien un enrichissement technique ; mais la prévision du combat aérien imposait à la réalisation des données souvent contradictoires. *Enfin le risque était admis* ; et, la besogne de guerre passant avant tout, les problèmes de sécurité aérienne ne se posèrent même pas. Alors que le domaine de l'air était encore presque inconnu, il ne s'agit pourtant plus d'en prendre possession par un effort méthodique ; il s'agit seulement d'y être le plus fort ; et l'on accepta des pertes lourdes pour infliger à l'ennemi des pertes plus lourdes.

L'effort aéronautique s'est accompli pendant la guerre :

moralement, à la remorque d'une fausse gloire sportive et militaire, et d'une opinion publique mal informée;

techniquement, sur les données d'emploi imposées par la guerre et sur les données souvent inconciliables qui résultaient du combat aérien;

commercialement, pour un client unique, et insatiable;

financièrement, « sur le velours » des milliards fiduciaires.

Comment, dans une telle atmosphère, l'aviation se serait-

elle développée normalement? Le milieu était riche, mais malsain ; et la croissance même est ici un gage de faiblesse.

Une aéronautique puissante suppose au contraire :

une industrie saine capable, sous sa responsabilité et à ses risques, de réalisations en série ;

un personnel navigant durablement attaché à son métier ;

des débouchés permanents liés à des exploitations commerciales sûres ;

une organisation d'ensemble, enfin, où se marquent le souci de l'avenir et le soin de dégager les forces propres de l'aéronautique.

Aujourd'hui que la réalité reprend ses droits, la réadaptation s'impose. *Mais le passage ne se fera que si nous passons d'une idée à une autre idée.*

Prenons garde enfin que nous n'avons pas affaire à un organisme en première croissance, mais à un grand corps mal formé et qui a besoin — sinon d'intervention chirurgicale — du moins d'un assez rude *traitement orthopédique*. Les stimulants viendront plus tard, quand l'aéronautique, enfin libérée du fardeau de la guerre, se sera réadaptée au milieu normal où il lui faut vivre.

III

LES RÉALISATIONS INDUSTRIELLES

La guerre est finie; l'industrie aéronautique, née de la guerre et portée jusqu'ici par la guerre, se trouve brusquement rendue à elle-même, Il y a crise, et nous avons essayé de dire ses causes. Une telle crise, atteignant une industrie de guerre dont les bénéfices ont été complaisamment soulignés, peut satisfaire des âmes simples. Mais toute morale, ici, tombe à faux.

Notre industrie aéronautique résulte d'un effort étonnant du pays. Elle constitue un outil, donc une richesse. Le problème qui se pose est de savoir ce qui peut ici être sauvé ; seule une analyse de la crise subie nous permettra d'entrevoir la solution de ce problème.

Il y a *crise matérielle*, et redoublée, la surproduction étant proclamée nécessaire au même instant où le seul débouché de l'industrie aéronautique de guerre se ferme.

Il y a *crise technique*, par ce seul fait que les problèmes de guerre, dont la solution — toujours provisoire et comme fugitive— a absorbé nos techniciens, les ont éloignés le plus souvent des problèmes de l'aéronautique normale ; par ce fait encore que des combattants, dont la compétence technique était très faible, mais à qui les risques qu'ils allaient courir permettaient justement d'imposer leurs vues, ont accentué la déformation imposée par le combat à la technique aérienne. L'étude et la mise au point de types nouveaux, dont l'adoption était d'ailleurs incertaine, engageaient — non sans risques — des sommes considérables ; au contraire de très vastes profits étaient acquis à coup sûr à l'industriel qui, développant sans cesse sa puissance de production, se contentait de réaliser par grandes séries les types adoptés. A ce ralentissement de l'effort technique privé correspondait enfin, dans les services de l'aéronautique militaire, une extension de ce même effort ; et cet effet, devenant cause à son tour, devait rendre la crise plus aiguë.

Crise morale, enfin. Beaucoup de ces industriels, soumis depuis cinq ans à la volonté d'un client unique, se sont mis — une fois pour toutes — à sa remorque. Certains, venus à l'aéronautique pendant la guerre, n'ont même pas eu à perdre ce goût de l'effort et du risque individuels qui fait la grandeur de l'industrie libre ; mais ceux-là, aujourd'hui que le problème de l'industrie aérienne se pose en termes de saine finance, s'élimineront d'eux-mêmes pour aller vers des gains plus faciles. *Restent les vrais ouvriers de l'aéronautique* ; et il faut seulement admirer qu'une telle crise, succédant de façon brutale à une si longue période d'étatisme, ne les trouve pas moins résolus à l'effort et moins attachés à l'œuvre. Pourtant les difficultés qu'ils vont avoir à vaincre sont telles qu'il faut craindre — pour eux qui ne la craignent pas — la défaillance morale, et tout faire pour les libérer vraiment.

Mais qui libérera l'industrie aéronautique ? Et, alors que nous venons de dénoncer les méfaits d'un étatisme de guerre

inévitable, allons-nous remettre à l'État le soin de guérir le mal dont il est responsable? En dépit du paradoxe apparent, il semble bien que tel doive être ici le rôle de l'État, et parce qu'il porte la responsabilité de la crise, et parce qu'il est d'un intérêt national que cette force industrielle soit sauvée.

La responsabilité de l'État est évidente. Sans la guerre, sans cet appel incessant à une production intense où l'excès n'était jamais à craindre, l'industrie aéronautique aurait grandi dans le libre jeu des lois de concurrence et de sélection. Sans la guerre, surtout, le matériel volant n'aurait pas subi la déformation que le travail de guerre et le combat aérien lui ont imposée; il se serait différencié comme tout organisme vivant contraint de s'adapter à des conditions extérieures diverses. Et la crise, qui pouvait être prévue, n'en était pas moins inévitable.

L'intérêt national lié au développement et d'abord au salut de l'industrie aéronautique n'est pas moins clair. D'abord notre place dans cette industrie est *encore* éminente, et nous devons maintenir une supériorité qui nous a coûté si cher. Nous le devons, du moins, si nous avons foi dans l'avenir de l'aéronautique. Mais il faut être bien mal informé, ou aveugle, ou résolu à l'être, pour ne pas croire à un avenir dont les limites seules sont incertaines. A la navigation aérienne correspondra dans le monde, avant cinquante ans, une industrie aussi puissante que l'industrie automobile, plus puissante peut-être que l'industrie de constructions maritimes qu'elle pourra partiellement concurrencer. Pensons aussi que notre situation géographique nous assigne, *que nous le voulions ou non*, un rôle exceptionnel dans la navigation aérienne. Il s'agit seulement de savoir si nous en tirerons parti pour nous-mêmes ou si nous en abandonnerons à d'autres, plus entreprenants, le plus clair bénéfice. Car ce bénéfice est lié à une *action*, non pas à l'exploitation douanière d'un transit, ni à l'exploitation commerciale de gares bien placées par rapport à ce transit aérien, mais à la production industrielle sollicitée par ce transit. Du même coup enfin une industrie aéronautique puissante assure à la défense nationale une de ses armes les plus certaines ; et cet argument est d'une telle

actualité qu'on n'a pas hésité à le prodiguer sans mesure et parfois sans critique.

La question est si importante en elle-même, et plus encore peut-être par les répercussions qu'une solution fausse aurait sur l'aéronautique, qu'il convient ici de l'examiner de plus près.

Pendant la guerre même le matériel volant s'est différencié toujours davantage pour s'adapter à des tâches plus spéciales, et nous avons énuméré déjà les types qui, au moment de l'armistice, répondaient à des emplois divers. *Mais tous ses rôles résultaient d'une forme de guerre hors de laquelle ils n'auraient pas eu de sens.* Or qui pourrait imaginer la forme des guerres futures? Et le principal « enseignement technique » de cette guerre n'est-il pas que la technique guerrière s'adapte et s'improvise à chaque instant de la lutte ? Si donc l'État voit dans une aéronautique civile puissante le gage de son aviation militaire, et s'il impose aux constructeurs des servitudes telles que ces avions et ces dirigeables, pourvus de leurs équipages, assurés de leurs mécaniciens, puissent en quelques heures s'adapter à un travail de guerre, il est à craindre qu'il se forge sur la véritable « valeur de guerre » de ce matériel une illusion dangereuse.

D'ailleurs le danger est plus grand. A imposer à l'aéronautique de paix des servitudes militaires assez rigoureuses pour qu'elles justifient l'attribution d'une forte prime, on risquerait d'entraîner l'industrie correspondante hors des voies de son évolution normale. Demain l'aéronautique civile, aux prises avec une matière encore presque toute inexplorée, devra à son tour s'adapter à des tâches diverses et, sans cesse, perfectionner chaque adaptation. *Or l'aéronautique n'engendrera une industrie capable de cet effort continu que si elle est livrée à son élément véritable, qui n'est pas la guerre.* Mais n'est-ce pas cette industrie vigoureuse *et toujours créatrice* qui intéresse la défense nationale elle-même? Elle ne nous assurerait pas la disposition immédiate d'avions baptisés avions de guerre après une transformation superficielle; elle ferait mieux. Elle permettrait de lancer aussitôt, par grandes séries, la fabrication des types militaires les mieux adaptés à leur tâche spéciale, types déterminés par les études et les

expériences incessantes des services techniques militaires. Rien n'empêcherait d'ailleurs d'utiliser *pour la guerre, et non dans la bataille,* une grande part du matériel de l'aéronautique civile : bien des avions gros porteurs serviraient aux transports des armées ; des dirigeables assureraient des liaisons lointaines ; des avions légers de sport ou de police aideraient aux liaisons courantes ; et tous ces types se prêteraient d'autant mieux à ces tâches qu'aucune servitude n'aurait gêné leur adaptation.

Le point de vue de la défense nationale ne peut pas, pour l'heure, être négligé. Mais, *de ce point de vue même,* l'État doit aider l'industrie aéronautique de telle façon que celle-ci ait intérêt à se consacrer à sa vraie tâche. *Cette tâche dépasse infiniment une utilisation militaire accidentelle; elle vise, par des voies de science et de technique, à un progrès absolu.*

Ce n'est donc pas par des réalisations hâtives qu'on assurera à l'industrie aéronautique les débouchés immenses qui lui sont promis. Seule l'étude méthodique les lui ouvrira peu à peu, à mesure que seront soupçonnés, exposés, résolus les grands problèmes techniques qui commandent ici l'avenir. Car nous ignorons encore beaucoup de ces problèmes. Pensons en effet que l'exploitation aérienne a été affectée jusqu'ici de coefficients militaires; qu'à ces coefficients vont brusquement se substituer des coefficients utilitaires rigoureusement opposés : sécurité, économie, compatibilité avec la vie civilisée quotidienne. Et c'est l'entrée en jeu de ces coefficients invincibles qui va donner sa forme à l'aéronautique de demain. *L'effort de l'heure n'est donc plus un effort de production industrielle, mais un effort de pensée et d'étude.*

Le domaine ouvert à cette étude est bien vaste, et nous avons peu de techniciens capables de s'y aventurer. Toutes ces recherches sont longues et coûteuses, et — en dépit des fortunes faites — l'industrie aéronautique, aujourd'hui menacée, n'est pas riche. Si l'État, responsable de la crise où se débat cette industrie, doit aider à la sauver, c'est donc ici qu'il doit faire porter son effort. A subventionner l'usine il risquerait, en appuyant trop, de créer une industrie factice qui serait une charge pour le pays. Mais à subventionner et à

animer l'étude, il est clair qu'il ne risque rien, puisque l'avenir est à ce prix. Pourtant, il faut prendre garde aux méthodes.

Notre pauvreté en techniciens et en crédits nous fait craindre que ces moyens faibles ne perdent encore, faute d'être coordonnés, une part de leur puissance. Pourquoi donc l'État n'assumerait-il pas la charge de l'étude technique, sauf à grouper entre ses mains les moyens dont le pays dispose? Rien, semble-t-il, n'assurerait mieux, en même temps que le meilleur rendement, l'unité des vues et des recherches. *Pourtant aucune erreur n'atteindrait plus profondément l'industrie aéronautique.*

Que l'État prenne à sa charge les études les plus spéciales, et sans rapport immédiat avec les réalisations industrielles. Qu'il crée et qu'il outille les laboratoires d'aérodynamique où ces études se poursuivront, pourvu que le constructeur et l'inventeur y aient libre accès. Qu'une organisation centrale coordonne et éclaire les efforts de tous les techniciens ; qu'elle les renseigne, vite et sûrement, sur l'œuvre aéronautique mondiale. Que cet organisme possède et retienne les hommes capables d'assurer l'industrie aéronautique sur la voie de son évolution normale. Qu'enfin l'on fasse à l'aéronautique, dans nos enseignements technique et supérieur, la place qui lui revient. Ce programme tient compte de l'état de choses créé par la guerre ; et tel doit bien être, *au moins pour l'heure*, le rôle de l'État. *Mais à cet organisme central, il doit correspondre, dans chaque usine digne de ce nom, un bureau et des services d'étude.* C'est à susciter et à multiplier de tels services que devra tendre l'effort de l'État ; il devra donc commencer par multiplier les techniciens capables de les animer. La guerre a imposé aux recherches un champ si spécial que l'imagination même en a été rétrécie. Elle a exigé bien plus souvent un effort d'adaptation que de véritable hardiesse. C'est cette hardiesse, servie par une science authentique, qu'il faut réveiller et répandre à travers les bureaux d'étude de l'industrie aéronautique. A ce prix nous aurons en elle une industrie saine, égale à son avenir.

IV

LES PROBLÈMES TECHNIQUES

Un avion vole...

Le pilote, cheveux plaqués dans le vent de l'hélice, essaie son moteur. Les 300 HP, soumis à la manette invisible, modulent un chant d'orgue, de l'explosion crépitante jusqu'au grondement, du grondement jusqu'à la note musicale. Voici la pleine puissance sous laquelle l'avion frémit, s'anime de soubresauts, et semble devoir échapper aux corps arc-boutés qui le retiennent. Le mécanicien, tout entier à cette musique dont il est l'auteur responsable, penche la tête, satisfait : « ça tourne rond ».

Ce n'est plus, pour le départ, l'emphatique bras levé; le pilote, enfoui dans sa carlingue, approuve d'un hochement de tête. Les aides retirent les cales ; l'avion, tenu ferme au bout de la cellule, vire au moteur et se met face au vent. Une pause; les ailerons et les gouvernails s'assurent, par battements, de leur liberté. D'un coup, c'est la plus haute chanson ; la course légère, puis sautillante; un saut plus long, comme un appel qui assure l'élan ; la puissance, enfin, de l'essor rectiligne. Et déjà c'est une silhouette sur le ciel.

L'avion monte, par larges spirales. Il s'éloigne, s'élève encore. Le voici revenu sur vous. Il se cabre ; linéaires, ses plans projettent sur le ciel leur double ligne, puis reparaissent et grandissent, illuminés. Il joue ; il marque le ciel d'une écriture facile, par boucles, retournements, tonneaux, renversements et glissades. Il tombe en vrille; ses plans battent la lumière à chaque tour, comme les pales d'un miroir aux alouettes. Il se redresse et, toujours par spirales que la perspective rétrécit, il monte jusqu'à n'être plus qu'un point que le soleil attire et absorbe. Vous clignez des yeux un instant. Mais voici l'avion; il pique vers le sol, d'une chute verticale. Il grandit. Avant que vous ayez songé à craindre, il se redresse doucement, passe sur vous dans le grondement soudain du moteur, s'éloigne, s'oppose au vent, gagne le sol. Il roule un

peu; sautille comme un moineau. L'hélice bat, s'inverse, stoppe brusquement. Le pilote saute à terre. C'est vrai : vous aviez oublié l'homme.

Les servitudes du vol.

Il ne faut pas oublier l'homme. Surtout, il ne faut pas, en dépit de vos yeux, penser à l'oiseau. Entre l'hirondelle qui chasse et cet avion d'allure aussi libre et souveraine, il n'y a pas même de ressemblance. Le seul rapport est de littérature.

Un avion n'a pas d'ailes : il n'a que des plans, surfaces inertes et passives. Toute sa vie lui vient du moteur. Le moteur transmet sa puissance à l'hélice, pas de vis gigantesque qui s'appuie sur l'air, y pénètre, entraîne après soi l'avion. A ce mouvement l'air s'oppose par une poussée inverse que le mouvement même détermine. Pour une vitesse donnée la poussée allège l'avion, et puis équilibre son poids, et puis en triomphe : l'avion s'élève. Le voici libre ; mais c'est toujours cette poussée astucieusement déviée par des surfaces de gouverne, mobile selon des plans divers et capables de combinaisons, qui permet toutes les évolutions de la machine. *Si le moteur s'arrête, l'avion — masse inerte — n'a plus de ressource que dans son inertie même ;* il doit utiliser sa chute pour garder la vitesse qui va lui assurer jusqu'au sol, terme certain, des possibilités de manœuvre.

Cette servitude marque la vraie nature de l'avion. Mais ce sont d'autres *servitudes mécaniques* qui définissent cette nature. En voici les formules grossières :

— Plus un appareil doit emporter de poids, et plus il doit être grand.

— Plus un appareil est grand, et plus il est difficile qu'il aille vite. On se heurte en effet à des questions de résistance des matériaux, le poids devant croître dans des proportions plus grandes que les dimensions de l'avion; on se heurte aussi à la résistance de l'air qui croît avec la surface et, bien plus encore, avec la vitesse.

— Plus un avion est chargé par mètre carré de voilure, et plus vite il atteint le « plafond » au delà duquel il ne peut

plus monter ; plus il est rapide — et donc dangereux — à l'atterrissage ; moins bien il plane, enfin, ce qui accroît le danger.

— Plus un avion est chargé par cheval-vapeur, et moins il monte vite, absolument comme une automobile, trop chargée pour son moteur, peine dans une côte.

— Plus un avion a de surface portante et aussi d'*incidence* — c'est-à-dire : plus l'angle que ses plans font avec l'horizontale est grand, — et mieux sa sustentation est assurée.

— Inversement, plus un avion a de surface portante et d'incidence, moins il va vite.

Il suffit de confronter entre elles ces servitudes mécaniques pour comprendre *combien elles se commandent l'une l'autre.* Et c'est, dans chaque cas, *un compromis nouveau* qu'il s'agit d'établir. La guerre, posant de façon impérative des questions d'emploi très spéciales, a conduit à bannir « l'avion à tout faire » qui ne pouvait rien faire bien. Ces spécialisations ont abouti à des types où une qualité bien définie était poussée à son maximum. Et le progrès, qui dans chaque cas fut indéniable, ne fut qu'un *progrès analytique.*

Les problèmes techniques qui se posent aujourd'hui sont tout autres. *Au régime du tour de force nous devons substituer le régime de l'économie des forces.* Ce régime s'établira à dans la mesure où seront résolus les grands problèmes de *sécurité aérienne* et de *navigation aérienne.*

La sécurité aérienne.

On se tue en avion. Et la publicité qui s'attache au domaine de l'aviation ne nous laisse rien ignorer de ces morts. Mais il faut d'abord penser à la nouveauté de l'affaire ; il faut ensuite, pour juger de ces pertes sainement, leur opposer les vols effectués ; il faut enfin chercher pour chaque accident les véritables causes. Dans cette connaissance nous trouverons les meilleures raisons d'espérer.

Les pertes de l'aviation pendant la guerre ont été rudes ; elles ont atteint, au cours de 1918, 71 p. 100, dont 37 p. 100 de tués ; et plus de la moitié de ces pertes sont imputables à l'accident. Mais il faut penser aux conditions dans lesquelles

travaillait l'aviateur militaire, quel que fût le temps, quel que fût le terrain, et parfois jusqu'à l'épuisement des forces. La statistique des écoles a plus de portée : or la moyenne des pertes, pour toute la durée de la guerre, y a été d'*un tué par deux mille heures de vol ou pour deux cent mille kilomètres parcourus.*

Mais la statistique la plus instructive, sinon la plus concluante, se rapporte aux mois de mars et d'avril 1918; notre aviation militaire répartie entre les écoles où l'on volait toujours, la zone d'occupation où l'entraînement des unités était maintenu, le territoire enfin où de nombreux essais de ravitaillement et de liaisons postales étaient poursuivis, a pu donner alors une image assez juste de l'aviation de demain. *Durant ces deux mois, notre personnel navigant a accumulé trente mille heures de vol et les parcours effectués, soit quatre millions de kilomètres, feraient cent fois le tour de la terre.* Voilà l'actif. *Et, pour le passif, trente-deux morts.* Mais les causes de ces deuils, qu'on ne saurait trop déplorer, valent d'être exposées ici :

Cinq accidents sont dus à des défaillances matérielles : bris d'hélice, rupture de commande ou de haubannage, effondrement de train d'atterrissage. Il en résulte trois morts.

Cinq accidents se sont produits lors de départs ou d'atterrissages, pris ou effectués dans des conditions défavorables : deux morts.

Quatre accidents sont imputables à l'atterrissage de fortune, imposé par la « panne sèche » du moteur : cinq blessés, mais pas de mort.

Quatre accidents, payés de cinq morts, n'ont pu recevoir d'explication satisfaisante.

Enfin vingt accidents et vingt-deux morts sont dus à la « perte de vitesse ».

Contre les ruptures matérielles, déjà infiniment plus rares qu'aux premiers jours de l'aviation, il y a des remèdes de détail comme le doublement et la protection des commandes, le perfectionnement des tendeurs ; d'ailleurs, des appareils bien abrités, entretenus minutieusement, vérifiés avant chaque vol, inspireront toujours pleine confiance. Mais le

vrai remède, et dont l'adoption commande pour une grande part le progrès aérien, réside dans *la construction métallique*. Alors que le bois se fendille, se déforme, s'affaiblit à l'humidité et n'assure jamais qu'une résistance inégale et incertaine, le tube d'acier et l'alliage d'aluminium qu'on appelle le *duralumin*, et qui tous deux sont, à poids égal, plus résistants que le bois, donnent par leur homogénéité des garanties plus valables. De leur emploi résultent encore un *encombrement* beaucoup moindre et qui permet de réduire les résistances à l'avancement ; des facilités de *montage* et de *fabrication en série*, qui sont essentielles à une industrie véritable ; une *économie* déjà très notable et qu'une métallurgie plus sûre accusera; enfin des *garanties en cas de chute:* alors que l'armature de bois éclate au choc, coupe et transperce, l'armature métallique résiste, se déforme, et sauve parfois les passagers. La dernière année de guerre a vu se multiplier les avions métalliques : Avro-Wickers anglais, Junker allemand, Bréguet de chez nous. Tous trois n'employaient que le duraluminium, trois fois plus léger que l'acier, et dont la métallurgie s'assure chaque jour. *L'avenir est là, d'autant que certaines hardiesses techniques comme l'incidence et la surface variables, dont la réalisation aurait une portée immense, ne paraissent possibles qu'à ce prix.*

Contre la défaillance du moteur, la panne qui ne prévient pas, « la panne sèche », il faut lutter d'abord par le renforcement du moteur même. La guerre — toujours la guerre — a fait du poids le grand ennemi. Les moteurs d'avion, d'allègement en allègement, par évidement de pièces ou par substitution de matière première, en sont venus jusqu'à peser moins d'un kilogramme par cheval-vapeur. Et si, à vrai dire, cette légèreté n'a été que rarement la cause d'accidents graves, c'est que les moteurs, dans le vol de guerre normal, poussé entre 3 000 et 6 000 mètres, ne travaillaient la plupart du temps qu'à demi-puissance. Demain l'utilisation du moteur à pleine puissance jusqu'aux plus grandes altitudes exigera une résistance peut-être trois fois plus grande. Dès à présent il faut que le moteur d'avion se rapproche du moteur d'automobile ; aujourd'hui que les limitations de poids ne sont plus aussi impérieuses, le moteur d'avion va pouvoir

reprendre l'évolution normale qui le mènera aux solutions d'avenir.

Mais le moteur d'automobile lui-même a ses défaillances. La voiture se range au bord de la route ; l'avion n'a pas cette ressource. Le moteur s'arrête ; il faut atterrir. L'atterrissage forcé sur un terrain défavorable a fait déjà bien des victimes, dont — récemment — Jules Védrines. Il faudrait donc, au long des routes aériennes, multiplier les terrains pour que l'avion lâché par son moteur pût, en vol plané, gagner le plus proche : solution coûteuse, et qui risque de ne plus répondre bientôt à une réalité si l'on s'oriente résolument vers la solution radicale : *l'avion à moteurs multiples*. Le bimoteur, sauf réussites heureuses ou gaspillage de puissance, double les chances de panne au lieu de les supprimer. Mais nous verrons bien, quelque jour proche, le quadrimoteur capable de voler avec deux moteurs et ne volant jamais qu'avec trois, le quatrième étant tenu en réserve permanente. Ainsi, *au cours du vol*, les moteurs seront tour à tour arrêtés, vérifiés, réparés s'il y a lieu.

La perte de vitesse, responsable dans l'aviation de deux morts sur trois, se produit lorsque la poussée de bas en haut — fonction de la vitesse — diminue jusqu'à devenir plus petite que le poids de l'avion. Celui-ci alors glisse, presque toujours sur l'aile, comme le cycliste qui a trop ralenti tombe de côté. Si le pilote dispose encore de son moteur et s'il se trouve assez haut pour avoir le temps de manœuvrer, la glissade et la vrille qui d'ordinaire la continue n'offrent aucun danger : et ce sont les acrobaties les plus classiques. Mais, si la perte de vitesse se produit au départ ou à l'atterrissage, l'avion vient se briser au sol avant que le pilote ait eu même le temps de tenter une action. Aussi un pilote digne de ce nom part-il et se pose-t-il toujours avec la sagesse d'un débutant.

Il est d'ailleurs facile ici de décharger l'avion de toute responsabilité. Il suffit d'accuser la victime et de déclarer : « faute de pilotage ». Mais l'excuse ne vaut rien. *Ce qu'il faut reprocher aux avions d'aujourd'hui, c'est justement de trop demander à l'homme*, d'exiger de lui une attention toujours en éveil, et presque des sens nouveaux. Nos avions ne « pardon-

nent » pas. Aussi devrons-nous porter notre effort sur les garanties matérielles de construction, d'organisation terrestre, de police de piste; doter ensuite les passagers du parachute qu'il est insensé de ne pas avoir encore, et qui aurait sauvé tant d'existences précieuses ; aider enfin, avec toute la hardiesse dont nous serons capables, *à la révolution de l'art du vol*. Il est bien de chercher à faire atterrir nos avions lentement; et la « finesse » de l'avion, que traduit notamment l'écart entre ses vitesses extrêmes, est une qualité très précieuse. Il est mieux, parce qu'il est plus radical, de vouloir réaliser les avions à surface et à incidence variables, ou l'avion-hélicoptère, ou toute solution nouvelle qu'une vue de génie peut découvrir demain. Rudes problèmes, certes, et qui voudront encore des sacrifices. Mais il est sûr, dès aujourd'hui, que ces efforts et ces sacrifices ouvriront à l'avion son domaine.

La navigation aérienne.

Il semble qu'on se hâte un peu lorsqu'on glorifie la « conquête de l'air ». Alors même que seraient résolus tous les problèmes de sécurité aérienne, dont nous avons dit les principaux, il nous resterait encore à nous affranchir, avant que la véritable *navigation aérienne* fût possible, de bien d'autres servitudes. Et d'abord des servitudes atmosphériques.

La brume nous interdit tout vol. Parfois pourtant elle est locale et très superficielle. Au-dessus et au delà, le ciel est libre, mais la porte sur ce ciel est close. Les nuages bas et la pluie sont des obstacles dont il a fallu souvent triompher pendant la guerre. La nuit, et même la plus sombre, n'a jamais suffi à arrêter nos bombardiers, aussitôt qu'ont été réalisées les installations terrestres nécessaires. Le vent, si violent soit-il, n'interdit jamais le vol; on pourrait même dire qu'il l'assure, là du moins où les remous ne créent pas au voisinage du sol un grand danger ; mais le vent peut être tel qu'il freine l'avion au point d'annuler son déplacement par rapport à la terre, au point même de le faire reculer. Encore l'avion peut-il toujours chercher à d'autres altitudes un régime des vents plus favorable, guidé dans cette recherche par les sondages aérologiques dont les résultats lui sont constamment com-

muniqués. Il s'en faut donc de beaucoup qu'on doive considérer comme invincibles ces servitudes atmosphériques. Et les bombardements de nuit, posant aux équipages les plus résolus et les plus méthodiques les premiers problèmes de navigation aérienne, ont permis un dénombrement complet de ces problèmes et suggéré des solutions.

Mais pour qu'un service aérien régulier soit possible, il faut encore que l'avion parte quand il veut, et qu'il aille, une fois parti, où il veut ; le fait qu'il n'est astreint à aucune route peut ici le servir et le desservir à la fois. Le pilote, à tout instant de son voyage, doit donc pouvoir répondre aux questions suivantes : comment suis-je? où suis-je? où vais-je? suis-je arrivé?

Comment suis-je? c'est-à-dire : mon avion est-il dans une ligne de vol correcte? De cette correction dépend la stabilité. Or, si développé que devienne chez l'aviateur le sens de l'équilibre, il n'empêche pas que le meilleur pilote, contraint de descendre à travers un nuage, en sorte engagé sur l'aile, ou même les roues en l'air. C'est donc par des rectifications perpétuelles et presque instinctives, mais dictées au pilote par les repères fixes visibles, que la ligne de vol est maintenue. Mais la navigation aérienne suppose que nous pouvons, tout au long du voyage, être privés de ces repères. Il faut alors faire appel aux solutions de *stabilité automatique* qui devraient avant tout assurer le cabrage ou le « piqué » spontanés en cas d'excès ou de perte menaçante de vitesse, et le *gyroscope* pourra nous servir ici. A défaut du gyroscope correcteur dont la masse pour les navires aériens de l'avenir serait un problème, le *gyroscope indicateur* sera déjà très précieux.

Où suis-je? En l'absence supposée de tout repère fourni par la confrontation de la carte et du sol visible et même pour la simple traversée des océans, il est essentiel que le pilote soit renseigné sur la route qu'il suit : il faut donc *faire le point*. Le point se fait ou bien par des observations astronomiques, — et, dans les conditions atmosphériques où nous sommes placés, la méthode risque fort d'être rarement applicable — ou bien par la *radiogoniométrie*, dont le principe est fort simple.

Si le poste de T. S. F. installé à bord de l'aéronef émet des ondes hertziennes et si sa portée est telle qu'il soit entendu par trois postes fixes de T. S. F., ceux-ci ont le moyen — grâce au cadre goniométrique — de déterminer l'angle que fait avec une direction origine la ligne qui les rejoint à l'avion émetteur. Ces trois angles mesurés sont aussitôt transmis à l'avion ; on trace à bord les trois droites correspondant aux angles annoncés, et le recoupement de ces droites, originaires des postes fixes identifiés, *donne le point à l'instant de l'émission d'appel.* A cette méthode, excellente pour les navires et les dirigeables, on a substitué pour les avions actuels — plus rapides et moins bien aménagés — la méthode de simple réception à bord : soit par le procédé élégant et peu précis encore de *l'écoute d'un émetteur tournant,* soit par le *procédé du cadre, fixe ou mobile,* installé sur l'avion. Dans ce cas, l'avion assure sa direction en mesurant lui-même, si son cadre est mobile, les angles qu'il fait avec les postes fixes émetteurs ; et, si son cadre est fixe, en maintenant sa direction constante par rapport à un poste émetteur vers lequel il se dirige ou avec lequel il doit faire un angle connu.

Ces méthodes donnent, à l'instant même où on le souhaite, *le point réel* de l'avion. Mais pour n'être pas astreint à des corrections perpétuelles qui traduisent des excès de parcours toujours regrettables et parfois dangereux, il faut que l'aéronef posséde un appareil qui permette, *entre deux points réels, une navigation correcte à l'estime.* Cette navigation à l'estime suppose la connaissance de la dérive moyenne, connaissance qui permettra seule de tirer du point réel observé toutes les indications qu'il renferme. Il ne suffit pas de savoir où l'on est; il importe de *savoir où l'on irait* si les éléments du vol restaient invariables.

Enfin un système de signalisation terrestre et de *balisage aérien* devra renseigner les aéronefs sur la position des terrains d'atterrissage dans le cas, considéré comme normal, où le sol n'est pas visible. L'utilisation d'un tel dispositif est d'ailleurs liée à cette révolution du vol dont nous avons dit la nécessité.

Le vol aux grandes altitudes.

Il reste à vaincre la servitude atmosphérique qui résulte de la densité de l'air, décroissante avec l'altitude. Les moteurs actuels perdent à 5 500 mètres la moitié de leur puissance ; à 11 000 mètres ils en auraient perdu les trois quarts. En fait, comme aucun avion construit jusqu'à ce jour ne dispose de l'excès de puissance nécessaire pour compenser une telle perte, on n'a pas dépassé 10 000 mètres. Encore, à ces altitudes, l'avion flotte-t-il au point de n'être plus manœuvrable. Or, s'il était possible de garder au moteur une puissance constante, *on profiterait de la raréfaction de l'air au lieu d'en souffrir.* Il en résulterait une élévation du plafond, les altitudes de 15 000 mètres devenant normales, et un accroissement des vitesses actuelles qui pourraient être aisément doublées. Déjà la constance de la puissance motrice, assurée par le turbo-compresseur de M. Rateau, a permis d'obtenir avec l'avion Bréguet aux altitudes moyennes un gain de vitesse de 50 kilomètres. Mais la solution totale suppose, outre la puissance constante du moteur, une transformation de l'hélice qui lui permette de s'adapter automatiquement aux conditions de vol correspondant à chaque altitude. Le jour enfin où la navigation aérienne se fera à 10, 15 et 20 000 mètres, *il sera nécessaire d'assurer aux passagers, en même temps qu'aux moteurs et par le même moyen, un air renouvelé et maintenu à la pression atmosphérique normale.*

Il y a là le germe d'une aviation nouvelle. Sa réalisation voudra de longs travaux et de longues études [1]. Mais elle est riche d'un avenir sur lequel on peut anticiper sans imprudence. Un jour viendra, et que pourront sans doute connaître les premiers pionniers de l'aviation, où des aéronefs à moteurs multiples, volant à 15 et 20 000 mètres et couvrant 500 kilomètres à l'heure, mettront Paris à moins de dix heures de New-York.

Tels sont les principaux problèmes techniques dont dépend l'aviation de demain. Leur solution suppose un développe-

1. Il faut lire à ce propos l'étude du colonel Dorand, parue dans le n° 2 de *l'Aéronautique* (juillet 1919), sous le titre : *Emploi des moteurs suralimentés à puissance constante à toutes les altitudes.*

ment obstiné des *études aériennes* : il y faudra des écoles, des laboratoires, de vastes organes de recherches, d'essai et d'expérience au prix desquels l'Institut aérotechnique de l'Université de Paris est encore trop peu de chose. Du moins est-il. Il faut seulement souhaiter que l'État, comprenant son véritable rôle, aide de tout son pouvoir les initiatives et les volontés qui, dans ce domaine, ne manqueront pas.

V

LE PROBLÈME DU PERSONNEL. — LES ÉCOLES

On a rendu hommage, quelquefois sans mesure et souvent sans un discernement assez critique, au personnel aéronautique de la guerre. Aussi, lorsque l'on compare la minorité ainsi applaudie et le grand nombre qui méritait d'être apprécié pour des qualités parfois plus solides, on est tenté d'avoir dans l'avenir pleine confiance. Puisqu'il s'est trouvé pour faire un tel métier de guerre des milliers et des milliers de jeunes gens, et que derrière eux, d'autres volontaires attendaient toujours, on peut bien croire qu'il y a là une force acquise à l'Aéronautique. Mais il faut voir de plus près.

Nous avons dit pourquoi on se faisait aviateur pendant la guerre. Il y avait le risque ; mais, s'il était plus grand qu'ailleurs, il était compensé par des avantages et par un intérêt soutenu. Aujourd'hui que la guerre a pris fin, *aujourd'hui qu'il n'est plus normal pour un homme jeune d'exposer sa vie chaque jour* et que les risques courus ne seront pas grandis par la cause qui les exige, que va-t-il rester de ces raisons, nobles ou très positives, qui ont assuré le très large recrutement des aviateurs de guerre? La fausse gloire est partie, et la vraie même, s'il en est une. Il est probable qu'à ces temps de dépense folle va succéder une ère de resserrement et de prudence. Déjà les aviateurs de la guerre donnent le signal. Tel chasseur fameux, assagi, va représenter quelque firme

automobile ; tel autre, assure-t-on, brigue un mandat de député ; ce chef, organisateur et vaillant, est entré dans une industrie qui n'est pas même aéronautique ; cet aviateur, officier de carrière, demande un congé dont il va faire un paprentissage : il entre « dans une affaire d'importation ».

Nous pouvons nous le dire, en confidence : tous ceux qui pourront partir s'en iront. De cette force qui semblait acquise à l'aviation, il ne restera presque rien pour l'aviation qui va renaître. Mais gardons-nous de le regretter trop. Ces hommes, jeunes et souvent hardis, vont porter dans les entreprises où ils entrent un peu de cet esprit nouveau que nous affirmons nôtre, mais qu'il faudrait bien voir à l'œuvre. Surtout, ne faisons pas un crime à l'État de n'avoir pas su retenir pour l'aéronautique militaire et civile une part au moins de ce personnel navigant, capital très précieux. Il y aurait fallu des sacrifices pécuniaires que l'état présent de l'aéronautique ne montre pas très opportuns. *Si l'État n'a pas voulu retenir cette force, il a bien fait,* car il n'en avait pas l'emploi. Et puis nous avons dit toutes les incertitudes qui commandent l'aéronautique de demain ; elle sera et il faut qu'elle soit fort différente *en réalité et en esprit* de notre aéronautique de guerre ; et peut-être voudra-t-elle de ses adeptes des qualités opposées.

Ici l'on appelle couramment à la rescousse le grand argument de défense nationale que nous avons déjà trouvé sur notre chemin. Il nous faut beaucoup de pilotes civils qui seront, le jour venu, des pilotes militaires. D'un tel principe on peut déduire sans peine que l'État doit susciter la multiplication des pilotes ; qu'il devrait même — pour être sûr de leur utilité militaire et faire du même coup l'économie des perfectionnements — prendre à sa charge la formation de tous les pilotes ; qu'aux charges d'un tel monopole pourraient correspondre des servitudes où l'État trouverait les garanties militaires que sa sécurité exige. Mais le principe est discutable et les déductions — pour logiques qu'elles paraissent — sont plus discutables encore.

Il est fatal qu'*au point de vue de l'emploi* l'Aéronautique militaire vive demain historiquement, sur « les enseignements » de la guerre. N'est-ce pas dire que cette aéronau-

tique risque d'avoir de moins en moins de rapports avec l'aviation nouvelle qui, rendue à elle-même, va évoluer et s'adapter à un milieu presque inconnu? Confier à l'État, pour qui — fort justement peut-être — les questions de défense nationale feront prime, le monopole de la formation des pilotes, n'est-ce pas risquer de former aussi ces pilotes dans un sens trop militaire? La sécurité financière dans laquelle travailleront ces écoles officielles ne rendra-t-elle pas leurs dirigeants trop peu soucieux de satisfaire les compagnies privées qui devront assurer l'emploi du personnel? L'État, du même coup, ne court-il pas le risque plus grand encore de « sortir » chaque mois un nombre de pilotes, conduits à l'aviation par la gratuité ou même la rémunération de l'apprentissage, dont l'aéronautique privée n'aura pas l'emploi? Ce serait là un redoutable encouragement à un *étatisme d'exploitation*, l'État créant et gérant des services publics aériens pour utiliser un excès de personnel dont il serait responsable. Et nous verrons les répercussions que pourrait avoir une telle méthode sur l'avenir de l'exploitation commerciale aérienne.

Au moins l'État, au prix de ces charges redoublées, assurerait-il à la défense nationale les garanties qui auraient déterminé son action? Rien n'est moins sûr. A tous ces pilotes il demanderait sans doute, en échange du brevet obtenu, l'engagement de servir dans l'Aéronautique militaire pour le temps de leur service régulier, ce qui — moyennant de bonnes primes — serait possible. Mais il devrait bien leur demander aussi, faute de quoi il oublierait lui-même le but poursuivi, *de continuer à voler jusqu'à trente ou trente-cinq ans* pour rester utilement mobilisables dans les formations combattantes de l'aéronautique militaire. *Or un tel engagement est sans valeur* ; l'aviation est et restera longtemps encore une arme de volontaires ; on n'assurera pas son recrutement par des engagements à long terme : ce serait vouloir qu'un homme s'engage à avoir vingt ans jusqu'à trente-cinq ans. Il sera au contraire très facile d'assurer le recrutement immédiat des équipages militaires à un moment donné, quel que soit l'état de l'aérona utique civile : simple affaire d'avantages à consentir.

Que l'armée prenne ses précautions. Qu'elle s'assure les cadres qu'elle jugera nécessaires et surtout les possibilités de réalisations industrielles sans lesquelles une réserve de vingt mille pilotes serait parfaitement illusoire. Qu'elle s'efforce de retenir dans les services d'organisation *générale* de l'Aéronautique les hommes cultivés et convaincus qui peuvent assurer *le bon départ.* Qu'elle crée même *l'Inscription aérienne* pour assurer le recensement et le contrôle des « gens de l'air », puisque ces mots ont été déjà lancés. Mais que l'État prenne ici bien garde de ne demander aux inscrits que des engagements exécutables. Qu'il se souvienne aussi de l'expérience de Colbert, créant voici deux siècles et demi l'inscription maritime : seules les mesures de prévoyance sociale dont le bénéfice était assuré aux gens de mer et à leur famille ont gagné la cause.

L'aéronautique de demain demandera ses pilotes aux écoles civiles. *Et c'est à la renaissance de ces écoles civiles, gage d'avenir, que l'État devra aider.* Ces écoles, qui déjà s'efforcent de revivre, seront le berceau de l'aviation nouvelle, comme elles furent le berceau de la première aviation, grandie et morte avec la guerre. Mais leurs frais généraux seront dès le début considérables, et elles souffriront quelque temps encore d'une stagnation, pour l'heure, bien réelle. Sans doute les « amateurs » vont leur revenir, jeunes gens riches, attirés par le sport et peut-être encore par le prestige déclinant de « l'aviateur » ; sans doute, à mesure que s'assureront et l'exploitation commerciale aérienne, et l'industrie aéronautique qu'elle fera vivre, il faudra aux entreprises nouvelles ou grandissantes un personnel que les écoles formeront. Et, au lieu que l'État n'enseignerait dans ses écoles ni l'économie, ni la responsabilité, ni la discipline, ni le respect du matériel, les écoles civiles — astreintes aux précautions financières les plus strictes — assureraient au personnel nouveau le bénéfice de ces qualités. Ce ne sera qu'un jeu, pour des écoles établies sur un terrain aussi *réel,* de donner à leurs élèves une formation militaire complète. A cette formation, contrôlée par l'État, devront correspondre des subventions qui pourront se répartir peut-être également entre l'école et le nouveau pilote.

Ainsi disparaîtront les très graves dangers que nous voyions au monopole d'État. Ces écoles libres, et responsables, n'auront jamais intérêt à lancer dans la circulation un personnel navigant inutile ; *y auraient-elles intérêt qu'elles n'en auraient pas le moyen.* Ces écoles, bien vivantes, et saines, assureront à l'aviation renaissante sa meilleure publicité.

Gardons-nous d'ailleurs d'imaginer ces écoles et leurs élèves selon les types de la guerre, et plus encore de l'avant-guerre. Au progrès technique que nous avons défini va correspondre une évolution du personnel. *Il va falloir passer du pilotage à la navigation aérienne* ; il va falloir au pilote, à mesure que se réalisera l'enrichissement technique du vol, des connaissances de plus en plus étendues. L'audace, l'adresse, le goût du risque encore indispensables à l'aviateur verront leur rôle réduit à mesure que s'affirmera la sécurité aérienne : ainsi finira de disparaître ce qu'il y a encore de prestigieux dans la conduite d'un avion. Ainsi s'évanouira, avec l'acrobatie devenue inutile ou rendue impossible, cette prime à l'exhibition qui a troublé tant de bonnes cervelles. Le métier, à devenir plus technique, gagnera de devenir plus normal, et plus sage. Bientôt le seul fait de savoir piloter un avion, d'ailleurs très sûr, ne sera presque rien dans l'ensemble des connaissances exigibles : aussi peu que, pour un capitaine au long cours, le fait de savoir passer un chenal. Enfin, à mesure que la navigation aérienne emploiera des aéronefs plus vastes, il s'agira de plus en plus de former *des équipages de techniciens spécialisés et hiérarchisés*, du capitaine au manœuvre : pilotes, timoniers, observateurs, météorologues, radiographes, photographes, mécaniciens.

Il est du reste bien clair que ce personnel, assurant un service d'intérêt public et même de transports en commun, devra présenter toutes les garanties exigibles, et que l'État ne pourra pas se désintéresser de son recrutement : ici le contrôle sera un devoir strict. Même, étant donné le caractère hautement international de l'exploitation aérienne, ces garanties et ce contrôle devront être unifiés par des accords internationaux.

Nous voici bien loin de l'aviateur sportif d'avant-guerre,

inventeur ou amateur ; bien loin aussi du pilote de guerre qui, sur un Spad monoplace, « improvisa » longtemps. Mais certaines équipes d'aviateurs-photographes ou de bombardiers nous ont déjà permis de soupçonner les qualités de soin, de sagesse et de méthode qui seront celles des équipages de demain.

Le recrutement de ces équipages est bien le moindre problème. *Le jour où une puissante industrie aéronautique s'établira grâce à des débouchés vastes et sûrs, le personnel y viendra de lui-même.* Il faut laisser faire le temps.

VI

LES VOIES : RECORD SPORTIF ET PROGRÈS MÉTHODIQUE

Les voies de démonstration qu'une industrie adopte sont loin d'être indifférentes. Il s'agit toujours de toucher l'opinion publique, mais il ne suffit pas même de la gagner. Il faut l'éclairer du même coup. Faute de ce soin cette opinion publique, bien loin d'aider à l'essor et d'alimenter la recherche, paralyse l'une et interdit l'autre. Ce danger est spécialement grand pour l'industrie aéronautique.

Ici le sport a ouvert la voie. L'opinion a été gagnée, ou du moins séduite, par des exhibitions, par des acrobaties, par des records. Nous assistions à une aube, et l'exhibition était normale. Parmi les acrobaties il y en eut d'excellentes et même de très heureuses : les premières démonstrations de Pégoud — tué depuis en combat aérien — ruinèrent de façon décisive certaines légendes d'accident fatal qui s'opposaient au progrès. Et la succession des records faisait bien mieux que de traduire une émulation déjà louable : elle exprimait les qualités nouvelles d'un matériel qui évoluait sans cesse et qui n'était pas réparti encore entre des catégories bien nettes. Ainsi *tout record était valable parce qu'il était l'expression normale d'un matériel nouveau.* Mais déjà la lutte sportive avait des conséquences moins heureuses : on vit, à la veille d'une Coupe Gordon-Bennett, un aviateur

célèbre rogner les ailes de son avion pour essayer de battre un concurrent dont il savait l'avion plus rapide. Il ne se tua pas; mais il fut vaincu, ce qui — pour l'exemple — valut mieux.

Vint la guerre. Un seul record toucha désormais l'opinion publique : celui des avions ennemis abattus. Rien n'était mieux fait pour déformer et marquer profondément la technique aérienne. Mais c'était la guerre, et la maison brûlait.

La paix est devant nous. Il ne semble pas souhaitable d'y perpétuer la seule méthode sportive. Qu'on ne nous objecte pas l'exemple de l'athlétisme qui poursuit, par voie de records toujours à battre — et toujours battus —, un progrès physique certain : ici le matériel humain, à peu près inmmuable, justifie la méthode.

En matière de sports mécaniques, il faut condamner le record dans la mesure où il risque de gêner ou de fausser le travail méthodique de l'ingénieur et de l'industriel. Il faut donc condamner, et sans recours, le « bricolage » qui est l'inverse d'une méthode, et qui consiste à rogner des ailes; à abandonner en l'air son train d'atterrissage ; à mettre un moteur de 300 HP sur une cellule d'abord calculée pour un moteur plus faible; à placer sur un avion vieux de quatre ans des réservoirs supplémentaires et à tenter — à grand renfort de réclame — un « raid » à grand effet.

Il faut enfin poser en dogme l'unité du progrès technique. La guerre ne nous a que trop incités à chercher systématiquement le développement d'*une* qualité donnée : vitesse pour les avions de chasse, poids utile pour les avions de bombardement de nuit. Et les avions de travail de jour, qui voulaient un compromis, ont longtemps porté le poids de ces recherches exclusives. *Dans un avion tout se tient, se commande et s'enchevêtre.* Il est toujours facile d'établir un record en sacrifiant trois données sur quatre ; mais l'avion que l'on obtient ainsi, bien loin d'assurer un progrès, risque d'avoir sur ce progrès des répercussions déplorables, d'abord par les risques nouveaux que presque toujours il impose à l'homme. *Car voici l'autre dogme : l'avion est fait pour la commodité de l'homme.* Nous condamnerons donc tout record et tout progrès prétendus, s'ils sont payés d'un effort physique anormal ou d'un risque supplémentaire.

Une telle doctrine est d'ailleurs bien loin d'exclure toute manifestation sportive. Mais il faut que ces manifestations soient des démonstrations claires. *Le concours sportif entre avions d'un type bien défini et en vue d'un progrès également défini sera l'un des principaux instruments du progrès aéronautique.* L'État est trop intéressé à ce progrès pour ne pas organiser d'autres concours, en dehors de toute démonstration sportive, pour les types d'avion de guerre ou de service public dont il souhaite la réalisation; les programmes de ces concours, établis par des autorités reconnues et désintéressées, pourront avoir sur l'avenir la plus heureuse influence.

Il reste un moyen puissant, dont Amsterdam vient de nous donner l'exemple : l'*exposition aérienne.* Très intelligemment, l'exposition des types et leur démonstration en vol y voisinèrent avec la propagande active : il y eut là-bas, par milliers, des baptêmes de l'air. Ce sont d'heureux baptêmes. Nous souhaitons qu'ils se multiplient en France, qu'ils éclairent le public sur les réalités de l'aviation la plus sage, et qu'ils préludent ainsi à la « reconquête » de l'air : rude tâche, mais qu'on n'éludera point.

(La fin prochainement.)

HENRI BOUCHÉ

L'HOMME PRIMITIF

I

Le vent dévalait dans le cañon et fonçait comme un bélier acharné sur la petite cabine de troncs d'arbres. Il arrivait avec des mugissements et des sifflements étranges, des tâtonnements furtifs ; parfois il y avait des silences mystérieux qui tendaient les nerfs mieux qu'aucune colère humaine n'aurait su faire.

Caryll reconnut cette force de la nature qui rend infimes les plus grands efforts de l'homme ; mais il ne s'en émut pas. Il bricolait avec une chaussure, tenant des pointes entre ses doigts effilés ; la lampe à pétrole éclairait son visage au teint blanc.

Bart, lui, était agité : la tête basse, il parcourait la cabine, suivi de son ombre qui se démenait sur les rayons et sur le plancher encombré, comme quelque familier hérissé et délaissé. Au moment où le chien-loup sous la table leva le museau et grogna, il fronça les sourcils, comme si quelque pénible réminiscence préhistorique lui était venue. Mais il ne cessa pas de marcher, son ombre s'allongeant et se raccourcissant derrière lui à tel point que cette double présence finit pas agacer Caryll, quoiqu'il fût habitué à la compagnie de Bart.

— Quel animal remuant vous êtes ! — dit-il, en levant ses

yeux clairs et sans profondeur. — Ne pourriez-vous pas trouver quelque chose à faire?

Bart se retourna, dominant la lampe. Il y avait quelque chose de tragique et de primitif dans ce grand corps disjoint qui laissait deviner une puissance énorme, dans ces bras velus; dans ce visage rude quoique beau, où la violence primitive se mêlait avec l'intelligence de l'animal qui est une brute par ignorance; dans ces yeux profonds et vagabonds, devenus plus rouges et plus sombres, comme si l'âme aveugle qui était en l'homme, luttait pour comprendre le message que lui envoyaient la tempête et son émotion intérieure.

Sa voix, quoique basse, portait comme celle de Caryll n'avait jamais pu le faire.

— Voilà deux ans que nous menons cette vie-là ! Deux années de malheur, et il y en a encore une à avaler ! Pourquoi m'avez-vous fait signer ce contrat? Pourquoi diable me l'avez-vous fait signer?

Il s'était penché un peu en avant, comme un ours se posant pour la lutte. Il y avait chez lui un désespoir sauvage et primitif comme s'il sentait l'inanité de la force brute contre l'intelligence supérieure de Caryll. Celui-ci haussa les épaules. Il souffrait Bart comme il supportait les autres inconvénients de cette existence qui courait après l'argent, et c'était bien son intention de se débarrasser de l'homme et du reste lorsque le temps serait venu.

— C'est probablement parce que je vous aime plus qu'aucun autre, ou peut-être parce que vous êtes plus fort que les autres... et pas si intelligent.

Un autre coup de vent s'abattit sur l'extrémité de la cabine, Bart fit un écart comme un cheval ombrageux.

— Je m'en vais ficher le camp d'ici, — cria-t-il avec désespoir, — maintenant que le printemps arrive, je vais filer. Vous entendez? Je ne peux plus y tenir, je ne peux plus.

— Comment ! Vous avez des chances de faire avec ce contrat autant...

— Au diable, le contrat.

— Cela ne lui fera aucun mal, je suppose. Et puis, après tout, il n'y a plus qu'une année !

— Cette année est mille fois plus longue que celle qui vient de finir, — grogna Bart en soupirant. — La seule semaine d'existence dans cette année, ce sera quand nous vendrons les fourrures à l'automne... si on peut appeler ça une existence, dans ce tas de cabines moisies qu'ils nomment une ville ! Une semaine unique de cinémas, de « saloons » et de bars ; rien qu'une semaine de cartes, de boissons et de folies.

Il se jeta sur un escabeau près du feu, et laissa tomber sa tête dans ses mains.

— Pourquoi ne cherchez-vous pas de l'ouvrage dans une ville, alors, si vous aimez tant cela ?

— De l'ouvrage? Quelle occupation ai-je jamais pu avoir dans une ville, si ce n'est de me soûler? Vous me connaissez bien, je parie... vous me connaissez. Je ne peux pas vivre dans une ville !

Caryll ramassa un journal sur le plancher et le lança à la tête baissée de son compagnon.

— Tenez, lisez ce qu'on lit de vos sacrés saloons et cinémas. J'ai trouvé cela sur le sentier cet après-midi ; c'est tombé du bagage de quelque voyageur.

Bart ouvrit le journal de Chicago, vieux d'une semaine ; puis il le chiffonna et le jeta loin de lui.

— A quoi bon lire ce qu'on dit des villes? Est-ce que je ne suis pas assez malade d'ennui sans cela?

— Oh ! allez donc ! — Caryll saisit le journal, et l'étala. — Tenez, voilà une jolie fille, et comme nous ne pouvons pas avoir la demoiselle en personne, nous allons au moins avoir son portrait. — D'une pointe, il fixa l'image au mur, et se reculant en admirant : — Une vraie pêche, n'est-ce pas?

Bart s'avança lourdement, puis d'un mouvement rapide, arracha l'image et la foula aux pieds.

— Je ne veux rien savoir des villes ni des belles filles sur du papier, — dit-il.

Le ton de sa voix invitait à une dispute, mais Caryll savait qu'il était préférable de ne pas répondre. Une fois dans cette humeur, Bart aurait pu le briser en deux ; et un jour, il l'avait presque fait. Jetant des souches l'une sur l'autre dans la grande cheminée, il se mit à rire.

— C'est le printemps qui vous agite, hélas, hein? Comme l'année dernière?

— Sais pas. — Bart renifla des bouteilles vides, les remit sur le rayon, et, sans but, se tourna vers la fenêtre. — Ce que je veux, c'est sortir d'ici : je veux partir. Je me sens terriblement seul... si seul !

— L'homme et les animaux ressentent cela parfois : c'est naturel !

— Cela ne m'avance pas fort, hein?

La voix et les gestes étaient sauvages. Caryll se remit à son travail, et peu à peu, dehors, la tempête se calma.

Mais la tension ne se relâcha pas chez l'homme qui la subissait. Caryll, qui était insensible à toutes les influences intérieures, n'était pas à son aise. Bart et le chien étaient près du feu, immobiles ainsi que le sont les animaux, comme s'ils étaient en communication avec l'invisible.

Bientôt Bart leva la tête : au même moment, le chien aboya.

— Caryll, il y a quelqu'un qui appelle.

— N'avez-vous jamais entendu l'écho du vent dans le canyon?

Bart était debout, maintenant, les nerfs tendus. Un de ces silences étranges comme une brèche dans le son, avait envahi le monde du dehors. Pour Caryll, ce monde était muet.

— Caryll, c'est une femme qui appelle.

— C'est un revenant ! Vous ne devenez pas maboul, Bart ! Il ne peut pas y avoir de femme ici, dans la neige, à cent milles d'une habitation.

Bart se dirigea vers la porte, suivi du chien, les poils hérissés. Le mouvement des narines et le dilatement des yeux, chez l'un et chez l'autre, se ressemblaient étrangement. Caryll fronça les sourcils.

La civilisation avait laissé Bart au milieu de ses ancêtres, mille ans auparavant ; et lorsque ses lubies d'homme primitif le prenaient, on ne pouvait pas le tenir, on n'aurait pas pu le lier.

A cet instant même, un cri indécis coupa le silence, et Caryll, oubliant que les autres l'avaient entendu cinq minutes avant, atteignit le premier la porte, stupéfié. Tandis qu'il abaissait la barre, il y eut une poussée du dehors; et, avant qu'il le sût,

entrait dans la cabine celle dont la voix avait appelé dans le grand silence, celle qui avait provoqué ce regard dans les yeux de Bart et de l'animal. Éblouie et aveuglée par la lumière, la femme leva un bras. Caryll resta bouche bée, la scrutant, de ses mauvais souliers trempés et usés jusqu'à la jolie tête nue aux cheveux blonds poissés de sang et de boue.

— Grand Dieu, femme, d'où arrivez-vous? — Il lui toucha le bras. — Qui est-ce qui vous poursuit? Dites, y a-t-il quelqu'un après vous? Où est-il?

La femme parut voir les hommes pour la première fois. Elle poussa un cri, referma autour de son cou sa blouse déchirée, et se retourna pour s'enfuir. Mais la grande main de Bart était sur la porte, et ses yeux rivés sur elle.

— Non, ma beauté ! — dit-il lentement. — Je ne vais pas vous lâcher.

Le voyant si près, elle se déroba, éperdue, elle regarda autour d'elle, vit le feu, la bouilloire chantante à son crochet, et s'en approcha vivement avec un soupir de soulagement.

— Regardez-la, — dit Caryll en riant. — Elle s'est installée du premier coup près de l'âtre, comme le ferait toute autre femme. Et moi qui la croyais un revenant !... Maintenant, s'il y a un homme à sa poursuite...

Le vent gémissait toujours ; il sortit, et pendant quelques pas, suivit la piste. La neige n'était plus sur les sapins qui s'élevaient noirs et géants au milieu du reflet que leur renvoyait le sol ; mais elle était épaisse sur la piste où de petits creux marquaient les empreintes de la femme. Il revint dans la cabine, grelottant et intrigué.

La femme était affalée près de la cheminée, les yeux fermés et les mains pendantes, comme si enfin la fatigue l'avait annihilée. Immobile, Bart debout la regardait : à ses genoux, Chimo, le chien, regardait aussi.

— Personne ne viendra la chercher ici.

Ses paroles assaillirent Caryll tandis qu'il refermait la porte.

— C'est sûr, ils la croiront morte, il n'y a pas d'erreur.

Caryll s'approcha et la contempla.

— Elle arrive d'Angleterre, ses vêtements ne sont pas de l'Ouest. Probablement, elle s'en va à la côte. Peut-être, le train a-t-il été arrêté au tunnel de neige des deux milles; elle est descendue pour faire un tour, elle est tombée, et le train est reparti sans elle... Puis elle a trouvé notre piste. Mon vieux, je crois que j'ai expliqué ça, Bart !

— Ils la croiront morte ; ils ne viendront pas la chercher ici. Ils la croiront morte. All right !

Caryll frissonna à la violence de cette voix.

— Et elle sera bientôt morte, si vous faites un bruit pareil! Prenez de l'eau chaude, vite, pendant que je cherche une cuvette; nous laverons sa blessure. Je ne peux pas comprendre qu'elle ait pu marcher dans cet état.

Pour l'instant, la femme avait donné son dernier effort. Le froid, puis la chaleur qui avait suivi l'avaient insensibilisée en une inertie complète, tandis qu'ils lavaient et bandaient la vilaine blessure ; Bart soupirant profondément, aidait de ses mains maladroites Caryll calme et habile. Ils firent de la soupe chaude dans laquelle ils mirent des morceaux de pain cuit sous la cendre. Mais quand Caryll voulut la soulever, Bart l'écarta.

— Mêlez-vous de votre ouvrage : je lui donnerai à manger.

Sa voix était un grognement, et il montrait de fortes dents blanches. Il passa ses longs bras autour d'elle, et les yeux bleus s'ouvrirent avec une frayeur soudaine. Bart baissa la voix :

— Donnez-moi cette tasse, Caryll, et filez.

Caryll se retira, sifflant doucement et regardant à distance. Il ne savait pas ce que Bart allait faire, mais il savait que parfois il aurait mieux valu avoir affaire à un moose mâle qu'à son partenaire.

Le rouge délicat remontait aux lèvres pâles ; elles s'ouvrirent comme celles d'un enfant, pour recevoir la nourriture. Puis, avec un murmure endormi, elle glissa contre la poitrine de l'homme et s'assoupit. Caryll apporta de la pièce voisine une brassée de couvertures et les posa près de la femme.

— A moins que nous ne cherchions à lui flanquer une pneumonie, il nous faut la sortir de ses vêtements et l'envelopper là dedans. Nous la mettrons après cela dans votre

cadre, celui d'en bas ; nous ferons nos lits devant le feu. Nom d'un chien ! elle est à bout, il n'y a pas d'erreur.

Tous deux, ils enlevèrent ses vêtements trempés, tenant une couverture contre elle, tandis qu'elle était comme une petite fleur molle entre leurs mains. Quand Bart se releva la portant, les pieds pendaient blancs et inertes hors de la couverture grise, et la tête bandée était penchée en avant.

— Prenez cette lampe, dit-il.

Il y avait dans les yeux de Bart un éclat qui ne présagea rien de bon; et une fois qu'elle fut couchée dans le cadre, et qu'ils eurent quitté la pièce sur la pointe des pieds, il ramassa le tas de pauvres petites hardes trempées, comme si cela était son droit. Caryll, assis sur la table, alluma sa pipe en silence, et tandis que Bart maniait les vêtements de la femme avec de grands gestes doux, il se demandait comment on allait arranger les choses.

— Faudra la mener à High Up dès qu'elle sera remise, — dit-il enfin.

— Nous ne la mènerons pas à High Up.

— Allez donc ! nous ne pouvons pas la garder ici.

— Nous allons la garder ici.

Bart s'était relevé après avoir étendu devant le feu les petits bas reprisés. Il resta immobile, regardant, les sourcils froncés. Il semblait à Caryll qu'il essayait de donner un coup de tête dans une montagne.

— Bien, vous pouvez lui demander demain si elle consent à rester.

— Elle restera, qu'elle le veuille ou non.

— A quoi bon parler ainsi ! Je vous dis que nous la mènerons à High Up.

— Moi, je vous dis que non. — Bart fit un pas, on aurait dit qu'il avait chargé l'atmosphère d'une nouvelle force. — Caryll, je veux cette femme et je vais la garder ici même. Si vous la voulez, je me bats avec vous, ouvertement et loyalement. Si vous ne la voulez pas, à bas les pattes ! Quand un homme est décidé à faire à sa tête, il n'y a pas de place pour un autre dans le voisinage. Compris? Ne dites plus rien, alors.

— Mais vous voulez agir comme une bête sauvage.

— Possible. C'est avec elles que j'ai eu le plus affaire ;

malgré cela, je ne crois pas qu'elles soient si différentes des hommes. Elles ne veulent pas d'obstacle lorsqu'elles courtisent ; un homme n'en accepte pas non plus. Comprenez?

— Certainement, mais les animaux font cela plus gentiment que vous !

— Laissez-moi, je ferai ma cour comme je le voudrai. — Le ton de sa voix fit hérisser les poils du chien. — Je la traiterai comme je le voudrai. Compris? Si vous...

— All right! — dit Caryll devant le poing menaçant. — Rappelez-vous que vous ne me faites pas la cour, eh ! Je ne veux pas avoir la tête écrasée. Et en supposant que vous vouliez en faire votre femme?

— Je vais la prendre comme femme.

— Bon, si vous voulez faire cela, il faudra connaître d'abord ses sentiments. Mon vieux, nous ne sommes plus à l'âge de pierre, ici ! Je ne supporterai pas cela, elle non plus. Vous savez sûrement ce que sont les femmes?

— Pas cette espèce-là.

Les yeux brillants de Bart se baissèrent soudain, ses pieds remuèrent sur le plancher.

— Non, je crois que vous ne la connaissez pas. Je les connais... ou je devine à peu près. Celle-ci est une petite fille innocente, elle vient de quitter le tablier de sa mère dans quelque village d'Angleterre ; elle est aussi bonne que du petit lait, et n'a pas plus de saveur. Dieu sait ce qui l'a amenée ici, je crois qu'il sait aussi que vous aurez à vous faire aimer avant de la garder. Elle doit avoir les dix Commandements cousus dans la doublure de sa robe. J'en suis sûr.

— M'aimer? — dit Bart, timidement.

Il y avait de la moquerie dans le rire de Caryll.

— Mais oui, vous aimer. Pourquoi pas? Vous êtes un beau, rude gars ; je parie qu'elle n'a jamais vu personne de votre taille là où elle était !

— Je n'ai jamais été aimé, excepté d'un chien... et il est mort.

Bart regarda à demi pensif les petits souliers et les bas minces.

— Eh bien, essayez de vous rendre aimable, et il est possible qu'elle aussi elle vous aime.

— Je n'ai jamais été aimé, sauf d'un chien... et il est mort. — Il se retourna soudain, l'âme tourmentée de passion. — Qu'est-ce que j'ai fait pour me faire aimer d'une femme?

— J'y renonce, mon vieux !

Carlyll se roula dans ses couvertures, et se coucha.

— C'est solitaire de vivre ainsi. Quelle solitude. — Bart arpenta la pièce dans l'étreinte d'une grande émotion. — Ça n'est pas juste qu'un homme soit obligé de supporter cela. De tous les animaux que nous trappons, il n'en est pas un seul qui n'ait un compagnon l'attendant quelque part. Pourquoi est-ce qu'un homme vivrait seul tous les jours de sa vie? Il n'y a pas dans les villes de femmes qui se marieraient avec moi ; je n'ai pas les dollars, je n'ai même pas la manière qu'il faut avec elles. Pourquoi vivrais-je toute mon existence si seul ici, entouré de ces montagnes et de ces forêts qui sont si terribles et si vides qu'un homme ne sait que faire de lui-même? Il ne sait pas que faire !

Ses membres énormes tressaillaient; à ses pieds, le chien grognait inquiet. Caryll ne comprit pas plus les forces qui les agitaient tous les deux qu'il n'aurait compris un tremblement de terre.

— Bon ! si vous en avez décidé ainsi, Bart, je vais vous dire que cela prendra trois semaines, en tous cas, avant que nous puissions la sortir. La blessure qu'elle a à la tête, la neige descendant des pics, notre travail et le reste, tout cela prendra au moins trois semaines. Allez-y doucement, et donnez-lui le temps de se retourner : si elle peut vous supporter pendant trois semaines, je parie que vous arriverez à la persuader de vous supporter pour toujours.

— Et vous, que ferez-vous pendant ces trois semaines?

— Ma parole, vous êtes étonnant ! Ce que je ferai? Je sais que je ne resterai pas sur votre chemin.

— Trouvez-vous sur mon chemin, et je vous tuerai. — D'un mouvement soudain, Bart se tint au-dessus de lui comme une menace géante. — Je vous tuerai. Vous avez compris? Vous me connaissez?

— Oui, je vous connais. — Carlyll se tourna sur le côté, ferma les yeux et dit : — Maintenant, en voilà assez.

Il ne dit plus rien, et bientôt après s'endormit.

Mais les dernières lueurs du feu montrèrent une tête hérissée, soutenue sur une main qui sortait des plis de la couverture grise, tandis que deux yeux brillants, à demi sauvages, à demi pensifs, dans l'ombre qui venait et dans le silence, étaient fixés sur la porte fermée, à l'autre bout de la pièce.

II

— Bart !

— Ici, Honey Girl !

— Où sont mes souliers? Ces pantoufles ne me vont pas.

Bart arrêta un ricanement, puis un peu honteux, grogna ; il prit la paire de petits souliers sur l'établi couvert de trappes, de ressorts, de filets et de fils de laiton. Caryll les avait raccommodés, lui les avait noircis et brillamment cirés.

Honey Girl (pour eux elle n'avait pas d'autre nom) était perchée sur le bord de la table, balançant ses pieds dans une immense paire de pantoufles d'homme qu'elle retenait de ses orteils recourbés. Ses vêtements se composaient d'une chemise de Bart qui avait passé par bien des lessives, et d'une longueur de drap trouvé dans un coin : l'éclat du soleil était dans le nimbe de ses cheveux blonds, et sur le velouté frais et anglais de son visage gai. Elle lança d'un coup de pieds les pantoufles à l'autre bout de la pièce en riant tout haut, tandis que Bart se préparait à lui mettre ses souliers, un peu comme on ferre les chevaux, mais avec une douceur étonnante.

Ces trois semaines avaient été pour lui pleines de frayeurs et de soucis. Les premiers jours après l'arrivée de la femme, lui apportèrent l'idée vague d'une initiative sacrée. Elle était alors couchée, effarée et brûlant de fièvre à cause de la blessure lancinante qu'elle avait à la tête. Caryll la soignait avec le naturel de l'habitude, et Bart avec la frayeur que lui causait cette forme blanche et sans force. Puis vint la surprise, qui de consternation se changea en triomphe, lorsqu'ils comprirent que Honey Girl avait totalement oublié son passé après le coup terrible, et qu'il lui fallait recommencer sa vie comme un enfant la commence. Des jours de délire et d'angoisse sui-

virent qui bientôt se calmèrent et devinrent ce qu'ils étaient maintenant.

Honey Girl avait combiné avec une rapidité singulière la simplicité de l'enfant, la réserve naturelle et la subtilité de la femme. Elle avançait déjà, grâce à son instinct, dans une voie que ses protecteurs ne connaissaient point ; et chaque jour en elle se développait quelque chose qui attirait et se dérobait à la fois, qui faisait songer en même temps à l'insaisissable et à l'éternité.

Cette pensée Caryll aurait pu l'exprimer en mots si elle lui était venue; Bart, lui, la subissait dans chacune de ses fibres vivantes ; mais il n'avait pas de mots pour la traduire. Il sentait toujours maintenant l'étrange et énervante sensation de fuite timide et de force virile que donnait la forêt de pins alors que les vents puissants soufflaient, que les cañons retentissaient du rugissement des eaux échappées, et que le soleil versait l'ambre et le vin rouge sur les pics de neige.

Il gardait encore dans le cerveau un souvenir qui le tenait sur ses gardes, c'était cette heure de furie aveugle qui le prit lorsque, armé d'une pelle à neige, il poursuivit Caryll, quand le cri de Honey Girl le fit se jeter chancelant dans les bois où il se maudit lui-même jusqu'à ce que le calme lui fût revenu. Honey Girl ne lui avait pas gardé rancune de cette frayeur.

La femme secoua ses cheveux pendants, comme si elle allait le gronder.

— Bart, vous avez trop serré la ficelle. Six nœuds...

— Le lacet, je suppose que c'est ce que vous voulez dire, Honey Girl.

— Bon, le lacet. Oh ! Bart, est-ce que je n'aurai jamais des mots à moi? Je veux avoir des mots à moi. C'est vraiment terrible de penser que je ne puis savoir que ce que vous me dites de savoir ! Je veux des mots à moi.

— Ne vous faites pas de bile pour cela, Honey Girl !

— Je veux me faire de la bile. Pourquoi pas? Je veux connaître mes mots à moi, et mon nom, et d'où je viens, et tout, tout. Et vous?

— Non.

— Par exemple, j'appelle cela rudement impoli. Savez-vous, Bart, j'ai idée que je n'ai pas toujours parlé comme

vous, ni même comme Caryll. Mais que je sois pendue si je sais à quoi cela ressemblait !

— Votre manière de parler sera toujours la meilleure du monde, tout comme vous êtes ce qu'il y a de meilleur au monde. — Bart se recula tout à coup et continua : — ... Le meilleur, le plus lointain des pics de toutes les chaînes des Montagnes Blanches.

Elle se laissa glisser de la table et surveilla les mains adroites de l'homme maniant les trappes et les ressorts.

— Bart, pourquoi les faire de bois si lourd?

— Le fer casse par la gelée ; les renards et les martres sont des bêtes rudement fortes ; elles ont des cous comme des *mooses*, elles s'échapperaient avec des pièges légers.

— Comme vous savez beaucoup de choses, Bart !

Elle était debout, les yeux levés, ses petites mains nouées derrière son corps fragile, et sa bouche d'enfant aux lèvres rouges, entr'ouverte. Elle était femme en sa forme souple et arrondie, et en ses réticences ; elle était enfant dans son affection et dans l'intérêt franc qu'elle prenait aux choses.

Les yeux de Bart s'assombrirent tandis qu'il la regardait. Il s'était fait couper les cheveux par Caryll; il avait raccommodé ses vêtements, il les lavait chaque semaine ; chaque jour, il se lavait le corps. Malgré lui, il sentait vaguement un frein retenir sa langue et ses mouvements ; vaguement il s'était soumis à quelque chose qui le dominait, qui était là comme les pics de la montagne, qui le poussait en avant comme le vent.

— Il n'y a que trois semaines que vous êtes vivante, Honey Girl, et que vous avez pu apprendre quelque chose. Que savez-vous de plus que moi? Eh?

— Cherchez, — dit-elle, sereine.

— Ah ! voilà justement ce que je ne puis pas faire. Si vous connaissiez à fond ce que vous êtes et ce que nous sommes, vous partiriez vite d'ici, et on ne vous retrouverait jamais.

— Je ne m'en irais pas sans Chimo ; — ses paroles amenèrent le chien rampant à ses pieds. — Ni sans mon écureuil rouge... ni sans Caryll... ni sans vous.

L'homme avait attendu, retenant son souffle ; la fin de la

phrase lui fit monter le sang à la tête. Il ramassa les trappes en murmurant un juron, et les jeta par-dessus son épaule avec un bruit de ferraille. Des fils de laiton dont l'extrémité pendait, se prirent dans les cheveux de la femme ; elle sauta en arrière grondant comme un écureuil ; mais sa colère se fondit en un rire lorsqu'elle vit la frayeur de l'homme.

— On dirait que vous avez peur de moi, — dit-elle d'un air de défi insolent.

— Ça, c'est sûr. — Puis après le rire de joie qu'elle laissa éclater, il ajouta : — C'est rudement drôle, eh?

— Mais oui, vous êtes aussi grand qu'un ours, et vous pourriez me tuer aussi facilement. Je n'ai pas peur de vous, quoique bien plus petite.

— C'est sûr, vous êtes plus petite, mais vous êtes rudement terrible et forte.

Son accent et son air touchèrent en elle une fibre nouvelle. Surprise, ses yeux se fixèrent, se dilatèrent, elle pâlit. Dans un éclair aveuglant qui fit frissonner sa chair, qui lui mit des bourdonnements en tête, la connaissance secrète de son être, de l'amour lui fut révélée, et elle comprit pourquoi un homme regardait une femme comme cet homme venait de la regarder. Inconsciemment, elle porta les mains à la poitrine : ses lèvres s'ouvrirent. L'homme s'avança d'un demi-pas ; mais la flamme rapide qui était dans les yeux de la femme l'arrêta comme, jadis, l'épée avait arrêté Adam.

La tête baissée, les larges épaules secouées, il fit prestement demi-tour, sortit et prit le sentier dont la terre brune était marquée par les empreintes des animaux. Il disparut dans les épais bois de pins ; le chien, marchant sur ses talons, grognait, inquiet. D'étranges forces luttaient avec son maître, chassant de sa bouche des jurons, de longs soupirs et des cris étouffés.

Les senteurs saines des arbres et de la terre qui vivait, enveloppèrent Bart au fur et à mesure que le sentier montait. Là, dans son élément, l'appel de la nature avait sa plus grande force ; il était toujours fort. Il s'éleva autour de lui, il sentit comme si ses veines en étaient martelées. Parmi les bourgeons qui gonflaient, les oiseaux, par couples, s'appelaient. Une biche bondit au bas du sentier, les flancs frisson-

nants, et portant dans les yeux la flamme de la maternité. On entendait le cri d'un renard et la réponse de la renarde, venant d'une caverne où un ours avait hiverné, aux pentes des rochers. Sur la terre, sous la terre, et au-dessus, l'amour et la vie s'agitaient, parlaient et ensemble obéissaient à la loi irrévocable. L'homme entendit tout cela, comme il l'avait chaque jour entendu ; mais il comprit comme jamais il ne l'avait fait auparavant. Il projeta les trappes à terre comme si leur poids avait épaissi le sang des veines de son cou ; puis il se laissa tomber, déchirant la sol de ses grandes mains noueuses. Le chien, assis sur son derrière, le regarda en silence.

Il était tard lorsqu'il revint, la folie de sa passion chassée par la fatigue ; mais la peur de la femme, dix fois plus forte qu'avant, le saisit lorsqu'il souleva le loquet de la porte.

Caryll était seul, à moitié endormi devant le feu. Les soupçons incessants de Bart n'avaient pas encore été confirmés : ils ne le furent pas davantage alors que Caryll, bâillant, le regarda en clignant des yeux.

— Où diable avez-vous été? Honey Girl a mis votre souper sur la table, et est allée se coucher.

— Pourquoi?

— Elle le voulait, probablement. Pensiez-vous qu'elle allait vous attendre pour vous servir?

Son rire cassant arriva jusqu'aux oreilles de la femme, dans la pièce à côté : elle entendit ensuite le pas lourd qui recommença à faire battre son pouls.

Tapie sur le plancher, près de la fenêtre ouverte, le menton dans les mains, ses yeux bleus, yeux d'enfant, regardaient au loin les cimes des sapins, et comme eux s'assombrissaient. De vagues souvenirs filaient des toiles dans son cerveau, des souvenirs gris, de misère, de froid et de solitude. Il y avait des pressentiments plus vagues encore, de choses monstrueuses et informes dès qu'elle tentait de les éclaircir. Elle avait sur les genoux un petit mouchoir de toile grossière, marqué à l'encre F. M. sur un des coins. C'était le seul vestige qu'elle eût du passé ou de l'avenir, tout ce qu'elle possédait de son individualité, le seul lambeau fragile de personnalité qu'elle eût à opposer aux existences profondément striées de ces deux hommes.

De l'autre côté de la cloison, les pas lourds allaient et venaient toujours ; puis le plancher trembla quand Bart se jeta dans ses couvertures, rejetant une fois encore le sang aux joues de la femme.

Elle regarda furtivement la faible silhouette de la petite pièce dénudée; la terre s'écaillait et tombait des interstices des troncs d'arbres, ronds et jaunes qui formaient les murs; les deux cadres grossiers contre la cloison avaient des lignes raides et laides à voir. Sauf les fleurs de printemps cueillies un peu partout et placées dans des bouteilles noires dont on avait cassé le goulot, elle ne possédait rien de ces jolies choses qu'ont les jeunes filles pour orner leur chambre. Mais c'était son domaine à elle, un domaine que personne n'avait violé depuis qu'elle avait pu le nettoyer elle-même et le tenir en ordre. Une fois encore, elle cacha sa figure dans ses mains ; le grand regard brûlant semblait l'atteindre au travers de la cloison.

Elle avait voulu parler de ce regard à Caryll, mais son instinct le lui avait défendu. Caryll ne l'avait jamais traitée comme le faisait Bart ; il la taquinait, la rudoyait, l'embrassait, jouait avec elle ; et il n'y avait pas plus d'intimité dans ses manières que dans celles de Chimo.

C'est l'autre homme qui avait brisé la glace au travers de laquelle elle avait vu de si sombres choses. Maintenant, dans le nouveau flot de lumière qui l'avait frappée, elle avait remarqué que Caryll ne se montrait jamais familier en présence de Bart ; Bart, lui, ne l'était jamais, à aucun moment. Il l'avait dit lui-même, il avait peur d'elle : avait-il peur lorsqu'il avait un tel regard?

Elle se leva soudain, tenant ses bras au-dessus de sa tête, comme pour chasser quelque influence trop puissante. Mais cette nouvelle force de personnalité, cette intensité d'atmosphère qui environnait l'homme, la tinrent éveillée toute la nuit. Elle se leva, les joues pâles et les paupières gonflées, lorsqu'elle entendit Caryll casser le bois pour le feu du matin.

Bart avala vite son déjeuner sans dire un mot, et s'en alla aussitôt. Le bavardage de Honey Girl était forcé. Caryll qui était assez vif de compréhension et, malgré son égoïsme,

qui voulait garder la femme tant qu'elle l'amusait et le servait, devina qu'il y avait une crise, lorsque Honey Girl prit la cruche, alla à la source, lui laissant le soin de balayer le plancher.

D'instinct, Honey Girl songea à la fuite quand elle vit la profondeur ensoleillée des cañons au fond desquels couraient et fuyaient les rivières. Vivement, et sans plus raisonner qu'un oiseau, elle revint à la cabine.

Caryll la rencontra à la porte, et la surveilla des yeux.

— Alors ! petite, — dit-il en poussant une main sur son épaule.

Elle repoussa la main et passa devant lui, claquant la porte intérieure derrière elle.

— Qu'est-ce qu'il y a, Honey Girl? Qui est-ce qui vous a mordu, eh?

Un va-et-vient s'entendait dans la chambre de la femme.

— Honey Girl, allez-vous sortir?

— Sais pas, — dit une voix étouffée.

— Quand le saurez-vous?

— Sais pas.

— Sortez tout de suite, alors, je vous le dirai.

La porte s'ouvrit comme à regret, et Honey Girl se tint debout sur le seuil. Le bonnet d'hermines parfaites que Caryll lui avait confectionné était sur sa tête blonde, et le manteau de peaux de daim que Bart lui avait cousu enveloppait son corps mince. Son mouchoir, son arbre généalogique et son passeport à la fois, était encore dans sa main. Sous le regard de Caryll, elle le roula plus petit et le cacha dans son sein.

— Je m'en vais, — dit-elle défiante et tremblante.

— Bon ! si vous le voulez !

Il lui prit la main, la caressa, tandis qu'une étincelle drôle lui passait dans les yeux.

— Et où, petite?

— Je ne sais pas.

Ses lèvres se relevaient comme si les larmes étaient prêtes à couler.

— Venez, nous allons en causer. Bart vous a ennuyé, eh? Ou est-ce que l'écureuil rouge est tombé malade?

— Je veux... je ne veux pas... Caryll, vous ne pourriez pas comprendre.

Elle se retourna, sans voir, tandis que les sanglots montaient en elle. Alors, les bras de l'homme se refermèrent sur elle, et elle pleura contre son épaule comme un enfant. Elle sentit dans ses cheveux des baisers, sans passion ; et dans la voix elle reconnut une nuance de rire.

— All right! petite, c'est moi qui console, eh?

— Je veux... Je veux quelqu'un.

— Vous voulez... tenez, regardez... — Il l'attira sur son genou, sur une chaise près de la fenêtre et la laissa pleurer. — Avez-vous soupé de Bart? eh? Je crois qu'il y a un remède à cela. Nous le flanquerons dans un cañon, eh ? Relevez la tête; vous êtes trop douce et trop jolie pour fondre comme cela.

Il la calma avec toute la ruse et l'adresse qu'il possédait ; croyant à sa sincérité, ne soupçonnant aucune force dans ses paroles ni dans ses caresses, elle laissa gémir son cœur vers lui comme elle l'aurait fait avec une femme.

Un peu plus tard, Bart descendant le sentier raide, parmi les pins, aperçut au travers du cadre de la fenêtre les deux têtes blondes l'une contre l'autre, et le bras de Caryll autour de la femme. Bart ne parla pas, ne regarda pas une seconde fois. Il quitta le sentier et s'assit dans un bouquet d'arbres. Bientôt, Caryll viendrait pour chercher les poneys entravés dont on entendait par intervalles les clochettes, tandis qu'ils paissaient sur les crêtes. Caryll ne tarderait pas, et alors Bart serait prêt à le rencontrer.

Il ne sut jamais combien de temps il attendit, combien de temps Chimo, couché près de lui, le regarda dans la figure, de ses yeux pleins de sagesse. Les ombres s'étaient allongées, puis avaient viré dans l'autre direction ; le son clair des clochettes se leva plus distinct dans l'air vif de la soirée. C'est alors que Caryll remonta le sentier en sifflant.

L'aboiement du chien attira Honey Girl qui s'élança, évitant les trous et les racines. Les deux hommes roulaient à terre, mais Bart avait l'avantage, et la figure de Caryll devenait noire sous l'étreinte qui tenait sa gorge. Honey Girl

se jeta aussitôt dans la lutte, tirant et poussant de ses mains faibles et sans rudesse.

— Bart ! lâchez-le, — dit-elle en haletant, — lâchez-le ou je vous griffe.

La force et la furie d'une légion de démons possédaient Bart ; son bras fit un mouvement pour la frapper, mais elle évita le coup, et sa jolie figure s'approcha du visage sauvage de Bart.

— Lâchez-le ! Comment osez-vous?... Lâchez-le, vous dis-je !

Il y avait comme un fouet dans les yeux et dans la voix de la femme ; il hésita, elle mit ses mains sur les siennes. Il relâcha son étreinte, et Caryll retomba en arrière sur le sol.

— Ramassez-le, et portez-le à la cabine, — commanda-t-elle.

Il obéit, les genoux tremblants, les yeux aveuglés ; il obéit aussi quand elle lui demanda d'aller chercher de l'eau pour baigner la gorge noircie et gonflée de Caryll. Puis, lorsque celui-ci fut couché, gémissant et à demi inconscient dans le cadre qui la nuit précédente avait été celui de Honey Girl, elle ferma doucement la porte derrière elle, et alla retrouver Bart qui l'attendait.

La furie de l'homme primitif changée en folie pendant ces longues heures sur le bord du sentier, grondait encore en lui, quoiqu'il se sentît pour le moment dompté par la passion de la femme.

Une terreur de petite fille l'avait prise et l'avait glacée tandis qu'elle suivait le grand corps qui se balançait en descendant le sentier. Il avait porté Caryll comme une femme porte un enfant. Elle avait senti la tête lui tourner, et elle s'était presque évanouie en lavant les marques de ces grands doigts sur le cou blanc de Caryll et en essuyant le sang qui sortait de la bouche. Mais il y avait en elle une force qui la soutint dans cet instant, lorsqu'elle se vit face à face avec cette ombre géante qui se dessinait dans le crépuscule, cette tête à cheveux hérissés, ces yeux brûlants sous leurs lourds sourcils, ce visage au large front, hâlé par le vent.

— Pourquoi avez-vous fait cela ? — demanda-t-elle d'une voix ferme.

— Je l'ai vu... lui... avec vous. Je lui ai dit que je le tuerai

pour cela! — Ses mains s'ouvraient et se refermaient. — Je le tuerai...

— Pourquoi?

— Il le sait... vous aussi, vous le savez. — Il jeta sa tête en avant. — C'est la première fois qu'il vous embrassait, eh?

— Non... mais... — Elle se sentit tremblante. — Bart, vous ne voulez pas vous mettre en colère contre moi?

— En colère? — Son rire court la fit reculer. — Je l'ai prévenu, Caryll, dès la première nuit. Je le lui ai dit...

— Quoi?

— Que je... — Les mots semblaient sortir d'un volcan. — Je lui ai dit que jamais je ne laisserais un autre homme que moi... vous avoir. Je le lui ai dit quand vous êtes arrivée. J'avais entendu votre cri même avant le chien... et je savais...

Il fit un pas en avant, puis saisissant le bras de la femme dans une chaude étreinte : — Vous laissez Caryll vous embrasser... et vous tenir. Caryll ! Savez-vous ce qu'il est? Vous figurez-vous qu'il vous aime? ce paquet mou d'égoïsme? Croyez-vous que je vais le laisser vous toucher... vous, la femme que j'ai choisie?...

Il était encore à demi ivre de passion ; il l'attira plus près de lui, elle le fixa, blanche jusqu'aux lèvres, et calme du calme du désespoir. Sous la table, le chien, couché le nez sur les pattes, regarda.

— Alors, Bart, que voulez-vous?

— Ce que je veux? Vous, pardi ! Vous embrasser et vous tenir comme il l'a fait... le...

— Allez-vous le faire?...

— Le faire?

— Vous auriez pu tuer Caryll, pourquoi ne l'avez-vous pas fait? Vous pouvez m'embrasser maintenant, pourquoi ne m'embrassez-vous pas?

Son instinct parlait et lui faisait tenir les yeux sur lui. Elle ignorait autant les forces qui étaient en lui que celles qui se mouvaient en elle ; mais elle l'attendit sans un tremblement sur la figure que le sentiment de la femme avait soudain fait pâlir.

— Je puis le faire... je puis faire de vous ce que je veux. Vous m'avez fait peur ; j'ai senti que vous m'étiez si... chère,

je ne pouvais pas bien vous regarder. Et vous avez laissé ce type vous tracasser. Je puis vous embrasser... je vais le faire...

Son regard n'avait plus le pouvoir de faire monter le sang au visage de la femme : elle ne résista pas tandis qu'il l'attirait à lui. Mais devant ses yeux, il faiblit soudain, et la lâcha en étouffant un juron.

— A quoi cela sert-il? A quoi bon? Je vous aime : ce n'est pas ainsi que je vous veux. Vous prendre, non, ce n'est pas cela. Je ne puis pas prendre ce que vous avez donné à Carill.

Sa voix était rauque de souffrance, il se détourna, chancelant, comme s'il avait chargé sur ses épaules toutes les ombres qui s'étaient levées autour de lui.

— J'ai pensé tout le temps... à quoi cela ressemblerait de vous embrasser... et de mettre mes bras autour de vous. Maintenant, je ne puis pas le faire... Je puis faire de vous ce que je veux... et... — Il tourna de nouveau sur lui-même, déchiré et tremblant par ce qui le torturait. — Ne pouvez-vous pas parler? Pourquoi rester ainsi comme une chose morte? Je vous aime. Je tuerai Caryll avant qu'il ne puisse vous toucher. Ne pouvez-vous pas parler?

— Pourquoi ne l'avez-vous pas tué?

— Si vous n'aviez pas mis vos mains sur moi...

— Bart, je... je... — Elle joignit les paumes de ses mains. — J'avais peur... et Caryll était bon pour moi. Je me rappelle, vous m'avez parlé de sœurs et de mères... je voulais une mère... quelqu'un... et Caryll... il était quelque chose comme cela...

— Caryll ! vous pensiez qu'il allait agir comme une mère envers vous, vous pensiez cela? Mon âme !

Il se rapprocha, ses yeux profonds étaient en feu, ses grands membres tremblaient.

— Honey Girl, comment croyez-vous que j'agirais avec vous?

— Je sais, je...

Elle sentit de nouveau son visage brûler sous son regard, mais elle ne baissa pas les yeux. Immobiles et tremblants, ils se tenaient tous deux sur le bord de l'inconnu : on n'entendait que la respiration irrégulière de l'homme; et lorsque

le chien posa en gémissant son museau sur le pied de la femme, Bart tomba en avant embrassant ses genoux.

— Jamais je ne vous toucherais... que Dieu m'en garde !

Elle glissa à terre près de lui, en sanglotant, mit ses bras autour de la tête rude, la berçant contre son sein, comme une femme berce son enfant.

Elle laissa entendre des petits gémissements inarticulés, comme ceux de l'homme. Mais la parole était venue auparavant, alors que leurs deux âmes primitives s'étaient réveillées et s'étaient répondues l'une à l'autre, comme les autres créatures du désert répondent et aiment.

G.-B. LANCASTER

(TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR PAUL WENZ)

PROFILS DE CONSPIRATEURS

DE L'AN VIII

DUPERON ET LA CONSPIRATION ANGLAISE

Lorsque le Premier Consul fit paraître au *Moniteur* du 7 nivôse an VIII les décrets par lesquels la liberté religieuse était rendue à la France, les lois sur l'emprunt forcé et sur les otages abrogées, l'amnistie pleine et entière donnée aux insurgés et l'exercice des droits du citoyen reconnu à tous les Français sans restriction, il pensa peut-être ramener rapidement l'apaisement et désarmer les conspirateurs, mais s'il eut cette illusion, il ne la conserva pas longtemps.

Par le même organe officiel, son gouvernement déclarait qu'il n'y avait pas, « qu'il ne voyait pas de factions et que la sienne était composée de tous les bons Français ». Un mois ne s'était pas écoulé que l'armistice avec les insurgés de la Vendée et de la Loire prenait fin le 1er pluviôse (21 janvier 1800). Après l'échec de cette célèbre et mystérieuse entrevue qu'il avait eue avec d'Andigné au Luxembourg, Bonaparte avait pu saisir sur le vif le désaccord fondamental qui écartait tout espoir de pacification avec les royalistes de l'Ouest et s'était résigné à une offensive vigoureuse. Les insurgés de Bretagne

et de Normandie relevèrent le gant, et Frotté répondit au Premier Consul par un violent factum.

A Paris, la reprise subite des hostilités eut un contre-coup immédiat. L'on vit se reformer comme par enchantement le faisceau touffu des conspirations que l'on eût pu croire éteintes depuis la chute du Directoire. Sous la direction d'Hyde de Neuville et du chevalier de Coigny, elles se coordonnèrent et se soumirent à une certaine discipline, tout intérieure, car pour la police consulaire l'affiliation resta longtemps inconnue et les éléments insurrectionnels n'apparaissaient que disjoints et sans relations entre eux. A cette époque, Paris contenait d'innombrables partisans de la royauté : émigrés rentrés sans autorisation, chouans réfugiés, gentilshommes ruinés par la révolution, personnages de toute origine sociale que l'échec des espérances royalistes et l'installation définitive du consulat avaient déçus. Il ne fut pas difficile aux mandataires des princes de faire parmi ces hommes un choix suffisamment judicieux pour qu'il restât secret et qu'il n'y eût pas de trahison, de grouper les adhérents autour d'une agence, et de nouer les fils d'un vaste complot qui porte dans les feuilles de police et dans les dossiers d'instruction le nom de *Conspiration anglaise* parce que le ministère anglais servait de banquier aux conspirateurs et leur avançait les fonds nécessaires à leurs opérations.

Comme ils ne pouvaient pas susciter un soulèvement populaire, les conjurés songeaient déjà à enlever le Premier Consul, mais en attendant que ce projet fût mis au point, comme il le fut plus tard par Georges, ils entamèrent une véritable guerre d'escarmouches dans le dessein de rendre le gouvernement consulaire impossible, pour commencer à appliquer le précepte donné par D'Avaray au nom du roi : « Jules (Bonaparte) ne veut-il pas servir, il faut travailler à l'abattre. »

Dès lors, les manifestations de toute nature se produisent avec une fréquence ininterrompue : un matin, aux halles, deux mille brochures sont jetées dans les baquets des marchandes de poisson ; le soir des libelles sont distribués aux portes des théâtres. La plus audacieuse de ces démonstrations est demeurée célèbre : le 1er pluviôse (21 janvier), jour anniversaire de la mort de Louis XVI, Paris, à son réveil, eut la stupé-

faction de voir le portique de l'église de la Madeleine — encore inachevée — tendu de draperies de deuil sur lesquelles était affiché le testament de Louis XVI avec une proclamation du comte d'Artois. Une apposition du même genre faite aux portes de Saint-Jacques-la-Boucherie ne put être retirée qu'après une violente bagarre. Hyde de Neuville, le principal auteur de cette funèbre profession de foi, constate, dans ses mémoires, que l'effet fut considérable ; on disait : « Ceux qui ont fait cela n'ont pas peur, le corps de garde ne les a pas intimidés, Louis XVIII leur doit la croix de Saint-Louis [1]. » Cependant la police désemparée crut, ou feignit de croire que les tentures noires avaient été arborées par le parti jacobin pour dépister les recherches qui, d'ailleurs, n'aboutirent pas.

Dès cette époque, Hyde de Neuville avait été mis en surveillance, non comme chef de l'agence royaliste, mais uniquement comme l'un des personnages importants du parti : il ne paraît pas que cette surveillance ait donné de résultat puisque un mois et demi après le pavoisement de la Madeleine, le 21 ventôse (19 mars), la police n'avait pu le trouver et s'était bornée à recueillir « le fidèle signalement de deux ex-comtes agents directs à Paris pour Louis XVIII dont l'un des deux doit être Hyde ».

L'un des deux personnages est « de la taille de cinq pieds... ses cheveux sont coupés à la Titus ; il porte néanmoins, quelquefois, une perruque à queue et poudrée. Ses yeux sont bleus, ses dents belles et ses nageoires très fournies ; il déjeune à la fourchette assez fréquemment au « caffé Hardy » sur le boulevard Italien, entre les rues Taitbout et Cerutti. Il parle tantôt français tantôt allemand, étant presque toujours accompagné de son ami. Ce dernier est de la même taille ; ses cheveux sont châtains, sa bouche petite, et ses yeux grands; il se voûte un peu : il fait usage de bésicles et porte des anneaux octogones d'or à ses oreilles... Il est à remarquer que le premier fait usage de tabac et que sa boîte est d'écaille noire très plate, ronde, au milieu de laquelle est un médaillon dont le fond est un chiffre en or. Le deuxième porte à sa chemise une épingle dont le sujet est un œil entouré de brillants. Ils fréquentent

1. Hyde de Neuville. *Mémoires*, t. I, p. 294.

beaucoup le théâtre Favart et celui de Faideau (*sic*), mais il est rare qu'ils y restent jusqu'à la fin du spectacle. Tous deux fréquentent aussi les maisons de jeu, mais ils n'y font chaque fois qu'une courte séance et ne jouent que de l'or. »

Ces deux signalements qui donnent, comme une vieille gravure de mode, la silhouette de deux suspects de l'an VIII, ne se rapportent aucunement, comme le désirait le policier qui les transmettait, à celui d'Hyde de Neuville. A cette époque, l'ambassadeur de la restauration était « mince de corps et se tenait droit ». Ses cheveux longs étaient poudrés ; âgé de vingt-cinq ans, il paraissait beaucoup plus jeune qu'il n'était. D'allure svelte et la taille bien prise dans une redingote à plusieurs collets qu'il portait par-dessus un habit de drap bleu, son apparence délicate et mondaine n'indiquait pas combien il était robuste et combatif. Tel était l'homme qui se cachait sous le nom de *Paul Berry*, et c'est ainsi que le montre une jolie miniature de Dubois reproduite en tête de ses mémoires.

Quoique particulièrement recommandé aux agents de la police secrète par Fouché qui le connaissait personnellement de longue date, il était insaisissable. Il se tenait d'ailleurs sur ses gardes, avec d'autant plus de facilité qu'on l'avisait quotidiennement de ce qui se passait au ministère de la police et dans le cabinet même du ministre. « Nous connaissions d'avance, dit-il, les mandats d'arrêt qui devaient être lancés contre les nôtres. » Assuré d'échapper à tous les dangers pressants, il continuait avec l'aide du chevalier de Coigny à diriger l'agence royaliste et à publier une feuille secrète, l'*Invisible*, qui circulait dans toute la France sans que le gouvernement pût l'en empêcher.

Cette situation aurait pu se prolonger longtemps encore sans une circonstance fortuite qui fit découvrir l'agence et saisir tous ses papiers. Hyde de Neuville, alors à Londres, y apprit cette nouvelle qui fut « un coup de foudre » pour lui. Dans un chapitre de ses curieux mémoires auxquels il faut sans cesse revenir quand on veut connaître l'agitation royaliste de cette époque, il conte par le menu comment se fit cette découverte [1]. Avant de quitter Paris, il avait confié à un

1. Hyde de Neuville. *Mémoires*, t. I, p. 284 et suiv.

vieil abbé nommé Godard, « homme d'esprit et d'honneur » mais « d'une incroyable légèreté », le « grand chiffre » et les papiers principaux de l'agence avec la mission de les porter dès le lendemain à Livry chez la comtesse de Damas, qui avait accepté de les prendre en garde. L'imprudent abbé n'en fit rien : loin de là, il s'avisa de colporter un libelle écrit contre le Premier Consul, pamphlet assez violent de Michaud intitulé *les Adieux de Bonaparte*, qu'Hyde qualifie de « brochure aussi spirituelle que logique », et de le distribuer dans la rue aux passants. Un policier le surprit dans cet exercice qui lui sembla mériter assez d'intérêt pour qu'il suivît l'abbé sans l'arrêter, jusque chez une dame Anne Louise Jeannin, veuve Mercier, chez laquelle se trouvait le siège de l'agence dont les mystères furent ainsi mis au jour.

Cet événement fit de suite sur l'opinion une grande impression que le gouvernement contribua à augmenter à dessein en donnant le plus de publicité possible à la découverte des papiers saisis. Le Premier Consul, par décision prise en Conseil d'État le 13 floréal, nomme les citoyens Chaptal, Emmery, Brune et Champagny pour examiner la « correspondance du comité anglais depuis lontemps établi à Paris », et dès le lendemain toutes les pièces sont remises aux conseillers d'État désignés par le citoyen Pierre Fardel, juge de paix de la division de la Halle aux blés, attaché au ministère de la police générale. Cinq mois après, les documents principaux sont édités par ordre du gouvernement par l'imprimerie de la République [1].

La trouvaille était d'importance : elle comprenait en premier lieu un grand nombre de lettres postérieures au 18 Brumaire, écrites en grande partie par Hyde à Dutheil, l'agent des princes à Londres. La plus longue et la plus intéressante de ces lettres est adressée directement au comte d'Artois. Cette correspondance avait trait à l'entrevue de d'Andigné et de Hyde avec le Premier Consul, à la reprise des hostilités dans l'Ouest, aux manifestations et aux opérations possibles à Paris, et surtout à un plan pour l'occupation par les conjurés

1. *Conspiration anglaise*, petit in-8°. Imprimerie de la République, an IX, Brumaire. Il y est indiqué (p. 10) que le citoyen Brune a été chargé d'un commandement qui l'a empêché de suivre les opérations de la commission.

du pont de Brest, projet qui paraît avoir été fort à cœur aux royalistes. La lecture en était rendue possible par la découverte du chiffre et d'une longue liste indiquant les personnalités qui étaient cachées sous des noms supposés. Hyde de Neuville y portait le nom de Paul Berry; le roi se nommait Adrien, le comte d'Artois : Honoré, et Bonaparte : Félix, Baltazar ou le fils de Marguerite [1].

***

Les papiers saisis chez la citoyenne Mercier contenaient en outre deux mémoires très suggestifs intitulés, l'un *Établissement de la contre-police*, et l'autre *Service de la contre-police*, signés tous deux par un nommé Marchand. Ces deux mémoires dévoilaient toute une administration secrète fort adroite et faisaient comprendre comment les *observateurs*, c'était ainsi que l'on appelait à cette époque les agents de la haute police, n'avaient jamais pu mettre la main sur les conspirateurs. Le ministère de la police parvint rapidement à identifier ce Marchand avec un citoyen Duperon [2] qui avait adressé, six mois avant, une pétition au ministre des Relations extérieures pour demander un emploi. Les mémoires et la pétition étaient de la même écriture, et le doute était d'autant moins permis que Duperon était subitement devenu introuvable. Un mandat d'arrêt lancé immédiatement, établit que la veuve Mercier est arrêtée et mise au Temple et que Duperon ainsi que les abbés Godard, Ratel, et autres inculpés sont en fuite [3].

Dans sa pétition aux Relations extérieures, Duperon se présente lui-même d'une manière assez avantageuse, mais qui ne paraît pas avoir été contestée. Il déclare qu'il avait été élevé pour la carrière diplomatique, qu'après avoir terminé ses études à l'Université d'Heidelberg, il avait parcouru une grande partie de l'Europe, qu'il savait cinq langues vivantes, qu'il avait été chargé sous le ministère de Lebrun de découvrir les mouvements des armées ennemies et de pressentir les dispo-

1. *Conspiration anglaise*, p. 43.

2. Dans la *Conspiration anglaise* ce nom est orthographié Duperou : aux Archives nationales, on trouve tantôt l'orthographe Duperou et tantôt Duperon, Duperron ou Dupeyron, mais les lettres autographes sont signées Duperon.

3. Archives nationales, F⁷ 6245.

sitions politiques des États de l'Empire. Il est certain que son père qui avait été commissaire des guerres lui avait fait donner une bonne instruction, poussée jusqu'aux humanités si l'on en juge par les nombreuses citations latines qui émaillent sa correspondance.

C'était, en tous cas, un adroit personnage : Hyde de Neuville ne tarit pas d'éloges sur son compte. Il lui avait été indiqué par le comité de Londres avec lequel Dupéron était déjà en correspondance. Il écrit à Dutheil, le principal agent royaliste en Angleterre : « Nous avons été effectivement très satisfaits de nous lier avec le jeune Marchand, homme très intelligent et dévoué. Je me suis arrangé avec lui pour qu'il se mît à la tête de notre police et vous verrez, par l'extrait de ses rapports, qu'il remplit parfaitement cet important ministère [1]. Plus tard, lors de la rédaction de ses mémoires, Hyde répéta : « M. Duperon (Marchand) s'acquitta de sa mission avec une ponctualité et une adresse étonnantes si l'on songe aux difficultés qu'il avait à vaincre [2]. »

L'on voit dès lors quelle était la composition de l'agence royaliste de Paris en l'an VIII. A sa tête se trouve le chevalier de Coigny, mandataire officiel des princes sous le pseudonyme longtemps obscur de Dubois, et dont la *Conspiration anglaise* dit que c'est « un personnage mystérieux plus important qui a des pouvoirs, au nom de qui Paul Berry écrit, dont il semble souvent ne faire qu'exécuter les ordres, mais qui en aucun cas ne paraît agir personnellement [3] ». En réalité, l'agence repose entièrement sur Hyde et sur Duperon. Un autre agent, *Ferrand* dit *Durocher*, dit *Jason*, qui n'était autre que le littérateur Fievée, se chargeait de faire des voyages de Paris à Londres et de Londres à Paris et d'apporter des fonds [4]. En outre il avait été formé une petite troupe, secrètement enrégimentée et armée, qu'Hyde avait placée, sur la désignation du comte d'Artois, sous les ordres de l'un des

1. 25 nivôse. *Conspiration anglaise*, p. 84.

2. Hyde de Neuville. *Mémoires*, t. I, p. 284.

3. *Conspiration anglaise*, p. 1.

4. Noms des individus figurant dans la *Correspondance anglaise*. Archives nationales, F 7 6245.

officiers de la bande Frotté, le chevalier de Margadel[1], qui portait le nom de Joubert et fut arrêté et fusillé le 28 frimaire an IX (19 décembre 1800).

Il est aisé de comprendre l'importance du rôle de Duperon dans les rouages de cette organisation clandestine. Pour assurer ses services à la cause royaliste, il avait su se ménager des intelligences dans les ministères et au bureau central de la police ; cela lui était rendu facile par ses fonctions antérieures. En parlant de lui-même dans le mémoire intitulé : *Établissement de la contre-police*, il écrit : « Marchand est en état de bien remplir un service qui lui est d'autant plus familier qu'il a déjà eu la direction secrète de la police de Paris dans le temps que la Gironde luttait contre Pache et la Commune. » Il était en rapport par un ami commun avec du Terrage, le secrétaire particulier de Fouché, et devait obtenir par ce canal des renseignements fort utiles[2]. Il devait d'ailleurs, ainsi qu'il est d'usage chez ceux qui se livrent à l'espionnage, amorcer les confidences en donnant de menues indications sur les agissements des royalistes, et figurer sur la liste des observateurs de Fouché. Une fiche d'un dossier criminel contre un royaliste en fuite l'indique nettement : « J'imagine, est-il écrit, que Duperon ne dit des noms et ne s'ouvre sur les individus que quand il les croit ou les a fait mettre en sûreté : on n'a encore pu avoir un seul de ceux qu'il a désignés.[3] »

Les règles relatives au service de contre-police organisé par Duperon sont rédigées par lui d'une manière très remarquable par sa netteté et témoignent d'un esprit délié et fort averti[4]. La constitution d'une contre-police exige en premier

1. « Nous prions Son Altesse de vouloir bien nous faire parvenir un ordre pour que M. le chevalier de Margadel, employé sous les ordres de M. Frotté, reste auprès de nous à Paris où il est maintenant chargé du commandement d'une petite armée que nous y organisons et dont l'utilité est trop majeure pour que ce commandement ne soit pas confié à un homme dévoué et éprouvé. » 23 nivôse an VIII. Lettre d'Hyde de Neuville au comte d'Artois (Honoré). *Conspiration anglaise*, p. 82. L'infortuné chevalier de Margadel fut le seul qui paya de la tête ses entreprises royalistes, plutôt comme complice de Frotté que comme conspirateur parisien.

2. *Conspiration anglaise*, p. 22.

3. Archives nationales. Dossier Leroux, F⁷ 6251.

4. *Id.*, F⁷ 6247. Ces notes autographes sur papier bleuté petit format ont été recopiées avec soin sur des in-folio pour le dossier de police.

lieu, suivant lui, la connaissance parfaite des règles de la vraie police ; il convient donc de s'en approprier les secrets et pour cela, d'obtenir tous les jours les rapports au bureau central. Il faut ensuite connaître les dénonciations qui seraient faites contre les royalistes, et surtout être instruit à temps de tous les mandats d'arrêt qui seraient lancés contre des personnes attachées à la cause.

Pour arriver à ce résultat, il ne faut pas se contenter des renseignements transmis par les amis que l'on a dans les différents bureaux, mais en outre faire suivre les individus dont on transmettra la liste à M. Marchand — c'est-à-dire les observateurs de la police —; indiquer leurs lieux de refuge, recueillir le mot d'ordre de leur troupe et enfin recourir à des mesures extraordinaires et violentes contre les individus qui, jouant le rôle de double espion, trahiraient la cause française et royale. Il est nécessaire que les agents du roi aient des retraites où se trouveront des dépôts de costumes de rechange et qu'ils soient constamment sur leurs gardes : ils devront employer des signes de ralliement pour se reconnaître sous leurs divers déguisements.

Pour mettre sur pied sa contre-police comme il l'entendait, Duperon demandait deux cents louis par mois. Cette dépense parut excessive aux chefs royalistes malgré les réclamations de M. Marchand qui déclarait que

d'après le plan économique que l'on avait adopté provisoirement, il ne pouvait ni tenir de vedette à l'état-major, ni organiser une petite poste, mais en attendant qu'on pût faire mieux, il garantissait les principaux avantages qu'il avait promis.

Quelque pénétrant qu'ait été M. Marchand, la lésinerie dont firent preuve à son égard les directeurs de l'agence fut cause qu'il ne put prévoir tous les événements, et leur attira, un jour qu'ils lui avaient fait des reproches, une vive réplique.

On a encore arrêté un des nôtres, comment se fait-il qu'on n'en soit point instruit? Telle est la question que vous me faites. La meilleure réponse consisterait à vous en faire une autre. Comment se fait-il que la police républicaine ayant trois cents mouchards à ses ordres et près de six millions à sa disposition ne puisse réussir à découvrir les principaux anneaux de la chaîne royaliste? Comment se fait-il

qu'elle ne puisse arrêter que des individus subalternes, et cela malgré les indiscrétions auxquelles les hommes de notre parti s'abandonnent journellement ?... Croyez-vous bonnement, que c'est avec quatre-vingts louis d'or par mois que je suis à même de pénétrer dans l'intérieur de l'antre de Polyphème. C'eût été une folie à moi de vous le promettre, c'eût été une duperie à vous de le croire [1].

Quatre-vingts louis au lieu de deux cents c'est une différence ! et Duperon continue amèrement sa plainte : ah ! si on avait mis à sa disposition la somme demandée, il aurait pu sinon prévenir toutes les arrestations du moins en empêcher la plus grande partie ! il aurait pu avoir des hommes à lui dans les six grandes polices de Paris !

Il est certain qu'en voyant ce que ce diable d'homme parvenait à faire avec ses quatre-vingts louis, il faut convenir que les royalistes avaient mis la main sur un agent de premier ordre. Du 12 nivôse au 18 ventôse an VIII (2 janvier au 9 mars 1800), il parvint à soustraire aux poursuites deux cent trente individus, parmi lesquels le rapport des conseillers d'État cite — avec une sorte de sympathie pour l'habileté de Duperon — un M. Damejean qui passait, à tort d'ailleurs, pour être le principal agent de Louis XVIII, le marquis de l'Épinay [2] qui se cachait sous le nom de *Compiègne*, et surtout un certain M. Moucher de Mallebranche que la police parut particulièrement ennuyée de n'avoir pu arrêter. Ce dernier était un partisan très riche, propriétaire d'une maison sise boulevard Caumartin et qui habitait au faubourg Saint-Honoré tantôt l'hôtel de Duras, tantôt l'hôtel de Damas qui lui appartenaient. Il dépensait beaucoup pour la cause royale, et ses trois maisons servaient de lieux de réunion et de refuge à des émigrés ainsi qu'aux contre-révolutionnaires les plus décidés.

Mais c'est quand il s'agit du chevalier de Coigny, d'Hyde de Neuville ou de Fievée que M. Marchand multiplie les avis et les rapports. C'est ainsi qu'il sait que des dénonciations ont

1. *Conspiration anglaise*, p. 24.

2. « Quant au marquis d'Épinay dont le père est à Orléans, ce soir j'aurai une note détaillée à son égard et, dans tous les cas, je serai instruit à temps du mandat qui sera lancé demain ou après-demain au plus tard : il faut qu'il se cache. » Rapport du 20 nivôse (10 janvier). (Archives nationales, F⁷ 6247.)

été faites contre Hyde, fondées sur ce qu'il avait tenu dans un bal les propos les plus contre-révolutionnaires ; il avertit aussitôt que des indiscrétions ont été commises par des femmes, et que, bien que l'affaire n'ait pas eu de suite, il est indispensable d'user à l'avenir de plus de réserve. Dès que l'orage gronde, dès que l'un ou l'autre est mis en surveillance, il les avertit à temps. S'ils sont surveillés, c'est en qualité de royalistes : personne jusqu'à la découverte des papiers n'a connu les conspirateurs ni soupçonné qu'ils se cachaient sous les noms de Dubois, de Paul Berry et de Durocher dit aussi Ferrand [1].

Ce n'était pas seulement par des avis individuels que M. Marchand protégeait ses amis, mais en leur indiquant les espions dont ils étaient entourés.

Les amis de la cause française doivent se défier de..., il est attaché à la police pour espionner la conduite des nobles... La baronne de... est aux dépenses secrètes et fréquente les meilleures sociétés... Madame de M... reçoit tous les jours la grande société et rapporte à la police jusqu'aux moindres détails : cette femme a un équipage au compte du gouvernement [2].

C'est dans ce style que sont formulées les nombreuses notes consignées dans ses bulletins. Dans son rapport du 24 nivôse (14 janvier) il fait mieux ; il passe, écrit-il,

une liste de mouchards de haute volée que j'ai extraite de ma liste générale, celle-ci n'étant point encore réduite en ordre alphabétique. J'ai pensé qu'il vous importait de connaître les êtres les plus dangereux.

Ce répertoire alphabétique s'est trouvé dans les papiers saisis [3], et une note de la comptabilité de l'agence établit

1. Fievée habitait rue de Chabannais. Duperon dans son rapport du 22 nivôse charge Hyde « de prévenir le brave Durocher que la rue Chabannais contient des mouchards ». Au moment du premier classement des pièces la police ne sait de qui il s'agit et ajoute à la cote du dossier : « Avoir des renseignements sur ce Durocher qu'il paraît que Hyde connaît très bien. » Archives nationales, F⁷ 6245. G.

2. *Conspiration anglaise*, p. 23.

3. Archives nationales, F⁷ 6247. Interliste alphabétique des mouchards de Paris.

qu'elle a coûté vingt-neuf guinées à M. Marchand à qui on l'a remboursée [1].

Encouragé par l'approbation que le comte d'Artois et le ministère anglais avaient donnée à sa contre-police, Duperon étendit ses rapports de manière à en faire de véritables articles de journaux destinés à être publiés à l'étranger et à entretenir le feu sacré chez ceux des royalistes dont les espérances fléchissaient. A lire ces rapports, jamais la tyrannie, l'indignation, la division n'ont été si grandes en France. « Les maux ont doublé depuis le 18 brumaire. » Quant à Bonaparte, « il perd de plus en plus dans l'opinion publique ». « On va même jusqu'à le comparer à Robespierre [2]. » « La contre-révolution se mûrit sensiblement et l'on attend le moment favorable pour faire paraître dans toute sa splendeur celui qui doit ramener la paix et l'abondance. » Le caractère tendancieux de ces bulletins apparaît d'autant plus que dans d'autres communications — qui ne sont pas destinées à la publicité — il avoue qu'il faut

cesser de se faire illusion : on ne parviendra point à organiser à Paris un mouvement général d'insurrection, il ne se prononcera que lors de l'entrée des troupes de la coalition sur les terres de France, surtout lors de l'arrivée d'un prince qui seul inspirera de la confiance... Dans notre position actuelle nous ne pouvons... que pourvoir à notre défense par une surveillance active exercée dans l'intérieur du camp de la police, nous ne pouvons que tenter l'enlèvement des caisses publiques et des messageries, fourgons ou courriers de malle qui seraient porteurs de fonds appartenant à la république : tout ce qui serait au delà deviendrait inutile, téméraire et nuirait au véritable intérêt de la cause [3].

Avec l'amoralité commune à tous les conspirateurs royalistes d'alors, qui leur interdisait tout scrupule devant l'attaque des diligences lorsqu'il s'agissait d'une *reprise royale*, M. Marchand étudie et développe les ruses de la trésorerie pour masquer les envois d'argent. A plusieurs reprises il espère signaler « des captures intéressantes à faire ». Aussi les conseillers d'État rapporteurs eurent-ils beau jeu, après avoir catalogué

1. *Conspiration anglaise*, p. 191.
2. *Ibid.*, p. 34 et suiv.
3. *Ibid.*, p. 40.

les papiers de Duperon, à conclure « qu'il s'agissait là de personnages dangereux en qualité de brigands et que c'est ainsi qu'on doit les signaler, les poursuivre et les punir [1] ». Ils ne se firent pas faute de dépeindre les agents royalistes comme des intrigants auxquels le nom de voleur ne convient pas moins que celui de conspirateur. C'était de bonne guerre, et puis ils ne pouvaient pas se douter que le principal d'entre eux était un futur ambassadeur, et qu'un autre, et non le moindre, l'homme de lettres Fievée, l'auteur de *la Dot de Suzette* [2], serait avant peu, en 1807, leur collègue au Conseil d'État.

***

Lorsque, en floréal an VIII, le ministère de la police eut découvert le siège et le mystère de l'agence royaliste, il lui fallut prendre une connaissance succincte des nombreux documents sur lesquels il mettait la main et rechercher quels personnages se cachaient sous des noms d'emprunt. Si rapide qu'ait été cette recherche, elle donna le temps aux principaux initiés de disparaître comme « s'égaillaient » les chouans dans le bocage vendéen. La police n'arrêta que des comparses : il ne paraît pas qu'elle ait pu de longtemps savoir que *Dubois* n'était autre que le chevalier de Coigny. Par un hasard heureux pour lui, Hyde de Neuville, de tous les royalistes le plus recherché, était à ce moment à Londres, et par une circonstance peut-être moins fortuite, *M. Marchand* venait de passer en Angleterre à l'instant où la police cherchait Duperon. Était-il parti avant la découverte de l'agence pour rejoindre son chef ou pour s'entendre directement avec Dutheil et le comité anglais à la suite d'un désaccord fort possible avec Hyde? ou bien s'était-il dérobé à temps après l'événement? Il ne nous renseigne pas dans sa correspondance, malgré sa prolixité habituelle ; il ne paraît pas en tous cas avoir connu l'imprudence commise par l'abbé Godard, qu'Hyde de Neuville n'a révélée que bien plus tard après la mort de ce dernier, ainsi qu'il en fait honneur dans ses mémoires.

1. *Ibid.*, p. 42.

2. Ce roman, édité en 1798, 1803, 1821 et 1826, eut un gros succès. La première édition est anonyme.

En Angleterre, Duperon se mit en relations dès son arrivée avec le ministère anglais et avec les agents royalistes ; une lettre de lui saisie à Calais [1] et dans laquelle il écrit comme s'il était un courtier d'une maison d'édition et de librairie donne quelques détails sur son séjour. Il y raconte qu'à peine arrivé sur la terre étrangère « il dépêcha un courrier à son correspondant pour lui exposer les « motifs de son voyage » et que les deux premiers jours furent occupés avec l'aide de ce correspondant à mettre ses papiers en règle. Aussitôt cette besogne terminée, il fut conduit dans *l'une des principales maisons de commerce* : lisez un des principaux ministères, où pendant deux heures il eut à débattre les intérêts de sa maison — l'agence royaliste — et à faire valoir par les *manuscrits* — les documents — la bonté et la célérité de ses expéditions. Le *chef de la maison*, ou mieux le ministre, lui dit qu'il voyait bien qu'il ne lui en imposait pas, mais qu'il arrivait trop tard parce qu'il avait reçu de Vienne, trois jours plus tôt, copie des principaux *manuscrits* dont il lui offrait la vente ». Les renseignements et documents apportés par Duperon faisaient donc double emploi, à son grand regret sans doute, car sans cela, « il aurait eu tous les titres particuliers à la reconnaissance de la *maison de commerce* et il aurait pu obtenir toutes les indemnités qu'il aurait pu désirer et, espérer ». Hélas ! ce n'était plus le cas pour le moment, néanmoins le ministre anglais lui fit un présent convenable sous la forme de cinq cents livres sterling.

Il eût été intéressant de savoir quelles étaient les pièces dont il s'agit? Pourquoi Duperon les avait portées lui-même au lieu de leur faire suivre la voie prise habituellement par les rapports venant de Paris? Était-il en désaccord avec ceux qu'il appelle ses *associés*? Certaines réflexions postérieures le donneraient à croire. Il est probable qu'il fut sérieusement frappé par la nouvelle de la découverte de l'agence et par sa dissolution forcée. Les lettres saisies sont muettes sur tous ces points, mais il travailla certainement à la reconstitution d'un service d'espionnage, et, toutes choses conclues, il s'embarqua à Douvres le 23 mai 1800 (3 prairial) pour rentrer en France

1. Archives nationales. Lettres du 10 prairial, F⁷ 6245, et *Conspiration anglaise*, p. 200.

par Calais et y être immédiatement arrêté par un commissaire spécial du gouvernement, envoyé en mission et nommé Mengaud, qui le reconnut en dépit de son déguisement pour l'avoir jadis rencontré « aux Relations extérieures alors que le conventionnel Isabeau y était secrétaire général ». Il s'évada au bout de deux jours, le 6 prairial, et de l'asile dans lequel il se réfugia il écrivit de nombreuses lettres qui furent plus tard saisies et dans lesquelles il conte les péripéties de son arrestation et de son évasion.

Lorsque nous arrivâmes en vue de Calais, à six heures du soir, écrit-il, dans la plus longue de ces lettres à un correspondant demeuré inconnu [1], les portes de la ville étaient fermées et nous ne pûmes mettre pied à terre que le lendemain matin à neuf heures, quand le commissaire de police, l'agent de la marine et deux membres de la municipalité vinrent nous recevoir des mains du capitaine Ball. Le commissaire de police me pria d'ôter mes lunettes et se tournant vers les municipaux il leur dit : « Citoyens, voilà un homme dont je crois avoir le signalement à la main ; il portait trente-quatre ans et cheveux châtains, et mon passeport vingt-huit ans et cheveux bruns. » Malgré cette contradiction Mengaud ne se laissa pas étourdir et soutint que j'étais le citoyen Duperon qu'il avait connu aux affaires étrangères, que le ministre avait écrit deux fois à mon sujet avec beaucoup d'insistance, lui mandant que depuis trois semaines j'avais quitté Dijon, le quartier général de l'armée de réserve, que j'avais voulu faire le quartier général de la contre-révolution.

Après lui avoir laissé « vomir sa philippique grâce à un sang-froid » dont il se sait beaucoup de gré, Duperon répliqua qu'il était difficile qu'il fût à Dijon il y avait trois semaines, puisqu'il venait d'arriver d'Angleterre. Il parla anglais ; le commissaire l'interrogea en allemand, mais

cet homme vit bien que son allemand, dont il avait pris connaissance en Suisse ou en Souabe, ne pouvait rivaliser avec celui de la Saxe et s'écria : « C'est inconcevable ! c'est inconcevable ! » Il me fit conduire dans un cabinet voisin où je fus mis à nu... on fouilla jusqu'à mes bottes sans rien trouver, puis je fus reconduit dans la salle de l'administration où le commissaire me demanda de nouveau qui j'étais? Je répondis que j'étais fils d'un libraire (allemand) et que je venais de l'Université d'Édimbourg, où j'étais resté près d'un an, que n'ayant

1. Archives nationales, F⁷ 6245.

jamais vu la France je me rendais à Paris pour de là retourner dans ma patrie. Ce conte fit de l'impression sur les membres de la municipalité.

Il en fit aussi certainement sur le commissaire Mengaud, puisque au lieu d'arrêter tout simplement le voyageur suspect, il se borna à le mettre sous la surveillance d'un sergent de ville qui ne devait pas le quitter. Pour s'excuser, il eut même la complaisance de faire connaître à Duperon le contenu des dépêches ministérielles, tant il doutait qu'il fût l'individu recherché par la police. Celui-ci joua d'ailleurs parfaitement son rôle, et inspira une telle confiance à son gardien que cet homme lui laissa passer seul la nuit dans l'auberge Grandsire où il était descendu.

Il put se croire tiré d'affaire, mais le lendemain la surveillance se resserra. Le sergent de ville fut doublé d'un gendarme qui avait l'injonction de ne pas quitter le suspect des yeux un seul instant de la nuit.

Quoique peiné de ce contre-coup, j'affectai, continue Duperon dans sa lettre, l'air le plus riant et je déclarai au gendarme que je voulais aller au théâtre, persuadé qu'en me montrant dans un lieu public je donnerais le change et que le calme de mon extérieur prouverait l'erreur du commissaire. A mon entrée dans la loge qui formait le vis-à-vis de celle de l'état-major, comme le bruit s'était déjà répandu qu'on avait arrêté le chef de la contre-police et l'agent principal de l'Angleterre, tout le monde se levant me montra aux doigts en disant : « C'est lui ! c'est lui ! » Les administrateurs et officiers d'état-major me regardèrent avec beaucoup d'attention ; le général lui-même, nommé Ferrand, poussé par une curiosité vraiment féminine, se rendit dans ma loge afin de me voir plus à l'aise.

Il arriva — ce qu'avait espéré Duperon — que « le calme de son extérieur endormit la surveillance des autorités ». Il se promène sur les remparts avec son gendarme, joue avec lui de nombreuses parties de piquet qu'il a soin de perdre régulièrement, procédé qui achève de porter dans l'âme de ce militaire qu'il est bien *an inoffensive young man*. Il invite des sergents de ville qu'il rencontre à la promenade à une collation pour laquelle il fait venir de la viande froide et du vin en abondance pour faire boire la « bande infernale ».

Il est bon de dire, écrit-il, que dès la veille j'étais parvenu à dresser mon télégraphe et à parler avec mes amis la langue des signaux, mon plan était dressé et mon projet d'évasion formé.

Resté seul, le soir venu, avec son dernier gendarme, Duperon conte qu'il fit servir à souper et s'attacha à faire bien boire son gardien : « sous ce point de vue, ajoute-t-il, il connaissait bien son métier et comme il avait le vin très babillard, je commençais à prendre confiance en mon étoile ». Quand le gendarme fut complètement ivre, il se déshabilla pour se coucher, Duperon commença à faire de même, mais lorsqu'il eut ôté son habit et qu'il fut en bonnet de nuit il prétexta le besoin de sortir : « Allez ! allez, mon camarade ! » lui dit son gendarme. « Je ne me fis pas prier, continue-t-il, et tandis qu'il me croyait à côté de lui, j'étais avec des amis en train d'escalader les murs des fortifications. »

Pour le coup, Duperon se vante, car il ne quitta pas Calais ; sans doute cherchait-il à égarer les recherches pour le cas où sa lettre serait saisie. Il sortit tout simplement de l'auberge et se rendit dans le gîte qu'on lui avait préparé, rue Notre-Dame, chez le citoyen Fossier, cordonnier de son état. C'est de « cet asyle », dans lequel il « trouve tout, excepté la liberté », qu'il écrit de longues missives et qu'il prépare « des batteries qui commenceront à jouer sous peu. Je suis secondé, dit-il, par des amis de cœur à qui aucun sacrifice ne coûte. N'ayant pu encore me procurer mon chiffre, je ne puis ni ne dois vous parler plus clairement ».

Cependant, dès la mise en surveillance du voyageur suspect, le commissaire Mengaud avait envoyé un exprès au ministère de la police pour demander de nouveaux renseignements. Le ministre prit la peine de répondre lui-même qu'il s'agissait bien du citoyen Duperon.

Vous devez en conséquence prendre toutes les précautions convenables pour empêcher l'homme que vous avez fait arrêter à Calais sous le nom de Dierhoff (c'était le nom qui se trouvait sur les passeports de Duperon) ne puisse s'évader jusqu'à ce que je vous fasse passer de nouvelles instructions à son sujet [1].

1. Archives nationales, F⁷ 6245. (D. minute.)

Cette réponse de Fouché arriva à Mengaud le jour même de l'évasion de son captif : on peut juger de son exaspération. Il fit sonner les cloches de la maison commune et rassembla tous les municipaux, gendarmes et sergents pour aller en corps faire une perquisition chez l'aubergiste Grandsire, chez lequel on ne saisit que les effets et les livres de Duperon. Il voulut faire des visites domiciliaires dans toutes les maisons. La municipalité s'opposa à cette mesure en attendant un avis du ministre auquel un courrier était immédiatement envoyé.

Duperon écrit que le commissaire était persuadé que la crainte des visites domiciliaires le ferait sortir de sa retraite,

car il s'opiniâtre sur la foi d'une vestale à me croire encore à Calais. Vous serez peut-être en peine, monsieur, de savoir qui est cette vestale : écoutez bien, l'histoire est aussi piquante qu'elle est vraie. Il existe à Calais, comme partout, des filles publiques. Rien de plus naturel ; il en est une nommée Convert, fameuse pour savoir tirer les cartes. Mengaud l'a fait appeler et lui a déclaré que dans une affaire, il avait besoin de son ministère et l'a invité à tirer les cartes pour savoir si j'étais encore à Calais. *Risum teneatis, amici !* La citoyenne Convert s'est mise en posture et a assuré au citoyen Mengaud que le grand conspirateur était encore à Calais, mais qu'il parviendrait à se soustraire aux recherches de la police. Le fait est unique, mais je vous garantis, sur mon honneur, qu'il n'est point controuvé. Tout Calais l'attestera au besoin : de grâce, faites la répandre dans les feuilles publiques ; cette anecdote est digne de l'impression. Mengaud, fort de la déclaration de la citoyenne Convert, fait surveiller jour et nuit Calais et les environs. Toutes les voitures, bagages et chariots sont fouillés aux portes de la ville et il a été promis mille louis à qui viendrait à me saisir.

Il faut croire que cette ridicule histoire de cartomancie fit dans Calais un certain tapage, car l'on trouve plusieurs pièces dans lesquelles Mengaud se défend assez mollement d'avoir consulté la citoyenne Convert et attribue l'aventure à deux gendarmes.

Il termine sa longue lettre par des réflexions générales sur la politique : il parle de l'entrée de Bonaparte à Milan et voici l'avis qu'il donne à son mystérieux correspondant :

Ne vous effrayez pas, tenez ferme, faites une descente dans le Midi de la France qui est en pleine insurrection... ne vous effarouchez pas de ce premier succès ; il ne sera qu'éphémère si les Autrichiens

ont le bon esprit de ne pas faiblir... nous ne sommes plus au commencement de la révolution, où les Français se battaient pour des opinions ; aujourd'hui on se bat en France à son corps défendant,... tenez ferme, et Bonaparte est perdu. Ne transigez pas ou vous légitimez le règne de l'usurpation. Présentez-vous en force dans les provinces méridionales, vous couperez les communications de l'armée de réserve et vous détacherez le tiers de la France de l'oppression militaire... Opposez à la tactique de Bonaparte la même tactique, c'est-à-dire agissez avec beaucoup de célérité.

Au point de vue royaliste ces conseils ne manquaient ni d'à-propos, ni de sens politique ; s'ils avaient été suivis ils auraient pu aboutir à mettre le Premier Consul en fâcheuse situation, s'il eût perdu la partie décisive qui allait se jouer à Marengo. Dans une autre lettre datée de « sa retraite », Duperon transmet à un correspondant anglais nommé *Snem* le nom de personnes arrêtées après son départ et lui donne un avis précieux : « les côtes aux environs de Boulogne sont gardées de près. Soyez sur vos gardes pour ceux que vous y enverrez. »

A un autre correspondant désigné sous le nom d' « ami commun » et qui habite Paris, il croit qu'il importe à leur *commerce* qu'il se rende promptement près de lui. Il ajoute que s'il y avait de nouvelles productions très intéressantes à transmettre on les lui fasse tenir ; dans ce cas il sera nécessaire de lui envoyer de l'*encre bleue* et d'indiquer le prix qu'on attache à ces *productions littéraires*. A ce même ami commun il ne dissimule pas qu'il est vivement « affecté », je dirai même « indigné » de la conduite que ses « *associés* » tiennent à son égard. Il se plaint qu'on l'abandonne en le laissant sans moyens d'évasion, et sans aucune des ressources promises. Ce sentiment de lassitude apparaît plus complètement dans une lettre qu'il écrit à sa mère :

Le voyage que j'ai entrepris n'a eu d'autre but que de me séparer entièrement des autres messieurs avec lesquels je travaillais. Je n'ai trouvé en eux que de petits intrigants et de véritables calomniateurs[1].

La lettre la plus curieuse est celle qu'il envoie à son père : il lui demande pardon de lui avoir fait un mystère de son départ et de ses affaires particulières.

1. Archives nationales, F⁷ 6245. (Pièce 9.)

J'ai craint de vous compromettre. D'ailleurs, vous aimez la forme républicaine et moi je ne l'aime guère... Cependant je suis loin de détester le général Bonaparte, au contraire, je l'estime et je le respecte : je dis plus, je le servirais si j'étais sûr que mes services ne fussent pas repoussés. Je ferai une démarche auprès du Premier Consul... je lui engagerai ma parole d'honneur...

Duperon était-il de bonne foi? Si l'on rapproche cette lettre des autres, il est permis d'en douter. Peut-être voulait-il seulement calmer l'irritation probable de son père, l'ancien commissaire des guerres de la République ; cependant c'est dans un langage semblable qu'il fit plus tard son *mea culpa* à l'Empereur.

Cette lettre aurait dû parvenir à son adresse par l'intermédiaire d'une citoyenne Chalamet qui était la maîtresse de Duperon et à laquelle il envoie ses tendresses dans le style du temps, « à sa chère et tendre amie avec laquelle il espère bientôt s'abandonner à ses amoureux transports et qu'il espère retrouver jolie et *plus fidelle* ». Il lui demande ce que fait son mari et quel parti elle a pris à son égard. Il la tient d'ailleurs au courant de ses affaires, puisqu'il lui envoie trente louis d'or en la priant d'en remettre la moitié à « l'ami commun ».

A mon père qui ne connaît pas mon adresse, continue-t-il, j'ai dit que je lui ferai parvenir ma lettre par ma maîtresse et qu'il pourrait lui adresser ses réponses. Comme il sait que tu es ma petite femme, il ne sera nullement embarrassé.

Il regrette de ne pouvoir la faire venir dans son refuge.

Tu sens combien il me serait doux, dans ma position, de t'avoir près de moi, mais il faut éviter cette idée, car si tu quittais seulement la ville tes pas seraient suivis... Je te recommande de faire donner congé aux personnes qui occupent le premier de la maison de notre bonne amie. Il faut que je l'aie à ma disposition... L'amour y présidera à nos entretiens... J'ignore si tu partages toujours les mêmes feux. Dans ce cas mon bonheur est entier. Adieu, mon petit cœur.

Il comptait partir incessamment pour aller retrouver à Paris « sa chère et tendre amie ». Il n'y partit point : il y fut emmené. Il comptait que toutes ses lettres d'affaires et

d'amour parviendraient à leurs adresses ; elles s'entassèrent dans un dépôt à Calais, où le ministre de la police les fit saisir après son arrestation, et elles jaunirent dans les cartons.

***

Les recherches continuaient : Mengaud reçut du ministre une semonce qui n'était pas nécessaire pour activer son zèle. Dès l'évasion, il avait mis en surveillance la veuve Grandsire qui tenait avec son fils Richard l'auberge dans laquelle Duperon était descendu.

Pour aider le service local, Fouché envoya en mission à Calais deux agents parisiens, les citoyens Cailloucy et Geoffroy, avec des instructions précises : ils descendront chez la citoyenne Grandsire, verront le fils de l'hôtesse, se diront porteurs d'une lettre pour Duperon relative à ses affaires et entreront en confiance. Cette mesure n'apporta aucune indication nouvelle, et Fouché, à bout de patience, ordonna à Mengaud de cesser tout ménagement et d'arrêter la citoyenne Grandsire et son fils. Le procédé ne paraît pas avoir plu au commissaire spécial ; il écrivit au ministre que la veuve Grandsire avait dans Calais la meilleure réputation qui fût. A son endroit, Mengaud était certainement pour la manière douce qui semble lui avoir réussi, puisque le 24 prairial an VIII (13 juin 1800), il écrit triomphalement à Fouché :

J'ai mieux à vous annoncer que l'arrestation de la femme Grandsire, et c'est ce que je fais en vous expédiant, enchaîné, Duperon que j'ai fait arrêter cette nuit dans une maison où par charité chrétienne on lui donnait asile comme à un pauvre prêtre persécuté.

Le lendemain 25, il complète sur un ton lyrique son rapport au ministre ; il conte la découverte de son fugitif dans la retraite chez le cordonnier Fossier,

où il partageait une des plus douces périodes de la vie dans les bras du dieu payen Morphée, jacobin s'il en fut jamais et sous la vigilante charité d'un adorateur fervent du Dieu des chrétiens et nous avons pas mal de ces derniers qui tous les jours ont la douce jouissance, vu la commodité et la fréquence du passage[1] d'administrer le baume

1. Je pense qu'il veut parler de la traversée du Pas de Calais.

des consolations physiques et morales à ceux des lévites qui rentrent en chantant l'*In exitu Israel de Ægypto.*

Quel style plaisant dans cette lettre administrative pour entretenir Fouché de la rentrée des prêtres émigrés et pour dire qu'on a surpris Duperon dans son sommeil ! On sent vraiment percer la vive satisfaction d'une revanche. Le citoyen Mengaud avait d'ailleurs l'esprit assez facétieux ; qu'on en juge : six mois plus tard, en nivôse an IX, il accusait réception au ministre des exemplaires imprimés de la *Conspiration anglaise* que venait de lui envoyer Desmarets, le célèbre chef de la police générale, et il lui mandait :

Vous savez de quelle manière je me proposais d'en faire parvenir des exemplaires sous les yeux ministériels de Saint-James. C'était à l'aide de pâtés dont ces messieurs sont devenus très friands depuis quelque temps. Hier, à midi, j'ai eu avis de l'arrivée dans chacune des quatre maisons suivantes de quatre de ces courriers : M. Pitt, le duc de Portland, Lord Granville et M. Dundas. Il faut espérer que les deux autres auront une destination aussi heureuse. Ces Mercures de cuisine seront probablement installés sur chacune de leurs tables respectives, aujourd'hui à l'heure même peut-être où arrivera la nouvelle que je me suis empressé de faire parvenir à Londres des derniers opérations de Moreau [1], du début de l'archiduc Charles au sortir de sa retraite et de la déconfiture du grand et magnanime allié du *Britanniarum Rex Caput supremum ecclesiæ*. Dites après cela que je ne sais pas comme il faut régaler des ministres, à chacun un gros et bon pâté de six perdreaux et deux canards ; à côté de cela les *étrennes de Duperon* et par courrier extraordinaire le bulletin de nos armées.

Dès son arrivée à Paris, Duperon fut écroué au Temple et interrogé le lendemain même par Fardel, le juge de paix de la Halle aux blés, qui dans cette affaire joua le rôle d'un juge d'instruction. L'interrogatoire fut long mais n'apprit rien de nouveau à la police. L'inculpé déclare se nommer Duperon, Louis, âgé de vingt-huit ans, né à Mannheim dans le Palatinat ; il reconnaît les faits qui lui sont reprochés et déclare que les personnes qui lui donnaient des renseignements étaient le citoyen Maillefer, qui était son intermédiaire au bureau central,

1. Il s'agit de la nouvelle de la victoire d'Hohenlinden remportée le 3 décembre 1800 (12 frimaire an IX).

et Clément, officier de paix : Maillefer recevait vingt-cinq louis par mois et donnait la moitié de cette somme à Clément. Ces deux personnages avaient été arrêtés dès la découverte de l'agence royaliste. Au cours de l'instruction, la police mit la main sur une correspondance composée d'une vingtaine de copies de lettres adressées par Duperon aux agents royalistes en Angleterre et cachées par lui dans une ferme à Grenelle, avec des documents, des ouvrages manuscrits et des listes qui permirent au ministère d'établir un *répertoire des noms et surnoms d'individus figurant dans la correspondance anglaise saisie tant à Grenelle qu'à Paris* [1].

Dans ces lettres dont la première date du 10 fructidor an VI (27 août 1799), Duperon donne des nouvelles, rend compte des circonstances dont on peut tirer parti, et offre ses services soit comme écrivain, soit comme chef de police. Elles sont toutes antérieures à la formation de l'agence dirigée par le chevalier de Coigny et par Hyde et font très bien comprendre la confiance qu'ils avaient dans le chef de leur contre-police.

Quand il se vit incarcéré au Temple, Duperon donna de bonne grâce, avec beaucoup de détails sans doute, toutes les explications qui lui furent demandées par Fouché, car celui-ci l'autorisa à s'adresser directement à lui. Duperon n'y manqua pas et dès le 12 vendémiaire an IX (4 octobre 1800) il écrivait :

Citoyen ministre, à la suite de mon interrogatoire vous m'avez formellement engagé dans le cas où j'aurais besoin de quelque chose à m'adresser avec confiance à vous. Le pressant besoin d'argent me contraint bien malgré moi à réclamer la restitution des cinquante louis qui depuis plus de trois mois ont été remis par moi à votre commissaire à Calais. Je dois près de six cents francs au traiteur...

On voit que le bénéfice d'une pistole assez copieuse, puisqu'il avait fait pareille dette en trois mois, ne lui était pas refusé.

Le commissaire Mengaud avait saisi sur Duperon cinquante-huit louis, en deux fois le ministre lui en avait fait rendre vingt-six, en même temps que les livres qui avaient été saisis chez l'aubergiste Grandsire. Les trente-deux restant, « ayant

1. Ce répertoire contient plus de deux cents noms ou surnoms. V. Archives nationales, *loc. cit.*

été employés, dit un rapport, en frais de poste, escorte, gratifications aux gendarmes », furent remboursés au prévenu sur l'autorisation que donna Fouché sans se faire prier davantage.

L'ancien chef de la contre-police n'avait pas à se plaindre et ne songeait pas à le faire : loin de là, du Temple il écrivait une lettre ouverte au citoyen Fossier, chez lequel il s'était réfugié, pour le remercier de son hospitalité. Il peut le faire, « car nous ne vivons plus sous le règne de Robespierre où une belle action était punie de mort ; nous avons aujourd'hui un gouvernement qui s'attache à honorer les belles actions ». (7 messidor an VIII.)

Cependant les interrogatoires, perquisitions et recherches étaient terminés ; légalement Duperon et ses nombreux complices auraient dû être traduits devant une juridiction compétente. Nulle trace, dans cette affaire où les charges abondent, de poursuites régulières et encore moins de condamnation. C'est que pour Fouché et ses successeurs le Temple était devenu ce qu'étaient jadis la Bastille ou le For-l'Évêque. On y enfermait les gens que l'on ne voulait pas livrer à la justice et le régime y était celui des anciennes prisons d'État. Duperon, outre l'argent et les livres qu'on lui remit, y reçut également des visites : son père demanda même l'autorisation de lui envoyer son jeune frère pour qu'il pût lui donner des leçons.

Aussi lorsqu'il est remis en liberté, le 30 thermidor an X (18 août 1902), Duperon tient-il à manifester sa reconnaissance. Il écrit : « Citoyen ministre, avant de partir de Paris, permettez-moi de vous remercier de la manière généreuse avec laquelle vous avez bien voulu me traiter pendant tout le temps qu'a duré ma disgrâce politique. » Quel indulgent euphémisme pour qualifier un emprisonnement de deux années, sans jugement ! Il joignait à sa lettre un pli, qui ne se retrouve pas au dossier, à l'adresse du Premier Consul.

Il devait sa levée d'écrou à l'insistance et aux nombreuses démarches de son père, qui depuis l'an IX n'avait cessé, en toute occasion, de présenter des suppliques tantôt à Desmarests et à Fouché, tantôt au Premire Consul. La dernière était adressée au ministre : il y faisait valoir ses services, rappelait

les dix-huit mémoires qu'il avait remis aux différents gouvernements de 1789 à l'an VIII et affirmait la sincérité du repentir de son fils.

Le jour du 27 thermidor approche, disait-il, la France va célébrer une double fête : la naissance du général Bonaparte et son élection à vie au Consulat... Dans cette allégresse serons-nous condamnés à ne pas participer à la félicité générale?

En sortant de prison, Duperon était mis en surveillance : suivant son choix on lui remit un passeport [1] pour Grenoble où habitait sa mère. Ce séjour qui devait être provisoire devint définitif. En octobre 1803 (vendémiaire an XII), il demanda à être relevé de la surveillance au grand juge Régnier, dans les attributions duquel avait été mise la haute police après la disgrâce de Fouché. Il expose dans sa demande que sa seule ambition est désormais de faire oublier ses torts, et que, depuis son arrivée dans l'Isère, il s'est exclusivement occupé de ses études et qu'il a même paru avec quelques succès au barreau de Grenoble. Il termine en déclarant que « ce sera toujours un besoin pour lui de manifester sa reconnaissance au gouvernement pour sa générosité ». Il prit soin, peu de temps après, de faire appuyer sa requête par une longue lettre envoyée par son père au tout-puissant citoyen Desmarets, secrétaire particulier du grand juge, pour le prier « d'accélérer la levée de la surveillance de son fils qui est depuis un mois et demi à la signature du Premier Consul, au nom de ses bons services comme commissaire des guerres, particulièrement à Landau avec MM. Régnier, Chasset et Custine ». Enfin, après de nombreux échanges de rapports et envois de certificats, le préfet de l'Isère recevait le 25 brumaire an XII (17 novembre 1803) une lettre l'avisant que la surveillance était levée.

L'ancien chef de la contre-police royaliste s'était sincèrement rallié au gouvernement et ne désespérait pas de voir

1. Dans le passeport qui lui fut délivré à cette occasion, on s'était trompé sur son nom patronymique. « Dans le passeport qui m'a été délivré par ordre du ministre de la police on m'a donné pour nom de baptême Frédéric. Je ne l'ai porté qu'avec mon nom de guerre Dierkoff. Il ne m'appartient pas, mon nom est Louis. Je vous prie de bien vouloir faire rectifier. (Archives nationales, *ibid.*)

utiliser ses talents policiers. En 1806, il envoyait au ministre de la police générale un mémoire sur l'organisation d'une correspondance secrète avec l'Angleterre « après la mort de M. Fox qui est une calamité européenne pour tous les ennemis de la guerre », et offrait ses services pour la communication de papiers importants relatifs aux affaires de l'Espagne et déposés par lui à Londres en 1799 [1]. Il ne paraît pas qu'il ait été répondu à sa demande ni que son mémoire ait été examiné. Depuis longtemps cependant, le ministère avait pu apprécier le talent de publiciste de Duperon par le grand nombre de manuscrits de lui qui avaient été saisis à Grenelle et qui traitent de sujets économiques, politiques, et surtout diplomatiques ou policiers : la police était la vraie vocation de Duperon [2].

Bien que sa proposition et sa demande d'emploi eussent été écartées, il faut convenir que ce conspirateur fut traité avec mansuétude par la police consulaire, puis impériale, dont on ne peut nier l'extrême indulgence dans toute cette affaire. Ainsi jusqu'en 1804, le gouvernement continua à payer une pension de retraite de quinze cents francs au chevalier de Coigny, qui la touchait à Versailles par un fondé de pouvoir. On trouve cette stupéfiante constatation dans le bulletin quotidien adressé par Fouché à l'Empereur, le 29 août 1804, avec cette remarque :

Le ministre veut refuser la pension... c'est ce même chevalier de Coigny qui fut convaincu en l'an VIII d'être l'un des principaux agents de la correspondance des princes et des ministres anglais. Cette correspondance a été imprimée : au lieu de le traduire à une cour de

1. Archives nationales, F⁷ 6246.

2. Archives nationales, F⁷ 6245-6246. Papiers Duperon (1764-1806). La liste de ses manuscrits est longue et disparate : Mémoires diplomatiques sur la Perse. — Notes sur l'Histoire générale de Justin. — La Pêche de la Baleine. — Rapport sur l'acquisition du Cabinet de l'historien Busching, an III. — Copie avec commentaires de la lettre du duc de Praslin au Collège Louis-le-Grand. — Considérations sur la situation politique de la France. — Mémoires et Instructions pour les agents diplomatiques. — Mémoire sur la Chambre de commerce de Marseille. — Littérature politique : Traité des Gouvernements d'Europe. Il existe en outre à la Bibliothèque nationale (L. b. 41. 1161) une petite brochure signée L. Duperron, qui me paraît devoir lui être attribuée : *Vie secrète, particulière et curieuse de Maximilien Robespierre*. Prévot, an II de la République. Brochure de propagande thermidorienne.

justice, le gouvernement eut l'indulgence de lui permettre de sortir de France à la condition de n'y jamais rentrer, il a établi sa résidence à Dusseldorf [1].

Et le littérateur Fievée, le Ferrand, le Jason, le Durocher de l'an VIII? Celui-là fut le mieux traité. Quoique depuis fructidor il ait été compromis par deux arrestations et par la publication de la *Correspondance anglaise*, le Premier Consul l'envoya en 1802, sur la proposition de Rœderer, remplir une mission délicate en Angleterre [2]. Il s'agissait d'observer ce pays avec lequel on venait de faire la paix et de lui en faire un rapport. En 1805 il est censeur, adjoint à la direction du *Journal de l'Empire*, en 1807 il est fait chevalier de la Légion d'honneur et nommé maître des requêtes au Conseil d'État, en 1810 il est envoyé à Hambourg pour vérifier les opérations de certains comptables. En 1813 il devient préfet de la Nièvre : en cette qualité, il adresse en 1814 à ses administrés une proclamation violente contre l'Empereur, qui le destitue en 1815. Alors seulement Fievée revient à ses opinions royalistes et aux sentiments de la conspiration anglaise. Ce spirituel écrivain qui pensait que « la politique même dans les gouvernements représentatifs est *ce qu'on ne dit pas* », et dont Sainte-Beuve, avec sa finesse de touche habituelle, dit « qu'il changea de parti apparemment pour rester fidèle au gros de ses opinions », n'avait véritablement pas eu à se plaindre de l'Empire. La Restauration le traita moins bien, aussi n'attendit-il pas la fin du régime pour se retourner : il passa aux libéraux et finit par collaborer au *National* sous Carrel. En réalité, cet ancien conspirateur se souciait peu de fidélité. « Il aimait l'esprit avant tout ; c'est encore ce qu'il aimait le mieux dans le monde [3]. »

H. PAUFFIN DE SAINT-MOREL

1. *La Police secrète du premier Empire* (bulletin quotidien adressé par Fouché à l'Empereur (1804-1805), publié par E. d'Hauterive. Perrin et Cie, 1908, p. 213.

2. Sainte-Beuve (*Causeries du lundi*, t. V., p. 178. Fievée), qui ne paraît pas avoir lu la *Conspiration anglaise*, chose surprenante, représente Fouché comme impliquant faussement Fievée dans une affaire royaliste pour l'écarter du Premier Consul. « Pour couper court à ces *insinuations* secrètes, Fievée se hâta de donner des gages publics d'adhésion en publiant une brochure qui avait pour titre : *Du 18 brumaire opposé au système de la Terreur*, 1802. »

3. *Ibid.*, p. 186 et 187.

GŒTHE, GÉNIE LATIN[1]

Sa préoccupation est constante de rompre avec « les traditions et les mots » pour toucher la matière, pour devenir un nouveau Pygmalion à qui la Galatée vivante dira « bien autre chose » que la statue sortie de ses doigts. Il se rue au travail, le littéraire aussi, mais au second plan ; il n'est pas à Rome pour produire en son art, mais pour apprendre. Il a acheté deux cents empreintes de pierres gravées qu'il étudie et copie aussi : « Mon bonheur dépasse la mesure... Tout m'est facile, je sens le souffle de la jeunesse. » Le souffle, dit-il ; une brise légère qui caresse et n'oppresse pas, soyez sûrs qu'il a bien choisi son mot, lui qui savait si bien choisir : « Ah ! que l'art est vaste et long !... Je vis dans une sorte de vertige... J'ai appris à voir... Une nouvelle époque commence pour moi... Je dessine, je peins, je lave, je fais du métier et de l'art *ex professo*... L'étude du corps humain me possède tout entier. »

Voilà où aboutit cette fièvre de jeunesse, de mots et de tradition. Nous avons déjà constaté l'esprit pratique et réaliste de Gœthe ; tout se résume pour lui en acquisitions profitables. Il ne suffit pas de réaliser le désir de Rome, il faut l'utiliser ; Gœthe ayant réalisé de juin à avril, de novembre à mars utilise. La sensation romaine fortifiée de Sicile couve dans son esprit, et *Iphigénie* ainsi que le rêve de *Nausicaa*, l'ont formulée. Il faut maintenant, les choses vues objectivement,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre 1919.

les analyser et en extraire tout le suc dont Gœthe se nourrira désormais. Puisque « c'est à Rome » qu'il s'est « révélé à lui-même », c'est à Rome qu'il se connaîtra. Je n'ai jamais rencontré de voyageur, pas même d'écrivain qui ait aussi systématiquement cultivé son jardin de passage. Au point que, par moments, on en vient à demander un peu plus de désintéressement. On voudrait voir Gœthe courir à Frascati sans boîte d'aquarelle, visiter les musées en une compagnie moins directrice que celle d'Angelica, et s'accrocher à Tischbein avec moins d'âpreté. Mais est-ce à nous, lecteurs de *Tasso* et de *Faust*, de nous en plaindre? D'ailleurs, l'homme ne perd pas ses droits. Et il est bien dommage que *Werther* soit déjà écrit. Une romaine aventure sentimentale eût, en effet, inspiré le même roman.

Et c'est bien curieux. Les hommes ne pratiquent jamais, au fond, qu'un amour. Sous des apparences différentes, avec des détails dissemblables, il n'est, pour chacun, que celui qui existe en eux, avant tout objet. L'aventure de *Werther*, Gœthe l'avait déjà esquissée avec Frédérique, avant Charlotte. Et voici que, à Rome, il la répète avec « la belle Milanaise ». C'est une jeune fille qu'il rencontre à Albano. Il lui donne des leçons d'anglais, il s'éprend. Mais elle lui dit tout à coup qu'elle est fiancée ! Alors, il s'éioigne sans songer à la lutte un instant. Les fiançailles sont rompues, cependant. Il n'a qu'à accourir? Il n'en fait rien. Elle tombe malade puis guérit, mais Gœthe reste chez lui. Et, au moment de partir, il la rencontre, la console dignement et disparaît. Nous le retrouvons ici toujours si sec, si purement cérébral. Toutes les amours l'effleurent sans l'atteindre. Un tel insensible devait épouser sa bonne. C'est qu'il poursuit un bien autre fantôme : lui-même. Auprès de Frédérique, de Charlotte, il a développé sa jeune âme ; cela fait il ne compromet plus rien de soi. La belle Milanaise lui a servi à personnifier, à scénifier les tendresses romaines ; elle s'évanouit avec Rome, lorsqu'il sent achevée son éducation. Et, parvenu au point intellectuel qu'il désire atteindre, il donnera à la sentimentalité la part qu'elle mérite dans la carrière qu'il court, la fixant au plus bas de l'échelle, à la cuisine.

Ainsi lesté de dessins, d'aquarelles, de moulages, d'études

architecturales, de tout ce qu'on peut emporter, Gœthe rassasié, s'étant à Rome « révélé à lui-même », décide de rentrer en Allemagne enfin. La récolte est faite, au moulin maintenant ! Weimar peut renouveler la toile de ses ailes. Et il entonne le chant d'Ovide exilé :

... Hanc ego suspiciens, et ab hac Capitolia cernens,
Quæ nostro frustra juncta fuere Lari.

Il lève « les yeux vers Rome et embrasse le Capitole qui rejoint inutilement ses Lares ». Le 25 mars, il est à Florence où il travaille à *Tasso*, s'attarde à Milan, en Suisse, et le 18 juin 1788 il rentre à Weimar, après vingt-deux mois d'absence, à Weimar où il nous reste à étudier les résultats du voyage.

IV

Vous connaissez la chanson de Gaspard Hauser :

Je suis venu, calme orphelin,
Riche de mes seuls yeux tranquilles,
Vers les hommes des grandes villes :
Ils ne m'ont pas trouvé malin.
. . . . . .
Suis-je né trop tôt ou trop tard?
Qu'est-ce que je fais en ce monde?
O vous tous, ma peine est profonde :
Priez pour le pauvre Gaspard.

Cette complainte, Gœthe aurait pu la chanter, avant Verlaine, en arrivant à Weimar : « De l'Italie si riche en forme, j'avais été ramené dans l'informe Allemagne, pour échanger un ciel serein contre un ciel sombre. Mes amis, au lieu de me consoler, me mirent au désespoir. Mon enthousiasme pour des objets éloignés, peu connus, ma douleur, mes plaintes sur ce que j'avais perdu, parurent les blesser ; je n'excitai aucun intérêt, personne ne comprit mon langage. »

Le sort est commun à tous ceux qui rentrent. Le seul étonnement qu'il nous cause ici est de voir Gœthe, notre sec et personnel Gœthe, y être sensible. Mais il se reprend vite, et il écrit à Jacobi : « Mon âme qui, pendant près de deux

ans, a subi l'influence des plus grands objets de la nature et de l'art, va maintenant réagir, se mieux connaître et se perfectionner. » « De l'Italie si riche en formes, j'étais revenu dans l'informe Allemagne », répète-t-il en 1817, et, en 1828, il confie à Eckermann : « Je peux dire que c'est seulement à Rome que j'ai senti ce que c'est vraiment qu'un homme ! Plus tard, je n'ai plus joui d'émotions aussi hautes, aussi heureuses, et vraiment je n'ai jamais retrouvé cette joie que je sentais en moi pendant mon séjour à Rome. » Quelle vivacité d'émotion après quarante ans !

S'étant ressaisi, cependant, Gœthe inaugure vraiment une seconde vie. Un homme nouveau est apparu auquel il fait place nette. Il démissionne de ses charges à la cour, se contentant de mille huit cents thalers de traitement, avec le titre de conseiller intime. Il rompt avec madame de Stein, et « se met » avec Christine, petite fleuriste sans esprit, de chair fraîche, gaie, gracieuse même, qui ne l'importunera pas, et qui, ne comprenant rien à son génie, le laissera marcher en paix sur la voie nouvelle que Rome a ouverte. Édouard Rod qui, dans son remarquable *Essai sur Gœthe*, a si étrangement négligé l'influence romaine, la pressent cependant ici : « Il revint d'Italie païen et sensuel. » Et Gœthe compose les *Elégies romaines* où l'amour est bravement charnel, robuste, jeune, où une harmonie parfaite s'établit entre la beauté du corps qu'il désire et celle de ses pensées, et où toute la mythologie défile. Il appelle Christine « son petit Erotikon », ce à quoi, avant son voyage au pays de Théocrite, il n'eût certainement jamais pensé. « Il retrouve, dit Rod, dans la paix de sa vie plus retirée, plus calme et plus normale (en quoi ses amours avec la fleuriste étaient-elles plus normales que ses amours avec la dame d'honneur?), il retrouve toute sa puissance de production, tout son génie. » Non, ce n'est pas Christine qui lui a rendu son génie, c'est Rome. La rupture avec madame de Stein est la rupture avec un passé d'horizon limité, purement allemand si l'on veut, en faveur d'un avenir où s'inscrit l'univers, avenir auquel l'insignifiante Christine ne s'opposera pas comme l'eût fait madame de Stein, dame de cour aux petites idées, aux mesquins intérêts, dont toute l'ambition se limite aux sourires de ses princes.

En dehors de quelques poèmes, Gœthe n'a rien rapporté d'Italie qui soit spécialement inspiré dans sa totalité par son voyage ; tout ce qu'il a écrit après 1788 existait ébauché avant 1786 ; mais ces œuvres se ressentent, une fois terminées, du voyage, de « l'homme nouveau » que l'auteur se flatte d'être devenu, à un point tel que l'on peut dire : sans Rome l'œuvre de Gœthe eût été l'œuvre d'un Allemand considérable, mais non pas d'un grand homme tout court. N'est-il pas frappant que des ouvrages dramatiques comme *Iphigénie à Delphes* et *Nausicaa*, dont l'idée lui était venue en Italie, n'aient jamais été exécutées? Et voici encore une fois se révélant le bel équilibre de Gœthe. Rien ne peut l'entraîner hors des bornes qu'il s'est fixées. Il sait parfaitement ce qu'il peut offrir à traiter à son génie. Il ne veut pas se forcer. Et son originalité doit consister comme il le veut faire, à féconder uniquement son génie premier, à le féconder de l'antiquité. Agrandir son domaine, l'étendre à la généralité, mais non pas le changer. Creuser plus profond le sillon, mais non pas entreprendre un autre champ. Tout le secret de *Faust*, par exemple, est là, dans cette humanité générale tout à coup saisie. Je ne crois pas que *Faust* se fût ainsi présenté sans le voyage d'Italie. Un *Werther* élargi il fût resté, mais rien que *Werther* — et l'on voit tout de suite ce qu'il eût perdu en qualité, en retentissement, comme on eût dit alors. Nous le retouverons.

Iphigénie en Tauride et *Egmont* sont les deux œuvres que Gœthe termina en Italie. La première répondait à sa hantise, alors qu'il soupirait vers Rome, la seconde ne pouvait offrir qu'un second *Gœtz* ; et c'est pourquoi il n'était capable de terminer à Weimar ni l'une ni l'autre, ne voulant pas se répéter dans *Egmont*, et manquant de la vision antique qui lui permettrait d'accomplir *Iphigénie*. Nous ne possédons pas, bien entendu, l'ébauche de celle-ci. Nous n'en avons que l'achèvement. Et j'y retrouve ce que je constatais tout à l'heure, cette volonté délibérée de ne rien supprimer de l'accent personnel et congénital, l'accent moderne en général aussi, de ne pas tout sacrifier au chant antique. On le lui a reproché, cependant, Schiller et Patin. Il faut l'en louer, au contraire. Gœthe avait très bien vu qu'une tragédie, au XIXe siècle, si elle emprunte les fables antiques, doit user des

ressources morales nouvelles que le développement humain a fournies aux siècles successifs. Si l'on ne traduit pas, on doit enrichir. Et il est vraiment admirable de voir à quel point les temps se sont mêlés dans l'œuvre de Gœthe.

On se rappelle, dans la tragédie d'Euripide, le passage où Minerve intervient et commande à Thoas de laisser s'accomplir le destin d'Iphigénie, qui est de partir avec Oreste et Pylade. Gœthe dédaigne ce procédé de suggestion. Bravement Iphigénie affronte Thoas, et se refuse à le tromper plus longtemps. Elle avoue à celui qui l'aime, et voudrait la retenir, les ruses qu'elle juge indignes de lui comme d'elle-même. Elle ne veut devoir qu'à la grandeur d'âme, à la raison de Thoas sa liberté. Il y a là, comme l'a dit Saint-René Taillandier, une réconciliation de l'antiquité et du christianisme, au point qu'on ne sait plus si cette vierge est une prêtresse de Diane ou une madone chrétienne, réconciliation que seul Gœthe pouvait oser. Il y a là surtout une intervention de la raison qui est de moelle latine toute pure. Et nous devinons bien, dès lors, les scènes qui subsistent de la première ébauche, certaines scènes entre Iphigénie, Arcas et Thoas, la scène aussi entre Oreste et Pylade qui rappelle tout à fait certains dialogues entre Hamlet et Horatio, de ce Shakespeare que Gœthe avait tant pratiqué.

L'esprit du Gœthe nouveau, son esprit néo-classique, les droits du siècle jalousement préservés, se répand alors sans crainte, avec un élan éperdu. Si Gœthe supprime les interventions célestes pour les remplacer par des aspirations et des volontés de la conscience, en bon chrétien réformé qu'il est, il les élève à des hauteurs divines, purement païennes. Je rappellerai les invocations à Diane protectrice, le premier dialogue entre Iphigénie et Oreste, les fureurs de celui-ci, le quatrième acte tout entier avec les ruses puériles de Pylade et la magnifique imprécation finale d'Iphigénie : « Dieux de l'Olympe, protégez la faible femme que je suis des griffes de la haine qui jeta sur vous les Titans... », et qui se termine par le fameux chant qu'entonnèrent les Parques lorsque Tantale fut précipité : « Craignez les dieux, ô hommes mortels... L'exilé, au fond de son antre, écoute les sœurs, pense à ses enfants et courbe la tête. » Que dire cependant du dialogue

si fermement conduit, haletant comme dans Euripide lui-même, plein d'images empruntées aux plus purs horizons de Sicile et de Naples, empreint d'un souffle ionien, si bien que, à ses contemporains, Gœthe parut avoir inventé quelque chose ; que dire enfin de la composition même, si simple, si nue, d'apparence gauche presque, afin de mieux rendre la candeur primitive, et de tout ce qui ne s'analyse pas, mais se sent, se devine, vous enveloppe et vous conquiert? Tout cela fruit direct des « notions vivantes » qui ont remplacé « la tradition et les mots », tout cela jailli du sol romain, et qui fait d'*Iphigénie* une œuvre grecque au même titre que les copies romaines des œuvres de Praxitèle ou de Myron.

Lorsque parut *Iphigénie*, les admirateurs de Gœthe accoutumés, constate-t-il lui-même, aux ardentes peintures de ses premières œuvres, s'attendaient à une œuvre « berlichingienne », à un autre *Gœtz* qu'ils ne trouvèrent pas. Toute la partie psychologique, dialectique, disparut aux yeux du public ébloui par l'éclat antique. Les Allemands ne virent pas ce qui subsistait dans le détail de l'art de *Werther* et de *Gœtz* sous la forme classique. Et cette impression du lecteur plus frappé, comme il est fréquent, par l'ensemble, par l'inspiration générale, fournirait encore une preuve de l'homme nouveau que Gœthe était devenu. Avec *Egmont*, Gœthe rassure le public. Il a jeté dans *Iphigénie* toute son âme antique, sans concessions, s'il n'a pas voulu, et bien heureusement, dépouiller complètement l'homme moderne. Le moment est venu où l'opération inverse va se produire, où les dessous de l'œuvre s'inspireront du génie romain, mais où le cadre sera emprunté des temps nouveaux. La fusion se fera entre les pensers éternels et les passions d'aujourd'hui : le renouvellement demandé à Rome se trouvera obtenu également.

Egmont, tel qu'il existait avant le voyage, pas plus qu'*Iphigénie* nous ne pouvons le connaître, mais, tout autant que d'*Iphigénie* nous pouvons en conjecturer. Toute la partie populaire, tout le côté espagnol : la régente, le duc d'Albe, doivent être du premier *Egmont*, Orange aussi. Claire? Oui, la Claire du premier et du troisième actes, petite femme amoureuse et simple, timide mais si brave, si disposée à mourir pour celui qu'elle aime, cette Claire doit être du premier

Egmont. Mais au second *Egmont*, à l'*Egmont* achevé en Italie, il faut attribuer la Claire du cinquième acte, celle qui meurt, non pas pour son amant, mais pour suivre celui-ci, c'est-à-dire une femme à qui l'amour révèle les malheurs civiques auxquels elle n'a jamais pensé, et qui se hausse aussitôt au rôle d'une sœur des Gracques. Il lui faut attribuer encore la scène du quatrième acte entre Egmont et le duc d'Albe, dialogue cornélien que l'on pourrait transporter dans la bouche de Sylla et de Marius, si Marius eût pu ressentir la joie du sacrifice ! Il lui faut attribuer le monologue d'Egmont dans sa prison, digne non pas d'un Socrate qui était plus serein, mais d'un Sénèque qui reçoit l'ordre de mourir, ou mieux encore d'un Cicéron, si celui-ci n'eût compris la nécessité du silence lorsque les *Philippiques* avaient tout dit. Il lui faut attribuer la fin tout entière, le dialogue entre Egmont et Ferdinand, cette générosité et cette grandeur d'âme du héros et du jeune homme placé entre son penchant et son devoir, et cette résignation d'Egmont, après le fléchissement dû à la nature, cette résignation toute romaine d'un César ramenant son manteau sur sa tête, de Cicéron tendant la gorge aux sicaires. Enfin la conclusion sublime, le rêve où Claire apparaît en liberté, vêtue d'habits célestes, baignée de clarté, reposant sur un nuage, et montrant à Egmont les faisceaux civiques, lui tendant la couronne. Tyrannie, victoire, gloire, sacrifice, liberté : « Peuple, défends-toi ! et sache mourir pour défendre ce qui t'es cher ! Suis mon exemple ! » N'est-ce pas toute l'âme romaine que Gœthe vient de traduire?

Comparez avec *Gœtz* si étroit dans sa grandeur, de petits intérêts comme de petites vertus, et vous comprendrez ce que, en dépit d'une source particulariste semblable, Gœthe a su faire des notions vivantes que Rome lui a données. *Gœtz* restera un poème purement germanique, où l'on va chercher l'âme d'un peuple ; *Egmont* ne reste pas flamand. Il monte au-dessus des horizons du petit pays qui lui donna le jour. Egmont devient le type du citoyen, de celui qui, en tous les temps, Clisthène l'Alcméonide ou Caïus Gracchus, s'est dévoué au peuple contre le tyran : Pisistratide, Sénat ou Philippe II. Quant à ce que j'appelais tout à l'heure la joie d'Egmont, non seulement sa joie du sacrifice, mais celle qui préside à

tous ses actes, cette sorte d'alacrité parmi les plus graves desseins, si je ne puis en donner à Rome, toujours un peu sévère, la gloire, je puis du moins l'attribuer au Gœthe de Francfort, à l'élève de Corneille et de Racine, que les paysages de Syracuse et de Naples sont venus réveiller, à l'élève de Platon qui s'est retrouvé. Et j'aime à constater, dans le rêve final si bien mêlé à l'action, comme un reflet des interventions divines dont Eschyle, Sophocle et Euripide usaient, moins habilement peut-être, mais sans plus de vigueur ni d'élan.

Enfin, comme pour *Iphigénie*, il y a l'atmosphère générale, le souffle poétique qui font d'*Egmont* une véritable tragédie, au sens le plus complet du mot, où les bourgeois forment le chœur, où chaque protagoniste rappelle quelque héros homérique ou romain, Orange aussi prudent qu'Ulysse, Albe aussi implacable que Sylla, Claire tendre comme Électre, Mackenbourg le confident, et Machiavel qui n'a pas même pris le soin de changer de nom. Toutes choses et tous personnages qui, comme dans *Iphigénie*, ne s'analysent pas, mais se sentent, se devinent, nous enveloppent, pleines aussi de ces « notions vivantes » qui ont remplacé les « traditions et les mots ».

Faut-il, pour ne rien négliger, signaler *le Grand Kophte* né de la visite que Gœthe fit, à Palerme, aux parents de Cagliostro? La part italienne est trop mince pour permettre plus qu'une allusion. Gœthe allait faire davantage, écrire un drame purement italien, cette fois, italien dans sa forme et dans son fond, et où non pas tant l'Allemagne que plus strictement Weimar apparaîtrait à tous les yeux, et où, par conséquent, l'homme nouveau revenu d'Italie exprimerait les sentiments et les observations de l'homme d'avant le voyage ; où l'auteur enfin d'*Iphigénie* ne fera plus qu'un avec l'auteur de *Werther*, sans qu'on puisse séparer l'un de l'autre, en rien les discerner.

Iphigénie avait été terminée lors du premier séjour à Rome, *Egmont* au cours du second. *Tasso* fut refait en Sicile, continué à Florence, au retour, mais achevé seulement à Weimar dans l'atmosphère de la cour dont Gœthe voulait justement rendre, par le drame ferrarais, les sentiments dégagés de toute personnalité, et qu'il voulait hausser, tout en peignant son propre tourment, tout en analysant les affres de son génie qui n'avait pas, comme celui de Racine, un Versailles pour le soutenir,

hausser au grand drame de l'homme supérieur se débattant contre les petitesses de ce que, depuis cinquante ans, nous appelons une cour de Gérolstein.

Dans son *Voyage d'Italie*, Gœthe mentionne deux fois Ferrare. La première fois à Venise où il entend « le chant fameux des bateliers qui disent à leur manière les vers du Tasse ou de l'Arioste ». La seconde fois, lorsque, de ces lettres châtiées, il ne garde, datée de Ferrare, que celle-ci :

« Arrivé à sept heures du matin (16 octobre 1786), je fais mes préparatifs pour partir dès demain. Pour la première fois, je suis de mauvaise humeur, en me trouvant dans cette grande et belle ville dépeuplée. Une cour brillante animait autrefois ces rues ; ici habitaient l'Arioste mécontent, le Tasse malheureux ; et nous croyons nous édifier en visitant ce lieu. Le tombeau de l'Arioste contient beaucoup de marbre, mal disposé ; au lieu de la prison du Tasse on nous a montré un grenier à mettre du bois et du charbon, où certainement il n'a pu être enfermé. »

C'est tout. Mais, écrivant à Weimar, Gœthe craint de laisser deviner son intention, ainsi qu'il arrive souvent à ceux qu'une idée poursuit et qui s'imaginent que tout passant va la surprendre. L'ébauche de *Tasso* au fond de sa malle, si on la devinait à quelque mot échappé ! A Weimar, sans doute, on est plus fier de Gœthe que de Tasse à Ferrare. Il le sait bien, et ce seraient mille explications, toujours maladroites et insuffisantes à fournir. Son œuvre seule expliquera. Le dessein, d'exécution si délicate, ne peut s'avouer qu'à la condition de rester caché jusqu'à l'achèvement. Et, passant par Ferrare pour y prendre une « notion vivante », il garde celle-ci pour lui : on verra bien lorsqu'on lira l'œuvre, la trace de ce passage. Le reste est convenances et réserve jalouse d'auteur.

Il n'est pas douteux, en tout cas, que Gœthe, avant de quitter Weimar pour l'Italie, avait donné à son drame un tour bien plus personnel que celui d'après le retour. Il y déversait son tourment intellectuel, l'impuissance où il se débattait depuis dix ans. *Tasso* rapporté d'Italie restera cette confession, mais élargie, agrandie, non plus maintenant un autre *Werther*, encore, mais le drame du poète inquiet et blessé par les vulgarités du monde, par les insignifiances d'une cour d'opéra-comique, si

ce n'est d'opérette. *Tasso* avant l'Italie formulait la plainte d'une âme piétinant. Et il l'exprimait deux fois puisqu'il pleurait un double tourment, celui d'un esprit qui étouffait, celui d'un cœur qui rêvait de l'Italie où une Ferrare offrait une analogie frappante avec la Weimar oppressante. Et *Tasso* élaboré en prose, revient d'Italie revêtu de poésie, écrit en vers cette fois, ainsi qu'il convient aux pensers élevés, sereins, détachés des hommes, et qui aspirent à l'éternité des sentiments comme du verbe.

La duchesse Amélie était fille d'Este, nous le savons ; cette descendance, évidemment, avait appelé l'attention de Gœthe. Petite principauté féodale, poussée à l'ombre de la papauté et de l'empire, se réclamant alternativement de chacun d'eux selon l'intérêt du moment, Ferrare s'est toujours piquée d'être artiste. Depuis Borso jusqu'à Alphonse II, on y a cultivé les lettres et les arts. La peinture y fleurit d'une école dont l'école de Bologne tire ses origines, dont les noms de Cossa, de Costa, de Garofalo, de Dosso Dossi, de Tura, de Stefano, perpétuent la mémoire. Les lettres revendiquent le *Roland* d'Arioste, la *Borséide* de Guarino, le *Mambriano* de Cieco, les deux Strozzi et Tebaldeo qui orneront les dernières années paisibles et maternelles de Lucrèce Borgia devenue la femme exemplaire d'Alphonse, dit le bombardier, le plus grand artilleur de son temps. Le jour du mariage de Lucrèce, on ne jouera pas moins, au château, de cinq pièces de Plaute, entrecoupées de danses. L'Université de Ferrare compte quarante-cinq professeurs. Une imprimerie répand ses travaux. De Ferrare partit un jour pour Mantoue la belle Isabelle, la grande Isabelle. De Ferrare vint le charmant Hippolyte qui devait mourir dans les bras de Julie de Gonzague de Sabbioneta. Qui n'a vu, à Tivoli, la villa d'Este bâtie par le fils de Lucrèce Borgia et d'Alphonse d'Este? Renée de France recueillit Marot à Ferrare, et y donna le jour à Alphonse II, à Léonore que Tasse aima, à Lucrèce d'Urbin qui accourut à Ferrare pour soigner le pauvre poète reclus, en prison selon la légende, isolé plutôt pour cause de neurasthénie aiguë, comme nous disons aujourd'hui, où Torquato aurait été envoyé en quelque sanatorium helvétique, et non pas au couvent du Janicule.

Les Este, faute de descendance légitime, durent céder

leur domaine au Saint-Siège qui, depuis trop longtemps, craignait leurs canons. Abandonné par la France, dont ses ancêtres avaient si fidèlement soutenu la cause pour échapper autant au pape qu'à Venise, à Milan et à Florence, le dernier Este, bâtard d'Alphonse II, fut recueilli par l'empereur qui lui laissa Modène où se trouvent encore les archives, la bibliothèque de la famille et quelques-uns des tableaux accumulés par les Alphonses et les Hercules, les plus importants, ceux de Corrège entre autres, ayant été vendus au roi de Saxe, en 1746, pour la galerie de Dresde où Gœthe les admirait dans leur nouveauté.

Est-il besoin de faire ressortir maintenant tout ce qui, du Weimar gœthien, ressemble au Ferrare de Tasse? Mêmes origines féodales, même modestie territoriale, même étouffement entre les grands États qui se forment, même Weimar auprès de la Prusse comme Ferrare auprès de Venise ou de Florence, et surtout même consolation de l'infimité par l'éclat poli de la cour, par la culture des arts. Amélie, Gœthe la compare à Isabelle ou mieux à Éléonore, s'il est trop respectueux pour évoquer Lucrèce Borgia. Le rôle honorable que jouent les ducs de Weimar dans les guerres du XVIIIe siècle lui rappellent les Alphonses et les Hercules. Gœthe devine, grâce au voisin Frédéric, le sort qui attend le duché analogue à celui de Ferrare. Enfin lorsque se dresse devant lui la figure de Tasse, de famille bergamasque, né à Sorrente, et venu à Ferrare attiré par l'éclat de la cour lettrée, n'est-ce point le fantôme du petit bourgeois de Francfort qu'il voit apparaître?

« Je saisis l'histoire du Tasse, dit-il à Eckermann, en prenant comme sujet les souvenirs et toutes les impressions de Weimar, qui me fatiguaient encore de leur poids accablant... La cour, les situations, les relations d'amour, tout était à Weimar comme à Ferrare, et je peux dire justement de ma peinture : elle est l'os de mes os, et la chair de ma chair. »

« Tout était à Weimar comme à Ferrare. » Avant l'Italie, Gœthe ne pouvait voir Ferrare que comme il voyait Weimar. Après l'Italie, il voit Ferrare grandie au type, l'image même de toutes les cours de bonne volonté, mais impuissantes, incapables de consoler les grandes âmes des chaînes que réclame la subsistance quotidienne. Comme Tasso, Gœthe doit deman-

der son pain à un maître, et les jeux, qu'ils soient d'amour pour madame de Stein ou pour Éléonore, qu'ils soient de simple grâce ou d'amitié échangées avec le prince, ces jeux ne satisfont pas les aspirations du poète. Tasso, dans la pièce de Gœthe, veut partir pour Rome, comme Gœthe l'a voulu, mais avec cette différence peut-être que ce désir de Rome, chez Tasso, symbolise l'évasion définitive hors d'un monde mesquin et petit vers les grandes scènes du monde : qui saura jamais, cependant, si Gœthe ne songea pas quelquefois à Potsdam ?...

Le premier acte de *Tasso* que Gœthe doit avoir peu retouché est bien frappant à ce point de vue. Il crie Weimar de toutes ses répliques. Mais les autres ! Empreints de cette tristesse qui me semble un reflet du spleen italien de Gœthe, ils s'élèvent en outre si largement au drame universel que les commentateurs se perdent encore à les expliquer : « Artiste et poète dans une société d'hommes de cour, dit Saint-René Taillandier, Gœthe avait-il souffert de ce contraste? en avait-il souffert simplement par réflexion et, si l'on peut ainsi parler, d'une manière idéale? ou bien avait-il connu en réalité les pénibles impressions de son héros? » Qu'il ait souffert « d'une manière idéale », cela n'est pas douteux ; le départ pour l'Italie est d'un mécontent de soi et des autres. Qu'il y ait ressemblance entre Tasso amoureux de sa princesse et Gœthe poète de cour, je ne crois pas. L'équilibre de Gœthe, sa sécheresse de cœur qui en font le prudent héros de Wetzlar, l'adroit amoureux de la belle Milanaise et le mari de sa cuisinière ne permettent pas de le croire. *Tasso* peut prendre, oui, dans les confidences de Gœthe, une part égale à celle non seulement des *Mémoires* mais encore et surtout à celle de *Werther* ; cette fois, cependant, et la différence est capitale, la confidence est toute psychologique ; les petits événements sont transportés dans la poésie éternelle ; voici le sursaut d'un grand cœur. Et comme il possède la pleine conscience de son essence, comme il se connaît un parfait homme de lettres, Gœthe se hâte de guérir son mal en l'écrivant. Lorsqu'il l'a couché sur le papier, il en est aussitôt délivré. Désormais sa douleur n'est plus sienne. Il l'a magnifiée en la « passant » à Tasso d'abord, en en faisant ensuite une douleur humaine. « La

nature, s'écrie Tasso, m'a donné une voix mélodieuse, pour égaler par mes lamentations la profondeur de ma peine. Tandis que chez d'autres la douleur étouffe la voix, un dieu m'accorda de dire combien je souffre. » Et soulagé, Gœthe alla chercher Christine, reprit *Faust*, *Wilhelm Meister*, et partit avec Charles-Auguste pour le Rhin d'où il rapporta la *Campagne de France*.

Ainsi pourrait-on le suivre à travers toute son œuvre, à travers toute sa vie, et y retrouver la trace du voyage, moins nette peut-être, de réalisation moins précise et subjective qu'on ne la voit en *Iphigénie*, en *Egmont*, en *Tasso*, mais encore plus profonde, en revanche, en ses ondes infinies comme les vagues de la mer.

Je me suis arrêté plus longuement sur ces trois derniers drames où l'influence italienne est plus directe et donc plus frappante. Suivre cette influence à travers toute l'œuvre de Gœthe deviendrait vite fastidieux, et je voudrais seulement m'arrêter en dernier lieu sur les deux grandes œuvres où Gœthe a apporté le plus de cette amplitude née des « notions vivantes ».

Avant son séjour à Rome, il s'était proposé « d'introduire dans *Wilhelm Meister* toutes ses pensées de Rome ». Entendons par là tout ce que, grâce au contact avec Rome, il avait élevé au système, tandis que jusqu'alors il se laissait guider par ses impressions qu'il rassemblait sans se préoccuper d'une généralisation idéale. Des deux parties de *Wilhelm Meister*, la première fut écrite et publiée avant le départ de Weimar. Et la nécessité de donner à cette œuvre une conclusion psychologique et sociale contribua à décider de l'Égire. Les années d'apprentissage de Wilhelm sont les années vécues de Gœthe. Encore une fois, Gœthe, comme dans *Werther*, se raconte. Les premiers chapitres de l'œuvre ressemblent d'une façon frappante aux premiers chapitres de *Vérité et Poésie*. Même enfance, même jeunesse, même éducation, même père, même découragement, mêmes amours. Et voilà Gœthe étudiant une âme qui se cherche, comme faisait la sienne. Mignon des *Années d'apprentissage* résume cette aspiration à l'Italie où Wilhelm et Wolfgang espèrent rencontrer la paix de l'esprit et la conclusion romanesque, l'une et l'autre, tous deux en même temps.

Et donc, si Gœthe a interrompu, en 1785, la confection de son roman, c'est parce qu'il se sentait, nous l'avons vu, impuissant à raconter autre chose que soi ; et quel soi? Encore *Werther* et toujours lui !

Les *Années de voyage* qu'il entrevoyait et dont il avait arrêté quelques épisodes, naquirent, au contraire, au retour d'Italie, et elles contiennent toute la philosophie réaliste de Gœthe, toute sa doctrine sociale. Lui-même nous le dirait s'il était possible d'en douter : « J'ai eu, pendant mon voyage en Italie, l'occasion de réfléchir beaucoup sur moi-même, sur les autres, sur le monde et l'histoire ; de cette réflexion, j'ai tiré maintes choses, assez peu neuves peut-être, mais bonnes à dire et que j'exprimerais à ma façon. Tout cela forme un ensemble dans *Wilhelm Meister*. » Le pandemonium, d'aucuns pourraient dire le carpharnaüm qu'est ce roman, n'existerait pas sans l'Italie. Gœthe y a mis toute une théorie de la vie, telle que son voyage lui en avait inspiré le système. Et cette conception est bien romaine au fond, entièrement réaliste, terre à terre un peu, d'un qui ne se paie pas de phrases, ni de rêves, mais demande à l'existence de se dérouler sainement et confortablement. Wilhelm part à la recherche d'une situation sociale et d'une assiette morale, comme Jérôme Paturot. Les années de voyage sont des années passées à explorer un cœur pour savoir ce dont ce cœur a besoin. Et ce que ce cœur découvre à la fin de son périple, c'est une sagesse assez matérialiste, la sagesse de se soumettre aux lois de la société où la naissance vous a jeté, d'y embrasser un état honorable où l'on peut rendre service à ses semblables, où l'on tient sa place dans le concert innombrable, et que l'on s'efforce de remplir de son mieux, sans, comme on dit, « se monter le bourrichon », sans « s'en faire accroire », sans prétendre qu'on est un homme extraordinaire, sans bousculer personne non plus. Ainsi Gœthe pratiqua la société à son retour. Il rentra sagement dans le rang, à Weimar, remplit consciencieusement ses fonctions, et, toute sa supériorité, il ne l'imposa qu'à son rang de littérature. Les enseignements pris au Forum du peuple le plus réaliste qui fut jamais ne furent pas perdus.

Dans *Faust* enfin nous le retrouvons, peut-être même avec le plus d'éclat, *Faust* que Gœthe garda soixante ans sur le

chantier, et qui, par ses deux parties, nous présente une synthèse des deux Gœthe, celui de *Werther* et celui du voyage.

Sans doute peut-on dire qu'il n'est jamais difficile de rencontrer dans les ouvrages de l'esprit ce que l'on cherche selon une théorie préconçue : il n'y a qu'à l'y mettre, et c'est le propre même des grandes œuvres de se prêter à toutes les complaisances. Si méfiant, cependant, que l'on se montre de la dialectique qui est, dit Fichte, « l'art de conduire le raisonnement vers un but fixé d'avance », et si appliqué que l'on se montre à ne pas s'abandonner à ses penchants, il est impossible de ne pas constater la différence des deux *Faust*, le premier d'avant le voyage et si germanique, le second d'après et si latino-grec. *Faust* est la suprême confession du poète, l'œuvre où il mit le plus de son âme, où il s'est peint tout entier, dans sa jeunesse et dans sa maturité. Dans le premier *Faust* Gœthe promène à travers le monde son inquiétude, dans le second il se fixe, ayant trouvé la beauté qu'il cherchait et qui lui convient. Il avait cru l'avoir rencontrée dans Marguerite, qui est la beauté allemande, beauté intime et ménagère, de candeur et d'innocence naturelle. Avant le voyage, Gœthe conçoit *Faust* en drame à trois personnages, triste et amer, sans ciel comme sans idéal : la renaissance allemande, étroite dans son vol, l'inspire tout entière, et Marguerite n'est, au fond, que le symbole des amantes de Francfort et de Sesenheim. Comment achever ce *Faust*? Gœthe n'y parvient pas. Il leur manque à tous deux la lumière pressentie, désirée pendant quinze ans. Et Gœthe, limité à la vision de l'Allemagne, ne pouvant pas plus donner à *Faust* une signification qui ne ferait que répéter celle de *Werther*, qu'il ne peut entreprendre une autre tâche quelle qu'elle soit, Gœthe met aussi *Faust* dans sa malle italienne, *Faust* qui, à peine débarqué au bord du Tibre, reprend vie, s'enrichit et étend son horizon jusqu'à l'infini.

La scène des sorcières est écrite dans les jardins de la villa Borghèse ; Marguerite s'élargit à Rome jusqu'au type : de petite Allemande au cœur sensible, elle devient l'Innocence ; les scènes « un bois et une grotte », « sublime esprit, tu m'as tout donné », « devant la porte de la ville », l'hymne de Pâques enfin où éclate un fulgurant panthéisme, datent du

séjour à Rome. Et, surtout, tout le plan du *Second Faust* fut arrêté à Rome, le prologue même rédigé : sur le sol classique, Faust se trouve après s'être tant cherché, jusqu'au cabaret ; il s'achève dans l'esprit de l'auteur dont il reflète l'allégresse et l'esthétique enfin fixée.

Si on lit alors, à la lumière latine, le *Second Faust*, tout simple et limpide il apparaît, dépouillé de ce mystère dont on l'a tant enveloppé, si clair cependant pour le poète qui y mettait sa vie, sa vie d'autrefois étriquée et fermée d'avant le voyage, sa vie épanouie et libérée d'après. Marguerite l'Allemande n'a pas satisfait le sombre docteur ; la classique Hélène représente l'idéal parfait que Gœthe a poursuivi vainement auprès de Charlotte ou de Frédérique, et même de Lili, et qu'il reconnaît enfin dans l'art d'au delà des monts. Armé, grâce au voyage, de la clef magique qui ouvre les portes du beau, *Faust* brave tous les périls et conquiert Hélène, Hélène la plénitude, Hélène d'Italie, Hélène de Sicile et de Grèce : « Conservant, dit Faust à Hélène, son éternelle jeunesse, pour nous, pour nos délices, l'Italie est voisine encore de Sparte. » Faust descendant les degrés du château, c'est Gœthe lui-même descendant l'escalier du temple du Palatin pour prendre possession du monde classique ouvert désormais à son génie. Euphorion, fils de Faust et d'Hélène, c'est l'art même de Gœthe issu des amours du poète et de la beauté gréco-latine. Lorsque Euphorion retombe sur la terre sous forme d'Icare, voyons dans cette image l'angoisse du poète de ne pouvoir jamais atteindre les sublimes sommets qu'il a aperçus aux rives du Tibre, sur le rivage de Parthénope, le long des bords de l'Anapos. Hélène disparaît et Faust reprend pied en ce monde, comme Gœthe au retour reprit ses fonctions auprès du grand-duc. Il n'est pas jusqu'à Méphisto qui ne concilie les deux mondes où Gœthe a vécu et qui ont donné une œuvre double. Et, chargé d'années, Gœthe, à la fin du *Second Faust*, invoque et recrée sa jeunesse sous les traits de Marguerite l'Allemande qui comprend la métamorphose et donc l'abandon de son amant auquel elle pardonne ayant, elle aussi, saisi la supériorité d'Hélène, du grand art latino-grec.

Ainsi envisagé en confession, le *Second Faust* devient

radieux de sérénité et de franchise, ouvert à tous comme il l'était devant son auteur qui n'a jamais rien écrit de plus ingénu. Et si nous nous rappelons la première partie de *Faust* si lourde de germanisme, si nous la mettons à côté de l'idéalité, si éperdue qu'on s'est longtemps refusé à la suivre dans son vol, du *Second Faust* qui n'est que le triomphe proclamé d'une âme désenchaînée et qui goûte la seule et vraie beauté, nous ne pourrons plus alors ignorer la signification de l'œuvre, ne pas en consacrer l'unité dans l'âme de son auteur, méconnaître la peinture fidèle qu'elle est d'une vie entière. Gœthe écrivit *Hélène* alors qu'il atteignait sa quatre-vingtième année. Il terminait ses jours par une profession. Et l'œuvre resta énigmatique pour une postérité qui ne sut pas y découvrir l'histoire d'âme qu'elle consigne; cette œuvre fut, de toutes celles de Gœthe, celle que l'auteur pouvait lire le plus couramment, où il se retrouvait lui-même, puisqu'elle le reflétait intégralement.

La première ébauche de *Faust* est de 1772, *Hélène* de 1830. Gœthe, entre temps, a vécu. Lui qui, jusqu'à 1786, s'était laissé doucement bercer aux joies d'une existence facile, et prendre à des amours flatteuses, s'était contenté de *Gœtz*, de *Werther*, de quelques petites comédies de société dont l'Œuvre se passerait volontiers, revenu d'Italie il ne se satisfait plus à ces frais. Le bon bourgeois de Francfort et le courtisan joyeux deviennent presque honteux d'eux-mêmes. Ils se transforment en un homme que les problèmes les plus graves occupent et accaparent. Gœthe veut maintenant vivre noblement et se mêler activement à la vie ; son œuvre littéraire doit comporter une moralité sociale.

On voit alors Gœthe se préoccuper de la révolution française qu'il ne comprendra pas d'abord, mais à laquelle il fera réparation d'intelligence dans *Hermann et Dorothée*, écrit après la campagne de France à laquelle il a participé en 1794, et où l'on trouve les pages les plus curieuses en ce qui touche le cheminement intellectuel de l'auteur. Bientôt, il se lie avec Schiller, édite avec lui les *Heures*, revue politique et littéraire où il publie *les Entretiens d'un émigré allemand*, les *Elégies romaines*, la plus lyrique de ses œuvres, la plus fiévreuse, la plus joyeuse, et où il semble bien que la jeune amante, si

amoureusement caressée, soit Rome elle-même, les *Epigrammes de Venise*, puis *les Xénies*, à l'imitation de Martial, distiques satiriques publiés dans l'*Almanach des Muses*, où éclatent le goût, la passion du présent. Gœthe ne peut plus, retour de Rome, s'intéresser seulement à lui-même... Et il lance des épigrammes qui fouaillent choses et gens, institutions et préjugés, mœurs et hypocrisies, et qui s'annoncent ainsi :

Nous sommes des distiques, ni plus ni moins ;
N'ouvre pas, nous sauterons la barrière.

Elles la sautent bien. Le douanier dit aux Xénies :

Ouvrez vos malles. Rien à déclarer?
Rien contre l'Église ou l'État? Pas d'articles français?

Ce fut un scandale, d'autant plus que certains personnages n'étaient pas ménagés. Gœthe, vingt ans après, en était encore tout excité. Le spectacle de Rome et de l'Italie entière lui a donné une conscience de citoyen, dont il demandait en vain, avant de partir, à la petite cour de Weimar, le stimulant et la fécondité.

Avec l'esprit révolutionnaire cependant, la France aussi était rentrée dans l'âme de Gœthe. Gœthe se précipita avec ivresse sur la littérature française ; n'y retrouvait-il pas le parfum latin et grec qu'il rapportait d'Italie? Lui qui, avant l'Italie, ne songeait qu'à « restaurer l'art allemand », se prend de passion pour l'art de Voltaire de qui il traduit *Tancrède* et *Mahomet*, de Diderot dont il traduit, l'ayant découvert inédit encore, *le Neveu de Rameau*, et cela malgré Schiller qui s'impatiente de le voir tourner au néo-classique. Et depuis lors l'art français où il retrouvera l'art antique — et aussi son enfance — ne cessera d'attirer, jusqu'à sa mort, sa prédilection.

Son activité cérébrale, d'ailleurs, ne s'en tient pas là. Ce cerveau puissant qui s'endormait et que le contact de l'antiquité a réveillé, bouillonne non seulement d'une vie extérieure à laquelle il veut participer, et d'œuvres littéraires innombrables, mais il s'intéresse aussi passionnément à Schiller, à qui il semble avoir passé la mission de restaurer l'art allemand, qu'il s'était d'abord donnée. Il édite la correspondance

de Wickelmann qui lui rappelle sa chère Rome. Il voyage çà et là, avide de connaître les hommes et les choses afin de vivifier toujours son art, reçoit à Weimar les visites les plus disparates qui toutes le captivent, dont il fait son profit, insatiable de connaissances, au courant de tout ce qui se fait et se publie dans le monde, et finissant sa carrière par la passion de la science.

***

Si l'on se rappelle alors le Gœthe de 1785, on se rendra compte facilement du changement causé par l'Italie, avouée par lui comme ayant exercé sur son esprit l'influence la plus décisive. Sans doute, il était Gœthe, et *Werther* resterait. Mais *Werther* seulement, même sous les formes de la première partie de *Wilhelm Meister* et du *Faust* primitif, qui n'offriraient que d'autres moutures. C'est avec raison que Richelot arrête à l'année 1786 la jeunesse de Gœthe. En 1787 commence la maturité qui donnera les meilleurs fruits, les fruits romains. Quinze jours avant sa mort, l'Italie vint trouver Gœthe ; il lui sourit avec attendrissement. On lui envoyait de Naples le dessin d'une maison de Pompei aux fouilles de laquelle son fils avait assisté, lors d'un voyage accompli avec le fidèle Eckermann, et au cours duquel ce fils devait mourir, maison qu'on nomma : « Casa di Gœthe ». Ce fut a peu près sa dernière joie. Il convenait d'associer à ses derniers jours l'Italie, Rome et un peu de Grèce par l'image pompéienne.

ANDRÉ MAUREL

LES LETTRES ET LA VIE

La paix est ratifiée. La censure est morte. Et il va se produire ce que je vous annonçais il y a un an et demi. Tous ceux que la discipline ou la contrainte réduisaient au mutisme, vont recouvrer la parole.

Nous aurons d'abord les mémoires et récits des grands chefs, généraux illustres ou moindres, qui nous apporteront sur le commandement suprême les documents les plus précieux. Deux généraux déjà ont commencé, par intermédiaires, l'offensive : le général de Laurezac et le général Nivelle. D'autres suivront. Tous parleront — même les morts !

Puis ce seront, un à un, ces carnets des obscurs poilus, non gradés, que je vous mentionnais l'an dernier. Carnets tenus gauchement au jour le jour, jusqu'à celui de la blessure grave ou du trépas. Carnets ingénus et véridiques, sans syntaxe, sans orthographe, mais aussi sans détours, où nous verrons, à nu, dépouillée de toute littérature, l'âme du peuple dans la mêlée.

Et alors, disposant de tous les témoins du drame, ceux d'en haut, ceux du milieu, ceux d'en bas, l'histoire de la guerre pourra reprendre. Non cependant à la manière de celle qui la suppléait depuis cinq ans, ersatz d'histoire, histoire provisoire et de remplacement, histoire hâtive ou complaisante, qui n'opérait que sur pièces soigneusement sélectionnées, pourvoyant à l'absence des autres par des hypothèses arbitraires, et souvent dissimulant sous les plis du drapeau les fautes mêmes dont il avait failli périr.

L'histoire nouvelle, l'histoire ressuscitée ne voudra, comme jadis, que la vérité issue des faits notoirement constatés et des pièces notoirement officielles. Elle constituera scientifiquement le dossier de chaque combat, de chaque opération. Elle confrontera les témoignages, elle les heurtera l'un à l'autre pour en faire jaillir la lumière. Elle arrachera leurs mystères aux archives, elle forcera les secrets des réticences ou des ambiguïtés, elle recherchera à tous les degrés de l'étiage ou l'erreur impénitente ou la vertu ignorée. Elle dissipera les légendes, elle contrôlera les accusations. Et c'est seulement, sûre ainsi de sa cause, qu'elle se décidera à prononcer.

Évidemment ici d'abord la plume reviendra d'office aux écrivains militaires. Et je n'entends pas par là ces commentateurs de communiqués qui, au cours des hostilités, firent si fréquemment notre joie — ou notre tristesse. Je pense à ces écrivains, mûris par la pratique des batailles, cultivés, réfléchis et qui possèdent un maître, un modèle dans l'auteur des *Principes de la guerre* et de *la Conduite de la guerre*. Puis, au besoin, si le personnel militaire manquait, ils pourront s'adjoindre tels ou tels civils de talent, ayant servi sous leurs ordres, comme par exemple M. Joseph Bédier ou M. Jean de Pierrefeu qui précisément vient de nous donner un récit de la *Deuxième Bataille de la Marne*[1], d'une netteté de dessin et d'un atticisme dignes de Xénophon.

Mais dans l'exposé d'une guerre, la narration des combats n'est pas tout. Il y a aussi leurs répercussions morales qui retentissent à l'infini dans les cœurs, dans les esprits. Une histoire complète de la guerre comportera donc une étude approfondie de l'âme française pendant les batailles. Et ici les juges indiqués, ce seront les littérateurs.

Qui donc pourtant, il y a deux ans, leur déniait le droit de juger la guerre, ses origines, ses vicissitudes, ses conséquences et raillait ces humbles compagnons de lettres de vouloir, par leurs commentaires, s'égaler à nos hommes d'État? Ne serait-ce pas, si j'ai bonne mémoire, M. Julien Benda, dans *les Sentiments de Critias*, livre substantiel, où l'intérêt des citations le dispute à l'intérêt des remarques ? Exclusive qui fit sourire, moins par son dédain des littérateurs que par son respect de nos hommes d'État. Exclusive d'ailleurs sans effet. M. Benda ne l'avait pas plus tôt proférée que coup sur coup, comme à un mot d'ordre, paraissaient les meilleurs romans, les meilleurs contes, les meilleures pages qu'ait suggérées la guerre, tous et toutes regorgeant de jugements sur elle, soit pour

1. Renaissance du Livre.

l'exalter, soit pour la maudire, soit pour en déterminer les causes, soit pour en apprécier les péripéties, soit pour en augurer les suites... Et voyez combien c'est heureux ! Car beaucoup de ces livres durent encore aujourd'hui, beaucoup dureront davantage et formeront sur la guerre le répertoire d'impressions et d'idées le plus riche qu'ait connu l'histoire. Tandis que les dicts et propos de nos « hommes d'État » concernant le même sujet, qu'en subsiste-t-il? Sur les murs de quelques lointaines bourgades, des lambeaux de discours « affichés », dont les pluies auront achevé demain de noyer pour toujours les éphémères et creuses rhétoriques.

Au surplus en fut-il autrement après 70? Où les générations qui suivirent apprirent-elles la première guerre franco-allemande? Où trouvèrent-elles le legs de rancunes et de fiertés qu'elle nous laissait? Est-ce dans les discours des grands et véritables hommes d'État de l'époque, les Thiers, les Jules Favre, les Gambetta? Nullement. Les initiateurs à la guerre, aux beautés et aux horreurs qu'elle recèle, furent des romanciers, des poètes : un Daudet, un Maupassant, un Zola, un Déroulède. Et les mêmes courants contraires qui battent aujourd'hui la pensée française coulaient dans leurs œuvres adverses. Tandis qu'un Déroulède claironnait sans répit la revanche, *la Débâcle*, bien avant *le Feu*, était dénoncée, pour ses noires peintures, comme un danger national ; et l'ancien combattant des compagnies de marche, Guy de Maupassant, publiait, dans *Sur l'eau*, contre le bellicisme, un réquisitoire plus virulent que tout ce qu'a écrit là-dessus M. Barbusse, allant jusqu'à réclamer des peuples la mise en accusation immédiate de tous les gouvernements « après chaque guerre déclarée ».

A cinquante ans de distance, la guerre retrouve en face d'elle le même tribunal. D'autres résumeront, colligeront, discuteront ses faits et gestes, ses tactiques, ses stratégies. Mais ceux qui transmettront à la postérité la notion familière de ses héroïsmes ou de ses forfaits, ceux qui la feront revivre aux yeux de l'avenir, qu'ils la défendent ou qu'ils l'accusent, ce seront encore les littérateurs, juges suprêmes de toute guerre passée ou future, puisque les plus écoutés, les plus lus, les plus libres et bien souvent les plus profonds.

A l'encontre de cette influence, vous alléguerez peut-être la difficulté que rencontrera le lecteur de demain à choisir entre tant d'avis discordants pour ou contre la guerre. Mais là-dessus je suis tranquille. Outre la voix du patriotisme, celle des sentiments ou conservateurs ou libertaires que tout homme porte en soi aura vite fait de diriger chacun vers les œuvres et vers les idées les plus conformes à sa nature propre.

D'autre part, où je prévois un embarras sérieux, c'est dans l'ordre des choix littéraires. A présent même, dans l'amoncellement sans cesse croissant des livres de guerre, cet embarras déjà nous tourmente. A leur égard nous tombons constamment dans deux excès : ou le dégoût irréfléchi ou l'admiration démesurée. Tantôt leur monotonie nous excède. Ces histoires de poilus ou grognons ou gouailleurs, de boyaux boueux, de gros noirs, de parallèles de départ, d'heure H, etc., nous lassent à force de se répéter. Et nous disons : « Assez de littérature de guerre ! » Ou bien c'est l'inverse. Après quelques semaines de répit, un nouveau roman de guerre, un nouveau carnet de guerre paraît. Et *comme il n'est pas de livre de guerre inintéressant*, comme chacun d'eux emprunte de la puissance, de la grandeur, de l'émotion aux événements inouïs qu'il relate, nous sommes empoignés et nous déclarons. « C'est un beau livre ! » Si bien qu'aujourd'hui les « beaux livres » de guerre ne se comptent plus ; et qu'à tout instant vous êtes exposé à la honte d'ignorer le dernier « beau livre » de guerre mis en vente.

La vérité, il va de soi, ne me semble ni d'un côté ni de l'autre. S'il n'y a pas autant de beaux livres de guerre qu'en promulguent certains arrêts trop précipités, la littérature de guerre, loin d'être tarie, peut encore produire d'excellents ouvrages. Je n'en veux pour preuve que deux livres parus après les chefs-d'œuvre consacrés et que je vous avais recommandés, il y a quelques mois, dès leur publication : *le Guerrier appliqué* de M. Paulhan qui vient d'obtenir la Grande Bourse de voyage, et *les Croix de Bois* de M. Dorgelès qui paraît en fort bonne posture pour le prix Goncourt.

Et depuis lors, dans l'encombrement, combien d'autres volumes ont passé presque inaperçus, qui eussent mérité un meilleur sort. Ainsi pourquoi ce silence sur *le Cabaret*[1] de M. Alexandre Arnoux, recueil de contes pleins de nerf et de pittoresque, qui dans l'ensemble n'égalent peut-être pas *les Croix de Bois*, mais, par endroits, ne leur sont pas sensiblement inférieurs ? Pourquoi si peu d'articles sur le savoureux *Jacques Bonhomme et Jean Leblanc*[2] de M. Marc Elder, où se retrouvent tout l'humour ému, toute la science de la gent maritime qui distinguent l'auteur du *Peuple de la Mer* ? Pourquoi cette indifférence pour *la Dimension nouvelle*[3] de M. Lucien Daudet, suite de poèmes en prose et d'amères rêveries devant les sinistres spectacles du front — un des livres les plus raffinés qu'ait inspirés la guerre et que je rapprocherais volontiers, pour la qualité, du *Guerrier appliqué* ? Et est-ce parce que l'on considère leur cas

1. Fayard. — 2. Calmann-Lévy. — 3. Crès.

comme classé, au-dessus des éloges ou de la critique, que dans la presse on parla si bas d'*Une relève*[1] de MM. Jérôme et Jean Tharaud, ces récits d'une tenue si parfaite et si chargés de mélancolie, de poésie? Enfin pourquoi tant de négligence envers *les Enfants jouent*[2] de M. Jean-Jacques Bernard? N'était-ce pas dans le genre du conte si usagé, si démonétisé par l'abus qu'on en fait, un début des plus significatifs à signaler, un tour personnel et neuf, alliant à une sobriété mériméenne la sensibilité la plus fine, la pensée la plus ferme malgré sa jeune modestie?

Direz-vous que ce fut le pessimisme de ces auteurs qui leur fit tort ; la haine de la guerre, le dégoût de la guerre proclamé ou inconscient, qu'on sent circuler à travers toutes leurs pages? La thèse semble plausible. Le public d'arrière n'a jamais aimé le face à face avec les réalités de la guerre. En fin 1914, je me rappelle la révolte des civils quand on leur contait les affreux corps à corps de l'Argonne. Ils se bouchaient presque les oreilles. Ils disaient : « Ne nous démoralisez pas ! » Et j'ai aussi souvenance d'une charmante dame qui s'arrêta aux premières pages du *Feu*, non que les théories pacifistes l'en choquassent, mais parce que « ça lui faisait mal », la pauvre enfant !

Seulement, comment alors expliquer la faveur relativement tiède qu'ont obtenue d'autres écrivains qui loin d'insister sur les atrocités de la guerre, ne visaient qu'à nous en montrer les beautés? M. Joachim Gasquet, notamment, nous offrait *les Bienfaits de la guerre*[3], corollaire théorique de ses *Hymnes*, d'un si beau souffle ; un livre ardent, convaincu, dont les conclusions sont peut-être discutables, mais, cette épithète le dit, appelaient la discussion, l'attention. Sauf dans quelques rares gazettes politiques, c'est pourtant à peine si la presse le cita. M. Henri Massis, autre combattant, s'instituait dans *le Sacrifice*[4] l'hagiographe fervent de cette « génération sacrifiée » dont les maîtres furent Charles Péguy, Ernest Psichari et dont, avant 1914, avec M. Tarde, il avait éloquemment retracé le traditionalisme militant, le retour à la foi, l'espèce de stoïcisme patriotique. Presque le même accueil qu'au volume de M. Gasquet. Enfin *le Témoignage d'un converti*[5] de M. Henri Ghéon nous apportait un des ouvrages les plus caractéristiques parmi les livres de guerre ; l'histoire de la conversion d'un combattant, jadis poète ne rêvant qu'art et littérature, menant une vie épicurienne, professant les opinions les plus anarchistes, et qu'au front

1. Emile Paul. — 2. Grasset. — 3. Nouvelle Librairie Nationale. — 4. Plon. — 5. Nouvelle Revue Française.

la grâce finit par toucher. Conversion qui n'a pour origine ni une défaillance de l'esprit critique, car durant toute la crise qui l'y mène le néophyte ne cesse de garder toute sa lucidité et de lutter contre les objections de sa raison. Conversion qui n'est pas davantage issue du *primum deos*, de ce recours intéressé à Dieu que suggère parfois le péril. Non, simplement la contagion, la force de l'exemple : le contact d'un camarade de régiment qui a puisé son héroïsme dans la foi et dont, même mort, la grande image impérieuse domine, ramène peu à peu la brebis égarée. Le cas, vous en conviendrez, était intéressant. Il nous est décrit avec beaucoup de sincérité, de simplicité, je dirai même d'humilité vraie. Et cependant sur ce livre sans analogue, partout encore le quasi-silence...

Mais qu'importent ici le plus ou moins de vogue de tous ces ouvrages, le plus ou moins d'injustice dont ils pâtirent? Ce que je voulais surtout — rappelez-vous le début — c'était mentionner, parmi les plus récents, les témoins de marque, les dépositions capitales que les Taine et les Paul Bourget de demain ne pourront se passer de consulter quand ils entreprendront de peindre notre âme de guerre.

Or regardez les antécédents de tous ces témoins décisifs, de tous ces juges en dernier ressort. Ce ne sont ni des politiciens ni des sociologues, ni des « penseurs ». Romanciers, poètes, essayistes, ce sont tous des littérateurs.

***

Et des littérateurs encore, les auteurs de trois livres de guerre, de trois témoignages nouveaux qui ont marqué heureusement le mois dernier.

Sur le premier, *le Prix de l'homme*[1] de M. Jean de Granvilliers je serai bref, car pour les lecteurs de la *Revue de Paris*, c'est une ancienne connaissance. Vous savez, pour l'avoir lu, tout l'attrait de ce roman à la composition un peu ondoyante et diffuse, s'attardant à de menus épisodes, à d'infimes détails, s'entrecoupant de méditations philosophiques et de songeries, puis repartant brusquement dans des essors de lyrisme. Il y a dans ce manque d'équilibre, dans ce manque de proportions une sorte d'art quand même. On sent chez l'auteur moins l'incapacité de resserrer et de pondérer son récit que le désir d'en exclure les artifices littéraires, les ornements parasitaires, comme des fards indignes du grand drame de la guerre

1. Calmann-Lévy.

et plus propres à la diminuer qu'à la magnifier. Vous objecterez que c'est se faciliter la tâche. Tout dépend de l'effet obtenu. Celui que produit sur le lecteur *le Prix de l'Homme* est indéniable. On songe parfois — *si licet parva* — en parcourant ces pages éparses, à *Guerre et Paix*. Les types des deux lieutenants, le débrouillard et le héros sans reproche, sont bien campés. Et s'il y a du romanesque conventionnel dans les diverses amourettes du livre, par contre la thèse de l'auteur ressort avec force, et nous voyons ici décrit pour la première fois, un héroïsme lucide, résultant non de l'instinct vague mais du concert prémédité de la volonté avec la raison. La seule faiblesse que je reprocherais au personnage principal de M. de Granvilliers, ce serait une certaine timidité intellectuelle qui sent sinon l'écolier, du moins l'étudiant. Visiblement son cerveau n'est pas encore autonome et conserve envers les maîtres de la veille une obédience un peu scolaire. Sans trêve le lieutenant de Larreguy ne peut se retenir de contrôler sa pensée par celle des penseurs notoires. Il en vient même à se demander ce que Faguet dirait de tel ou tel de ses actes, ou de tel ou tel de ses sentiments. C'est là une modestie touchant à l'erreur. Faguet fut certes un bon historien littéraire, un bon dépiauteur de systèmes. Mais à ses pensées éventuelles sur la guerre j'eusse de beaucoup préféré la moindre opinion du plus inculte des poilus.

Le lieutenant Louis Mairet, dont M. Gustave Geffroy nous présente le *Carnet de guerre*[1] posthume dans une touchante préface, montre un esprit plus libre, moins obéré que le lieutenant de Larreguy. Il était pourtant très lettré, se destinait à écrire comme le prouvent ses notes et essais d'hôpital, semblait doué littérairement, comme en témoignent bien des passages du livre. Il venait d'obtenir l'admissibilité à Normale... Mais il était jeune, tout jeune. Il appartenait à cette classe 1914 dont j'ai pu suivre l'entraînement intensif, petits gas pleins de vigueur physique et d'énergie morale, à qui trois mois de travail méthodique en avaient plus appris qu'à d'autres des années de caserne — soldats magnifiques que dès 1916 tant d'offensives ou d'attaques partielles avaient si cruellement décimés... Et cette jeunesse exubérante de sa classe, on la retrouve à toutes les pages du carnet de Louis Mairet. Ce n'est plus du tout le ton des premiers carnets d'intellectuels parus en 1915 et 1916, où le ressouvenir des livres, l'émulation avec les exemples du passé, guindaient parfois les attitudes et empiétaient sur le naturel. Louis Mairet apporte à la guerre un cœur ardent et ingénu que n'altère

1. Crès.

nulle littérature, un cerveau frais et spontané que la lecture à traversé, vivifié sans y déposer. Et puis ne l'oublions pas, c'est un enfant du peuple, fils d'un artiste tapissier des Gobelins ; et du peuple, il garde, dans la bagarre, le bon sens, le sens pratique, la sincérité sans phrases. Aucune vulgarité donc dans son témoignage, mais non plus ni la grandiloquence qui s'abuse elle-même avant de vouloir abuser autrui, ni le stoïcisme extérieur pour masquer douleurs ou regrets, ni la complaisance envers les erreurs qui font tant d'inutiles victimes. Louis Mairet dit les choses comme il les sent, comme il les voit, comme elles sont. Après tels ou tels moments tragiques, il écrira à divers intervalles : « C'est inouï ! — Quel gâchis! — Nous ne sortirons pas de cet enfer. — Si ce n'est pas le feu, c'est l'eau qui nous aura. — Deux sortes de gens : ceux qui font la guerre et ceux qui ne la font pas. — Le front, c'est les tranchées. » Puis, plus tard, après bien des misères : « Cette fois assouplis, avertis, nous nous remettons au destin ; somme toute il faut mourir ici. Eh bien, soit, mourons! Vous diriez, à les voir, un troupeau docile, ce ne sont plus des hommes mais des bêtes. On croupit dans la crotte : advienne que pourra. Un fatalisme inouï. Même état d'esprit chez les officiers. Je les trouve vautrés dans la craie, incapables de *vouloir* se lever. Un régiment en loques au dedans comme au dehors. Que dis-je, un régiment? Un corps d'armée. Réellement, pouvons-nous vaincre les Boches? Peut-être, en utilisant précisément ce fatalisme. Le désespoir est la force de ceux qui n'en ont pas d'autres. Pour aller à l'assaut et réussir, il faut des gens qui se f... de la mort. Cet état d'esprit s'acquiert, non à l'arrière, mais sous les obus... C'est notre cas. Aussi suis-je assuré, si l'on doit remonter, qu'on n'entendra pas une plainte. Chacun se dit : « Bah ! J'ai déjà un pied dans la tombe. Finissons-en tout de suite. » Et même si l'on repart là-haut, regardez les yeux des hommes : vous y verrez luire la joie sauvage de la mort qu'on donne en échange de celle qu'on reçoit, la cruauté du sang répandu, la libre fureur du pillage. Toute la bête humaine, à la fois carnassière et ruminante... »

Mais Louis Mairet n'a pas que ces impressions d'horreur devant l'enfer des tranchées, que ces haines contre les bombances ou la quiétude égoïste de l'arrière. A certains instants aussi sa pensée se réveille et entre deux attaques, deux bombardements, sous la dictée de l'expérience, sans l'adjuvant de nul maître, de nul livre, elle lui inspire des pages comme celle-ci : « Pourquoi se bat-on? Pour sa femme, ses enfants? Mais les célibataires, les veufs, les jeunes? Pour les femmes, les enfants des autres? Peut-être inconsciemment.

Pour sa maison, ses champs, l'héritage paternel? Mais les pauvres, mais les soldats des pays envahis?... Eh bien, non, le soldat de 1916 se bat par honnêteté, par habitude et par force. Il se bat parce qu'il ne peut pas faire autrement. Il se bat ensuite parce que, après les premiers enthousiasmes, après le découragement du premier hiver, est venu, avec le second, la résignation. Ce qu'on n'espérait n'être qu'un état passager, ces souffrances, ces dangers, ces risques de mort, tout cela, avec le temps, est devenu une situation stable dans son instabilité même. *On a changé sa maison contre un gourbi, sa famille contre des camarades de combat. On a taillé sa vie dans la misère, comme autrefois dans le bien-être.* On n'imagine même pas que cela puisse changer. On ne se voit plus retournant chez soi. *On l'espère toujours, on n'y compte plus.* Enfin à cette double influence constante de la société et des lois, lente pesée des choses, s'ajoutent des éléments individuels, seuls facteurs qui révèlent chez l'homme une conscience morale. *Le peuple possède au plus haut point le sentiment de la nécessité. Il faut faire la guerre. A cause de quoi, pourquoi, il ne sait. Mais il sent obscurément qu'il le faut.* A son retour de permission il vient reprendre sa place. C'est ainsi, il le faut. Il gémit, mais baisse la tête. Et puis, à son insu, la guerre éveille en lui des atavismes endormis : le besoin de tuer, le goût de l'énergie. Enfin la foncière droiture de ce peuple qui a tant souffert, l'indignation que soulève en lui toute bassesse, *la haine des embusqués, le droit de parler et de commander qu'il s'attribue pour plus tard,* la satisfaction qu'il en retire, voilà le dernier facteur de sa bonne volonté. Tel est le poilu de 1916. J'ai dit la vérité. *Qu'on me démente, si on l'ose !* »

On l'eût peut-être osé en 1916. Et qui sait si alors, pour ces poignantes et complètes peintures de l'âme du combattant, les gens de l'arrière n'eussent pas incriminé votre « moral ». Mais aujourd'hui que vous et tant d'autres avez donné votre vie pour la victoire, ces arbitres se sont faits plus cléments, moins sévères à la vérité. Rassurez-vous donc, pauvre et héroïque petit Louis Mairet ! Personne ne vous démentira, pas même ceux qui, sans avoir vu, sans avoir souffert, se fussent permis jadis de vous juger.

« Un gouvernement croit n'avoir rien à craindre d'une âme si inoffensive, d'un esprit indifférent, ami de son repos et qui dans les éversions des républiques et des empires, pense à faire sa partie de billard et à lire de vieux livres. Eh bien, que les chefs d'État ne s'y fient pas. Il ont tort de mépriser les gens d'esprit. Et ils ne

gagnent rien à les pousser à bout; parfois ils perdent beaucoup. Nous l'allons voir bientôt. »

Ce passage du discours de M. Anatole France devant le monument de Paul-Louis Courier, cette phrase que je vous citais l'an dernier, je serais tenté de la reprendre à propos du nouveau livre de M. Georges Duhamel : *Entretiens dans le tumulte*[1]. Car j'imagine qu'en le lisant, plus d'un de nos « hommes d'État » fera la grimace.

« Chronique contemporaine », spécifie le sous-titre. Et quelle chronique ! Jamais tous les lieux communs, tous les truismes, tous les « boniments » que, pendant cinq ans, la censure a couvés de son aile maternelle, jamais tous ces oiseaux de passage n'avaient été plumés, désossés, vidés d'une main si ferme et d'un fer si sûr. Mais seuls seront à s'étonner de cette maestria, ceux qui dans *Vie des Martyrs* ou dans *Civilisation* n'avaient aperçu que des recueils de contes émouvants, sans deviner tout ce qu'ils symbolisaient d'amour pour l'humanité et de haine contre les barbaries de la guerre.

J'évoquais tout à l'heure Courier à propos de M. Georges Duhamel. Pour dire toute la verve, toute l'âpreté et aussi toute la belle humeur de son livre, il faudrait citer aussi Claude Tillier ou bien le Jules Renard des *Causeries* et des *Mots d'écrit*. Courier, Tillier, Jules Renard, ne serions-nous donc plus en République? Soit, respectons les illusions sur le régime, et ne parlons que de M. Duhamel.

Dans *la Possession du Monde*, il nous avait découvert les hauts parages de sa philosophie et de ses conceptions morales. Les *Entretiens dans le tumulte* nous présentent les mêmes idées mais sous la forme familière de la causerie ou de l'apologue. C'est simple, c'est gai, c'est bon enfant, et on dirait, bout à bout, des contes. La pensée de M. Duhamel n'en est pas moins là tout entière — une pensée encore qui ne vient pas des livres, qui ne doit rien ni à Lachelier, ni à Renouvier, ni à M. Bergson, et qui n'eut pour maîtres que l'expérience guerrière ou civile, le spectacle des souffrances ou la vue des iniquités.

Rarement, du reste, M. Duhamel a accusé plus d'aisance, plus de maîtrise dans l'expression de ses idées. Parmi elles il pourrait dire, tel Baudelaire :

> Et comme un bon nageur qui se pâme dans l'onde,
> Mon esprit, tu te meus avec agilité.

On sent chez lui cette sérénité, cette bonhomie, cette libre allure,

1. Mercure de France.

qui ne sont que les reflets de l'autorité. Et je vous passe l'agrément du style ou des détails.

Même si vous ne partagez pas toutes les opinions de M. Georges Duhamel, lisez des chapitres comme *la Légende, Une Vie nouvelle le Guichet, Dans un couloir de mairie, les Béatitudes,* — je serais surpris que vous n'en fussiez pas charmés, et frappés en sus par la différence de qualité entre ces pages et ce qui se débite journellement soit dans la presse, soit à la tribune.

A propos de l'expédition de M. Annunzio, un de nos parlementaires écrivait récemment : « Les littérateurs commencent à nous embêter. » Il ne font même que commencer, si j'en juge d'après ce que promettent les *Entretiens dans le tumulte.*

***

Mais voici des lettres de lecteurs qui nous éloignent de la guerre. Toutes ont trait au prix Goncourt[1] et me demandent mes pronostics. Je me garderai de les dire, tant méfiance envers mes facultés de double vue, que respect pour la liberté des juges, et je me contenterai de vous signaler quelques-unes, au moins, des candidatures éventuelles, en dehors des *Croix de Bois* et du *Prix de l'homme.*

M. Laurent Vineuil dans *l'Erreur*[2] nous a retracé avec beaucoup de finesse un drame de l'amitié : des amis dont l'affection réciproque périt du mariage de l'un d'entre eux. C'est un livre d'une psychologie aiguë, sans rhétorique et qui contient sur l'amitié masculine des remarques d'une grande perspicacité.

M. Marcel Martinet dans *la Maison à l'abri* nous dépeint les contre-coups de la guerre sur le petit peuple de l'arrière, les angoisses des faubourgs sans nouvelles des absents, le découragement succédant aux premiers enthousiames, puis peu à peu la gêne, la misère primant presque les soucis du cœur. D'un réalisme minutieux, nous présentant toute une galerie de types bien observés, *la Maison à l'abri*[3] rappelle assez par ces grisailles la manière un peu sèche de Duranty. Et il y a là certainement l'étoffe d'un romancier.

Tout autres sont les *Sept parmi les hommes*[4] de M. A. T'Serstevens,

1. Sans parler d'autres lettres concernant le *Prix de la Vie Heureuse,* Mais au moment où paraîtront ces lignes, le prix aura probablement été décerné soit à *Ces choses qui seront vieilles,* de madame M.-L. Faure-Favier, soit à *Tu Enfanteras;* de madame Raymonde Machard. Et nous causerons alors de ces deux livres.

2. Albin Michel. — 3. Ollendorff. — 4. Albin Michel.

dont « l'action ne se passe, déclare l'auteur, ni ici ni ailleurs mais peut-être partout », et dont le récit n'est ni antique ni moderne « ni de l'un, ni de l'autre temps ». Vous voyez que nous évoluons ici dans ces régions hors de l'histoire et des espaces, où Renan aimait à situer ses féeries philosophiques. Mais dans certains détails de costumes, de noms, de décors, il apportait plus de précision que M. T'Serstevens, qui, lui, nous plonge en plein au-delà — ou plus exactement, en plein au-dessus. Les *Sept* sont des voyants, des idéalistes qui, supérieurs par l'esprit, le cœur, se sont fraternellement unis pour assurer le bonheur du peuple, soumis à leur pouvoir. Naturellement ces sages finissent par se trouver pris en écharpe entre les divers égoïsmes humains : ceux des riches, des pauvres, des prêtres, des anarchistes. Finalement incompris, renversés, ils ne se procurent le salut que par la fuite ou par l'exil. Et ce ne sera que trois cents ans après leur mort que, grâce à une résurrection un peu mystérieuse, ils verront réalisées, adoptées, fonctionnant régulièrement dans la ville nouvelle toutes les réformes qu'ils s'étaient sacrifiés à imposer dans l'ancienne. Cette analyse, évidemment à première vue, n'a rien de bien excitant et ne vous jettera pas chez le libraire pour acheter le volume. C'est qu'elle ne vous dit pas toute la force dramatique et poétique qui émane des épisodes, toute la vie frémissante qui anime ces mouvements de foule, toute la couleur et le relief des larges fresques qui se déroulent à travers le livre. L'idée même peut en sembler rebattue, car il n'y a guère d'imprévu dans la défaite de ces sept Prosperos par des milliers de Calibans. Mais le mérite de l'ouvrage réside ailleurs : dans sa puissance d'évocation, dans les dons de fougue, de vision, de style qu'il atteste. Ne le lisez pas comme un roman. Parcourez-le comme un poème. Vous sentirez que c'est une œuvre à retenir.

Enfin ai-je à vous nommer *le Livre de Goha le Simple*[1] dont les qualités, aidées d'une retentissante préface d'Octave Mirbeau, ont déjà assuré le succès ? Dans le monde des lettres, il est vrai, les termes enflammés de cette préface avaient *a priori* soulevé quelques résistances. Mais j'avais deux raisons pour me fier à son exactitude. D'abord je savais le cas réel que faisait Octave Mirbeau des deux jeunes auteurs qui avaient été les intimes, je dirai même la joie de ses derniers jours. Et puis s'il est parfois arrivé à Mirbeau d'outrer le dénigrement, dans l'éloge il est bien rare qu'il se soit trompé. Il possédait un goût, un flair artistique, un sens de ce qui littérairement est bien et neuf, dont l'histoire des lettres nous offre peu

1. Calmann-Lévy

d'exemples. Et j'ajouterai qu'il n'abusait pas de l'autorité que lui avait acquise le succès de ses sélections. Il la ménageait au contraire, ayant conscience des responsabilités qu'elle lui conférait et du déchet qu'elle subirait à se répandre de-ci de-là, par faveur ou par complaisance.

C'est donc dans les dispositions les plus sympathiques que j'ai abordé le livre de MM. Adès et Josépovici; et la seule déception que j'en ai reçue tient à une erreur préventive de ma part.

Je me rappelais que Flaubert avait toujours rêvé — où ai-je lu cela, dans la *Correspondance* ou dans les *Souvenirs* de du Camp? — rêvé d'écrire un livre sur l'Orient moderne, et plus particulièrement sur l'Égypte moderne, avec le grouillement des intrigues de femmes, des intrigues d'argent, bref toute la gabegie orientale. Alors les auteurs de *Goha* étant Égyptiens, je m'imaginais que le rêve de Flaubert, ils l'avaient réalisé.

Pas du tout. Cela se passe au XVIIIe siècle! Mais, mon parti une fois pris du mécompte, quel plaisir à cette lecture!

Car pour se passer au XVIIIe siècle, ne croyez pas que *Goha* soit une turquerie, une lettre-persannerie, à la manière des encyclopédistes, où, sous des costumes orientaux, des compères de revue conventionnels flagellent nos vices. Ni davantage quelque roman philosophique à la façon de *Zadig*, du *Huron*, où l'ingénuité n'est que le masque de la lucidité la plus avertie.

Loin de là, Goha est un simple authentique, un simple total, au sens originel et même évangélique du mot. Et la peinture de sa simplicité n'a pas pour objet de mettre en valeur la malice des autres personnages; ni, du moins je l'espère, de nous prôner sournoisement la supériorité de l'instinct et des faibles d'esprit. La peinture de Goha a en elle-même sa fin. Elle vise à montrer un simple. Elle nous le montre.

Mais en réalité, dans le récit de ces aventures qui s'en vont un peu à la diable, Goha n'est pas le seul simple de la troupe. Sa nourrice, et bientôt bonne amie, la négresse Hawa, a aussi bien souvent l'attrait des êtres primitifs. Et de même la dallala — lisez entremetteuse — Warda. Et de même encore Nour-el-Eïn, la volage petite épouse du cheik El-Zaki. Et le marchand de dattes, tortionnaire de l'infortuné Goha. Et toutes ces cohortes de fellahs mâles ou femelles qui mènent la sarabande autour du pauvre idiot... Simples, donc vivants — et comme! Silhouettes, propos, paysages, les auteurs ont eu bien tort de dater leur récit. Sans eux nous ne nous douterions jamais qu'un siècle et demi nous en sépare, tant y fermente de vitalité qu'on croirait actuelle.

Certes le livre a des « trous », des invraisemblances. On ne sait pas toujours pourquoi Goha exerce une telle fascination sur tant de femmes, ni pourquoi encore le cheik El-Zaki, présenté comme une sorte de Bergson oriental, s'affuble de la société d'un tel *minus habens*. Et ce grand esprit fait ensuite preuve d'une jobarderie peu conforme à la maîtrise intellectuelle que le début lui prêtait. Et le harem dudit cheik est peut-être un peu « déjà vu », un peu de l'espèce de ces harems romantiques « confitures de roses et divan toute la journée », que raille M. Pierre Loti dans *les Désenchantées*...

Mais qu'est-ce que ces faiblesses près du charme constant qu'on éprouve au reste ; près du souvenir obsédant, attendri, que nous laissent Goha, ses mésaventures, ses amours, et tout le comique violent ou discret qui s'en dégage.

Personnage sinon égal à ceux de Rabelais et de Cervantes comme l'affirme Mirbeau, mais d'une saveur inoubliable, Goha semble donc tout avoir pour prendre rang parmi les types populaires.

Cependant, à présent, — j'en reviens à ma marotte, — avec leur fantaisie, leur ironie, leur style chaud et souple, quel livre ne nous doivent pas les auteurs sur l'Orient moderne ! Et qui nous le donnerait mieux qu'eux?

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Je vous recommande par surcroît :

1° Une petite plaquette : STENDHAL. *De Valence à Marseille*, fragment inédit du *Journal de* 1805. (Imp. Céas, Valence.) Avec un extraordinaire portrait de Beyle et une excellente préface de M. Gabriel Faure sur *Stendhal touriste*.

2° Les volumes de traductions édités par les *Cahiers britanniques* de M. Bazille notamment : *Jack Oakhurst* de Bret-Harte, *Une Femme imaginative* de Thomas Hardy, *Une Tragédie florentine* d'Oscar Wilde, *Pure littérature* du Président Wilson. Œuvre d'autant plus à soutenir que M. Bazille, ayant sollicité en sa faveur une subvention sur les fonds de propagande si richement dotés, n'a pu obtenir un sou. Quoi, cela vous étonne?

F. V.

ADMINISTRATION ET GOUVERNEMENT

Au cours de la guerre, et du fait de la mobilisation, j'ai occupé des fonctions dans quatre grandes administrations de l'État, celles des Munitions et de l'Armement, des Transports maritimes, du Commerce, du Ravitaillement.

Comme beaucoup de chefs, de collègues et de subordonnés, que j'ai eus dans ces fonctions, je n'étais pas administrateur de carrière ni de vocation. Que savais-je de l'administration? En qualité d'élève à l'École normale supérieure, puis de professeur de lycée, j'avais subi ou connu assez d'actes ou de gestes de l'administration de laquelle je dépendais pour me faire une idée de son fonctionnement. Et, comme tout citoyen attentif aux affaires publiques et soucieux d'y participer dans la mesure de ses droits, j'avais complété, enrichi ou réformé ma conception personnelle et expérimentale par les observations innombrables que fournissent la pratique journalière, la conversation, la lecture des journaux, des revues et des livres.

En entrant dans l'administration, comme détaché au cabinet et comme chef de section ou de service, j'y apportais ce qu'apportaient tous les Français appelés à y entrer dans

les mêmes conditions : une immense bonne volonté au service du pays, nulle bienveillance et nuls préjugés en faveur de l'administration, une grande ignorance des affaires, des pratiques et des mœurs administratives.

Sur le premier point, inutile d'insister. Quelles autres dispositions pouvaient être celles des Français qui, ne risquant pas la mort sur le champ de bataille, ne pouvaient prétendre qu'à se tuer de travail pour le bien public?

Nulle bienveillance et nuls préjugés en faveur de l'administration? Assurément. Les Français sont presque de naissance hérissés contre l'administration, qui leur apparaît, par tous les angles, sous les formes les plus revêches. Qui d'entre eux n'a pas souffert de la sottise d'un fonctionnaire, de la niaiserie d'un règlement, de l'arbitraire d'une décision? Les plaintes contre l'administration se répètent partout et sur tous les tons : chacune d'elles réveille trop d'échos en chacun de nous pour ne point paraître immédiatement justifiée.

Dira-t-on que des préventions aussi évidentes risquaient de faire de moi, comme de mes collègues animés du même esprit, de mauvais serviteurs en même temps que de mauvais observateurs? Oui, peut-être, si elles devaient nous empêcher de discerner ce que l'administration peut faire de bien : je demande donc qu'on réserve ce jugement de récusation pour le terme de cette étude, s'il y apparaît à l'égard de l'administration un excès de sévérité suspect. Et, en attendant, je prie qu'on veuille bien regarder comme un avantage l'absence de préjugés favorables et la disposition permanente à la critique sans parti pris.

Et enfin l'ignorance n'est un vice rédhibitoire que lorsqu'elle est incurable. On voudra bien me faire l'honneur de penser que je n'étais pas atteint de cette maladie.

*
* *

Je suis entré au sous-secrétariat d'État de l'Artillerie et des Munitions le 22 mai 1915, et j'ai quitté le sous-secrétariat d'État du Ravitaillement le 31 janvier 1919. Entre ces deux

dates, j'ai souffert, je crois, tout ce qu'il est possible de souffrir comme partie de la machine administrative, de tout le mal qu'elle fait au pays et de tout le bien qu'elle manque à lui faire. J'ai souffert des fautes et j'ai souffert des erreurs, également dommageables à l'intérêt public. Routine, défaut d'initiative, lenteur, désordre, impuissance, j'ai constaté et subi tout cela, malgré moi, par la force des choses, et pour le tourment de mon intelligence et de ma conscience.

Pendant près de quatre ans, j'ai entendu et enregistré les plaintes dirigées contre l'administration par ceux qui traduisent l'opinion et par ceux qui la dirigent. Diatribes dans les journaux, diatribes à la tribune du Parlement, réclamations des intéressés et de leurs représentants, accusations et menaces des parlementaires : que de griefs accumulés ! Des milliers et des milliers de plaignants : une seule et même accusée, l'administration. Disons aussi : une seule et même condamnée.

D'un tel jugement, dans un si grand procès, et si complexe, ce n'est pas un simple article comme celui-ci qui peut prétendre emporter la confirmation ou la réformation. Aussi bien ne prétend-il qu'à présenter quelques observations personnelles qui se rapportent toutes à cette question : les erreurs et les fautes reprochées à l'administration lui sont-elles imputables? Sinon, à qui le sont-elles?

Il va de soi que ces observations devront permettre, chemin faisant, de préciser le terme d'administration, dont l'excessive généralité ne saurait convenir à une détermination exacte de responsabilités.

***

J'ai été appelé à la fin du mois de janvier 1918 au sous-secrétariat d'État du Ravitaillement pour y diriger le premier service de la Direction des vivres. Quelles instructions ai-je alors reçues du sous-secrétaire d'État ou du ministre, et quel programme ai-je été chargé d'appliquer?

Les attributions du premier service de la Direction des vivres avaient été définies ainsi qu'il suit par arrêté du ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement en date du 24 décem-

bre 1917 : « Ravitaillement civil. Organisations diverses relatives à la consommation. Coopératives. » Cet arrêté ne me fut ni expliqué ni même rappelé par aucun de mes nouveaux chefs. Je n'eus avec eux aucune conférence de prise en charge et de mise en train. Ils se contentèrent de me faire savoir, d'ailleurs avec une extrême bonne grâce, que j'aurais à travailler avec les sociétés coopératives, à faciliter leurs opérations, à favoriser leur développement, sur lequel ils déclaraient compter pour assurer le ravitaillement civil. Mais ni sur le ravitaillement civil lui-même ni sur les « organisations diverses relatives à la consommation », qui sans doute devaient être employées par lui, concurremment avec les coopératives, aucun éclaircissement ne me fut donné. Et j'entrai en fonctions, avec beaucoup d'entrain, et soutenu par la confiance, la cordialité, l'encourageante simplicité de mes chefs, sans savoir exactement en quoi consistait mon service et ce que j'avais à y faire.

Je devrais plutôt dire : en quoi consisterait mon service et ce que j'aurais à y faire ; car tout cela était dans le devenir, et ma première expérience allait être de reconnaître les objets et les limites de ma charge et de déterminer les conditions de mon activité administrative. C'est en agissant que j'allais avoir à former moi-même les règles de mon action.

Comme contrepoids aux méthodes autoritaires, cette méthode expérimentale aurait pu avoir des avantages si le champ de l'expérience avait été délimité, ses conditions définies, si l'expérimentateur avait été averti, guidé, et si l'ordre avait régné dans l'ensemble du laboratoire. Autrement, que de tâtonnements, d'hésitations, d'incertitudes, et que de risques ! Pour les éviter, il fallait beaucoup de prudence et d'initiative, de sang-froid et de curiosité, d'ardeur et de patience. Il fallait surtout quelque chose qui, heureusement, ne me fit pas défaut, et qui put suppléer, dans un certaine mesure, aux traditions et aux directions absentes : je veux parler de la bonne entente entre les hommes qui collaboraient à la même œuvre. Je fus aidé dans mon travail et de la manière la plus constante, par le directeur des vivres, le directeur adjoint et les chefs de service de la Direction. Mais la lumière ne vint pas d'où on l'attendait : nous eûmes à la faire

jaillir nous-mêmes, et non sans peine, d'une matière qui, souvent, semblait s'obscurcir sous nos pas.

Voici comment mes fonctions se définirent, au cours d'épreuves multipliées, qui exigeaient d'immédiates solutions.

A peine installé, le premier service des vivres reçut, en nombre rapidement croissant, toutes sortes de demandes pour le ravitaillement de la population, émanant de particuliers, de sociétés, de maires, de préfets, et visant toute espèce de denrées, dans les conditions les plus diverses. En présence de cet afflux de demandes, aucune tradition, aucune règle, aucune décision, aucun ordre. Il fallait improviser une méthode, une doctrine.

Méthode d'abord dilatoire, et doctrine négative. Ce qu'on savait le mieux, au service, sans avoir eu besoin de l'apprendre du ministre ou du sous-secrétaire d'État, c'est qu'on ne pouvait lever les réquisitions de marchandises nécessaires à l'armée, qu'on ne pouvait faire de cessions sur les stocks militaires, qu'on ne pouvait se substituer au commerce pour faire des opérations commerciales. En faisant connaître ces impossibilités, en les publiant, en les systématisant, on traça un cadre, à l'intérieur duquel allait pouvoir s'organiser l'action positive, devenue rapidement nécessaire.

A des demandes qui n'étaient pas sans justification, il était impossible, en effet, de répondre toujours non, sans promettre quelque chose, et même sans réaliser quelques promesses. Et c'est ainsi que, sans recevoir d'instructions, sans être nanti d'aucun programme d'ensemble, sans avoir d'ailleurs aucune disponibilité de marchandises, ni même aucun plan de ravitaillement ni aucun moyen d'en établir un, le premier service de la Direction des vivres prit, sur l'invitation de la Direction, ou en accord avec elle, les décisions de principe qui furent, par cas d'espèce, notifiées aux intéressés : 1° les demandeurs et les préfets de leurs départements furent informés que les denrées nécessaires pour le ravitaillement de la population civile de ces départements seraient mises à la disposition des préfets ; 2° certaines réquisitions furent levées en faveur de sociétés coopératives ou d'institutions charitables; 3° quelques cessions de denrées de première nécessité furent consenties, dans des cas qui parurent d'extrême

urgence, à des municipalités, à des collectivités et même à des particuliers.

Pour constituer, morceau par morceau, cette doctrine d'immédiate application, il me fallut la collaboration la plus continue et la plus attentive avec la Direction des vivres, et une série d'incessantes expériences. Je ne juge pas la doctrine, et je n'apprécie pas la méthode; mais je constate que l'une et l'autre s'imposaient sous cette forme, faute d'instructions ministérielles et faute de programme d'ensemble. Non qu'il me parût alors et qu'il me paraisse à présent nécessaire ni désirable que ces instructions et ce programme procédassent d'une autorité transcendante et incommunicable et fussent l'objet d'une révélation incompatible avec l'expérience et la discussion : loin de là ; mais il n'y avait réellement ni discussion ni expérience méthodiquement conduite, ni révélation ni décision quelconque, émanant d'un pouvoir rationnellement fondé.

Mes collaborateurs et moi, nous découvrîmes donc notre service quand il eut commencé d'exister. Négligeant les généralités concernant l'action des coopératives, les formules vagues relatives aux organismes de ravitaillement, les aphorismes débités par l'Office des vivres — institué comme un conseil consultatif de compétences et peu à peu dégradé en salon de conversation et en bureau de renseignements, dont nous étions chargés d'assurer le secrétariat, purement verbal, — nous nous mîmes à faire ce qu'on nous demandait, et ce qui répondait à notre fonction : des cessions pour le ravitaillement de la population civile. Avions-nous besoin de savoir qu'une loi et un décret réglaient la matière? Non, sans doute, puisque le droit coutumier se formait tout entier sous nos yeux, sous nos mains, et que personne, de mes collègues immédiats aux ministres eux-mêmes, ne paraissait soupçonner l'existence de ces textes ni désireux d'en suivre l'esprit.

Ils existaient cependant, et ils s'appliquaient exactement à l'œuvre que je m'efforçais d'accomplir, à la fois pour répondre à la confiance des ministres, pour satisfaire aux besoins réels qui m'étaient signalés, et, ce faisant, pour remplir une utile mission. La loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et subsistances et le décret du 30 juin relatif à l'application

de cette loi déterminaient exactement le cadre et traçaient les lignes générales de mon action ; ils déterminaient les conditions et les formes des cessions à la population civile, et c'est en effet sur eux que j'appuyai l'organisation du service et du régime des cessions quand ils furent définitivement constitués. Mais, pour en user ainsi, je ne reçus de personne aucune instruction, et l'autorité du droit écrit parut alors aussi indifférente que précédemment son silence.

Le droit établissait trois catégories de cessionnaires : municipalités, sociétés coopératives, commerçants approvisionneurs. Venant à la traverse, l'Office des vivres avait établi un ordre de priorité entre les cessionnaires : quel compte fallait-il en tenir? comment le gouvernement voulait-il que le ravitaillement civil fût gouverné? Je ne le sus jamais d'une manière directe, certaine et complète. Et, m'efforçant de concilier la pratique avec les textes, les besoins des populations avec les ressources de l'administration, je préparai, par voie de circulaires ou d'instructions isolées, un système général de cessions à répartir selon des programmes départementaux établis par les préfets.

Le premier service de la Direction des vivres ne se contentait pas d'administrer le ravitaillement civil : il le gouvernait, en la carence du gouvernement. Aucune observation, aucune règle de fond, aucun principe ne me furent jamais dictés par le ministre ou par le sous-secrétaire d'État, et je montai mon affaire, avec leur agrément sans doute, puisqu'ils signaient circulaires et dépêches, mais sans direction de leur part, sauf celle qui pouvait m'être transmise, sans manifestation apparente de volonté gouvernementale, par mon directeur.

Mais comment ce service, qui dirigeait l'activité départementale et communale, qui réglait les rapports de l'administration avec les coopératives et le commerce, comment ce service pouvait-il fonctionner isolément, parmi tous les services connexes d'un grand ministère? Aussi bien ne fonctionnait-il pas isolément : se voyant tout autant dépourvu de coordination avec les autres services que d'impulsion directrice, il établissait l'une comme il avait suppléé à l'autre.

Les services du Ravitaillement, il avait fallu aussi les décou-

vrir l'un après l'autre, non sur le papier ni dans les cadres officiels, mais dans la réalité, tels qu'ils étaient, tels qu'ils fonctionnaient : pour cette découverte, le nouveau chef de service n'avait été muni d'aucun fil directeur, et pourtant il en aurait eu besoin. Il avait fallu délimiter les attributions mal définies, faire en quelque sorte les parts, de service à service, et presque d'homme à homme, parce qu'il est nécessaire de tenir compte des tempéraments. Si des conflits s'étaient produits, si des erreurs avaient été commises, les services auraient été responsables ; et pourtant, à qui la faute?

Les conflits pouvaient naître aussi, et des conflits plus graves, entre le nouveau service et des services d'autres ministères : comment les résoudre, en l'absence d'instructions ou d'arbitrage gouvernemental? Ils pouvaient naître, et ils devaient naître, déclarés ou latents.

L'un des plus significatifs est celui qui a opposé, d'ailleurs sans accident et sans dommage, le premier service de la Direction des vivres, chargé d'organiser les cessions à la population civile, en vertu de la loi et du décret de 1916, et le service institué en juillet 1917 par le ministre de l'Armement, sous le nom d'Office de l'alimentation du personnel des usines de guerre. Les sociétés coopératives et les associations dénommées philanthropiques, c'est-à-dire les économats patronaux, qui constituaient l'Office de l'alimentation, rentraient dans l'une des catégories de cessionnaires définies par le décret de 1916 ; mais, pour rester en accord avec les termes du décret, elles devaient y rentrer individuellement, et par départements, comme les municipalités ou les commerçants approvisionneurs ; au contraire, l'Office de l'alimentation avait été conçu et organisé par le ministère de l'Armement pour recevoir du Ravitaillement des attributions globales de denrées à répartir aux sociétés adhérentes sous la responsabilité et le contrôle de l'Office. Les deux systèmes ayant été édifiés l'un en face de l'autre, sans souci de liaison et d'adaptation, ils auraient risqué de se fermer l'un à l'autre si les services, s'en tenant à la lettre de leurs règlements, n'avaient pas suppléé, par un effort d'entente et d'organisation, à l'absence d'instructions communes émanant du gouvernement. Si cet effort ne s'était

pas produit, les services n'auraient pas rempli tout leur devoir; mais, encore une fois, à qui la faute?

Supposons toutes les difficultés aplanies : voici le service du ravitaillement civil apte et prêt à fonctionner, en liaison expérimentale et pratique avec les services voisins du Ravitaillement et des autres administrations. Où sont les règles, où sont les principes, où est la volonté du gouvernement responsable, qui a la charge, par ce service spécialisé, d'assurer le ravitaillement de la population civile? Sur les quantités de denrées à céder, sur la répartition des quantités à attribuer aux départements demandeurs, sur le contrôle des cessions, sur la politique même des cessions et sur leur utilisation, morale aussi bien que matérielle, les instructions font défaut. Provoquées par le service, qui rend compte à la Direction et qui prépare, avec ses propres moyens, les instructions à lancer aux préfets, elles ne parviennent au service que sous la forme des corrections empiriques que la Direction, sans doute mieux avertie des intentions ministérielles, fait aux projets. Comment en serait-il autrement? N'étant pas directement et exactement informé par les services, et d'ailleurs ne demandant pas à l'être, le gouvernement est hors d'état de diriger les services, c'est-à-dire de gouverner.

De ces faits, voici la contre-partie, où l'on verra une confirmation. Supposons qu'un accident, ici heureux, se produise, et que, pour quelque raison que ce soit, le chef de service, qui jusqu'alors a travaillé dans le noir, soit appelé à la pleine lumière du cabinet ministériel : il se trouve en présence d'un sous-secrétaire d'État, d'un ministre, qui s'informe, qui s'instruit, et qui, avec des qualités d'intelligence et de volonté telles qu'on n'en demande pas d'autres aux hommes d'État, examine, discute, décide. Chaque fois que j'ai fait cette expérience, j'ai pu constater les mérites des hommes et dû conclure qu'en temps ordinaire, en régime normal, s'il est permis d'employer ce terme paradoxal, ces mérites sont et doivent être annihilés par le système dont je cherche ici à montrer sur le vif les inconvénients majeurs.

On va voir ce que le système peut faire des ministres eux-mêmes.

En effet, si le gouvernement ne gouverne pas dans les cadres de ses services, ne serait-il pas absurde de supposer qu'il demeure constamment et complètement inerte, et qu'en dehors de ces cadres, tout au moins, il n'agit pas? Plût aux ministres que cette absurdité se réalisât ! Elle éviterait, en tout cas, une autre catégorie de désordres.

Le gouvernement agit, en effet, et il agit infatigablement, à côté des services, en dehors d'eux, puis à la traverse, et contre eux ; et voici comment. Une loi, un décret, des circulaires ministérielles définissent les conditions et les formes des cessions à la population civile ; les règles sont établies ; les administrations locales les appliquent. Survient la requête d'un sénateur ou d'un député, la réclamation d'un électeur influent, d'un groupe d'intérêts considérables, un incident parlementaire, l'article tapageur d'un journal parisien ou local : aussitôt, sur l'ordre du ministre, ou, plus souvent, de son cabinet, le ministre n'étant pas même averti, toutes les règles sont négligées, ou transgressées; le régime si péniblement mis sur pied est brisé en plusieurs points, presque toujours importants ; les instructions sont tenues pour nulles ; le travail fait ou préparé est à recommencer.

Par son mouvement propre, le gouvernement, ministère et cabinet, à qui l'administration est livrée, par la tête, est créateur de désordre. Le moins qu'on puisse dire, c'est que tout le désordre administratif ne provient pas des services.

Et la routine, et les retards, et l'impuissance? Voyons un peu, sur des cas précis.

Les cessions à la population civile, réglées par le premier service de la Direction des vivres, sont effectuées par les autres services de la même Direction, sur les stocks disponibles dans les ports ou dans les magasins généraux. Pour éviter les retards, pour assurer à chaque région la satisfaction rapide et régulière des besoins connus et prévus, les services conçoivent et dressent un plan de magasins régionaux, établis aux chefs-lieux des régions militaires, régulièrement approvisionnés et adaptés au service des départements de la région. Des mois se passent avant que ce projet, si rationnel et si nécessaire, obtienne l'approbation ministérielle, et, quand

elle arrive enfin, la crise des transports, prévue, elle aussi, s'oppose à l'application du système.

Dès la fin de l'hiver, un chef de service, compétent et clairvoyant, réclame l'institution de jours sans viande, rationnellement organisés, pour parer à la diminution du bétail sur pied et à la hausse des prix. Deux mois se passent avant que soit prise la décision qu'il a sollicitée et préparée, et, quand elle est prise, l'efficacité en est diminuée de tout le retard accumulé.

Pour répondre aux besoins des populations et à ceux des administrations locales, des offices départementaux de ravitaillement se constituent partout, sous les formes les plus diverses, attestant la fécondité d'invention et la force créatrice des pouvoirs locaux. Pour coordonner ces organismes et pour les vivifier, pour les relier aux autres institutions, pour leur assurer un statut et un avenir, les services de l'administration centrale préparent un règlement général qui codifiera les règlements appliqués et les coutumes établies, qui sera modelé sur l'expérience, qui fera entrer la vie dans les textes constitutifs, chargés de soutenir et de garantir la vie. Les études sont achevées : le cabinet hésite, s'attarde, sans qu'on puisse savoir au juste où sont les causes d'hésitation, et en quoi elles consistent, et, la décision ministérielle faisant défaut, le règlement ne verra jamais le jour. Faute de sauvegarde réglementaire, une institution spontanée et féconde est menacée de périr.

Dans tout cela, où est l'impuissance, à qui sont imputables les retards, qui maintient la routine?

***

Avant d'entrer au sous-secrétariat d'État du Ravitaillement, j'étais resté deux semaines au ministère du Commerce, à la Direction des achats à l'étranger, qui dépendait du nouveau sous-secrétariat d'État du Commerce, créé lors de la dislocation du sous-secrétariat des Transports maritimes. J'ai terminé ce bref séjour sans savoir ce que le ministre, le sous-secrétaire d'État et le directeur comptaient faire de moi

et de mon collègue, mobilisé comme moi, et professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Lille.

En attendant que notre utilisation se précisât, nous restions sans communication avec le ministre et le sous-secrétaire d'État, et en relations espacées et superficielles, quoique parfaitement courtoises et cordiales, avec notre directeur. Employés à quoi? A étudier les conséquences des accords franco-anglais sur le mouvement de nos importations et de nos exportations. Nulle perspective, nulle issue n'apparaissait au terme de ce travail, dont toute la conception, l'organisation et l'utilisation étaient laissées à notre discrétion, et qui semblait aussi complètement étranger à l'inspiration que soustrait à la direction gouvernementale.

Après mon départ, les fonctions de mon collègue ne se sont précisées qu'en se transformant, en même temps qu'il passait sous une direction nouvelle, habituée à ne travailler qu'à bon escient.

***

Mon séjour au sous-secrétariat d'État des Transports maritimes et de la marine marchande, de juillet 1917 à janvier 1918, m'avait permis d'observer les faces diverses de l'administration, selon qu'elles sont éclairées par un gouvernement qui gouverne ou par un gouvernement qui ne gouverne pas.

Le gouvernement qui ne gouverne pas, c'est celui qui avait précédé l'arrivée au pouvoir de M. de Monzie. Des administrations successives, livrées à elles-mêmes, incohérentes, avaient laissé les transports maritimes dans un état de désordre qui s'étendait à tout : bateaux et chargements, direction et contrôle, disposition et utilisation. Quand, au mois de juillet 1917, M. de Monzie institua le service des Priorités de transports, qu'il confia à M. Max Lazard, le véritable inventeur et instigateur de ce service, ce fut pour remettre dans ce chaos inerte quelque clarté, quelque méthode et quelque activité.

Car il y avait jusqu'à ce moment des priorités de transports, attribuées par l'administration à des transporteurs de denrées arbitrairement privilégiées, et, comme naturellement

ces priorités n'étaient garanties par rien, il y avait des superpriorités entassées dessus par un arbitraire supérieur et sans aucune garantie préférentielle. Où étaient les bateaux sur lesquels ces priorités et superpriorités auraient pu se réaliser, et de qui dépendaient-ils? Et, comme leur direction, leur existence et la nature de leur chargement intéressaient au vif la conduite de la guerre et la vie du pays, où étaient l'autorité gouvernementale et le pouvoir de décision habile à attribuer chargements, bateaux et destinations? Nulle part.

En créant le service des Priorités, ou, plus exactement, des Programmes et priorités de transport, M. de Monzie créa un outil de gouvernement qu'il se montra résolu à manier immédiatement. La seule apparition de cette machine nouvelle, au cours de l'été 1917, c'est-à-dire une demi-année après la déclaration de la guerre sous-marine à outrance, perturba toutes les administrations, tous les services publics qui prétendaient à des bateaux ou à des transports. Il leur fallut parler avec netteté et produire des chiffres clairs devant le sous-secrétaire d'État, compétent pour répartir les uns et les autres en rapportant à l'intérêt général les demandes et les besoins de chacun. Et, comme les décisions du sous-secrétaire d'État, qui n'était que transporteur, étaient frappées d'appel par les représentants des divers services demandeurs, il devenait nécessaire, au-dessus de ce représentant compétent, mais impuissant, d'atteindre le gouvernement lui-même, et de l'obliger à l'arbitrage décisif entre tous les services.

C'est à quoi l'institution menait sûrement, et en quoi elle était d'une grande portée, lorsque le gouvernement, qui ne l'avait ni conçue ni organisée ni réalisée, tomba, entraînant avec lui les promesses de l'œuvre salutaire. M. Painlevé institua le Conseil économique, superposé au sous-secrétariat d'État des Transports maritimes, et qui, n'étant qu'un conseil, c'est-à-dire un organe verbal, et non un rouage de gouvernement, eut bientôt fait de paralyser le sous-secrétaire d'État des Transports maritimes et ses services, et, les paralysant, de rendre tout pouvoir de s'ébattre et de nuire à l'anarchie administrative.

Oui : l'anarchie administrative. Derechef l'anarchie administrative. Mais derechef aussi, à qui la faute?

Un système vicieux de gouvernement tient des maléfices en réserve. Si le service des Priorités de transport avait échappé au Conseil économique, comment aurait-il esquivé le ministre du Commerce et la présidence du Conseil? — Comment? le collègue et le chef? — Devant gouverner, devant ordonner, devant coordonner les ministères subordonnés, la présidence du Conseil les avait doublés de services nains installés auprès d'elle, qui refaisaient leur travail, le contrôlaient, le contredisaient. C'est ainsi qu'il y avait à la présidence du Conseil, sous une forme embryonnaire, un contre-sous-secrétariat d'État des Transports maritimes. Quant au commerce, étant à la fois le supérieur du sous-secrétariat des Transports maritimes, et, en tant que représentant du commerce privé, son concurrent, il avait, lui aussi, sous une forme réduite, et presque caricaturale, son contre-sous-secrétariat d'État des Transports maritimes. Il n'en fallait pas tant pour abattre le service des Priorités de transport, ou plutôt pour le vider, par ponctions successives, de son contenu, si bien qu'un jour il disparut sans laisser de traces, parce qu'il n'y avait plus rien dedans.

Si ensuite les divers services du Commerce et de la présidence du Conseil ont pataugé, à qui mieux mieux, dans la matière péniblement rassemblée et élaborée par le service défunt, ils n'ont fait qu'exploiter, selon la pente habituelle, des fautes gouvernementales, qui étaient des fautes lourdes.

*
* *

Sous-secrétariat d'État des Transports maritimes, Conseil économique, Commerce, présidence du Conseil : derrière quatre chefs de file ministériels, quatre administrations aiguillées les unes contre les autres, sur toutes les voies d'accès, sur les voies de communication, sur les voies transversales, avec des services de liaison à perte de vue, chargés de suivre d'embranchement en embranchement l'inspiration directrice, qui ne se distingue que par le titre de la maison et par le nom du fonctionnaire.

Résultat : perpétuel recommencement de la besogne, qua-

druplicité du personnel, contradictions et rabâchages, impuissance finale.

Après le pays, c'est l'administration qui a le plus souffert de ce régime de boutiques à tout faire.

***

J'ai vu les mêmes plaies s'étaler au sous-secrétariat d'État des Munitions et au ministère de l'Armement ; non, sans doute, aux premiers jours de la constitution du sous-secrétariat d'État, quand le corps était sain et la substance neuve ; mais les germes n'ont pas demandé longtemps pour s'infiltrer et pour proliférer. J'ai vu les mêmes plaies, et j'en ai vu d'autres.

J'ai vu surtout, s'étalant en largeur, et dans tous les sens, celles qui résultent de la méthode des substitutions. Voici en quoi elle consiste.

Un ministre arrive, homme nouveau, sous un titre nouveau, Munitions, dans une vieille maison, Artillerie. Il a des ambitions d'activité et de réformes. Va-t-il donc changer quelques poutres, déplacer quelques parois, faire sauter quelques compartiments? Non ; il superpose ou juxtapose aux services qu'il condamne ou dont il se défie une machine indéfiniment extensible, le cabinet. Le régime de cabinet dispense de toute résolution énergique à l'égard des formes, des procédés d'administration ou du personnel qu'il n'a pas le courage de remplacer ou de supprimer. Mais il n'abolit aucun des inconvénients ou des vices qui tiennent au maintien de ces formes, de ces procédés ou de ce personnel ; et il y ajoute une surcharge, des complications, des biais, des germes de conflit, des causes de retard ; et puis il aigrit, indispose, et finit par rendre inutilisables et irréconciliables les administrateurs, qui, s'ils ont des torts à se reprocher, ne sauraient du moins être rendus responsables de la faiblesse qu'on manifeste à leur égard et des détours dont on use avec eux.

Mais il est des cas où le régime de cabinet s'imposerait difficilement à des services avec lesquels il ne pourrait rivaliser de compétence : qu'à cela ne tienne ! A compétence,

compétence et demie. Au service ancien se superpose un service nouveau, dont les attributions sont majorées et dont le prestige est rehaussé par des procédés divers, titres, personnes, procédures. Que de commissions et que de contrôles ont été institués, mais pour réduire sous le poids de leur autorité les services déchus ! Et ainsi l'Armement est devenu une « boîte » énorme, ingouvernable, incontrôlable, un entassement de cloisons, d'où la vie administrative devait se retirer à mesure que se durcissait la carapace, accueillante aux parasites.

***

Et alors prenons la dernière venue des administrations, le dernier venu des ministères. Si son titulaire n'est pas un héros, un hercule, ou seulement un véritable homme de gouvernement, il est certain que son ministère sera de tous le plus impuissant et son administration, de toutes, la plus désordonnée et la plus incapable, parce que ministère et administration rassembleront fatalement toutes les tares que nous venons de passer en revue, sur quelques exemples précis, et que les vrais responsables laissent placidement imputer à l'administration toute seule, à l'administration en général. On y verra, et il est fatal qu'on y voie, le cabinet à la fois autoritaire, tourbillonnant, inerte, paralysant, les services sans direction et sans liaison, les commissions multipliées et tournant à vide, la routine, le désordre, l'absence d'initiative, la confusion, et toujours, comme résultat et comme conclusion, l'impuissance.

On a reconnu, à ces traits, le ministère des Régions libérées. Et si le ministère des Régions libérées est aujourd'hui regardé comme un cas désespéré, sur lequel on rejette tous les péchés de « Monsieur Leburcau », si même il peut servir de type et de compendium pour l'étude de l'administration française en 1919, on peut aisément comprendre, d'après ce qui précède, qu'il porte des responsabilités encourues ailleurs. Il tient commodément lieu de bouc émissaire : tard venu dans une famille nombreuse, il présente seulement, plus apparents sur sa chétive carcasse, tous les caractères d'une maladie congénitale.

*
* *

Est-il besoin de dire, si l'on ne s'en est pas rendu compte jusqu'ici, que l'auteur de ces lignes n'éprouve aucune malveillance particulière contre les administrations et les hommes qu'elles paraissent viser? S'il s'agissait de faire le procès de certaines administrations et de certains hommes, ce procès pourrait être instruit avec des faits précis : il n'est pas abordé ici. Sur des exemples définis, c'est une question générale qui est traitée, pour aboutir, s'il est possible, à des conditions de portée générale.

La première de ces conclusions, c'est que l'administration, c'est-à-dire les services des administrations centrales, n'est pas responsable des erreurs et des fautes chroniques dont pâtissent si gravement, de son fait, les intérêts du pays. L'administration, comme le pays, est une victime. Elle souffre des mêmes maux que lui. Ils l'ont, comme lui, condamnée à déchoir. Comme lui, elle a failli en mourir. Comme lui, n'étant pas morte, elle peut et doit être sauvée.

Elle a conservé — je parle toujours exclusivement des services centraux — une substance saine et une âme valide. En contraste avec toutes les misères que je viens de décrire sommairement, j'aurais pu faire apparaître le labeur, la conscience, le courage, la ténacité, la droiture des chefs de service et de leurs subalternes; leur dévouement au service, à l'administration, aux intérêts publics; leur force de travail, leur rapidité de conception et d'exécution, leur ingéniosité, leur art de résoudre avec une élégante simplicité des difficultés inattendues, résultant de revirements gouvernementaux ou d'interventions intempestives, parlementaires ou autres. Sans doute, il y a parmi eux, à tous les degrés, des imbéciles, des paresseux, des hommes sans caractère et sans probité, tout au moins intellectuelle; il y en a surtout aux deux extrémités de l'échelle, où l'on parvient par les hautes influences ou par le piston vulgaire : l'ensemble est bon, et deviendrait excellent, une fois débarrassé des impuretés et des scories.

Mais à quoi bon les qualités individuelles ou collectives, intellectuelles ou morales, professionnelles et civiques, si la

direction est mauvaise? La machine va mal, et la faute n'est ni à la carrosserie ni au moteur, mais à la main qui tient le volant.

Ou plutôt qui ne le tient pas. La France n'est pas gouvernée, l'administration non plus. Ce qui tient lieu de gouvernement, ce sont des habitudes parlementaires, qui empirent, posées sur des traditions administratives, qui se dégradent et disparaissent. Parce que les hommes qui passent au pouvoir sont incompétents, paresseux, bornés, irrésolus, l'administration est devenue ou devient relâchée, routinière, timide, ralentie.

Habitudes parlementaires, ai-je dit : il faudrait tout un article pour développer ce point, et je ne veux qu'indiquer le mal que ces habitudes font à l'administration, en même temps qu'au gouvernement, puisque ce sont elles qui l'ont perverti, affaibli et faussé, rendu impossible.

***

L'administration a besoin de continuité. Les parlementaires sont impressionnables, instables. Au Parlement, ils vivent dans une incohérence consentie. Pour devenir ministres, il leur faut commencer par démolir le gouvernement; pour se maintenir au gouvernement, il leur faut déjouer des intrigues, qui viennent de partout et vont en tous sens, par tous les moyens qui sont ou qui ne sont pas de jeu. Dans toutes les situations, le parlementaire doit être décousu.

L'administration a besoin de prévoyance. Vivant dans le monde des visées immédiates et des projets à court terme, le parlementaire ne veut ni ne sait prévoir. Toute son expérience parlementaire condamne les plans à longue échéance. Ce qui compte, au Parlement, c'est l'impression du moment ; ce qui réussit, c'est l'inattendu ; le grand homme, c'est l'improvisateur habile et heureux. Ministre, le parlementaire apporte au gouvernement la connaissance qu'il a de ses pareils, sinon de lui-même, les habitudes créées par leur contact et leur fréquentation. Que demande-t-il à ses services? De faire comme lui : de vivre au jour le jour.

L'administration a besoin d'ordre. C'est dans le désordre que se poursuivent tous les travaux parlementaires, en commission, en séance. Le désordre existe dans les rapports entre les commissions, entre les assemblées. Il existe même dans les rapports entre les parlementaires, comme si toutes les valeurs humaines devaient être confondues et brouillées dès qu'elles pénètrent au Parlement.

L'administration a besoin d'exactitude, de célérité. En tout, le Parlement est inexact. Quoi qu'il promette, ni sur le fond ni sur la date il ne tient ses engagements. Il ne fait rien à temps ; il perd constamment son temps. Retard des discussions, retard des lois, lenteur des commissions, lenteur des débats : on ajourne, on remet, on diffère. Le parlementaire s'accommode de l'ajournement perpétuel, et s'y accoutume. Il admet toujours, tout au moins dans son for intérieur, que le renvoi soit prononcé : est-ce méthode possible de gouvernement?

L'administration a besoin de compétence, de spécialisation. Le Parlement est le règne de l'incompétence. Le danseur à la place du calculateur, c'est la règle que le parlementaire voit appliquer partout, dans le choix des commissaires, des ministres, et dans sa propre élévation à la dignité de représentant du peuple.

L'administration a besoin d'informations solides, étendues, précises, sur tous les objets de son activité. Sur tous les objets de sa curiosité, le parlementaire se contente d'informations fragiles, bornées et vagues. Au reste, il n'a pas le temps de s'informer et de s'instruire. Entre les besognes astreignantes du législateur et du mandataire, le temps lui fait défaut, surtout s'il est ministrable, et, à ce titre, condamné aux obligations de représentation et d'intrigue que le rôle comporte.

L'administration a besoin de contrôle, de contrôle exact, de contrôle vrai. Au Parlement, la camaraderie ne supprime pas le contrôle, elle fait mieux : elle le transforme à son usage et à son image. Elle en fait, à son gré, une entreprise de blanchiment ou une entreprise de démolition pour une équipe de remplacement.

Pour expliquer les erreurs et les fautes de l'administration, il faut donc d'abord se rendre compte à qui on en livre la

direction quand on confie le gouvernement, sans précautions, sans garanties, à des hommes qui, si bien intentionnés qu'ils soient, sont pourtant, en raison de leur origine, à quelques exceptions près, incapables de gouverner, et, par conséquent, d'administrer. Il n'y a dans ma pensée aucune acrimonie contre ces hommes ; mais il y a la conviction très nette, fondée sur une expérience de près de quatre années, et sur des observations variées et précises, que ce régime, ou plutôt cette pratique de gouvernement, est responsable, entre autres dommages, de la décadence de l'administration et de son abaissement jusqu'à un niveau auquel elle devient un péril pour le développement et pour l'existence même de la nation.

***

Pratique, plutôt que régime. Si, sans exiger de réforme constitutionnelle, qui pourrait être de forme plus que de fond, l'opinion imposait au Parlement une réforme de conduite et d'exercice, et, pour préciser, si elle obtenait que, sans abolir la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, le gouvernement fût composé d'hommes aptes à gouverner, elle assurerait à la France, entre autres avantages, les conditions d'une renaissance administrative. En effet, gouverner, c'est d'abord administrer. Avant d'orienter et de pousser le pays vers des destinées nouvelles, c'est assurer sa vie, c'est gérer les services publics d'où dépend son existence, c'est régler le jeu des institutions par le choix et le maniement des hommes. Voulons-nous être bien administrés? Donnons-nous un gouvernement.

De ce gouvernement, les éléments sont partout, même au Parlement. Ils sont aussi dans l'administration, dont les grands directeurs gouvernent, si souvent, derrière des ministres en carton. Ils sont dans le commerce, dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les professions libérales. Ils sont surtout dans les corps qui administrent et gouvernent de grands intérêts privés, chambres de commerce, chambres syndicales, associations professionnelles, sociétés financières et industrielles, ligues d'intérêt commun, groupements coopératifs. Non qu'il faille confondre la gestion des intérêts privés avec

celle des intérêts publics, ni les compétences professionnelles avec les compétences administratives ; mais la gestion des grands intérêts privés prépare à la gestion des intérêts publics et les compétences administratives se forment et se manifestent dans le concours et la collaboration des compétences professionnelles.

Les hommes d'État, les vrais hommes d'État, soutenus par le Parlement, le vrai Parlement à recrutement assaini et à pouvoirs définis et limités, discerneront et choisiront aisément, parmi les grands administrateurs, formés à la pratique des choses économiques ou intellectuelles, l'équipe de gouvernement capable d'administrer sans peur et sans reproche.

HUBERT BOURGIN

L'Administrateur-gérant : A. BACHELIER.